Camillo Berneri | Fenner Brockway | Nicolas Lazarévitch | Robert Louzon |
John Mac Govern | Ida Mett | George Orwell | Victor Serge

La Révolution espagnole
vue dans
La Révolution prolétarienne

(1936-1938)





https://revolutionproletarienne.wordpress.com

2019

Dans l'attente d'une édition de meilleure qualité, nous proposons ici un simple montage d'articles de *La Révolution prolétarienne* qui donne un bon aperçu de l'importance et de la qualité des contributions qu'elle publia sur la Révolution espagnole. Un livre de poche fut d'ailleurs publié en 1972 : A travers les révolutions espagnoles qui compilait des articles ou fragments d'articles de Nicolas Lazarévitch mais qui n'est plus disponible dans le commerce.
Signalons enfin le dossier de 16 pages sur le 80ème anniversaire de la Révolution espagnole dans *La R.P.* N° 794 (septembre 2016) avec notamment un entretien avec les Giménologues et un texte inédit de Karl Korsch.

S.J.



Sommaire

Avec la Brigade Internationale (Robert Martin, *RP* N°257, 25 octobre 1937)

Les assassins du Guépéou en Espagne (Julia Landau, *RP* N°259, 25 novembre 1937)

La terreur communiste en Espagne (John Mac Govern, *RP* N°263, 25 janvier 1938)

Vers un procès du P.O.U.M. à Barcelone ? (Antoine Richard, *RP* N°275, 25 juillet 1938)

Pour la révision du procès du P.O.U.M. ou l'amnistie immédiate (*RP* N°286, 10 janvier 1939)

En face de la situation espagnole, il n'est pas de neutralité possible pour une conscience ouvrière.

Léon JOUHAUX.

Au moment où la classe ouvrière espagnole, toutes tendances unies, brave héroïquement la mort pour barrer la route au fascisme ; alors que Mussolini et Hitler ravitaillent ouvertement Franco et son armée, la neutralité d'un gouvernement de front populaire antifasciste est une monstrueuse trahison, d'autant plus monstrueuse que, même juridiquement, cette neutralité est indéfendable.

Il appartient à la C. G. T., dont l'appui de ses 4.000.000 de membres est assuré, de prendre en mains, vigoureusement, la cause de nos camarades espagnols.

Des hommes qui ont occupé les usines sont aussi capables de barrer la route au fascisme.

Il faut répéter pour les révolutionnaires espagnols, les manifestations monstres de ces jours derniers, qui ont tant impressionné les bourgeois.

C'est le moment de faire défiler dans la rue les 500.000 hommes dont Delmas, du Syndicat National des Instituteurs, menace les fossiles du Luxembourg.

C'est le moyen d'obliger notre gouvernement à sortir de la neutralité.

C'est le moyen d'aider efficacement nos camarades espagnols, de trouver l'argent, les armes dont ils ont besoin pour vaincre.

A BAS LA NEUTRALITÉ !

VIVE LA SOLIDARITÉ PROLÉTARIENNE !

Au secours du prolétariat espagnol

Tout le monde est unanime à reconnaître le courage et l'abnégation dont le prolétariat espagnol fait preuve dans sa défense contre le fascisme. Cet esprit de sacrifice est d'autant plus admirable que ces travailleurs savent exactement *contre qui* ils luttent, mais ignorent *pour qui*, pour quel régime social ils versent leur sang.

En effet, la situation politique et sociale de l'Espagne est extrêmement équivoque. Le prolétariat espagnol se bat d'une part contre les hordes fascistes incarnant le féodalisme et le gros capital. D'autre part, il a comme allié momentané le gouvernement du Front populaire qui n'a donné aucune solution aux problèmes vitaux posés devant les classes laborieuses à la veille de l'insurrection fasciste. Rappelons que ce gouvernement est arrivé au pouvoir après les élections de février. En six mois de temps, qu'a-t-il réalisé ? Où est la réforme agraire qui devait devenir la clef de voûte de l'Espagne nouvelle ? Où sont les lois sociales protégeant les prolétaires des villes et des campagnes ? Nous avons vu qu'on avait introduit la semaine de quarante heures en Catalogne, mais cela seulement lorsque tonnèrent les canons fascistes. A la veille même de la tentative de Franco, les attaques du gouvernement contre la C.N.T., une des deux centrales syndicales d'Espagne, ne cessaient pas. La *Batalla* (organe du Parti ouvrier d'unification marxiste) devait publier le 5 juin un éditorial : « L'offensive contre le mouvement ouvrier », où elle dénonçait la fermeture de nombreux syndicats de la C.N.T. à Madrid et l'arrestation de ses dirigeants. Il suffit d'ailleurs de jeter un coup d'œil sur les journaux de la gauche ouvrière de cette époque pour constater que comme en Pologne, en Bulgarie et dans d'autres pays semi-fascistes les journaux de gauche espagnols étaient criblés de colonnes blanches et de textes caviardés. C'est la censure qui sévissait en Espagne du Front populaire contre les organisations de gauche, tandis que les fascistes pouvaient se développer sans être beaucoup inquiétés par les autorités. Ainsi, la *Batalla* du du 29 mai annonçait par exemple qu'à Bilbao le gouverneur civil autorisait la réouverture des locaux de l'Accion Popular. A Madrid, en même temps, on libérait les fascistes, fauteurs des troubles du 2 mai et on acquittait également don José Antonio Primo de Rivera, le chef de la « Phalange espagnole ». Le 23 mai, la *Gaceta* de Madrid publiait un décret selon lequel José Sanjurjo, fils du général fasciste Sanjurjo, était nommé général d'une brigade de la Garde civile. Rappelons surtout que les généraux Franco et Goded avaient été maintenus dans leurs fonctions militaires responsables malgré leur participation à la tentative monarchiste de Sanjurjo en 1932.

Par contre, les militaires qui se sont affirmés en révolutionnaires lors de l'insurrection aux Asturies et en Catalogne en 1934, comme Perez Farras, Léon Luengo, le lieutenant Condé, Escofet, Ricart et autres n'ont pas été réadmis

à l'armée pendant le règne du Front populaire.

Ces quelques exemples illustrent suffisamment que la démocratie espagnole n'exerçait aucun contrôle sur l'armée et la Garde civile, ni sur la magistrature; et durant les six mois, au lieu de surveiller les fascistes et les cliques militaristes, elle avait l'œil fixé sur les ouvriers et les paysans, toujours prête pour arrêter leur marche en avant.

Un soulèvement dans le genre de celui de 1936 ne pouvait pas se faire sans préparation préalable, et il fallait être aveuglé par le fameux « péril marxiste » pour ne pas voir surgir le mouvement de droite. On peut encore supposer que le gouvernement savait qu'un complot se préparait, mais hésita longtemps avant de faire appel aux organisations ouvrières. Cette hypothèse trouve sa confirmation dans les écrits du correspondant du *Peuple* Pierre Robert, qui dans sa lettre de Barcelone annonce ceci : « ...Les troupes d'assaut de la République auraient été insuffisantes devant la force de l'armée rebelle. Le soir qui précéda l'émeute, le gouvernement de Catalogne ne voulait pas donner des armes aux militants ouvriers qui étaient au courant de la tentative des officiers et de leurs troupes. C'est alors que quelques ouvriers descendirent au port, prirent un navire contenant 500 fusils et des munitions. Cela se passa deux heures avant le soulèvement fasciste ». (*Peuple,* du 28 juillet).

Il fallait que les dirigeants du Front populaire ressentissent un danger imminent pour leur propre existence pour se décider à distribuer des armes au peuple. Mais, dès à présent, le gouvernement se préoccupe beaucoup de l'idée de « canaliser le mouvement »; les deux chefs d'Etat, Azaña et Companys font des déclarations de ce genre aux correspondants étrangers. Et tandis que le sang ouvrier coule dans toutes les contrées de la péninsule, nous voyons Martinez Barrio, président des Cortès, déclarer que « la rébellion militaire ne voit pas se dresser devant elle un gouvernement marxiste, ni une armée marxiste, ni un Etat marxiste. Il est vrai que l'Etat et ses représentants ont accepté le concours désintéressé des classes ouvrières représentées par les syndicats, les socialistes, les communistes et les libertaires. Mais derrière l'Etat se trouvent aussi en ligne de combat les partis républicains qui contribuèrent à la révolution de 1931. » En même temps, le parti communiste espagnol (faisant partie du Front populaire) fait connaître par l'intermédiaire du parti communiste français que « le peuple espagnol, dans sa lutte contre les factieux, ne vise nullement à l'instauration de la dictature du prolétariat et n'a qu'un seul but : *la défense de l'ordre républicain dans le respect de la propriété* » (*Le Populaire* du 3-8-36). On comprend aisément que pareilles déclarations inquiètent des combattants ouvriers espagnols. Faut-il encore ajouter la déclaration de Largo Caballero, chef du secteur socialiste du Front populaire, qui dit ceci : « L'Espagne restera membre de la S.D.N. même sous un régime socialiste. Mais je ne crois pas que l'Espagne se refuse à prendre ses responsabilités en cas de conflit européen. La lutte se fera entre le front des Etats démocratiques et le front des peuples sous les dictatures. » (*Paris-Soir* du 25-7-36). Donc encore une perspective réjouissante pour le prolétariat espagnol, celle de servir, en cas de victoire, de chair à canon pour la défense des démocraties bourgeoises.

Nous répétons qu'il fallait que la classe ouvrière espagnole ait un sentiment de haine précis contre le féodalisme et une profonde perspicacité historique pour pouvoir continuer malgré tout sa lutte inégale contre les militaires professionnels, bien armés et bien ravitaillés en armes et en avions par les gouvernements fascistes. Nous pensons que dans cette mêlée elle est soutenue par l'espoir de dépasser les cadres actuels de la lutte et d'aller jusqu'à la révolution sociale. Mais dès à présent, sur le plan de la défense antifasciste, n'est-elle pas en droit d'attendre l'aide efficace et immédiate de la part des autres pays démocratiques, et en premier lieu de la France du Front populaire ?

A cette occasion, nous nous permettons d'établir une sorte de comparaison entre les deux fronts populaires et d'analyser la situation française telle qu'elle apparaît à la lueur des événements espagnols. On pourrait nous objecter que pareille analogie n'est pas possible vu que le Front populaire français aurait déjà abouti à une série de concessions de la part de la bourgeoisie. Cela est exact, seulement faut-il encore se souvenir que c'est grâce à l'occupation des usines que la victoire a été acquise. Or, quand un représentant autorisé du Front populaire déclare que l'occupation du lieu de travail est mise hors la loi, on est en droit de se demander où va un pareil gouvernement. Il y a d'ailleurs, en dehors de la déclaration de Salengro, une concordance de plusieurs phénomènes inquiétants.

Ainsi, comme en Espagne, la magistrature n'est pas contrôlée, et n'a-t-on pas vu les derniers jours un acquittement pur et simple des mandataires des Halles, sous prétexte que la loi ne détermine pas de chiffres concrets sur les bénéfices exagérés. En même temps, le tribunal de Montpellier condamne à six mois de prison sans sursis l'ouvrier inculpé d'avoir arraché des cocardes aux fascistes. Dans les milieux officiels, on dit presque ouvertement que le ministre a moins de pouvoir que la Préfecture de Police, où les hauts fonctionnaires sont restés les mêmes qu'au temps de Chiappe. De ce chef, le problème du droit d'asile pour la nombreuse émigration antifasciste reste posé. Par contre, le banquier Juan March, qui avait financé l'insurrection fasciste en Espagne, trouve asile à Paris, où il habite ouvertement dans un hôtel luxueux et donne même des interviews à la presse qui parle d'un grand quartier fasciste dans la capitale française.

Aussi, dans la question d'amnistie, le gouvernement manifeste le même esprit d'hésitation; au lieu d'amnistie, il n'accorde qu'une grâce amnistiante.

Enfin, son attitude devient vraiment révoltante dans la question du soutien aux combattants antifascistes espagnols. Tandis que les insurgés sont ouvertement aidés par Hitler et Mussolini, le gouvernement français commence tout d'abord par consulter les juristes sur la question de savoir peut-on ou ne peut-on pas, au point de vue droit international, aider le gouvernement espagnol. Et bien que les juristes soient unanimes pour reconnaître qu'on

peut livrer des armes à un gouvernement régulier, les ministres du Front populaire décident de rester neutres. Il a fallu que les avions italiens se rendant au Maroc espagnol s'écrasent sur territoire français pour que le gouvernement revienne en partie sur sa décision et prenne une attitude de neutralité conditionnée.

Cependant, les antifascistes espagnols manquent d'armes, d'avions et d'essence. Chaque jour de retard peut causer des désastres. Et bien que, même au point de vue défense nationale, point de vue qui n'est pas le nôtre, le gouvernement français ait toute raison de souhaiter la victoire du Front populaire espagnol, on le voit toujours indécis. Au lieu de consulter l'opinion de la classe ouvrière au sujet de la livraison d'armes, le gouvernement tourne ses regards à droite, inquiet surtout de ce que pensent ses alliés bourgeois; naturellement ceux-ci en profitent pour interdire formellement toute aide à l'Espagne antifasciste. Sans doute pour ne pas paraître inactif, le gouvernement imagine une nouvelle solution, notamment la convocation d'une conférence des puissances méditerranéennes, comme si on n'avait pas assez de conférences diplomatiques stériles.

On peut donc constater que les antifascistes espagnols attendront en vain l'aide de la part du Front populaire français. Mais le prolétariat de France laissera-t-il, lui, écraser l'Espagne révolutionnaire ? Ne lui viendra-t-il pas en aide en faisant pression sur le gouvernement pour briser son attitude de neutralité criminelle ? Quant à la C.G.T., si elle ne veut pas devenir un simple appendice du gouvernement, elle doit avoir une politique propre à elle. Et, notamment dans la question espagnole, la C.G.T. doit et peut exercer son influence et sa pression énergique sur les milieux gouvernementaux pour les obliger à compter avec l'opinion prolétarienne, qui est certainement favorable à l'aide immédiate à l'Espagne révolutionnaire.

Ida Mett.

Quelques réflexions sur les suites de la déclaration de Salengro

Salengro a trouvé un « moyen approprié » pour faire rentrer dans l'ordre et l'obéissance les métallos de Montbéliard. Il n'a pas eu besoin de gardes mobiles. Les paroles lui ont suffi. Il serait intéressant de savoir quelles paroles. Qui le dira?

Bien probablement il leur a fait sentir qu'ils étaient tout seuls, abandonnés par les organisations dans lesquelles ils avaient mis leur confiance. Ils se sont soumis. Bien forcés. Et le *Popu* loue l'esprit de conciliation de la délégation ouvrière. La conciliation a consisté à céder. Ils ont obtenu de misérables augmentations, à peu près celles prévues par l'accord Matignon; mais il s'agissait de salaires « anormalement bas » et qui n'ont pas été rajustés. Salengro est parti au milieu des acclamations des ouvriers, dit le *Popu*. Sans doute des acclamations du même genre que celles qui ont salué la fin du discours de Léon Blum le 14 juillet. Oui, le 14 juillet — personne ne l'a dit — les métallos de Citroën, de Renault et d'ailleurs, dont la masse formidable couvrait la place, ont attendu dans un silence poignant ce que Blum allait dire du mouvement ouvrier; et les dernières phrases de son discours, qui confirmaient indirectement la déclaration de Salengro, ont été accueillies par un morne silence que n'a rompu aucun applaudissement.

Si les militants ne réagissent pas, les ouvriers reprendront en bien des endroits cette âme de vaincu qui a permis si longtemps au patronat de tout leur faire subir. Les ouvriers ont conquis une arme nouvelle, l'occupation des usines; ils ne doivent pas l'abandonner sous la pression du gouvernement.

La C. G. T. doit soutenir les grévistes. On ne devrait pas voir des grévistes réduits, comme ceux d'une certaine émaillerie d'Aubervilliers, à vivre des secours de Doriot. Les militants responsables ne doivent pas exagérer la puissance des patrons auprès d'ouvriers déjà trop disposés à la craindre. C'est ainsi que Savoie, de l'Alimentation, expliquait aux grévistes de chez Say, en guise d'encouragement, que « M. de Tinardon est assez puissant pour dire m... à n'importe quel ministre », et cela au moment même où le gouvernement chassait ledit M. de Tinardon de la Banque de France. Les militants ne doivent pas non plus, comme l'influence de Maurice Thorez pourrait y amener certains d'entre eux, pousser les ouvriers à se sacrifier au gouvernement et au « Sénat républicain ».

Si les organisations syndicales abandonnaient les ouvriers, il y aurait des réactions assez vives et peu agréables pour bien des gens...

S. G.

« Classe contre classe » et « Front français »

Les nécessités de la mise en pages ne nous permettent pas d'attendre le compte rendu de l'important congrès du Syndicat National des Instituteurs. Nous le publierons dans le prochain numéro.

Toutefois, nous ne pouvons résister au plaisir de citer, d'après le *Peuple*, l'intervention du camarade Larrière (Landes) « qui s'est élevé assez vivement contre l'action du bureau en ce qui concerne la lutte contre la guerre ». Larrière a estimé qu'il fallait au plus vite en revenir « à la tradition glorieuse du pacifisme qui est celle du syndicalisme » et il s'est élevé contre ceux « qui remettent en honneur la *Marseillaise* et agitent le drapeau tricolore des fusilleurs de la Commune ».

Ces paroles forment un contraste réconfortant avec celles de Duclos dans l'*Huma* du 4 août :

« Nous, communistes, qui poursuivons un grand but de libération humaine et d'affranchissement du travail, nous qui, dans le présent et pour l'avenir, avons conscience de travailler à la grandeur et à la prospérité de la France, nous n'hésitons pas à demander si le moment n'est pas venu de faire le Front des Français...

« Et quand nous, communistes, nous exprimons avec netteté et franchise cette thèse, nous montrons par cela même que nous n'entendons écarter personne « à priori » de l'union qui s'impose, d'autant plus que la paix est ouvertement menacée et que la sécurité de la France est en jeu. »

Par ailleurs, la réponse de l'*Huma* à l'attaque de Delmas contre le Sénat mérite d'être savourée :

« Nous qui avons l'influence prédominante sur les masses du Front populaire dans la région parisienne, nous pensons que les manifestations populaires doivent être dirigées contre le fascisme et non pas contre la représentation en majorité radicale du Sénat. »

A quand un gouvernement Thorez-Herriot-Marin ?

Un gouvernement dont le but essentiel serait de nous amener dans le plus court délai à graisser les godillots...

Espagne Révolutionnaire

Notes sur Barcelone (5 Août 1936)

Qu'on ne voie pas dans les notes qui vont suivre l'esquisse d'un exposé général de la situation à Barcelone, et encore bien moins de l'ensemble de l'Espagne. La révolution est une chose formidable, un colosse protéiforme dont il est vain de prétendre saisir tous les traits, et qui change de physionomie d'heure en heure. Il ne s'agit donc ici que de *notes*, notes tracées en hâte après huit jours passés en Catalogne, notes relatives uniquement au moment présent et à ce point précis de l'Espagne.

Le pouvoir politique

« *Maintenant ce sont les ouvriers qui commandent* », telle est la phrase que nous entendîmes proférer dans un hôtel de la petite ville française de Bourg-Madame pour caractériser la situation de l'autre côté de la frontière. Cette phrase résume admirablement la situation de la Catalogne, telle qu'elle apparaît au premier contact, telle qu'elle se précise au fur et à mesure qu'on se renseigne. Que ce soit dans la petite ville de 2 ou 3 mille habitants dans laquelle nous avons commencé par séjourner quelques jours, ou que ce soit dans la métropole barcelonaise avec son million et demi d'habitants, c'est le trait fondamental du moment présent. Et on nous assure qu'il en est de même dans toute la Catalogne, mais *dans la Catalogne seulement.*

Dès que vous franchissez la frontière, vous êtes arrêté par des hommes en armes. Qui sont ces hommes ? Des ouvriers. Ce sont des miliciens, c'est-à-dire des ouvriers, vêtus avec leurs habits ordinaires, mais armés — de fusils ou de revolvers — et au bras l'insigne de leur fonction et du pouvoir qu'ils représentent : le brassard rouge et noir, le brassard des milices aux couleurs de la *Confédération Nationale du Travail* (C. N. T.) et de la *Fédération Anarchiste Ibérique* (F. A. I.). Ce sont eux qui, selon les explications que vous leur donnerez, selon les papiers que vous leur présenterez — et bien entendu les seuls papiers qui, en l'espèce, aient une valeur sont des papiers d'organisations ouvrières ou révolutionnaires — décideront, avec la plus grande courtoisie, mais aussi avec la plus grande fermeté, de ne pas vous laisser entrer, ou bien d'en référer au Comité.

Le « Comité », c'est-à-dire le groupe d'hommes qui siège là-haut, au village voisin, et qui y exerce *tout le pouvoir.* C'est le « Comité » qui assure les fonctions municipales habituelles, c'est lui qui a formé la milice locale, l'a armée, lui fournit son logement et son alimentation avec les ressources qu'il tire d'une contribution imposée à tous les habitants, c'est lui qui autorise à entrer ou à sortir de la ville, c'est lui qui a fait fermer les magasins fascistes et qui opère les réquisitions indispensables, c'est lui qui fait démolir l'intérieur des églises afin que, selon l'affiche qui figure sur elles toutes, l'église « devenue propriété de la Généralité » serve aux « institutions populaires » ; c'est lui aussi qui, après avoir vidé les couvents de leurs prisonnières, assure l'entretien, dans la maison des vieillards, de celles trop vieilles pour gagner leur vie dans les conditions communes.

Or, qu'est-ce que ce Comité ? Il est formé de toutes les organisations du « Front populaire », depuis celle des bourgeois catalanistes jusqu'à la Fédération Anarchiste Ibérique et — dans le cas présent — il est constitué sur une base paritaire : toutes les organisations y ont un nombre égal de délégués. Mais naturellement, l'influence des organisations au sein du Comité est, en fait, proportionnée à la force *réelle* de chacune d'elles. Or, de toutes ces organisations, ce sont les organisations ouvrières, ou plutôt une organisation ouvrière, la C. N. T. — avec son associée étroite la F. A. I. — qui est de beaucoup la plus forte : c'est la C. N. T. qui fournit presque tous les miliciens, ce sont des militants de la C. N. T. qui sont à la tête de la milice, ce sont des adhérents de la C.N.T. tous ces hommes en armes qui, par petits groupes de deux ou trois, assurent le service dans les rues, à la gare, aux sorties de la ville. Il s'ensuit que le président du « Comité », celui en la signature duquel est renfermé tout le pouvoir exécutif, ne peut être qu'un ouvrier; c'est un militant de la C. N. T. sorti hier de la prison où il était détenu depuis les journées d'octobre, et qui porte encore sur son corps tout tatoué de piqûres la trace des tortures auxquelles le soumirent deux ans durant ses bourreaux.

A Barcelone, c'est exactement la même situation, à l'échelle près. Dès que vous posez le pied dans la ville, vous vous rendez compte

que l'ouvrier y est maître, — le seul maître.

Non seulement parce que toutes les automobiles — qui portent sur leur flanc écrit en lettres énormes le nom de l'organisation ouvrière qui les a réquisitionnées — sont occupées par des ouvriers; non seulement parce que tous les plus spacieux et les plus beaux immeubles sont occupés par les organisations ouvrières qui les ont couverts d'énormes calicots indiquant leur nouvelle destination, — et à la porte desquels veillent des ouvriers en armes, — mais parce que *toute la ville est devenue ouvrière*. C'est un remarquable phénomène de mimétisme. La classe dominante imprime toujours plus ou moins son cachet à l'ensemble, ou presque, de la population. Sous le régime bourgeois, toutes les classes intermédiaires s'habillent, parlent et se tiennent comme les bourgeois; le prolétaire lui-même, dès qu'il est sorti de son « quartier ouvrier », prend plus au moins une allure bourgeoise.

Comme, aujourd'hui à Barcelone, la classe dominante est la classe ouvrière, tout le monde est « ouvrier ». Que ce soit dans le centre de la ville ou dans les faubourgs, sur le boulevard petit-bourgeois de la Rambla ou sur l'aristocratique Paseo de Gracia, *il n'y a plus de bourgeois*. Où sont-ils ? D'aucuns, certes, ont dû partir, d'autres se terrent dans leurs appartements, la plupart sont, je crois bien, dans la rue et vaquent à leurs occupations ordinaires, mais vous ne les reconnaissez qu'après un examen attentif, car ils ont tous dégringolé leur tenue d'au moins un degré. Le grand bourgeois a pris l'aspect d'un bourgeois moyen, celui-ci d'un petit bourgeois, et ce dernier d'un prolétaire.

Mais là où cette transformation est la plus frappante, c'est dans la police. Dans toutes les villes du monde — du monde capitaliste — l'agent de police est un monsieur très correct (au moins tant qu'il n'est pas ivre). Guindé dans un uniforme soigneusement boutonné, l'air supérieur et important autant qu'un ambassadeur, il contribue à maintenir l'autorité de la classe dont il est le soutien en se servant du même procédé qu'elle : le « prestige » de la tenue et du maintien. Et les « gardes d'assaut » de Barcelone, qui sont l'équivalent de nos agents de police, ne faisaient pas, jusqu'au 19 juillet, exception à cette règle.

Aujourd'hui, quelle transformation !

Défenseurs du gouvernement régulier, les gardes d'assaut combattirent côte à côte avec les ouvriers et les anarchistes contre l'armée soulevée, durant ce dimanche historique du 19 juillet qui, en décidant du sort de Barcelone, décida sans doute, par là même, du sort de l'Espagne entière. Dès lors, ils ne voulurent plus être des gardes d'assaut, mais décidèrent d'être des miliciens. Ils n'eurent de cesse qu'on leur fournisse des *salopettes bleues*. Et c'est en ce costume — ils sont à peu près les seuls miliciens à en posséder — qu'ils assurent leur service. Mais le costume, en soi, n'est rien. C'est la manière de le porter. Or, ils n'ont fait en aucune manière de ce costume de travail un uniforme. Ça reste la cotte du mécanicien. En les voyant, j'étais convaincu au début que je voyais des miliciens qui venaient de s'enrôler au sortir de l'atelier; il a fallu toute l'autorité de nos amis espagnols pour me convaincre qu'il s'agissait bel et bien de gardes d'assaut professionnels.

Et ce qui est vrai des gardes d'assaut l'est autant des officiers — très rares, il est vrai — restés fidèles au peuple. J'ai eu l'occasion d'en voir ce matin deux, appartenant au très petit groupe de ceux dont l'intervention joua un rôle décisif le 19 juillet. Ils paraissaient tout ce que l'on voulait — sauf des officiers.

Telle est donc la situation. Barcelone est une ville ouvrière, dominée et contrôlée à tous les égards par la classe ouvrière, et en particulier par l'organisation ouvrière de beaucoup la plus puissante en Catalogne : la C. N. T. La « Généralité », c'est-à-dire le gouvernement régulier de Catalogne, n'est, en vertu d'un accord plus ou moins tacite, qu'une *façade* à l'abri de laquelle la C. N. T. unie aux autres organisations ouvrières dans le Comité Central des Milices Antifascistes exerce le pouvoir.

L'Etat, à l'heure actuelle, c'est la Confédération Nationale du Travail et... la Fédération Anarchiste Ibérique, maîtresses tout particulièrement de l'armée... et de la police, cette dernière étant dénommée « Commission des investigations ».

◇◆◇

Cette situation se maintiendra-t-elle ?

Il va sans dire que la bourgeoisie, si elle est pour le moment entièrement dominée, n'en continue pas moins d'exister; et quand je dis la bourgeoisie, je ne veux pas dire, bien entendu, seulement la grande bourgeoisie fasciste, mais toute cette petite et moyenne bourgeoisie, ces « classes moyennes » qui constituent le gros des troupes du gouvernement catalan régulier de la « Généralité » et de son président Companys.

Cette bourgeoisie, cela va de soi, ne pense qu'à une chose : reprendre le pouvoir, — ce qui, concrètement, se présente pour le moment sous cette forme : redonner le pouvoir réel au gouvernement légal, faire que ce soit le gou-

vernement, les ministres, et non plus le Comité Central des Milices Antifascistes, qui aient la réalité du pouvoir.

Une manœuvre préparatoire à cette reprise du pouvoir par le gouvernement légal de la bourgeoisie a eu lieu ces jours derniers. Elle a consisté en un changement de ministère, et elle a été réalisée, comme il fallait s'y attendre, avec l'aide agissante du parti communiste.

Le gouvernement catalan ne comprenait jusqu'à il y a quelques jours que des éléments bourgeois, représentants des partis bourgeois catalanistes. Ce n'était pas un gouvernement ainsi constitué qui pouvait tenter de se substituer au pouvoir de la classe ouvrière; pour qu'il puisse l'essayer avec au moins quelque chance de succès, il lui fallait se teinter quelque peu d'ouvriérisme et de socialisme.

Voici donc ce que l'on fit :

Le parti communiste, qui ne cache pas (voir son organe espagnol central *Mundo Obrero*) qu'il ne combat que pour la « République démocratique », et ne veut autre chose qu'une République bourgeoise, commença par faire l'unité — en Catalogne — avec un parti socialiste catalaniste (l'Union Socialiste Catalane) et la fédération catalane du parti socialiste espagnol. Ce nouveau parti prit le nom de *Parti socialiste unifié de Catalogne* (P. S. U. C.) et adhéra à l'Internationale Communiste.

Presque aussitôt ce parti constitué, le ministère démissionna et un nouveau gouvernement fut formé, comprenant, à côté des anciens représentants des partis bourgeois, un certain nombre de ministres tirés du P. S. U. C. La Catalogne a ainsi maintenant un gouvernement bourgeois-ouvrier, donc un gouvernement qui, semblant représenter toutes les classes de la population, pourra plus facilement tenter de renverser le pouvoir ouvrier; la manœuvre est évidente (1). (A remarquer que le *Parti Ouvrier d'Unification Marxiste* (P. O. U. M.), le parti de Maurin et de Nin, au moins aussi important que ledit P. S. U. C., a refusé d'entrer dans le ministère, en déclarant qu'il n'entrerait que dans un gouvernement exclusivement ouvrier.)

Mais il ne s'agit là que d'une manœuvre préparatoire. La question sur laquelle la partie décisive se jouera SERA CELLE DES MILICES.

Pourquoi la classe ouvrière a-t-elle aujourd'hui le pouvoir à Barcelone ? Parce qu'*elle est armée*; parce qu'elle est la seule force armée.

Le 19 juillet au matin, *toutes* les forces armées de Barcelone étaient soulevées. Toutes : cavalerie, infanterie, artillerie; toutes sauf les équipages de trois avions (sur quatre), et sauf la police, police recrutée directement par la Généralité et composée de « Catalans » sûrs. Le 19 juillet au soir, toutes ces forces armées étaient vaincues. Le quartier général, le central téléphonique, l'hôtel Colon, qu'elles avaient occupés à l'aube par surprise, leur étaient repris, et elles n'avaient pu atteindre la Préfecture de police, but principal de leurs efforts; leur général en chef était prisonnier.

Or, qui les avait vaincues ? La force conjuguée des ouvriers, des aviateurs et des gardes d'assaut. Il faut dire que les aviateurs n'avaient été fidèles au gouvernement que parce qu'un certain nombre d'entre eux — disons-le vite entre nous — étaient acquis, non au gouververnement, mais à la C. N. T.; les gardes d'assaut, fiers et emballés du courage de leurs compagnons d'armes d'une journée, ne juraient plus que par la classe ouvrière et la C. N. T.; et puis, enfin, les ouvriers, c'était le grand nombre, c'étaient eux qui avaient fait masse, et qui étaient la masse dont on pourrait tirer autant de combattants qu'il en faudrait pour continuer la lutte contre le fascisme. La classe ouvrière était donc la puissance armée. Nécessairement, elle devint immédiatement la puissance tout court.

Mais, pour rester cette puissance, il lui fallait demeurer la puissance armée. Pour cela, elle s'organisa en *milices*. Milices « antifascistes », dit le titre officiel. En fait : milices *ouvrières*. Milices formées d'ouvriers, d'ouvriers sans uniformes et sans casernes, mais assurant leur service avec une régularité et une conscience admirables, instruits techniquement par quelques professionnels, caporaux et soldats, mais commandés par des ouvriers et des militants. Milices qui sont, dans la pleine acception du terme : *le peuple en armes*.

Le pouvoir du peuple, le pouvoir du prolétariat, qui est aujourd'hui à Barcelone un fait, est lié strictement au maintien de ce peuple en armes, au maintien des milices.

Dans cet admirable bréviaire de la révolution qu'est *l'Etat et la Révolution* de Lénine, celui-ci insiste très fortement sur ce fait que la révolution est liée à l'institution du peuple en armes, tout comme l'Etat bourgeois est lié à celle de l'armée. Armée = Etat bourgeois; milices = révolution prolétarienne.

---

(1) Elle n'a heureusement pas réussi. Les journaux du 7 août (l'article de notre ami est du 5) annoncent que les trois représentants du P. S. U. C. *ont dû démissionner*. Le *Populaire* ajoute même : « ...probablement pour ne pas se heurter aux anarchistes de la F. A. I. et de la C. N. T. » Probablement ! — N. D. L. R.

C'est ce qu'ici on comprend parfaitement de part et d'autre; aussi est-ce sur cette question essentielle — armée ou milices ? — que se jouera, ou plutôt que commence déjà à se jouer, le sort de la révolution sociale actuellement commencée.

Il y a quelques jours, un ordre de la Généralité ordonnait le désarmement de tous ceux qui n'étaient pas régulièrement inscrits aux milices antifascistes.

Hier, le gouvernement appelait trois classes de conscrits, qui devaient être encasernés et soumis au régime habituel des soldats.

La C. N. T. a, bien entendu, aussitôt senti le danger. « *Sous aucun prétexte, ne livrez pas vos armes !* », telle fut sa réponse au premier ordre de la Généralité. Et quant au second, elle a réuni hier en un immense meeting les jeunes appelés pour leur faire prendre la décision de s'enrôler dans les milices, mais de refuser d'être des soldats. « *Milices populaires, oui ; soldats encasernés et avec uniformes, non !* », écrivait ce matin en gros caractères *Solidaridad Obrera* en tête d'une longue déclaration du Comité régional de la C. N. T.

Sur la question cruciale de l'armement du prolétariat, de laquelle dépend le sort du pouvoir du prolétariat, la lutte est donc déjà engagée, au moins sous forme de premières escarmouches. L'issue de cette lutte dépendra de facteurs relevant d'autres aspects de la révolution, que je tâcherai d'indiquer au cours de notes suivantes.

R. LOUZON.

L'attitude des chefs communistes

Il est utile de compléter les notes de Louzon par quelques précisions numériques indiquant la proportion que prend l'effort anarcho-syndicaliste dans le cadre de celui que réalise l'ensemble du prolétariat espagnol. Ces chiffres, à l'heure actuelle certainement dépassés, sont puisés dans le Bulletin de la C. N. T. et de la F. A. I. :

« *Formation de la milice antifasciste :*

C. N. T. et F. A. I. (syndicalistes et anarchistes)	*13.000 hommes*
U. G. T. (syndicats socialistes)	*2.000 —*
Organisations marxistes unifiés	*3.000 —*
Forces de police et garde civile	*4.000 —*

Voyons maintenant comment la direction du parti communiste espagnol répond à cet effort, et cela au moment où le sang de Francisco Ascaso, versé à l'assaut de la caserne d'Atarzana, brille encore sur les pavés de Barcelone.

Voici ce que dit le directeur de Mundo Obrero, *l'organe central du parti communiste; voici ce que dit le député Juan Hernandez :*

« *Quant aux anarchistes, qui préfèrent l'arrière-garde à la ligne de feu, il ne faut pas y attacher d'importance ; leurs intentions ne sont pas très claires, mais le peuple espagnol et tous les organismes officiels se dresseront contre eux.*

« *Nous ne voulons rien savoir des communistes libertaires. Au lendemain du triomphe, ils seront mis à la raison. D'ici là, il nous est impossible de nous brouiller avec des éléments qui luttent à nos côtés.* » (*Interview accordée aux membres de la presse étrangère :* Paris-Midi, *8 août.*)

Par contre, dès qu'il s'agit de déterminer l'attitude à prendre envers les partis bourgeois formant la gauche républicaine, le langage des chefs communistes devient prévenant et cordial. Ainsi, la femme-député Ibarruru déclare, en parlant à la radio de Madrid :

« *Le parti communiste est, de tout cœur, disposé à défendre la République démocratique. Nous faisons présentement la révolution bourgeoise démocratique qui s'est faite en France il y a un siècle et dont le but est d'extirper l'obscurantisme qui a empêché le développement social et économique de l'Espagne. Les communistes sont à l'avant-garde pour cette œuvre nationale; donc, laissez les généraux, mille fois traîtres, agiter le spectre du communisme. Les rebelles ont détruit des monuments, des joyaux artistiques que notre patrimoine national avait accumulé pendant des siècles. Les milices ouvrières protègent les religieux. Fidèles à leurs idéaux révolutionnaires, les communistes se sont placés aux côtés du gouvernement.* » (A. S. R. *du 8 août.*)

Comment expliquer ce contraste ? L'explication est assez facile à découvrir : la direction du parti communiste espagnol, appliquant les directives de Staline, cherche avant tout à garder en Espagne un gouvernement capable de faire l'Union sacrée dans la guerre qui se prépare; cela explique aussi pourquoi les mêmes personnages poussent à la destruction des syndicalistes et anarchistes, fraction active, combattante et sincère du prolétariat.

Problèmes politiques et économiques de la Révolution espagnole

Je voudrais communiquer aux lecteurs de la *R.P.* ces quelques informations et réflexions. Mon espoir est qu'elles ne trahiront pas la pensée des camarades français qui ont arpenté avec moi les rues de Barcelone et dont l'expérience des choses et des gens d'Espagne m'a beaucoup servi. Mettons que je sois ici leur simple écho.

Je ne fais d'ailleurs qu'ajouter une petite contribution aux multiples articles déjà publiés par la *R.P.* depuis les premières impressions de Louzon. Mes commentaires valent pour la seconde quinzaine de septembre. Ils se rapportent à ce qui paraît être une étape nouvelle sur la route de la Révolution. Naturellement, ils n'ont pas la moindre valeur prophétique. Le sort de la Révolution et celui des armes étant solidaires, ils ne peuvent prétendre annoncer l'avenir gros d'inconnu. La partie qui se joue en ce moment autour de Madrid marquera, en effet, une étape nouvelle, mystérieuse encore. Je puis seulement donner ici mon impression que des revers militaires ne tueraient pas la Révolution, la lutte des classes paraissant devoir garder, en fin de compte, l'influence déterminante dans la guerre civile. Même en cas de défaite, elle reprendrait plus vive que jamais, sanglante et désespérée, pour fixer le destin de l'Espagne.

Cela dit, gardons le maximum d'objectivité pour indiquer quels problèmes se sont posés à Barcelone pendant la quinzaine qui vient de s'écouler. Notons-les dans l'ordre politique et l'ordre économique.

PROBLÈMES POLITIQUES

Centralisme et fédéralisme. — Nous avons été frappés, à Barcelone, par ces survivances encore vivaces de l'esprit catalan, même dans les rangs de la F.A.I. et de la C.N.T. Cette mentalité, qui coïncide avec les traits géographiques et économiques du pays, trouve d'ailleurs dans la doctrine traditionnelle de l'anarchisme de quoi se fortifier.

En effet, les anarchistes catalans, pour qui la province commande économiquement l'Espagne, ont une double raison de se méfier de Madrid. La capitale est pour eux, non seulement la détentrice des pouvoirs politiques oppressifs et centralisateurs, mais encore une métropole lointaine, presque étrangère, qui vit de l'effort économique de l'Espagne, avec une population non proportionnée aux faibles capacités productrices de cette ville énorme bâtie dans un semi-désert.

Cette situation de fait, économique et historique, ravive pour ainsi dire la vieille doctrine traditionnelle du fédéralisme anarchiste. La structure de la C.N.T., qui n'est pas centraliste, cadre donc à la fois avec la géographie, l'histoire et la doctrine.

Autant de raisons de se méfier de Madrid.

Les « marxistes », qui y détiennent une partie du pouvoir, partagé avec la bourgeoisie républicaine, ont mécontenté la C.N.T., ainsi que Barcelone et le gouvernement catalan. Nous avions bien l'impression que ce vieux réformiste de Largo Caballero, qui semble s'entendre fort mal à jouer ce rôle de Lénine espagnol dont a voulu l'accabler une opinion mal informée, se faisait à la fois le champion de la vieille querelle U.G.T.-C.N.T. et le défenseur des privilèges étatistes de Madrid. Ajoutons qu'il se laisse investir par l'influence communiste renforcée à Madrid par l'arrivée de l'ambassadeur de l'U.R.S.S.

Nous avons eu de nombreux échos de ces récriminations contre la capitale, contre le gouvernement central au sujet de leur parcimonie dans l'octroi des crédits à la Catalogne pour son économie et son armement. Inutile d'entrer dans ces détails qui ne sont pas toujours très reluisants. Disons seulement que nous aurions été bien naïfs de compter sur le miracle d'un commandement unique réalisé soudain avec l'avènement du ministère Caballero...

C'est pourquoi nos camarades de la C.N.T., conscients des difficultés que rencontrait la poursuite de la guerre, ont pensé qu'il fallait, pour sortir de l'incohérence et de l'indécision, procéder à une refonte de l'appareil gouvernemental. Ils ont voulu le rendre plus représentatif des forces antifascistes réelles lancées dans la guerre civile et ils ont décidé la participation au pouvoir de leur centrale syndicale.

Participation au pouvoir. — Cette résolution a déchaîné un vrai tumulte. Des malins se sont exercés à prendre en défaut cette F.A.I. et cette C.N.T. restées jusqu'à présent apolitiques avec une intransigeance parfois fâcheuse.

Mais ne revenons pas sur le passé. Rappelons seulement que depuis juillet dernier la C.N.T. et son inspiratrice la F.A.I., qui ont joué le rôle décisif que l'on sait dans la lutte antifasciste et la construction révolutionnaire, sont restées à l'écart du gouvernement nominal. Elles ont voulu ainsi non seulement éviter, pour des raisons psychologiques, de se déjuger trop tôt, mais encore assurer une transition profitable et faire des conquêtes réelles avant de participer à la direction de la Catalogne. Il leur semblait aussi que cet effacement transitoire, qui était bien loin d'une abdication, permettrait de sauvegarder quelque temps la façade officielle et de ne pas compromettre les relations économiques avec l'étranger (*Soli* du 17 septembre).

Il paraît aujourd'hui nécessaire de franchir une nouvelle étape, cela pour suivre la marche de la Révolution elle-même et au risque de faire des entorses à la doctrine. Plus conséquent avec lui-même, sans être dans l'obligation de renier une tradition apolitique, le P.O.U.M. défend de son côté la participation gouvernementale, étape vers la création d'un gouvernement ouvrier.

De grandes assises syndicales (congrès et

meetings tenus à Madrid, à Barcelone et à Valence) ont ouvert la voie à cette nouvelle politique. La seconde quinzaine de septembre a été remplie de ces discussions et affirmations qui se sont traduites dans les journaux *C.N.T.* et *Soli* avec une grande véhémence. Pendant ce temps, l'U.G.T. et les partis socialiste et communiste, d'accord avec les républicains de gauche, continuaient à affirmer qu'il fallait d'abord vaincre, que la révolution viendrait ensuite, c'est-à-dire à préconiser en somme le maintien de la formation politique actuelle. D'ailleurs, la menace militaire directe contre Madrid semble favoriser, au moins provisoirement, le maintien du statu quo. Elle peut aussi, inversement, porter aux mesures énergiques, aux solutions désespérées...

En tout cas, pour l'heure, le ministère Caballero rejette ou ajourne les propositions de la C.N.T. Il a même déterminé une reprise de la vie parlementaire en convoquant ce qui reste des Cortès.

Mais la question reste posée. Dans le cadre national, la C.N.T. exige la création d'un Comité suprême de Défense qui remplacerait les actuels ministères. Il grouperait les représentants des centrales syndicales et ceux des partis républicains. Il se composerait de 14 commissaires : 5 pour la C.N.T., 5 pour l'U.G.T., 4 pour les républicains. Cette réorganisation se généraliserait, avec des proportions variables, à tous les échelons, c'est-à-dire dans les provinces et les villes. Les députations provinciales et les municipalités seraient ainsi remplacées par ces juntes de défense, représentation de toutes les forces antifascistes engagées dans la lutte. Cela favoriserait évidemment leur concentration et leur coordination en portant atteinte aux particularismes variés qui paralysent l'action.

Naturellement, des critiques se sont fait jour, dans les rangs mêmes de la C.N.T., mais surtout hors de la C.N.T. Elles se ramènent à deux reproches : trop d'importance est donnée aux partis bourgeois; par contre, les partis ouvriers sont laissés de côté.

Sur le premier point, nos camarades se défendent de tout opportunisme déplacé, voulant tenir compte des réalités politiques et, dans le cas de la Catalogne, ayant une certaine confiance provisoire en la bourgeoisie de gauche. La C.N.T. objecte, sur le second point, que les partis socialiste et communiste se trouveraient indirectement représentés par l'U.G.T. Mais naturellement les partis susnommés, ambitieux par nature, ne veulent pas se laisser faire.

En attendant, la question se trouve provisoirement réglée pour la Catalogne. Nous avons assisté, en effet, à la transformation du gouvernement catalan. Ouverte officiellement le 25 septembre, la crise gouvernementale de la Généralité s'est dénouée le 26. Elle a abouti à la constitution du cabinet Tarradellas, qui comprend douze membres : trois de la Gauche républicaine, trois de la C.N.T. (les camarades Fabregas, à l'économie nationale; Garcia Bilbao, à l'Assistance sociale; et Domenech, au Ravitaillement), deux du parti socialiste unifié de Catalogne, un du P.O.U.M. (Nin, à la Justice), un de l'Union des Rabassaires, un de l'Action catalane, enfin Sandino, qui représente l'élément militaire fidèle.

Depuis cette constitution, qui marque l'entrée de la C.N.T. dans l'appareil dirigeant, un fait nouveau s'est produit qui marque un pas de plus dans l'évolution entrevue. L'organisation des milices, qui paraissait autonome, mais qui, née dans la lutte, détenait en marge du cabinet le pouvoir réel, vient d'être intégrée dans l'appareil ministériel comme annexe du département de la guerre. Il en sera de même d'autres organisations, comme le Comité d'Economie et la Police politique, annexés aux ministères correspondants de l'Economie nationale et de la Sûreté publique.

Cette pénétration des organismes anciens par les organismes nouveaux nés dans la lutte et créés pour la Révolution marque un pas sérieux vers la conquête du pouvoir. C'est désormais le gouvernement catalan qui va prendre la responsabilité directe de l'œuvre accomplie jusqu'alors par des institutions improvisées.

Naturellement, tout le pouvoir n'est pas aux ouvriers et aux paysans, mais la structure gouvernementale nouvelle n'est que provisoire. La Révolution amènera sans doute des changements plus radicaux vers la constitution d'un Etat provincial prolétarien.

PROBLÈMES ÉCONOMIQUES

Le manifeste du gouvernement catalan. — Ce nouveau cabinet de Catalogne vient de lancer un manifeste qui s'inspire évidemment des nécessités militaires (appel au commandement unique, à l'action coordonnée, à la création des milices obligatoires et à la discipline), mais vise surtout à la reconstruction économique du pays. Nous croyons utile d'en reproduire les divers points qui correspondent au programme du Conseil d'économie établi le 11 août dernier :

1° Régularisation de la production en harmonie avec la consommation;

2° Contrôle du commerce extérieur;

3° Collectivisation des grandes propriétés rurales avec respect des petites propriétés agricoles;

4° Dévalorisation partielle des propriétés urbaines par la réduction des loyers ou par établissement de taxes;

5° Collectivisation des grandes industries, des services publics et des transports;

6° Réquisition et collectivisation des établissements abandonnés par leurs propriétaires;

7° Intensification du régime coopératif pour la distribution des produits et, particulièrement, exploitation en régime coopératif des grandes entreprises d'alimentation;

8° Contrôle ouvrier des banques, en attendant la nationalisation des établissements de crédit;

9° Contrôle ouvrier des industries privées;

10° Lutte contre le chômage par le retour des ouvriers inemployés à la terre, revalorisation des produits agricoles, création de nouvelles industries, électrification intégrale de la Catalogne, etc.;

11° Suppression rapide des divers impôts indirects dans le temps et les mesures qui seront possibles.

Ainsi se trouve confirmé le principe d'une économie mixte avec un secteur collectivisé dans l'industrie et l'agriculture et un secteur subsistant d'économie privée, soumis au contrôle de la classe ouvrière. C'est en somme, dans ses grands traits, la structure déjà ébauchée au lendemain des combats de juillet.

Mais ce qui nous intéresse, nous syndicalistes, c'est non seulement l'affirmation des principes. C'est aussi, pour ainsi dire, le rendement du système. Que dit la presse à ce sujet ? Quelles difficultés ont été rencontrées en matière économique et sociale dans le fonctionnement des nouveaux rouages si vite construits ? Comment cherche-t-on à les surmonter ?

DIFFICULTÉS ÉCONOMIQUES ET FINANCIÈRES. — La lecture des journaux laisse pressentir l'existence de certaines difficultés, inévitables en ces mois de guerre. Des industries sont inactives, d'autres fonctionnent dans des conditions médiocres. Les stocks de matières premières s'épuisent tandis que s'accumulent les réserves d'objets fabriqués. Une hausse s'est produite sur certaines marchandises : le sucre, le café, le charbon, les œufs, les pommes de terre. Elle est jugulée par les autorités qui luttent contre l'accaparement, mais elle est aussi le résultat naturel d'une raréfaction certaine de ces produits.

La rue elle-même témoigne de ce malaise alimentaire et commercial qui n'a rien d'ailleurs de catastrophique. Des queues de ménagères, normales en période critique, stationnent en quête de viande, de lait, surtout de charbon. Les trottoirs commencent à être envahis par les soldeurs de menus objets, de bouquins, de lingerie. Mais l'on ne voit encore aucun signe de la misère et les mendiants sont plutôt moins nombreux qu'autrefois.

Les difficultés les plus graves proviennent, semble-t-il, du manque de ressources financières. Il faudrait que le Conseil d'Economie disposât d'un fonds de roulement suffisant qui lui permît de faire des achats à l'étranger, de soutenir les industries collectivisées qui seraient mal en point.

Ces ressources financières, dont la Catalogne aurait besoin pour poursuivre son expérience, elle ne les a malheureusement pas reçues du gouvernement de Madrid. C'est là le côté économique du conflit politique et administratif signalé plus haut.

Dans son intervention au dernier congrès des syndicats, le camarade Fabregas, qui est aujourd'hui chargé en Catalogne du portefeuille de l'Economie nationale, a condamné cette attitude de la capitale. Le nouveau ministère Caballero n'a pas mieux traité la Catalogne que ses prédécesseurs, sans doute par hostilité envers la C.N.T., ses conceptions et ses méthodes. Un crédit de 800 millions de pesetas avait été demandé, il fut refusé, ainsi qu'un autre de 30 millions pour achat de matériel de guerre, et un autre enfin de 150 millions de francs pour achat de matières premières à l'étranger. En garantie de ces avances, on offrait pourtant le milliard des dépôts des caisses d'épargne catalanes déposé à la Banque d'Espagne.

Même échec de la demande du transfert en Catalogne de 400 millions d'or, partie du dépôt de Madrid. On comprend le désir de la Catalogne de créer chez elle une sorte de banque régionale autonome. Ce désir atteste bien la réalité du malaise. Au dernier congrès de la C.N.T. tenu à Barcelone, on a pu entendre un syndicat proposer la création d'une monnaie catalane, le papier-monnaie espagnol devant être réservé aux échanges extérieurs.

DE L'ÉCONOMIE DE GUERRE A UNE ÉCONOMIE RATIONNELLE. — Certains articles de la *Soli*, des allocutions radiodiffusées de Fabregas, les comptes rendus de congrès et de meetings nous laissent entrevoir les inquiétudes et les projets des dirigeants de l'économie révolutionnaire.

Il s'agit pour eux d'envisager l'avenir et d'en jeter les bases dans le monde présent lui-même. La guerre civile, on le sait, y a fait des ravages. On a socialisé, séquestré, contrôlé un peu au hasard. La production a été en grande partie orientée vers la guerre, les énergies tendues vers la fabrication de l'armement, de l'équipement. Il faut tenir encore jusqu'à la victoire espérée, travailler douze heures dans les usines de guerre, aller au plus urgent.

Mais déjà se fait jour un besoin d'ordre, de clarification, d'adaptation aux nécessités économiques. Les camarades de la F.A.I. et de la C.N.T. ont le souci de montrer qu'ils sont capables de diriger l'économie. N'est-il pas significatif que Santillan ait écrit quelques mois avant la guerre civile un ouvrage doctrinal conçu dans cet esprit, ouvrage que publie l'hebdomadaire l'*Espagne antifasciste*, préoccupé de faire connaître tous les aspects de l'œuvre de la C.N.T. ?

Fabregas insiste dans ses écrits sur la nécessité de tenir compte des possibilités du pays (une circulaire détaillée aux syndicats illustre cette préoccupation). Il veut que l'industrie nouvelle travaille sciemment pour les besoins du marché intérieur et du marché mondial. Il est en un mot nécessaire de préparer dès aujourd'hui l'économie de paix, d'établir un plan d'avenir chargé d'orienter, d'harmoniser la production. Ainsi l'on évitera l'improvisation précipitée, l'on saura distinguer entre les bonnes et les mauvaises affaires. Volonté de ne plus socialiser au hasard, de ne plus travailler à perte, de réparer le gaspillage inévitable des premiers jours.

Mais Fabregas, qui emploie volontiers le mot de rationalisation, qui montre la nécessité d'être docile aux lois de la technique et de l'économie, n'oublie pas qu'il parle en anarchiste. Il montre la nécessité de respecter les autonomies individuelles, municipales et régionales, pourvu qu'elles sachent se plier à l'intérêt collectif. A ce titre, il s'adresse en particulier aux classes moyennes qui auront leur place dans cette économie mixte de demain, où subsisteront la petite propriété paysanne et en partie le petit commerce et la petite industrie. Cette tendance autonomiste a dressé plus d'une fois les économistes de la C.N.T. contre les marxistes et leur penchant plus marqué à l'autoritarisme économique, leur volonté de nationaliser l'industrie.

C'est ainsi que nous avons pu lire dans la *Batalla*, organe du P.O.U.M., une critique de la tendance qu'ont manifestée les syndicats à exploiter l'industrie dont ils étaient devenus les gérants sans songer assez à l'intérêt général. Cette « syndicalisation » à caractère fédéraliste, où chacun voulait être maître chez soi, a dû présenter des excès par méconnaissance de l'intérêt général révolutionnaire.

La solidarité obligatoire entre tous les producteurs, nos camarades de la C.N.T. ne la négligent d'ailleurs pas et ils paraissent vouloir remédier à ce morcellement anarchique des initiatives et des efforts. C'est ainsi qu'ils font un gros effort, bien mis déjà en évidence par

la *R.P.*, pour faire marcher parallèlement la révolution agraire et la révolution industrielle. C'est une double tâche indispensable. En effet, pour que l'industrie trouve une clientèle suffisante, il faut élargir le marché national en revalorisant les produits agricoles et en élevant le niveau de vie des paysans comme celui des ouvriers. Débarrassée de ses parasites (les grands propriétaires, le clergé, les usuriers), la campagne connaîtra une vie meilleure et sera solidaire de la ville dans l'économie comme elle l'est aujourd'hui dans la guerre et la Révolution.

◈◈◈

Ces remarques, évidemment superficielles, ont surtout comme but de montrer que nos camarades de la C.N.T. et de la F.A.I. savent être des réalistes quand les nécessités l'exigent. Ils ont à leur actif non seulement le courage, mais aussi le sens créateur, l'audace dans l'initiative et ils donnent au mouvement ouvrier une leçon de premier ordre, car ils n'ont pas perdu ce don précieux qui manque aujourd'hui au mouvement révolutionnaire dans ce monde de dictatures, le sens de la liberté.

A. Richard.

◇◆◇

Premiers pas...

Analyse de la presse espagnole

L'événement sensationnel de la dernière quinzaine est la décision des anarcho-syndicalistes de collaborer directement au gouvernement, non seulement avec les socialistes et les communistes, mais aussi avec les partis républicains bourgeois. La seule réserve au point de vue forme est de ne pas appeler l'organe supérieur du gouvernement un conseil de ministres, mais une « Junta » ou un Conseil de Défense; la véritable innovation consiste en la part prépondérante réservée ouvertement aux organisations syndicales : le projet présenté par le plénum des divers comités des Régionales constituant la C.N.T. propose de substituer au gouvernement Largo Caballero une junte comprenant cinq délégués syndicaux de l'Union Générale des Travailleurs, cinq autres délégués syndicaux de la Confédération Nationale du Travail et quatre délégués des divers partis républicains bourgeois soutenant le gouvernement régulier.

Voici comment *Solidaridad Obrera* du 25 septembre justifie ce projet :

La C.N.T. s'est inspirée de ce qui représente la révolution qui s'étend d'une frontière à l'autre de la péninsule. Nous savons que les révolutions s'ankylosent si les représentants des manifestations de la masse n'expriment pas l'esprit qui déborde dans les rues.

Dans ce but précis et recueillant les expériences que nous a transmises l'histoire, nous avons voulu être les initiateurs de la démolition de tout ce qui est vétuste, archaïque, nous voulons que l'œuvre de la reconstruction ait pour fondement nos organisations.

Les « Juntas de Defensa » sont l'incarnation de l'élan révolutionnaire qui a porté nos camarades vers les terres de l'Aragon. Elles correspondent à un sentiment de radicalisation des masses qui se sentiraient frustrées si nous continuons à cohabiter dans des institutions dont la structure est du type bourgeois.

Notre conception n'est pas partagée par les communistes et par certaine fraction du socialisme espagnol. Nos contradicteurs prétendent que nous encourons ainsi le danger de voir les puissances étrangères qui jusqu'à présent ont manifesté envers nous une certaine bienveillance, se mettre à froncer les sourcils et adopter des mesures préjudiciables à la cause que nous défendons.

Nous ne trouvons pas la moindre lueur de dialectique dans les allégations des marxistes. Le capitalisme étranger nous tolérera aussi longtemps que nous respecterons ses intérêts. Il est indifférent pour le capitalisme extérieur que les organes destinés à diriger et administrer la révolution adoptent telle ou telle autre dénomination, si en réalité ils observent une conduite idoine. Nous sommes certains que l'Angleterre ne manifestera pas la moindre crainte si les grandes entreprises liées à la métropole britannique ne subissent la plus petite égratignure.

L'aspect extérieur ne peut être atteint gravement par la nouvelle structure que nous préconisons. Il faut tenir compte que l'on maintient les figures décoratives donnant la nuance du système petit-bourgeois de façon que les capitalistes étrangers ne sursautent pas. D'ailleurs, la révolution espagnole a été extrêmement respectueuse des personnes et des biens des sujets étrangers. Les représentants diplomatiques détachés sur notre territoire en sont convaincus.

Toutefois, il n'y a pas que l'aspect de la révolution sapant les institutions exhalant une senteur du XVIII*e siècle; elle pose aussi un problème de grande envergure ibérique ; si nous tentions de l'esquiver, nous serions amenés à des conséquences désastreuses.*

Nous avons répété à diverses occasions que pour ériger une Espagne nouvelle il est nécessaire et indispensable de détruire totalement l'Etat féodal et engloutisseur dénaturant la physionomie des régions qui pour toute une série de raisons historiques se sont confondues en une unité et en un centralisme émasculants.

Les « Juntas de Defensa » établies dans chaque région et dans chaque localité mettront fin à l'éternel joug d'un Madrid bureaucratique et à la moindre lueur de centralisation qui pourrait surgir en un point quelconque du sol espagnol.

Nous ne pouvons comprendre que les marxistes qui ont adopté le mot d'ordre du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes prennent peur quand il s'agit de réaliser ce qui fut le cheval de bataille d'un grand nombre de partis et de cénacles développant leur vie dans l'orbite catalane.

La révolution a ses moments fébriles et ses instants propices aux tentatives les plus audacieuses. La Confédération Nationale du Travail entend ne pas laisser passer la situation actuelle qui permettra d'atteindre dans son développement des proportions d'apothéose.

Tels sont les arguments dont se servent les anarchistes espagnols pour justifier la concession la plus grave qu'ils puissent faire : la collaboration au pouvoir gouvernemental et étatique avec des partis bourgeois.

L. N.

Les anarchistes espagnols et le problème de l'Etat

Il importe de revenir encore sur la décision prise par les anarchistes espagnols de collaborer aux institutions gouvernementales et étatiques, tant à Madrid qu'à Barcelone. En effet, déjà les critiques ne leur sont pas ménagées, allant jusqu'à exagérer la portée de leur geste suffisamment grave en lui-même. Le mouvement ouvrier, qui s'intéresse à l'œuvre entreprise par les anarchistes en Espagne, voudra, avant de critiquer, savoir et comprendre pourquoi ils se sont écartés de leur tactique antigouvernementale de toujours, quelles circonstances les ont amenés à des concessions, quels sont les premiers résultats de la collaboration qu'ils ont admise.

A MADRID

L'offre de la C.N.T. d'accepter les responsabilités du pouvoir dans un Conseil national de défense était visiblement inspirée par la dure situation créée au front de Madrid. La C.N.T. avait des prétentions très modestes au sujet de la place à lui accorder dans ce conseil; non seulement elle ne demandait que 5 voix contre 5 à l'U.G.T. et 4 aux partis républicains, mais encore elle admettait que la présidence appartînt de droit à Largo Caballero, appuyé en outre par l'autorité d'Azana, président de la République.

Cette offre est restée sans réponse. Il n'est pas possible de voir clairement si l'hostilité à ce projet vient des socialistes ou des partis bourgeois ; le parti communiste, après avoir hésité au début, avait proclamé son accord avec cette conception (*Solidaridad Obrera* du 30-9-36). Au lieu de constituer le Conseil National de Défense, Largo Caballero préféra souligner qu'il maintenait le caractère parlementaire de l'Etat espagnol, en convoquant les Cortès à une séance symbolique. L'unique concession faite à l'esprit fédéraliste, dans lequel avait été faite la proposition de la C.N.T., fut l'autonomie accordée officiellement aux provinces basques; dans le gouvernement créé là-bas une place sera également offerte aux représentants de la C.N.T.

Comme, d'autre part, à Barcelone la C.N.T. a été admise avec participation importante au gouvernement de la Généralidad, les relations entre gouvernement catalan et espagnol ne sont guère amicales. Voici ce que dit à ce sujet Fabregas, ministre catalan de l'Economie, parlant au congrès régional des syndicats (*Solidaridad Obrera* du 25-9) :

Je dois vous informer des difficultés que nous crée le gouvernement de Madrid; il nous refuse tout appui dans le domaine financier et économique, parce que certainement il ne sympathise pas beaucoup avec les œuvres d'ordre pratique qui sont en train de se réaliser en Catalogne. L'avance extraordinaire acquise en Catalogne crée une lutte entre ceux de là-bas et ceux d'ici, amenant ainsi dans notre région une situation assez délicate et angoissante.

Le gouvernement de Madrid avait nettement refusé d'aider la Catalogne. Ensuite il y eut des changements dans ce gouvernement; pourtant nous continuons à lutter contre les mêmes difficultés. Nous avions envoyé à Madrid une commission demandant au gouvernement un crédit de 800 millions de pesetas, ainsi que 30 millions pour l'achat d'armement et 150 millions de francs pour l'acquisition de matières premières. En garantie, nous offrions un milliard de pesetas en valeurs appartenant à nos caisses d'épargne déposées à la Banque d'Espagne. Tout cela nous fut refusé. Nous ne savons pas pourquoi, surtout parce nous n'ignorons pas que les conditions financières de l'Espagne sont les meilleures du monde.

Pour échapper à toutes les difficultés que j'ai signalées et à celles qui peuvent encore surgir, nous proposons comme solution viable la création d'un centre autonome de contractation monétaire en Catalogne. Si l'on ne nous accorde pas cet organisme, qui nous est absolument indispensable, je ne sais pas comment nous en sortirons dans le domaine économique. Madrid dispose, et c'est à lui qu'est subordonnée notre activité.

Il semble qu'à Madrid on ne sache pas que c'est celui qui possède l'or qui gagne la guerre. Nous autres, nous le savons; et même les fascistes le savent, eux, qui attaquent Madrid avec tant de persévérance, avec l'intention de s'emparer de l'or existant là-bas. S'ils y arrivaient (et nous ne croyons pas qu'ils y arriveront) notre situation serait très précaire; nous devrions déployer une grande quantité d'efforts et de sacrifices pour empêcher le fascisme de nous vaincre.

Nous avons proposé au gouvernement de la Généralité de Catalogne, et celui-ci a accepté, de demander au gouvernement de Madrid que tout l'or soit transféré en Catalogne, centre spirituel des idées antifascistes, rempart inexpugnable contre le fascisme, endroit le mieux protégé. Et nous avons demandé au gouvernement de Madrid le transfert de l'or, sinon de tout l'or, au moins de celui dont la Catalogne a besoin : 400 millions de pesetas or. Notre proposition fut de nouveau rejetée.

A BARCELONE

La participation des anarchistes au gouvernement catalan est effective. L'interpénétration est totale de l'organisation politique anarchiste (Fédération Anarchiste Ibérique) et de l'organisation syndicale (Confédération Nationale du Travail); ainsi il n'est guère possible de parler en ce cas d'une syndicalisation de ces ministères. Ce symptôme est aggravé du fait que l'autre centrale syndicale, l'Union Générale des Travailleurs, n'a pas de représentation propre; elle se déclare indirectement représentée par les ministres socialistes et communistes, officiellement délégués par le Parti Socialiste Unifié catalan. Le Parti Ouvrier d'Unification Marxiste a lui aussi mis ses objections doctrinales de côté; après avoir annoncé à cor et à cri ne vouloir entrer que dans un gouvernement purement ouvrier, le voici acceptant le ministère de la Justice, à côté de représentants de l'Esquerra Republicana Catalana, parti bourgeois radical de gauche, accouplé d'ailleurs à un mandataire du

parti nationaliste catalan se situant beaucoup plus à droite, l'Action catalane.

Voici le programme de ce gouvernement (*Solidaridad Obrera* du 29-9) :

a) *Concentration de l'effort maximum dans la guerre, sans épargner aucun moyen pouvant amener sa fin rapide et victorieuse. Commandement unique, coordination de l'action de toutes les unités combattantes, création des milices obligatoires et renforcement de la discipline;*

b) *Reconstruction économique du pays; dans ce but, mise en pratique immédiate du Conseil Economique créé par le décret du 11 août passé, qui contient :*

1° *La régularisation de la production, d'accord avec les nécessités de la consommation;*

2° *Contrôle du commerce extérieur;*

3° *Collectivisation de la grande propriété rustique et respect de la petite propriété agraire;*

4° *Dévalorisation partielle de la propriété urbaine par la réduction des loyers et l'établissement de taxes équivalentes, quand on ne considère pas nécessaire de faire bénéficier les locataires de la réduction;*

5° *Collectivisation des grandes industries, des services publics et des transports;*

6° *Prise de possession et collectivisation des établissements abandonnés par leurs propriétaires;*

7° *Intensification du régime coopératif pour la distribution des produits et en particulier l'exploitation, en régime coopératif, des grandes entreprises de répartition;*

8° *Contrôle du commerce bancaire jusqu'à atteindre la nationalisation des banques;*

9° *Contrôle ouvrier sur les industries privées;*

10° *Réabsorption énergique pour l'agriculture et l'industrie des ouvriers sans travail, pour la revalorisation des produits agricoles, le retour aux champs des ouvriers que pourra absorber la nouvelle organisation du travail agricole, la création de nouvelles industries, l'électrification intégrale de la Catalogne, etc.;*

11° *La suppression rapide des différents impôts indirects, en y mettant le temps et la mesure nécessaires;*

c) *Relèvement de la culture populaire, dans tous ses multiples aspects, sous le signe de l'Ecole Nouvelle Unifiée, devant se trouver audessus des privilèges ayant triomphé jusqu'alors, tout enfant doué pouvant passer de l'école primaire aux études supérieures; stimuler toutes les manifestations culturelles.*

Remarquons bien que ce programme ne contient pas une seule modification de la machine de l'Etat, ne suggère aucune organisation nouvelle de la vie sociale, si ce n'est, au contraire, un renforcement de l'organisation étatique.

CONCLUSIONS

Les anarchistes sont donc entrés au gouvernement en échange de trois portefeuilles : Economie, Assistance sociale et Ravitaillement. Au fond, ces ministères ne portent que sur un seul et même domaine : celui de l'économie. Ce sont les ministères qui vont être les plus impopulaires, ceux exigeant le plus de sacrifices de la masse ouvrière, sans pouvoir longtemps lui donner de compensations. Le ravitaillement est dès maintenant un problème ardu et la question d'un rationnement se pose de plus en plus. L'assistance sociale avec les caisses mises à sec par le refus d'aide du gouvernement de Madrid ne sera pas aisée à exercer. Quant à l'économie, elle se trouve en une période où il faudra de plus en plus stimuler l'effort ouvrier pour le maintenir à la hauteur des nécessités imposées par la guerre.

Le ministère de la Guerre est confié à un militaire soi-disant indépendant; ceux du Travail, des Services publics vont à des socialistes communisants; la Justice est confiée à André Nin, bien connu dans le mouvement ouvrier international ; par contre, l'Intérieur va à Aguader, de la Gauche catalane, politicien bourgeois rusé. Bref, les anarchistes semblent entourés et encerclés dans les ministères les plus difficiles à utiliser pour le prolétariat; ils sont surtout écartés de la guerre et de la répression contre la bourgeoisie.

Pourquoi ont-ils consenti à ces concessions ? D'abord parce qu'ils espèrent jouer au plus rusé et éliminer progressivement les secteurs bourgeois en augmentant leur influence dans les sphères gouvernementales.

D'autre part, les militants anarchistes expliquent aussi leur entrée au Conseil de la Generalidad par la nécessité de mettre fin à la dualité du pouvoir, particulièrement pernicieuse à la conduite de la lutte militaire.

Seulement, la disparition de cette dualité s'opère jusqu'à présent en supprimant les organes ouvriers créés dans divers domaines; la seule compensation accordée est l'introduction de quelques militants ouvriers dans le vieil appareil étatique, militaire et policier.

Ainsi, le Comité Central des Milices Antifascistes est dissout; son secrétaire à la Guerre, Garcia Olliver, est nommé secrétaire du ministre; sans doute un certain cadre de camarades l'ont-ils suivi à des postes techniques; mais cela suffit-il comme contrepoids à l'autorité suprême confiée au militaire professionnel Sandino ? D'autre part, l'introduction d'éléments bourgeois et petits bourgeois à la faveur de la mobilisation, qui vient d'être proclamée, ne finira-t-elle pas par atténuer le caractère prolétarien des milices actuelles ?

De même l'Investigation, service de sûreté révolutionnaire, créé par les Milices Antifascistes, disparaît; son chef Aurelio Hernandez est nommé directeur de la Sûreté de la Generalidad; mais que deviennent dans ces conditions les possibilités de contrôle des organisations syndicales ?

Les anarchistes espagnols se heurtent dans la réalité aux problèmes de défense armée et de répression antibourgeoise; ils sentent maintenant toute la difficulté de résoudre ces questions, maintenant qu'elles ne se présentent plus à une tribune ou dans une brochure. Souhaitons qu'aux prises avec les difficultés pratiques, insuffisamment préparés par la réflexion et l'étude profonde de ces questions, ils ne soient pas amenés simplement à recourir aux anciennes solutions étatiques à peine recouvertes d'un vernis libertaire. La machine du nouvel Etat ayant gardé les défauts de l'ancien ne tarderait pas à leur rappeler à eux-mêmes le bien-fondé de leur doctrine antiétatiste, opposant à l'Etat bourgeois le mot d'ordre : Tout le pouvoir aux syndicats.

L. NICOLAS.

CNT AIT FAI
!ADELANTE



Les anarchistes espagnols et le problème de l'Etat

Les grandes organisations syndicales de Catalogne accentuent de plus en plus leur collaboration avec l'Etat catalan. Voici le pacte qu'elles viennent de signer; à côté des signatures de la C.N.T. et de l'U.G.T., viennent se placer celles des organismes politiques qui dans ce pays imprègnent les centrales syndicales, à savoir : le Parti Socialiste Unifié et la Fédération Anarchiste Ibérique. Ce texte est reproduit d'après *Solidaridad Obrera* du 23 octobre 1936 :

PACTE CONCLU ENTRE LES ORGANISATIONS SIGNATAIRES, SUR LEQUEL DOIT SE BASER UNE ACTION IMMÉDIATE D'ENSEMBLE

1. *Nous promettons formellement de réaliser les accords et décisions du Conseil de la Generalidad, en apportant à cela toute notre influence et notre appareil d'organisation, afin de faciliter l'application de ces décisions.*

2. *Nous sommes partisans de la collectivisation des moyens de production, c'est-à-dire de l'expropriation sans indemnisation des capitalistes et du transfert de cette propriété à la collectivité. Nous sommes partisans de la collectivisation de tout ce qui est nécessaire aux intérêts de la guerre. Nous entendons que cette collectivisation ne pourrait donner le résultat visé si elle n'était pas dirigée et coordonnée par un organisme représentant vraiment la collectivité, qui en ce cas ne peut être autre que le Conseil de la Generalidad dans lequel toutes les forces sociales sont représentées. En ce qui concerne la petite industrie, nous ne sommes pas partisans de la collectivisation, sauf dans le cas d'éléments factieux ou pour les nécessités inéluctables de la guerre. Dans le cas où l'on collectiviserait la petite industrie pour des nécessités de guerre, on compenserait les expropriés de façon à ce que leurs nécessités vitales soient assurées moyennant leur contribution personnelle et professionnelle dans la branche collectivisée. Quand il s'agira de collectivisation d'entreprises étrangères, il sera accordé une forme d'indemnisation qui représente la totalité du capital.*

3. *Nous sommes d'accord avec la municipalisation de l'habitation et des maisons appartenant aux éléments factieux, avec la seule exception de la petite propriété urbaine. Les municipalités sont chargées de fixer le type de loyer maximum qui devra être exempté de la municipalisation.*

4. *Nous sommes d'accord avec la concentration de maximum d'efforts pour contribuer à la fin rapide et victorieuse de la guerre, en proposant pour cela le commandement unique, qui coordonne l'action de toutes les unités combattantes, la création des milices obligatoires converties en grande armée populaire et le renforcement de la discipline, complétant le tout par la création d'une grande industrie de guerre, satisfaisant aux nécessités guerrières dans la plus grande proportion possible. La structure de cette industrie sera établie par un accord des organisations ouvrières C.N.T., U.G.T. et les départements des conseillers des Finances, Economie et Défense.*

5. *Nous devons régler la production suivant les nécessités de la consommation, déterminée par la situation de guerre dans laquelle nous vivons.*

6. *En tenant compte de l'importance du commerce extérieur, nous estimons qu'il doit s'exercer sous un contrôle étroit, réglementé par les organismes émanant de la Generalidad de Catalogne.*

7. *La terre appartient à la municipalité et nous assurons l'exploitation individuelle à ceux qui ne sont pas disposés à la réaliser collectivement. Les opérations de vente, échange et acquisition des produits se réaliseront par l'intermédiaire des syndicats agricoles.*

8. *Nous sommes partisans de l'adaptation des coopératives au régime collectif, sans que ceci nous amène à l'annulation du petit commerce, étant donné qu'aussi longtemps que l'organisme de la distribution ne sera pas perfectionné l'annulation pourrait causer des préjudices au point de vue économique.*

9. *Nous sommes partisans de la nationalisation des banques et du contrôle ouvrier sur les affaires bancaires, réalisés par le département du Conseiller des Finances auprès du Conseil de la Generalidad, s'appuyant sur les comités d'employés.*

10. *Nous sommes d'accord avec le contrôle ouvrier sur l'industrie privée, sans que celui-ci constitue une menace contre la petite industrie.*

11. *Nous croyons que toute la politique financière et fiscale du Conseil de la Generalidad doit s'orienter exclusivement vers l'objectif fondamental : gagner la guerre.*

12. *Relever la culture populaire dans tous ses aspects multiples sous le signe de l'Ecole Nouvelle Unifiée.*

13. *Nous sommes partisans de créer une base de collaboration économique et militaire avec le gouvernement d'Espagne lorsque toutes les organisations que nous représentons interviendront dans ce gouvernement.*

14. *Nous sommes partisans de la liberté du choix des syndicats et d'une action commune pour supprimer toute espèce de pression.*

15. *Nous sommes d'accord sur une action commune pour liquider l'action nocive des groupes incontrôlables qui, par incompréhension ou mauvaise foi, mettent en danger la réalisation de ce programme.*

En résumé, ce pacte consacre l'acquiescement des organisations syndicales au programme de la Generalidad exposé dans la *R. P.* du 25-10-36; un point de ce pacte demeure assez obscur : c'est la menace dirigée contre les « groupes incontrôlables », De quelle tendance ouvrière s'agit-il ? Quelle est l' « action nocive » visée ? Y a-t-il là en germe une première atteinte à la démocratie ouvrière ?



D'autre part, ce pacte a l'avantage de préciser que l'expropriation des grands et moyens capitalistes catalans s'opérera sans indemnité. Cet élargissement des conquêtes ouvrières est d'autant plus justifié qu'il est le seul contrepoids aux sacrifices importants demandés à

l'heure présente à la classe ouvrière. En effet, les syndicats de Barcelone adhérant à la C.N.T. viennent de recommander à leurs membres de ne pas insister sur le respect des salaires minima et de la limite de la journée de travail aussi longtemps que durera la guerre. Voici le document préconisant ces sacrifices, cité d'après *Solidaridad Obrera* du 14-10-36 :

Consignes de la Fédération locale des syndicats uniques de Barcelone :

1° *Dans les moments que nous vivons, moments de guerre à mort contre le fascisme monstrueux, tous les travailleurs des deux sexes, manuels et intellectuels, nous devons nous considérer comme mobilisés;*

2° *Personne ne doit oublier sous aucun prétexte la consigne précédente;*

3° *Tant que nous serons en guerre, on ne pourra présenter de nouveaux accords collectifs, surtout si ceux-ci venaient grever la nouvelle économie; tels sont les accords de l'organisation confédérale et il faut absolument en tenir compte;*

4° *Au travail, surtout dans les productions qui ont un rapport direct ou indirect avec la lutte antifasciste, le respect des contrats de travail ne pourra être exigé ni au point de vue salaires, ni pour la journée de travail;*

5° *Aucun supplément ne devra être payé pour les heures supplémentaires accomplies dans la production utile à la guerre antifasciste;*

6° *Aucun producteur ne pourra refuser de faire un travail pour lequel il est requis, si ce travail est avantageux pour la nouvelle époque en gestation;*

7° *Il faut intensifier la production dans toutes ses phases; il faut produire, mais non pas comme avant le 19 juillet, mais plus et plus. Travailler, produire, vaincre, telle doit être la seule pensée de toute personne consciente de ses droits et devoirs;*

8° *Aussi longtemps que notre mission sur le front de bataille n'est pas terminée, aucun jour férié ne pourra avoir lieu en cours de semaine, car ces fêtes font baisser considérablement la production et grèvent l'économie;*

9° *Les prix des vivres et marchandises ne pourront être augmentés sans autorisation préalable des organismes compétents ; celui qui agirait ainsi en subirait les conséquences;*

10° *Les syndicats, comités et délégués de fabriques, ateliers et chantiers, avec le concours des hommes révolutionnaires, seront chargés de veiller au strict respect de ces consignes.*

Pour la Fédération locale
des syndicats uniques :
LE COMITÉ.

◇◆◇

Tout ouvrier syndiqué sait que les accords collectifs arrachés au patronat représentent à peine en salaire, durée et conditions de travail, un minimum d'existence. Demander en époque révolutionnaire de renoncer même à ces normes minima est bien la limite extrême du sacrifice.

Ce sacrifice est-il compensé dans l'Etat catalan, dans la Generalidad par la conquête de l'industrie ? La question est posée et voici ce que répond à ceci Juan Fabregas, conseiller (ou ministre) de l'Economie, désigné par la C.N.T. (cité d'après *Solidaridad Obrera* du 24-10-36) :

« *Le conseiller de l'Economie de la Generalidad de Catalogne, Juan P. Fabregas, avertit le public en général que le retard qui se produit dans la publication du décret de collectivisation annoncé dans sa note du 2 courant, conseillant de suspendre temporairement les prises de possession et les collectivisations, est dû à des causes étrangères à sa volonté et à celle de l'organisme syndical qu'il représente.*

« *Le Conseiller de l'Economie, comprenant l'impatience produite par ce retard, doit manifester que le projet actuel de décret est en délibération devant le Conseil de la Generalidad de Catalogne, espérant que dans quelques brèves heures il sera définitivement approuvé et ainsi disposé pour son exécution définitive.* »

Visiblement, pour que les sacrifices du prolétariat catalan ne soient pas vains, la vigilance ouvrière ne doit pas s'émousser, et cela malgré qu'il y ait des représentants syndicaux dans les ministères de la Generalidad.

L. NICOLAS.

COMITÉ POUR L'ESPAGNE LIBRE

CENTRE DE RAVITAILLEMENT
DES MILICES ANTIFASCISTES D'ESPAGNE

—» «—

CAMARADES ANTIFASCISTES,

Le Centre de Ravitaillement vous demande de retenir son adresse :

203, rue d'Alésia

Téléphone : Vaugirard 08.79

et de vous habituer à prendre le chemin de son Siège.

Le Centre de Ravitaillement est en rapport direct avec les colonnes des miliciens des fronts d'Espagne et leur fait porter régulièrement, par camions, tous les dons qui sont déposés 203, rue d'Alésia.

LES MILICIENS RÉCLAMENT :

Des médicaments: sérum antitétanique, anesthésiques (éther, chloroforme, morphine), eau oxygénée, alcool à 90°, teinture d'iode, gaze et bandes de toile à pansement, coton hydrophile, gomme adhésive, taffetas anglais, quinine, aspirine, formol, ammoniaque.

Des vêtements : couvertures, vestes de cuir, pantalons de velours, sous-vêtements de laine, chaussettes.

Des vivres : sucre, café, thé, légumes secs, riz, conserves (de bœuf, de poisson, de pâté, de légumes, etc...), pruneaux, gâteaux secs, confitures, chocolat.

Et comme superflu : beaucoup de cigarettes.

Nous acceptons également les vêtements qui ont été portés, même ceux de femmes et d'enfants, à la condition qu'ils ne soient ni sales, ni trop usagés.

Pensez, camarades antifascistes parisiens, à ceux qui se battent pour nous et manifestez-leur votre solidarité par des actes. Contribuez à remplir nos camions. Rendez-nous visite et vous, camarades de province, envoyez-nous vos dons par colis postaux. Merci.

LE CENTRE DE RAVITAILLEMENT
DES MILICES ANTIFASCISTES D'ESPAGNE.

Les anarchistes espagnols et les problèmes de l'Etat

L'attention entière du mouvement ouvrier se trouve dirigée vers la lutte autour de Madrid; à première vue il pourrait paraitre oiseux d'examiner les problèmes de la nouvelle organisation sociale tant que subsistera le danger de voir écraser par la botte fasciste toutes les tentatives dirigées vers la société nouvelle. Pourtant le facteur moral ayant une importance primordiale dans la guerre civile, il importe de savoir dans quelle mesure existent à l'arrière des fronts les conquêtes du prolétariat. C'est ainsi que surgit la première question : l'entrée des anarcho-syndicalistes dans un gouvernement étatiste, à côté d'éléments bourgeois, comme celui de Madrid va-t-il favoriser la cause ouvrière ? S'agit-il d'une avance prolétarienne ou au contraire d'une concession dangereuse mettant en jeu toute la rénovation syndicaliste, antiétatiste, qui forme la base doctrinale de la C.N.T. Seule l'expérience tranchera ce problème. Voici en attendant l'argumentation des dirigeants de la C.N.T. pour expliquer l'entrée de quatre militants responsables non pas simplement dans un Conseil National de Défense comme le suggérait il y a plus d'un mois le Plenum des Comités régionaux, mais bien dans le gouvernement de Largo Caballero lui-même, gouvernement ayant gardé jusqu'à présent sa structure administrative d'autrefois.

L'article suivant présenté dans son texte intégral est un éditorial de *Solidaridad Obrera*, du 4 novembre, intitulé : « La C.N.T., le gouvernement et l'Etat » :

L'entrée de la C.N.T. au gouvernement central, est un des faits les plus transcendentaux qu'ait enregistré l'histoire politique de notre pays. Toujours par principe et conviction, la C.N.T. a été antiétatiste et ennemie de toute forme de gouvernement.

Mais les circonstances, presque toujours supérieures à la volonté humaine, malgré qu'elles soient déterminées par celle-ci, ont changé la figure de la nature du gouvernement et de l'Etat espagnol.

Le gouvernement, à l'heure actuelle en tant qu'instrument régulateur des organes de l'Etat, a cessé d'être une force d'oppression contre la classe ouvrière, ainsi que l'Etat ne représente déjà plus l'organisme qui divise la société en classes. Tous deux cesseront encore plus d'opprimer le peuple avec l'intervention des éléments de la C.N.T. dans ces organes.

Les fonctions de l'Etat demeureront réduites, d'accord avec les organisations ouvrières, à la régularisation de la vie économique et sociale du pays. Le gouvernement n'aura pas d'autre préoccupation que celle de bien diriger la guerre et coordonner l'œuvre révolutionnaire sur un plan général.

Nos camarades apporteront au gouvernement la volonté collective ou majoritaire des masses ouvrières réunies préalablement dans de grandes assemblées générales. Ils ne défendront pas un critère personnel ou capricieux, mais les déterminations librement adoptées par les centaines de milliers d'ouvriers organisés dans la C.N.T.

Il y a une fatalité historique qui pèse sur toutes choses. La Confédération Nationale du Travail accepte cette fatalité pour servir le pays, par l'intérêt mis à gagner rapidement la guerre et pour que la révolution populaire ne soit pas défigurée.

Nous sommes absolument certains de ce que nos camarades élus pour représenter la C.N.T. dans le gouvernement sauront accomplir le devoir et la mission dont ils sont chargés. Il ne faut pas voir en eux des personnalités, mais bien l'organisation qu'ils représentent. Ils ne sont ni des gouvernants, ni des étatistes, mais des guerriers et des révolutionnaires au service de la victoire antifasciste.

Cette victoire sera d'autant plus rapide et décisive, que sera grand l'appui que nous leur apporterons.

◇◆◇

Le gouvernement catalan, établi avec la collaboration active des anarchistes-syndicalistes, socialistes, communistes et républicains de gauche, vient de donner dans le domaine de la vie économique un échantillon des résultats que l'on peut attendre de cette forme hybride de pouvoir. Le Conseil de la Generalidad a adopté, à la date du 24 octobre, le décret suivant sur la collectivisation du commerce et de l'industrie (le manque de place nous oblige à supprimer l'exposé des motifs précédant dans le texte les dispositions proprement dites de collectivisation).

Décret

ARTICLE PREMIER. — *Conformément aux règles établies dans le présent décret les entreprises industrielles et commerciales de Catalogne se classent en :*

a) Entreprises collectivisées *dans lesquelles la responsabilité de la direction retombe sur les ouvriers eux-mêmes qui y travaillent, représentés par un Conseil d'entreprise;*

b) Entreprises privées, *dans lesquelles le propriétaire ou le gérant, collaborant et soumis au contrôle du Comité Ouvrier de Contrôle conservent la direction.*

I. — ENTREPRISES COLLECTIVISEES

ART. 2. — *Sont obligatoirement collectivisées toutes les entreprises industrielles et commerciales qui occupaient plus de cent ouvriers à la date du 30 juin 1926. En outre sont jointes à ce groupe toutes les entreprises occupant un nombre inférieur d'ouvriers, mais dont les patrons ont été déclarés factieux ou ont abandonné l'entreprise. Néanmoins, les entreprises de moins de cent ouvriers pourront être collectivisées s'il y a accord entre la majorité des ouvriers et le ou les propriétaires. Les entreprises de plus de cinquante ouvriers et moins de cent pourront aussi être collectivisées, à condition toujours que les trois quarts des ouvriers y consentent.*

Le Conseil d'Economie pourra décider également des collectivisations d'autres industries qui, en raison de leur importance par rapport à l'économie nationale ou pour d'autres traits caractéristiques, doivent être soustraites à l'action de l'entreprise privée.

ART. 3. — *En cas d'application de l'article précédent, la qualification d'élément factieux*

ne poura être établie que par les Tribunaux Populaires.

ART. 4. — *On considérera comme élément ouvrier, faisant partie du nombre total des ouvriers formant l'entreprise, tout individu figurant sur le registre des noms, quelles que soient ses conceptions, qu'il effectue un travail manuel ou intellectuel.*

ART. 5. — *Tout l'actif et le passif de l'entreprise antérieure seront transmis à l'entreprise collectivisée.*

ART. 6. — *Pour être collectivisées les entreprises constituées par des organisations autonomes de production et de vente, ainsi que celles possédant divers établissements et fabriques, continueront à former une organisation d'ensemble; elles ne pourront se séparer qu'avec l'autorisation spéciale du Conseiller de l'Economie de Catalogne.*

ART. 7. — *Les anciens propriétaires ou gérants, seront adaptés au service de l'entreprise collectivisée, en les destinant au poste ou, en raison de leurs aptitudes à la gestion ou à la technique, leur collaboration serait la plus convenable.*

ART. 8. — *Au moment où se produirait la collectivisation aucun ouvrier de l'entreprise ne pourra être congédié; mais si les circonstances l'exigent, il pourra être changé de place en le maintenant dans la même catégorie.*

ART. 9. — *Dans les entreprises auxquelles sont intéressés des sujets étarngers, les Conseils d'Entreprise ou les Comités Ouvriers de contrôle dans chaque cas particulier, en référeront au département du Conseiller d'Economie; celui-ci convoquera les éléments intéressés ou leurs représentants pour traiter de l'affaire et trouver la solution qui devra sauvegarder ces intérêts.*

II. — LES CONSEILS D'ENTREPRISE

La fonction directrice des entreprises collectivisées sera confiée à un Conseil d'Entreprise, élu en assemblée générale par les travailleurs et pris dans le sein de celle-ci. L'assemblée déterminera le nombre des travailleurs formant ce conseil, qui ne sera pas inférieur à cinq et supérieur à quinze; il sera constitué par les divers services : production, administration, services techniques et échanges commerciaux. Le cas échéant seront représentés proportionnellement dans ce Conseil les diverses centrales syndicales auxquelles appartiennent les ouvriers.

La durée de leurs fonctions est de deux ans; la moitié du Conseil sera renouvelée chaque année. Les conseillers sont rééligibles.

ART. 11. — *Les Conseils d'entreprise assumeront les fonctions et les responsabilités des anciens conseils d'administration des sociétés anonymes et de leurs directeurs. Ils seront responsables de leur gestion devant les ouvriers de leur propre entreprise et du Conseil Général de l'industrie intéressée.*

ART. 12. — *Les Conseils d'entreprise tiendront compte dans l'exécution de leur mission du plan général établi par le Conseil Général de l'industrie, en coordonnant leurs efforts suivant les principes réglementant le développement de la branche à laquelle ils appartiennent, considérée dans son ensemble. Pour l'établissement de la marge des bénéfices, fixation des conditions générales de vente, obtention des matières premières, règles d'amortissement du matériel, formation du fonds de roulement et de réserve, répartition du bénéfice, il faudra s'en tenir aux dispositions des Conseils Généraux d'industrie. Dans le domaine social, toutes les règles établies en cette matière sont observées rigoureusement, le cas échéant d'autres pourront être suggérées. Les Conseils d'entreprise prendront les mesures nécessaires pour sauvegarder la santé corporelle et morale des ouvriers; ils se consacreront à une œuvre culturelle et éducative intense en encourageant la création de clubs, centres de loisirs, sports, culture, etc.*

ART. 13. — *Les Conseils d'entreprise des industries dont la prise de possession aurait été effectuée avant la publication du présent décret, ainsi que celles qui se collectiviseraient par la suite, enverront, dans le délai de quinze jours, au secrétariat général du Conseil d'Economie, le procès-verbal de leur constitution, suivant le modèle qui leur sera remis dans les bureaux correspondants.*

ART. 14. — *Pour veiller d'une façon permanente à la marche de l'entreprise, le conseil de celle-ci nommera un directeur, auquel seront délégués totalement ou partiellement les fonctions incombant audit Conseil.*

Dans les entreprises occupant plus de cinq cents ouvriers, ou dans celles dont le capital est supérieur à un million, ou dans celles élaborant ou utilisant des matières intéressant la défense nationale, la nomination du directeur devra être approuvée par le Conseil de l'Economie.

ART. 15. — *Dans toutes les entreprises collectivisées, il y aura obligatoirement un représentant de la Generalidad, qui fera partie du Conseil d'entreprise et qui sera nommé par le Conseil de l'économie d'accord avec les ouvriers.*

ART. 16. — *La représentation légale de l'entreprise sera exercée par le directeur, à la signature duquel devront être jointes celles de deux membres du Conseil d'entreprise, désignés par celui-ci. Les nominations seront communiquées au département du Conseiller d'Economie, que les légalisera devant les banques et autres organismes.*

ART. 17. — *Les Conseils d'entreprise dresseront des procès-verbaux de leurs réunions et enverront aux Conseils Généraux d'industrie respectifs des copies certifiées conformes relatant leurs résolutions. Lorsque ces résolutions le nécessiteront, le Conseil Général d'industrie interviendra dans la forme convenable.*

ART. 18. — *Les Conseils auront pour obligation d'être attentifs aux réclamations ou suggestions que formuleront les ouvriers; ils enregistreront dans les procès-verbaux les manifestations qui leur auraient été adressées, afin que celles-ci parviennent, s'il y a lieu, à la connaissance du Conseil Général d'industrie.*

ART. 19. — *Les Conseils d'entreprise seront obligés, à la fin de chaque exercice, de rendre compte de leur gestion à leurs ouvriers réunis en assemblée générale.*

De même les Conseils d'entreprise fourniront copie du bilan et un mémoire semestriel ou annuel au Conseil Général d'industrie; ce mémoire décrira en détail la situation de l'affaire et les plans projetés.

ART. 20. — *Les Conseils d'entreprise pour-*

ront être révoqués partiellement ou totalement de leurs fonctions par les travailleurs réunis en assemblée générale et par le Conseil Général d'industrie respectif en cas d'incompétence manifeste ou de résistance aux règles dictées par le Conseil d'industrie.

Lorsque la révocation aura été décidée par le Conseil Général d'industrie compétent, si les ouvriers de l'entreprise réunis en assemblée générale en décidaient ainsi, ils peuvent appeler de cette décision au Conseiller de l'Economie dont la décision, adoptée après avoir informé le Conseil de l'Economie, est sans appel.

III. — COMITES DE CONTROLE DANS LES ENTREPRISES PRIVEES

ART. 21. — *Dans les industries ou commerces non-collectivisés, il est obligatoire de créer un Comité Ouvrier de Contrôle dans lequel seront représentés tous les services, producteurs, techniques et administratifs, qui forment l'entreprise. Le nombre des éléments composant le comité sera librement fixé par les ouvriers, et la représentation de chaque centrale syndicale devra être proportionnelle aux effectifs respectifs des affiliés dans l'entreprise.*

ART. 22. — *Le Comité de Contrôle a pour mission :*

a) *Le contrôle des conditions de travail ou l'exécution stricte des conditions légales en ce qui concerne les salaires, la journée, les assurances sociales, l'hygiène, la sécurité, etc., ainsi que la discipline rigoureuse dans le travail. Tous les avertissements et avis que le gérant de l'entreprise aurait à faire au personnel seront transmises par le canal du Comité.*

b) *Le contrôle administratif dans le sens du contrôle des recettes et des paiementss, tant en espèces qu'en compte de banque, en veillant à ce que celles-ci correspondent aux besoins de l'affaire, en tenant compte de toutes les autres opérations de caractère commercial.*

c) *Le contrôle de la production consistant en une collaboration étroite avec le patron afin de perfectionner le processus de la production. Les Comités Ouvriers de Contrôle veilleront à maintenir les meilleures relations possibles avec les éléments techniciens afin d'assurer la bonne marche du travail.*

ART. 23. — *Les patrons seront obligés de présenter aux Comités Ouvriers de Contrôle les bilans et mémoires annuels qu'ils enverront à titre d'information au Conseil Général d'industrie compétent.*

IV. — CONSEILS GENERAUX D'INDUSTRIE

ART. 24. — *Les Conseils Généraux d'industrie seront constitués sous la forme suivante :*

Quatre représentants des Conseils d'entreprise élus dans la forme qui sera stipulée au moment voulu;

Huit représentants des diverses centrales syndicales en nombre proportionnel à celui des affiliés que compte chacune d'elles. La proportion des représentants syndicaux sera fixée par la procédure que les centrales établiront de commun accord;

Quatre techniciens nommés par le Conseil d'Economie.

Ces Conseils seront présidés par le fonctionnaire compétent du Conseil d'Economie de Catalogne.

ART. 25. — *Les Conseils Généraux d'industrie formuleront les plans de travail de l'industrie respective ayant caractère d'ensemble, orientant les Conseils d'entreprise dans leurs fonctions, en outre ils régleront la production totale de l'industrie, unifieront les prix de revient autant que possible afin d'éviter la concurrence, étudieront les besoins généraux de l'industrie, étudieront les nécessités de la consommation de leurs produits, examineront les possibilités dans les marchés de la péninsule et de l'étranger, observeront en même temps la marche globale de l'industrie, fixeront les limites et la cadence de la production pour chaque sorte d'article; proposeront la suppression des usines ou leur multiplication, suivant les besoins de l'industrie et de la consommation; proposeront la fusion de certaines usines; proposeront la réforme de certaines méthodes de travail, de crédit et de circulation des produits; suggéreront des modifications des tarifs douaniers et des traités commerciaux; organiseront des centrales de vente et d'achat d'outillage et de matières premières; dirigeront certaines affaires conclues avec les industries d'autres localités de la péninsule ou de l'étranger; organiseront des facilités bancaires et de crédit, créeront en commun des laboratoires d'essais techniques; établiront des statistiques de production et de consommation; tiendront au remplacement des matières originaires de l'étranger par d'autres de provenance nationale. En outre, les Conseils Généraux d'industrie pourront étudier et adopter les mesures qu'ils estimeront nécessaires et intéressantes pour le meilleur développement de l'œuvre qui leur est confiée.*

ART. 26. — *Les résolutions adoptées par les Conseils Généraux d'industrie seront exécutoires et obligatoires; aucun Conseil d'entreprise, ni entreprise privée ne pourront refuser de les exécuter sous aucun prétexte qui ne soit parfaitement justifié. Il ne pourra être appelé de ces décisions qu'auprès du Conseiller d'Economie dont la résolution, après information préalable du Conseil d'Economie, sera sans appel.*

ART. 27. — *Les Conseils Généraux d'industrie resteront continuellement en contact avec le Conseil d'Economie de Catalogne, aux règles duquel ils s'ajusteront à tout moment; ils observeront ces règles dans leurs rapports mutuels lorsqu'ils auront à traiter des problèmes exigeant une action commune.*

ART. 28. — *Les Conseils Généraux d'industrie devront fournir au Conseil d'Economie de Catalogne, au cours de périodes à établir dans chaque cas particulier, un document détaillé analysant et exposant la marche globale de l'industrie respective et proposant des plans de réalisation.*

V. — GROUPEMENT D'INDUSTRIES

Les articles 29, 30 et 31 fixent les directives suivant lesquelles le Conseil d'Economie procédera au groupement et à la classification de diverses industries.

V. — OBLIGATIONS INDUSTRIELLES

Les articles 32, 33 et 34 stipulent la procédure à suivre pour inventorier toute entreprise à collectiviser, qu'elle soit étrangère ou nationale.

ART. 35. — *Après avoir établi l'actif social d'après l'inventaire, en avoir déduit le passif,*

au cas où le solde serait positif, celui-ci sera enregistré auprès du département du Conseiller de l'Economie de la Generalidad afin de concrétiser quels en sont les usufruitiers et d'établir la compensation sociale qui est due.

ART. 36. — *Pour l'établissement de cette compensation on distinguera ce qui représente l'apport ou la participation d'étrangers, ce qui appartient à des institutions populaires d'épargne et de prêt, ainsi qu'aux établissements de crédit, ce qui est la propriété de particuliers ou autres entreprises nationales; on publiera dans ce but et dans chaque cas, par les soins du Conseil d'Economie, les annonces correspondantes; il reste bien entendu que toute participation devra porter une date antérieure à celle du 19 juillet passé.*

ART. 37. — *La compensation sociale correspondant au premier cas mentionné dans l'article précédent sera intégralement reconnue par la Generalidad. La valeur sera établie en devise nationale.*

ART. 38. — *La compensation qui correspond au second cas de l'article 36 reste subordonnée à des déterminations ultérieures, mais le montant en est reconnu.*

ART. 39. — *Pour les petites industries et commerces qui ont déjà été l'objet d'une collectivisation au moment de la publication de ce décret, le Conseil d'Economie étudiera et proposera une juste compensation sociale.*

Dans ce but, le Conseil d'Economie ouvre une période d'information finissant le 30 novembre prochain, afin que les intéressés puissent présenter leurs demandes.

Barcelone, le 24 octobre 1936.

Premier Conseiller :
José TARRADELLAS.

Conseiller de l'Economie :
Juan P. FABREGAS.

Ces dispositions réglant la possession de l'industrie, ayant une importance capitale, elles méritent quelques explications complémentaires qui seront apportées dans un article prochain.

L. NICOLAS.

DURRUTI EST MORT

Durruti, militant bien connu de la C.N.T. espagnole, vient de tomber sur le front de Madrid. Ainsi l'Espagne ouvrière perd ses meilleurs fils !

Durruti, âgé d'une quarantaine d'années, fils de cheminot, était un métallurgiste d'élite. C'est en qualité de mécanicien qu'il réussissait à gagner sa vie en Belgique, lorsque, avec son ami Ascaso, il y était venu, après avoir été expulsé de France, et mis dans l'impossibilité de se rendre en Russie, où l'on mettait à leur entrée des conditions draconiennes.

Je me souviens d'un épisode bien caractéristique de sa vie de l'époque. Vers 1930 — la crise économique sévissait terriblement en Belgique — Durruti resta sans travail. Par voie d'annonce, un patron métallurgiste demande un bon mécanicien. Plus d'une trentaine de chômeurs, dont Durruti, répondent à l'annonce. Le patron demande à Durruti de quelle nationalité il est. « Je suis métallurgiste, monsieur, répliqua Durruti. » Le patron s'efforce alors de lui expliquer qu'il demande la nationalité et non pas la profession. Durruti insiste : « Je suis métallurgiste, monsieur... » Il passa un examen et fut, lui étranger, seul accepté parmi les trente chômeurs belges.

De même que son ami et camarade Ascaso, il suivait passionnément les événements espagnols après la chute de Primo de Rivera; c'est avec son ami Ascaso qu'il quitta Bruxelles le jour même de l'avènement de la République. Et dès lors son activité se déroula au sein de la C.N.T., dont il devint, avec Ascaso, le représentant le plus en vue.

En automne 1931, il fut exilé, ainsi qu'Ascaso, en Afrique. Il y avait alors au gouvernement de Madrid trois ministres socialistes, l'un d'eux était Caballero; de Los Rios était ministre de la Justice. A cette époque, il reçut la visite, dans le désert africain, de l'aviateur Ramon Franco, alors leader de la gauche républicaine, ce même Franco qui avec Mussolini et Hitler menace aujourd'hui d'écraser la Catalogne ouvrière.

Le 19 juillet, Durruti et Ascaso contribuaient tous les deux, comme leaders reconnus du prolétariat barcelonais, à l'écrasement de la révolte fasciste à Barcelone, après quoi Durruti organisa le front d'Aragon. Et ce n'est sûrement pas de sa faute si sur ce front l'activité ne put être plus vigoureuse; c'est la faute de ceux qui ont refusé de vendre des armes à la Catalogne ouvrière.

Du front, Durruti ne cessa d'envoyer des messages, appelant le prolétariat à l'unité, car il comprenait bien qu'il y avait en face de soi non seulement un Franco, mais une coalition fasciste internationale; il se rendait compte combien il serait difficile de vaincre cette coalition, vu la division et le déchirement du prolétariat.

Il y a quelques semaines seulement, Durruti s'était rendu à Madrid pour obtenir de Largo Caballero la mise à la disposition de tous les combattants ouvriers du trésor de la Banque d'Espagne, pour pouvoir se procurer armes et munitions, malgré le criminel blocus mondial.

Hélas! à ce moment l'accueil fait à Durruti par Caballero fut plus que froid. Quelques semaines plus tard, Durruti allait trouver la mort devant Madrid, à la tête de 5.000 miliciens catalans.

⁂

Ascaso et Durruti symbolisent toute une génération du prolétariat espagnol, génération née sous le règne d'Alphonse XIII et formée sous la terreur de Martinez Anido. C'est à cette génération qu'appartenait un autre leader prolétarien : Joacquim Maurin, que ses amis considèrent comme mort lui aussi.

A cette heure cruelle pour l'Espagne ouvrière et pour le prolétariat du monde entier, ces pertes sont particulièrement sensibles !

I. M.

Crimes en Russie, intrigues en Espagne

I

A chaque crime retentissant des misérables qui gouvernent les Etats totalitaires, le sentiment humain de ce temps tombe un peu plus bas et le crime suivant en est facilité. Après les 16 fusillés de Moscou, que vaut encore la vie d'Edgar André ? La hache d'un bourreau nazi s'abat. Que vaut maintenant la vie du restant des combattants d'Octobre disparus dans les prisons staliniennes ?

Fin novembre, au moment où paraît dans les Cahiers des Droits de l'Homme, *à Paris, l'étrange rapport de M. Rosenmark qui trouve que l'assassinat des compagnons de Lénine a été perpétré dans des formes suffisamment légales, se déroule l'effarant procès de Novosibirsk où le mensonge des aveux s'étale avec une telle impudence que le lecteur des journaux se frotte les yeux; et le crime en est d'un tel cynisme qu'il faudrait remonter fort loin dans l'histoire pour lui trouver un équivalent. Neuf pauvres diables, dont un Allemand, ingénieurs et techniciens d'une mine où s'est produite une catastrophe qui a coûté la vie à 14 ouvriers, comparaissent devant le tribunal et prodiguent les plus incroyables aveux. L'Allemand Stickling s'avoue agent de la Gestapo. Les ingénieurs déclarent avoir provoqué la catastrophe sur instructions des trotskistes pour faire du tort à « notre grand commissaire du peuple Ordjonikidzé » et préparer en U.R.S.S. l'avènement du fascisme ! C'est à la fois infâme et idiot. Au cours des débats, un accusé déclare avoir assisté près de Moscou, en 1927 — en dix-neuf cent vingt sept ! — à une réunion où Trotski scella son alliance avec les nazis. C'est comme je vous le dis, vous n'avez pas la berlue. Naturellement, il n'y a pas, il ne peut pas y avoir un seul trotskiste sur le banc des accusés. Il n'y a que de pauvres diables torturés, terrorisés, complaisants, toute honte bue et toute raison perdue, pris entre la certitude d'être fusillés s'ils résistent et le faible espoir d'en réchapper peut-être à ce prix...*

A chaque instant revient à la cantonnade le nom de ce Mouralov, opposant communiste de gauche, authentique celui-là, depuis 1927, qui prit Moscou en février 1917 et la reprit en octobre 1917, soldat intrépide de deux révolutions. Le voilà perdu. Piatakov, le plus capitulard des capitulards, qui nous lâcha dès 1928 pour se faire le serviteur dévoué du stalinisme, est perdu, lui aussi, contre toute vraisemblance. Nous nous demandions pourquoi, un ami qui le connaît bien et moi-même, et nous ne trouvions que deux explications : Pas de témoins ! — et encore : Piatakov buvait. Il aura, ivre, dit des choses imprudentes, un peu de ce qu'il devait tout de même avoir sur le cœur.

Les neuf accusés sont naturellement condamnés à mort. L'Allemand a été gracié, bien sûr, et il a sauvé par contre-coup la vie à deux Russes : il n'y a eu que six exécutions.

Et l'on prépare les procès suivants.

Et l'on prépare bien autre chose ailleurs, car tout se tient, car la révolution ouvrière étant une dans le monde, tout ce qui la pourrit, l'ensanglante, la trahit sur un point retentit douloureusement, dangereusement sur d'autres.

II

Débridons la plaie. Pourquoi fait-on encore le silence sur ces choses ? Passe encore pour Vendredi *dont les silences sont éloquents... Voici les faits. Il y a en Espagne un grand parti ouvrier d'opposition communiste, c'est-à-dire fermement hostile à la conception stalinienne du socialisme, à l'Etat totalitaire, au système bureaucratique : le Partido Obrero de Unificación Marxista, — Parti Ouvrier d'Unification Marxiste, par abréviation le P.O.U.M.*

L'un de ses fondateurs, Joaquim Maurin, a été fusillé par les rebelles. Le chef de sa première colonne motorisée, Etchebehere, pur héros prolétarien, a été tué sous Madrid il y a déjà de longues semaines... Et Germinal Vidal, et José Oliver, et Pedro Villarrosa. Les morts de ce parti ne se comptent plus.

Au moment de la constitution de la junte de défense de Madrid, le seul comité qui n'ait pas quitté la capitale est celui du P.O.U.M.; et bien que l'influence de ce parti soit au moins sensiblement égale à celle du parti stalinien, le P.O.U.M. se voit exclu de la junte de défense. Les militants socialistes, syndicalistes et anarchistes souhaitent la collaboration avec lui et le disent à nos amis Andrade et Gorkin. Le ministre anarchiste Juan Lopez (C.N.T.) a sur ce sujet avec les délégués du P.O.U.M. une entrevue dont la presse de Valence publie un compte rendu.

Et l'on apprend que c'est la pression ultimative du parti stalinien et de la légation de l'U.R.S.S. à Madrid qui a fait exclure le P.O.U.M. de la junte de défense. La Batalla *du 27 novembre, commentant ce fait inouï, écrit (que l'on juge de sa modération) :*

« Il est intolérable qu'en nous prêtant une certaine aide, l'on prétende nous imposer des normes politiques déterminées, prononcer des vetos et diriger de fait la politique espagnole. »

Dès lors s'expliquent d'autres agressions commises contre des révolutionnaires espagnols : la mise à sac du local des Jeunesses communistes de Madrid par une bande stalinienne et l'interdiction de l'organe du P.O.U.M. de Madrid, premier attentat à la liberté d'opinion dans la démocratie révolutionnaire.

La Batalla *ajoute que « le consulat soviétique de Barcelone dirige la campagne d'insultes et de calomnies poursuivie contre nous. »*

Campagnes de menaces aussi : les staliniens d'Espagne se plaisent déjà à parler de « faire sentir leur main de fer » (sic). On verra bien. Prenons note toutefois de ce style et de ce ton.

Le 28 novembre, le consulat soviétique à Barcelone communique à la presse une note fielleuse accusant formellement la presse du P.O.U.M. d'être « vendue au fascisme international. » L'organe du parti stalinien de Barcelone (le P.S.U.C.) Treball *dénonce catégoriquement les camarades du P.O.U.M. comme les « agents de Franco-Hitler-Mussolini » et ajoute chaque jour que ce sont d'ailleurs des trotskistes, par conséquent des agents de la Gestapo « comme il a été prouvé au procès de Mos-*

cou. » Voyez comme se tiennent toutes ces infamies et si elles mènent loin !

C'est donc pour mieux étrangler les révolutionnaires d'Espagne que l'on assassine les vieux révolutionnaires de Russie !

Il va sans dire que l'influence soviétique est assez réelle sur la presse petite-bourgeoise de Catalogne où bien des politiques souhaitent se défaire un jour des prolétaires révolutionnaires les plus intransigeants. La Humanidad *reprend ces calomnies.*

La Batalla *y répond le 29, dans une note extrêmement ferme et modérée, rappelant ses morts, sa fidélité aux principes du communisme des grandes années et qu'elle a défendu l'U.R.S.S. à des époques où bien de ses laudateurs d'aujourd'hui l'insultaient.*

Alors se produit une curieuse intervention occulte, d'autant plus curieuse que le P.O.U.M. participe au gouvernement de la Généralité de Catalogne, dans lequel mon vieux camarade Nin s'occupe de la Justice. La censure intervient pour empêcher la publication de la note du P.O.U.M. par d'autres journaux que la Batalla.

L'on apprend, à la même heure, que d'obscures intrigues se trament pour éliminer le P.O.U.M. du gouvernement de la Généralité.

Si les manœuvres staliniennes réussissaient (il faudrait pour cela que les camarades de la C.N.T. et de la F.A.I. se laissassent noyauter ou rouler — et ils le payeraient cher par la suite), les étapes suivantes de l'opération seraient assez prévisibles : le consulat soviétique s'efforcerait d'obtenir l'interdiction de la Batalla, *c'est-à-dire d'imposer dans le mouvement ouvrier catalan le régime du bâillon; et pour consommer la mainmise sur ce mouvement, on finirait bien par monter, à l'instar des comédies judiciaires de Moscou et de Novosibirsk, contre des révolutionnaires espagnols, quelques affaires de « complot avec Hitler-Franco-Mussolini »...*

En dénonçant leurs adversaires politiques comme des « agents du fascisme international », devant un peuple souvent ignorant qui se bat pour sa vie, ses foyers, les représentants officiels de l'U.R.S.S. et les staliniens d'Espagne commettent un véritable crime contre la cause commune et en préparent d'autres. Cette calomnie-là est une arme empoisonnée dont on ne peut pas se servir impunément. Au camp retranché de la révolution espagnole, les agents du fascisme doivent être fusillés ou, s'ils sont inconscients, réduits à l'impuissance de nuire. Les révolutionnaires auxquels on essaie de jeter cette boue au visage et qui se sentent acheminés vers un guet-apens, doivent à leur tour mettre leurs calomniateurs au pilori. Les camarades du P.O.U.M. ont donné assez de preuves de force et de sang-froid pour qu'on leur fasse confiance. Puisse l'opinion ouvrière internationale les soutenir avec vigilance.

Victor SERGE.

PENSÉES DE DURRUTI...

Maintenant qu'il ne vit plus, avant que la fièvre des événements n'emporte notre attention et que la légende ne déforme sa réelle figure, essayons de recueillir ce qui prolonge sa vie, c'est-à-dire quelques-unes de ses pensées, de ses expressions, de ses lettres.

Voici d'abord un portrait au front fait par un émigré antifasciste, V. Gozzoli, et publié par *Guerra di classe* :

« ...Nous l'avons retrouvé jeune, souriant, aimable, sûr de lui, décidé, fort et agile dans le geste et la parole, tel que nous l'avions connu à Paris et à Bruxelles.

« Si nous notons quelque chose de différent en lui, c'est de le trouver plus complet, plus complexe, plus « entier » si c'était possible. Harmonieux dans la gaine que lui fait son vêtement de milicien, pas de galons sur le bras ni dans sa façon de donner des ordres aux camarades des milices...

« ...Le samedi soir 25 octobre, on l'appela de Barcelone par téléphone pour l'inviter à parler au grand meeting qui se tenait le lendemain au Monumental.

« Voici la réponse de Durruti :

« — Les meetings, nous en faisons ici tous les jours, toutes les heures, toutes les minutes.

« Et sans attendre, il accrochait le récepteur

« D'autres fois, bien des fois, très souvent on l'appelait pour lui demander des nouvelles du front.

« Alors venait la réponse inévitable, martelante, agressive, de Durruti :

« — Des cartouches, encore des cartouches et toujours des cartouches. »

La même idée de méfiance envers ceux qui ne mettent pas en concordance la propagande et l'action se fait jour dans sa lettre ouverte adressée aux ouvriers russes ; ce document contient beaucoup de formules ampoulées, forme d'une diplomatie se croyant rusée pour ne pas heurter le seul grand gouvernement fournissant les armes; mais le grain rude de la vérité y subsiste :

« ...Nous n'avons confiance en aucun politicien soi-disant démocrate ou antifasciste; nous avons confiance dans nos frères de classe, dans les travailleurs; c'est à eux de défendre la révolution espagnole comme il y a vingt ans nous avons défendu la révolution russe.

« Ayez confiance en nous; nous sommes de vrais travailleurs; pour rien au monde nous n'abandonnerions nos principes, nous n'humillerions les outils, symbole de la classe ouvrière. »

La conception pratique de la lutte le poursuit comme une idée fixe après sa première visite à Madrid, au temps où le gouvernement y siégeait encore. Au flot d'agitation, qui ne fait que l'irriter, il répond :

« ...La résistance ne se crée pas avec des paroles, mais avec des retranchements. La pioche et la pelle valent autant que le fusil. Il faut mobiliser dans Madrid une quantité de viveurs et de parasites qui restent à l'arrière-garde. Il est aussi nécessaire d'économiser

l'essence utilisée pour les autos. Dans le secteur du Centre, il faut établir un réseau de tranchées, parapets et barbelés. Que Madrid tout entier vive pour la guerre, adonné à sa propre défense. »

Une quinzaine de jours avant sa mort, il s'adressa à la radio, sans quitter son poste de combat, aux ouvriers de Catalogne; ses dernières paroles prononcées en public reflètent bien l'esprit du prolétariat militant de là-bas, sa volonté de lutte farouche, totale, mais aussi ses inquiétudes sur les déviations qui se produisent à l'arrière et qui, dès maintenant, menacent d'infecter le régime nouveau dont la défense pourtant coûte tant de vies ouvrières.

« Les organisations ouvrières ne doivent pas oublier ce qui est le devoir impérieux du moment actuel.

« Sur le front, comme dans les tranchées, il n'y a qu'une seule pensée, un seul objectif. Les yeux fixés devant nous, vers l'avant, avec la seule volonté : écraser le fascisme.

« Nous demandons au peuple de Catalogne d'en finir avec les intrigues, les luttes intestines; élevez-vous au niveau des circonstances; laissez de côté les rancunes et la politique et pensez à la guerre. Le peuple de Catalogne doit répondre aux efforts de ceux qui luttent sur le front. Il n'y a plus d'autre remède que celui de mobiliser tout le monde; il ne faut pas croire que c'est toujours aux mêmes d'être mobilisés. Si les ouvriers de Catalogne doivent assumer la responsabilité de rester au front, le moment est venu d'exiger du peuple catalan également le sacrifice de ceux qui vivent dans les villes. Une mobilisation effective de tous les travailleurs de l'arrière-garde est nécessaire, parce qu'au front nous voulons savoir quels hommes nous avons derrière nous.

« Que personne ne songe plus à présent aux augmentations de salaires et aux réductions d'heures de travail.

« Le devoir de tous les travailleurs, spécialement de ceux de la C.N.T., est de se sacrifier, de travailler autant que cela est nécessaire.

« Je m'adresse aux organisations et je leur demande qu'elles abandonnent les rancunes et les crocs-en-jambe. Ceux du front, nous demandons la sincérité, avant tout à la Confédération Nationale du Travail et à la F.A.I. Nous demandons aux dirigeants qu'ils soient sincères. Il n'est pas suffisant de nous envoyer au front des lettres d'encouragement et de nous expédier des vêtements, des vivres, des cartouches et des fusils. Il faut aussi tenir compte des événements, prévoir l'avenir. Cette guerre comporte toutes les circonstances aggravantes de la guerre moderne et elle coûte beaucoup à la Catalogne. Les dirigeants doivent se rendre compte que si cette guerre se prolonge beaucoup, il faut commencer par organiser l'économie de Catalogne, il faut établir un Code dans l'ordre économique.

« S'il est vrai que l'on lutte pour quelque chose de supérieur, ce sont les miliciens eux-mêmes qui vous le démontreront; ils sourient quand ils voient dans la presse les souscriptions en leur faveur, quand ils voient les tracts demandant pour eux des secours. Ils sourient parce que quand volent les avions fascistes, ils leur lancent des périodiques factieux, dans lesquels on lit des souscriptions et des conseils identiques.

« Si vous voulez vous attaquer au danger, il faut former un bloc de granit.

« Le moment est venu d'inviter les organisations syndicales et les partis politiques pour en finir une fois pour toutes. A l'arrière, il faut savoir administrer. Ceux du front, nous exigeons à l'arrière une responsabilité et une garantie; nous exigeons que ce soit les organisations qui veillent sur nos femmes et nos enfants.

« Si la militarisation décrétée par la Généralité a pour but de nous faire peur et de nous imposer une discipline de fer, c'est une erreur; nous invitons ceux qui ont confectionné le décret à aller au front et à voir notre moral et notre discipline; puis nous viendrons nous autres pour les comparer au moral et à la discipline de l'arrière.

« Soyez tranquilles. Au front, il n'y a ni chaos, ni indiscipline. Tous nous sommes responsables et nous savons quel trésor vous nous avez confié. Dormez tranquilles. Mais nous sommes partis de Catalogne en vous confiant l'économie. Acquérez de la responsabilité et de la discipline. Ne provoquons pas par notre incompétence, après cette guerre, une autre guerre civile entre nous.

« Si chacun pense à ce que son parti soit plus puissant pour imposer sa politique, il se trompe, parce que face à la tyrannie fasciste nous ne devons opposer qu'une seule force; il ne doit exister qu'une seule organisation, avec une discipline unique. »

Le souci de ne pas seulement exhorter les ouvriers madrilènes, mais de les aider directement, ne le lâche plus. Déchiré entre ce souci et la volonté de poursuivre la lutte qu'il a si souvent exaltée au cri de : « Il faut prendre Saragosse ! » il se rend dans la capitale, croyant d'abord y rester juste le temps nécessaire pour disposer au front une partie de sa colonne. Mais la gravité de la situation l'empoigne; il le dit dans sa dernière lettre publiée dans *Solidaridad Obrera* :

« Tout se concentre sur Madrid; je ne te cacherai pas qu'il me plaît de me rencontrer face à face avec l'ennemi, parce que la lutte annoblit. Avant de partir de Catalogne, j'ai demandé de la conscience à ceux qui ont les mêmes intérêts que nous. Je ne m'adressais pas à ceux qui sont pauvres en âme et en énergie. Je m'adressais à ceux qui se sont engagés à donner la poussée suprême. Les fusils ne font rien s'il n'y a pas une volonté et un calcul dans le tir...

« ...Je suis content d'être à Madrid et avec Madrid; je ne te cacherai pas qu'il me plaît de le voir à présent sérieux comme un homme grave, connaissant sa responsabilité, et non frivole et mesquin comme les hommes menacés par la tourmente. »

Les généraux bourgeois meurent dans leur lit, rongés par une vieillesse putride et décorée; les Ascaso et Durruti, conducteurs de guerre sociale, meurent en plein élan et en pleine force; à ceux qui pour l'efficacité de la lutte, les auraient souhaités plus prudents et plus retirés à l'arrière, s'oppose l'éternelle énigme : dans la mêlée des grandes masses humaines, qui l'emporte : le froid calcul de la technique ou l'élan spontané des combattants entraînés par la confiance en eux-mêmes, exaltée par la présence et le sacrifice volontaire des meilleurs ?

L. Nicolas.

Les révolutionnaires espagnols et le problème de l'Etat

La crise ministérielle qui vient de se terminer à Barcelone est un des reflets de la situation sociale en Espagne gouvernementale : lutte entre les tentatives de révolution ouvrière, d'une part, et les efforts de la petite et moyenne bourgeoisie pour maintenir le statu quo démocratique bourgeois.

La solution donnée à cette crise porte la marque de l'influence russe. Le P.O.U.M. (parti ouvrier d'unification marxiste) se voit éliminé des postes gouvernementaux; c'est là l'aboutissement d'une campagne menée par le P.S.U.C. (parti socialiste unifié catalan); cet organisme est adhérent à la IIIe Internationale et, comme les autres sections de cette internationale, il s'attache surtout à exécuter les directives du gouvernement russe. Or, le P.O.U.M. avait commis le crime impardonnable de dénoncer l'ingérence stalinienne. Voici en quels termes il s'exprimait dans la *Batalla* du 27 novembre :

« Il est absolument inadmissible que, tenant compte de l'aide qui nous est accordée, il y ait des prétentions d'imposer des normes politiques déterminées, en intervenant et en allant jusqu'à diriger en fait la politique espagnole. Ceci nous paraît inacceptable du point de vue principe et catastrophique du point de vue tactique. Pour rien au monde, — qu'il en soit pris bonne note — nous ne renoncerons à notre liberté de jugement et de critique, et à notre indépendance d'action et d'organisation, au service des intérêts supérieurs du prolétariat espagnol et du prolétariat international; car nous considérons, fidèles en cela à la bonne tradition de Marx et de Lénine, que si les armes matérielles sont précieuses, les armes que nous pourrions appeler morales le sont plus encore : la liberté de pensée et l'autodétermination de la propre ligne politique vers l'émancipation révolutionnaire. »

Le P.O.U.M., à cause de cet esprit, fut déclaré par le P.S.U.C. ennemi public n° 1 et il vient d'arracher l'élimination d'André Nin du ministère de la Justice.

Si l'on fait le bilan de l'activité de celui-ci en deux mois de temps, il restera trois mesures essentielles : l'organisation des tribunaux populaires, l'abaissement de l'âge de la majorité légale à 18 ans et la simplification considérable de la procédure du divorce. C'est maigre; mais la faiblesse de ces résultats est plutôt imputable à la méthode d'agir par collaboration ministérielle avec les partis bourgeois qu'à l'action propre du P.O.U.M. et de son délégué.

Mais comment expliquer que la F.A.I.-C.N.T. ait accepté cette élimination ? Elle a obtenu comme concession l'important ministère de la Guerre qui est confié à Esgleas, militant très connu dans les milieux confédéraux. En outre, la C.N.T. courbe la tête devant l'influence russe, dans la crainte de voir retirer l'aide en armements. Dans la délégation qui vient d'assister à Moscou aux fêtes d'Octobre, il y avait trois militants en vue de la F.A.I.-C.N.T., dont Martin Gudell, particulièrement informé des relations internationales. Ces camarades étaient parfaitement au courant des emprisonnements et déportations de révolutionnaires en Russie. Ils possédaient des listes de persécutés. Mais ils n'ont élevé aucune protestation publique en leur faveur; à leur retour, ils ont assisté au banquet donné en l'honneur de la délégation par le consul russe de Barcelone. Ils se considéraient liés par la nécessité de conserver des relations amicales avec l'Etat russe. Que doivent éprouver les révolutionnaires italiens, réfugiés politiques en Russie, plus tard déportés en Sibérie et qui avaient fait connaître leur désir d'aller combattre en Espagne; des hommes comme Othello Gaggi, qui attendaient la venue de cette délégation comme la libération, apprennent maintenant que la puissante C.N.T., groupant plus d'un million de membres, occupant une énorme partie des fronts, ayant trois ministres en Catalogne et trois ministres en Espagne, ne daigne même pas lors d'un voyage à Moscou protester verbalement contre le maintien en Russie, en prison et en exil, de ses frères d'idées ?

L'élimination du P.O.U.M. constitue un précédent dangereux. Qui sait si demain la C.N.T. ne se verra pas chassée par le même procédé ? Le P.S.U.C. a annoncé modestement ne pas revendiquer de poste ministériel ; mais tout le monde sait l'interpénétration qui existe entre ce parti et l'U.G.T. en Catalogne; aussi cet organisme est parfaitement satisfait en détenant indirectement trois portefeuilles.

Les petite et moyenne bourgeoisies catalanes ont gardé les postes essentiels : l'Esquerra conserve la présidence du Conseil, les Finances et la Sûreté intérieure.

Ceci est d'autant plus dangereux qu'il y a une véritable entente entre la gauche catalane et le P.S.U.C. pour pousser à la création d'un gouvernement autoritaire. Voici ce que disait à ce sujet Companys, dans ses déclarations aux journalistes reproduites par *Solidaridad Obrera* du 9-12-36 :

« *Mais, messieurs, avec tous les problèmes que nous avons à résoudre, il y a plus d'une douzaine de motifs qui imposent la constitution d'un gouvernement fort, avec pleins pouvoirs, qui impose l'autorité à tous, étant donné qu'en définitive, le gouvernement n'est pas autre chose que l'autorité déléguée de toutes les forces antifascistes, politiques et syndicales, qui sont représentées dans ce Conseil.* »

Solidaridad Obrera s'étant insurgé contre cette conception, l'organe du P.S.U.C., *Treball*, la soutint dans un éditorial intitulé : « Un gouvernement qui gouverne » (12-12-36) et se permit d'affirmer :

« *Seuls les contre-révolutionnaires de toujours peuvent faire de la démagogie extrémiste, faisant de la prestidigitation avec les paroles, créant de la confusion dans les conceptions, mélangeant l'idée d'un gouvernement de pleins pouvoirs — idée clairement définie dans notre éditorial d'hier — avec le spectre d'un gouvernement « fort » ou d'une dictature.* »

◆◆◆

Simultanément, une véritable campagne est menée dans *Treball* et dans les meetings du P.S.U.C. contre la collectivisation, en utilisant

habilement le développement donné à la bureaucratie en application du décret dont les lecteurs de la *R.P.* ont pu lire le texte.

Mais cette même bureaucratie est précisément due aux exigences des techniciens représentant la Generalidad, introduits dans les conseils d'industrie, justement grâce à l'Esquerra catalane. C'est ce parti qui a insisté et obtenu que l'industrie collectivisée ne soit pas remise aux syndicats directement; c'est à cette suggestion qu'est due la forme actuelle de la gestion des usines collectivisées, dans laquelle une part importante est réservée à l'Etat. Cette participation se manifeste par la présence d'un « interventor » représentant les intérêts de la Généralité, nommé par le Conseil d'Economie, après accord avec les ouvriers. D'autre part, la nomination du directeur de l'usine doit être ratifiée par le Conseil d'Economie, institution mixte de l'Etat.

Mais l'influence des secteurs bourgeois s'est surtout fait sentir dans la question des indemnités prévues pour les ex-propriétaires des usines collectiviées. Ces indemnités sont prévues intégralement pour les fabricants étrangers; en ce qui concerne la propriété des Caisses d'Epargne et des banques, l'indemnisation est reconnue en principe, mais la part de la valeur qui sera indemnisée ne sera fixée que plus tard.

Ainsi la petite bourgeoisie catalane, en alliance avec le P.S.U.C. et l'U.G.T., a réussi à endiguer le bouleversement social sur un palier de loin inférieur à celui de la révolution d'Octobre : en Russie, les grandes entreprises capitalistes, appartenant à des Russes ou étrangers, furent expropriées sans réserve et sans indemnité.

Mais évidemment le prolétariat espagnol n'a pas encore dit son dernier mot en ce domaine. Il tient en fait toutes les usines importantes; pratiquement, il ne ferait pas bon pour les représentants de la Generalidad de venir imposer leurs vues; dans bien des endroits, les fonctionnaires de l'Etat n'osent pas se montrer. Il dépendra du cours ultérieur de la révolution si la part de l'Etat bourgeois ira en s'élargissant ou si, au contraire, les ouvriers, biffant les paragraphes d'indemnisation et de contrôle de l'Etat, stabiliseront leur gestion directe aux mains des syndicats exclusivement.

◈◈◈

Un autre domaine dans lequel les petite et moyenne bourgeoisies se heurtent au prolétariat est celui du renchérissement de la vie. La situation à ce point de vue devient particulièrement pénible à Barcelone, où les concessions envers les petits commerçants groupés autour de l'Esquerra sont plus fortes que dans des petites localités comme Puigcerda, par exemple, où l'influence du secteur ouvrier est infiniment plus grande.

Voici comment *Solidaridad Obrera* du 1-12-36 apprécie la situation dans la capitale catalane, dans un article intitulé : « Le prix scandaleux des vivres » :

« Malgré la taxation des principaux articles alimentaires et les mesures adoptées par les autorités, la vie monte dans des proportions terribles et injustifiées.

« Si nous interrogeons les petits boutiquiers, ceux-ci ne sont pas coupables de ce qui arrive. Ils se bornent à dire que les produits de la terre ou des industries alimentaires leur sont remis à des prix qui ne permettent pas de livrer au public à des proportions plus modérées.

« Le fait est que le public se plaint avec des raisons plus que fondées de la cherté de tout. Il estime, comme nous, qu'il n'y a aucune raison pour qu'un chou-fleur, par exemple, qui se vendait avant de 25 à 30 centimes, coûte actuellement 80 centimes; ni que le kilo de haricots verts ait monté de 80 centimes à 2 pesetas. Que le poisson de qualité inférieure, qui est le seul que puissent acheter les classes nécessiteuses, ait augmenté du triple. Les autres articles sont du même style. »

Il est utile d'ajouter une confirmation montrant qu'il s'agit non de quelques problèmes de détail, mais bien d'une question d'ensemble angoissante. C'est encore *Solidaridad Obrera* qui parle dans son numéro du 2-12-36 :

« C'est simplement honteux — oui, honteux — ce qui se produit avec le prix des vivres. Tout un troupeau d'agioteurs, de commerçants sans scrupules, de gens sans contrôle moral d'aucune sorte, sont en train de s'enrichir au détriment des sacrifices du peuple.

« Barcelone est victime d'un vol sans précédent, que les autorités permettent.

« C'est le vol créé par la montée exagérée du prix des articles alimentaires.

« Tout le monde proteste. Solidaridad Obrera *l'a fait à diverses occasions. Nous insistons de nouveau, en présentant sans ambages comme une honte ce qui se produit à ce sujet.*

« Que fait le département compétent du Conseil municipal ? »

Sans doute, le problème demande une réflexion plus profonde que celle formulée par la dernière question. Que font aussi les ministres anarchistes de l'Economie et du Ravitaillement ? Qu'a fait le ministre de la Justice du P.O.U.M. en face de cet agiotage criminel ?

Certes, les difficultés du ravitaillement frapperaient toute révolution, si profonde qu'en soit la nature ouvrière, en raison de la guerre civile à laquelle elle se heurterait inévitablement. Mais, dans la situation actuelle en Catalogne et en Espagne, les sacrifices sont presque uniquement supportés par le prolétariat. A côté des commerçants exploitant la rareté des vivres, voilà que se cristallise des catégories sociales de nouveaux riches, de bureaucrates. L'exemple suivant emprunté à *Solidaridad Obrera* du 5-12-36 permet de se rendre compte de la proportion de l'inégalité des salaires entre catégories ouvrières, particulièrement frappante en présence du renchérissement de la vie :

« Il faut en finir avec l'anomalie suivant laquelle certains ouvriers touchent 68 pesetas par semaine, tandis que d'autres perçoivent de 120 à 150, ce qui se traduit par le fait que tandis que les uns peuvent se payer 30 pesetas pour une poule et 25 pesetas pour une livre de poisson, les autres peuvent à peine acheter du pain et du riz pour leurs familles. Si la guerre exige que des économies soient faites, les salaires élevés doivent être diminués; et si nous devons faire des sacrifices, faisons-les tous de façon égale. »

Langage qui se justifie d'autant plus que *Solidaridad Obrera* du 17-12-36 signale :

« Il est honteux qu'il se trouve des personnes touchant par mois quatre, cinq, six mille pesetas et même plus, tandis que d'autres n'arri-

vent même pas à deux cents pesetas mensuels. »

Mais il ne suffit pas d'examiner cet état de choses créé par la prépondérance de l'influence des bureaucrates et des commerçants. Il faut encore rechercher les remèdes.

L'analyse suivante publiée par *Solidaridad Obrera* du 10-12-36 a l'avantage non seulement d'indiquer des solutions positives, en accordant la prédominance aux organismes purement ouvriers, mais d'insister également sur la gravité du mal apporté par la bureaucratisation :

« *Nous estimons que le meilleur moyen et le plus pratique pour éviter les abus des arrivistes est de concéder plus d'extension aux comités centraux et de quartier du ravitaillement, en concentrant dans ces organismes tout ce qui touche aux vivres, et en interdisant aux commerçants de réaliser des achats en dehors de ces comités. Ces comités n'étant pas des commerçants ne désireront pas et ne pourront pas réaliser des bénéfices avec les produits qui passent entre leurs mains, annulant ainsi les intermédiaires qui rendent plus cher tout ce qu'ils touchent. Les comités de quartier, connaissant tous ceux qui se livrent à la vente des comestibles, informés par leurs voisins de quartier et par eux-mêmes, seraient renseignés ainsi sur les abus commis dans les districts respectifs; étant suffisamment armés, ils réprimeront rudement les sans-scrupules qui veulent s'enrichir aux frais des autres. Ainsi, il apparaîtrait, en effet, que quelque chose est fait pour la révolution et pour gagner la guerre. Si les événements suivaient leur cours actuel, aisément nous serions amenés à donner raison à un ami, antifasciste éprouvé, mais que nous avions qualifié de pessimiste; celui-ci assurait qu'il est impossible de gagner la révolution suivant la forme que nous lui donnions; mais, en même temps, il disait concrètement et avec raisonnement ce qui pourrait la perdre : parce qu'on ne travaille pas avec l'intensité qui se doit. Parce qu'on dépense beaucoup plus de ce qui est nécessaire en aliments, vêtements, distractions, et surtout en essence, qui nous fera défaut bientôt. Parce que dans la plupart des industries, au lieu d'un « maître » il y en a une douzaine. Parce qu'il y a un excès de bureaucratie et de coléoptères, sans que la révolution nous ait enseigné à nous déplacer un peu, à nous passer de bien des obstacles « paperassiers » qui n'ont d'autre importance que celle de mettre en retard les problèmes urgents et intéressants; parce qu'en un mot, cela ne fait nullement la révolution, mais bien au contraire; il semble plutôt vraiment assister à un carnaval tragique, mais carnaval tout de même; en effet, au lieu d'approfondir, d'analyser le fond même de la révolution, d'en découvrir les ennemis et de recourir aux traitements atteignant les racines de la plaie ou des plaies qui empêchent la marche progressive de la révolution, on abandonne celle-ci.* »

Il est curieux de constater que la collectivisation de la répartition, la substitution des comités de ravitaillement au commerce privé se heurte surtout à la résistance des communistes et communisants du P.S.U.C., agissant par l'intermédiaire de l'U.G.T.

Il n'est pas jusqu'au domaine du commerce extérieur où ce parti ne se dresse pour la défense des commerçants et contre la collectivisation. Voici à ce sujet le témoignage de *Solidaridad Obrera* du 9-12-36, apporté à propos de l'exportation des oranges, problème vital de l'économie espagnole :

« *Le ministre de l'Agriculture, camarade Uribe* [du Parti communiste espagnol. Note de l'auteur], *a dit publiquement à Algemesi que le gouvernement légitime de la République « n'avait autorisé personne à réquisitionner les produits de la terre. Les citoyens... de l'auditoire applaudirent avec rage et la presse courtisane souligna le fait avec d'abondants et habiles commentaires.*

« *Les affirmations du camarade Uribe ont été comme une terrible accusation contre les organisations prolétariennes qui, ayant le souci de mieux sauvegarder les intérêts et l'essence même de la révolution, ont soumis à leur vigilance la production des champs...*

« *...L'audace de ce jeune ministre a donné profondément à réfléchir à ceux qui connaissent à fond le problème des oranges, ainsi que la situation économique en ces moments historiques.* »

L'explication la plus claire de l'attitude à prendre par le prolétariat en face de l'agiotage des commerçants est celle présentée par le camarade Gaston Leval dans *Solidaridad Obrera* dn 12-12-36 :

« *Quelle doit être notre attitude envers le petit commerce. Nous devons tendre à le faire disparaître. D'abord parce qu'il est constitué par des légions de parasites involontaires, mais effectifs, qui vivent en fin de compte du travail fondamental de la terre, — même si celui-ci est fait par un petit propriétaire — et de l'usine. Deuxièmement, parce qu'actuellement, étant donné la rareté de certains produits qui forcément ira en s'accentuant, il y aura une distribution injuste, réglée par les moyens d'acquisition de chacun, ce qui créera une véritable inégalité sociale en contradiction avec les règles de justice que la population ouvrière, que les hommes de bien, qu'ils soient anarchistes ou non, désirent établir; troisièmement, parce que, grâce au commerce, les prix des marchandises augmentent plus de ce qui est dû; il se produit des dissimulations de certains articles, qui augmenteront et constitueront une forme de sabotage de la lutte antifasciste et de la transformation sociale entreprise; quatrièmement, parce que, de plus en plus, en raison des difficultés économiques causées par la guerre et l'isolement international de l'Espagne, s'impose une réglementation sociale des vivres, conforme aux nécessités générales, afin d'éviter la préparation des pâtisseries et des douceurs lorsque le sucre manque pour tant d'enfants et que la farine diminue d'une façon alarmante; que tout ou presque tout se distribue d'une façon irrationnelle, désordonnée et antisociale.* »

Heureusement que dans la C.N.T. et même dans l'organe confédéral, il se trouve des hommes comprenant que la présence des ministres anarchistes à côté des ministres de l'Esquerra ne doit pas les obliger à se taire en face des inégalités sociales persistantes ou renaissantes. Entre ceux qui plient devant l'alliance de l'influence russe et des petits et moyens bourgeois catalans et ceux qui n'écoutent que la protestation ouvrière ne voulant pas avoir sacrifié les Ascaso et les Durruti pour établir une oppression nouvelle, la lutte continue.

L. NICOLAS.

Les révolutionnaires espagnols et le problème de l'Etat

Au cours de la quinzaine dernière, la situation au point de vue militaire semble s'être améliorée au profit des forces gouvernementales; l'optimisme exagéré des journalistes à Barcelone et à Valence reflète ce fait à travers des manchettes ronflantes; en voici une de *Solidaridad Obrera* du 31-12-36 : « *Franco est vaincu. Les observateurs anglais disent que les factieux ont perdu la guerre, malgré que l'Italie et l'Allemagne continuent à les aider.* »

Mais simultanément à l'amélioration sur le front, les luttes sociales à l'intérieur ont augmenté d'intensité; elles se sont manifestées par un violent conflit entre socialistes, communistes, républicains de gauche, d'une part, et les anarcho-syndicalistes, d'autre part. A Madrid, elles ont pris un caractère extrêmement violent qu'il a été possible d'entrevoir à travers le cas Pablo Yagüe.

Le 25 décembre, *Solidaridad Obrera* publiait un long extrait d'un manifeste signé par de nombreuses organisations politiques et syndicales, annonçant un attentat commis contre Pablo Yagüe, du parti communiste, membre du Conseil de Défense de Madrid, et s'exprimant ainsi :

« *L'attentat d'aujourd'hui nous a démontré que la cinquième colonne n'est pas liquidée et que non seulement elle agit à l'intérieur, mais cherche à utiliser les organisations ouvrières. Ceci nous pousse à recommander de procéder à une épuration de nos organisations, pour surveiller nos ennemis et les traiter comme ils le méritent.*

« *Pourtant, en même temps, nous lançons un cri d'alerte aux antifascistes de Madrid. La vie des dirigeants est menacée. L'ennemi, au fur et à mesure qu'il se verra plus acculé, tentera de donner ses coups aux défenseurs les plus remarquables de notre héroïque capitale, pour provoquer la démoralisation parmi les combattants.*

« *Camarades ! Soyez plus vigilants que jamais. La vie de nos dirigeants est chaque fois plus précieuse. Que le vil attentat contre notre camarade Yagüe serve à rendre plus étroits encore les liens d'amitié existant entre la classe ouvrière et les masses populaires de Madrid.*

« *Soldats du peuple ! Que l'attentat contre notre camarade Yagüe vous serve pour empoigner avec plus d'énergie les fusils pour briser le plus tôt possible le fascisme, car nous vous assurons que malgré tout l'arrière est et sera nôtre.*

« *Peuple de Madrid ! Devant le corps blessé de notre camarade, réaffirmons encore la volonté de marcher unis vers la victoire.* »

A première lecture, il s'agissait d'un acte commis par des fascistes camouflés, formant ces organisations clandestines, connues sous le nom général de « cinquième colonne », après l'allusion qu'y fit le général Queipo de Llano dans un de ses discours à la radio. Fait bizarre, les signatures apposées à ce manifeste apportaient la solidarité non seulement des socialistes et des communistes, mais aussi celle des Jeunesses Libertaires, de la Fédération des Groupes Anarchistes et de la Fédération des Syndicats Uniques.

En outre, *Claridad*, organe de l'U.G.T. (Union Générale des Travailleurs) du 26-12-36 donnait la même version :

« *Le crime, traître et prémédité, dont a été victime le valeureux militant du parti communiste, délégué au Ravitaillement par le Conseil de Défense, nous a causé une profonde douleur.* Claridad, *interprétant le sentiment unanime des dirigeants et des masses de l'Union Générale des Travailleurs, réprouve avec indignation le crime et partage les regrets du parti frère.* »

Mais voici que *Solidaridad Obrera* du 27-12-36 donnait une toute autre explication dans l'article suivant :

« *La Confédération Régionale du Travail du Centre a publié aujourd'hui un manifeste.*

« *Dans ce manifeste, ladite Confédération met en évidence l'honnête attitude de la C.N.T. Elle rejette les qualificatifs qui ont été lancés contre cette organisation, spécialement au sujet de ce qu'elle représenterait la cinquième colonne.*

« *La presse républicaine et marxiste, dit ce manifeste, en s'appuyant sur le fait que la victime est un de ses militants, prétend semer la brouille et la confusion, portant préjudice à l'union que nous souhaitons entre tous les travailleurs.*

« *Dans le cas — ajoute le manifeste — où fut victime le camarade qui fut membre du Conseil de Défense de Madrid et militant du parti communiste, Pablo Yagüe, nous avons été qualifiés d'une façon malfaisante par la presse ci-dessus mentionnée.*

« *Le fait au cours duquel le camarade Yagüe fut victime s'est produit ainsi : Le camarade Yagüe, chargé par le Conseil de défense de Madrid d'une mission de ravitaillement, sortit de Madrid. La voiture, suivant la route d'Aragon, arrivant à la hauteur de l'Athénée Libertaire, fut arrêtée par les personnes qui composent la garde du local de ce centre.*

« *Un des camarades, suivant la règle de ce service, demanda les documents. Il lui fut répondu que le camarade Yagüe était délégué du Conseil de Défense.*

« *Notre camarade dit qu'il n'était pas suffisant de se dire délégué; que lui ne le connaissait pas et qu'il devait présenter la documentation qui était de rigueur pour quitter Madrid.*

« *Alors le camarade Yagüe montra un carnet de couleur rouge, qu'il ne voulut pas remettre pour examen au responsable de garde.*

« *Notre camarade lui indiqua que ceci était aussi peu suffisant, qu'il avait un carnet, avec lequel il ne pouvait sortir de Madrid, sans le consentement préalable de l'autorité compétente, la seule qui avait le pouvoir de mettre son sceau à cette sorte de document.*

« *Alors Yagüe répliqua de manière autoritaire qu'il ne pouvait admettre qu'on l'immobilisa ainsi, avec de pareils arguments, et ordonna au chauffeur qu'il continuât de l'avant.*

« *Suivant l'accord adopté entre les camarades de garde, un coup fut tiré en l'air, pour effrayer les passagers et pour que la voiture s'arrête; mais au lieu de s'arrêter, le chauffeur accéléra la marche; c'est alors que les autres camarades tirèrent deux coups sur la voiture, blessant ainsi, malheureusement, le camarade Yagüe. Voilà la relation fidèle des faits tels qu'ils se sont succédé, que les marxistes ont essayé de porter à la connaissance de l'opinion publique en les défigurant et en les présentant comme le crime le plus exécrable.*

« *Logiques avec la vraie Justice, nous disons que la mauvaise intention ne peut prospérer, et de ceci l'organisation tout entière qui contrôle les activités*

de la C.N.T. en Castille en fait une question d'honneur. »

Le document cite ensuite une série d'attentats connus contre les militants de la C.N.T. et ajoute :

« *Devant ce procédé indigne, nous disons publiquement, en toute clarté, que nous sommes honnêtement disposés à rendre plus étroits les liens de fraternité avec tous les antifascistes; mais qu'en face de la situation de violence à laquelle on veut nous amener, nous répondrons d'une façon adéquate et ne permettrons pas une seule fois qu'après que le camarade Yagüe a été blessé, soient assassinés dans les rues de Madrid les camarades de notre organisation, assassinés par ceux qui allument le bûcher des passions sans retenue.*

« *Trois militants de la C.N.T. ont été trouvés morts ces jours-ci sur le pavé de la capitale.* »

Le manifeste se termine en disant qu'il ne sera accepté en aucune façon que soient condamnés les camarades poursuivis pour le fait dont fut victime Yagüe et cela à aucune peine, vu qu'ils n'en méritent pas, ayant simplement accompli le devoir dont ils étaient chargés, en tant que gardes devant contrôler la circulation de ceux qui voyagent par route.

« *Et nous disons — ajoute le manifeste — que nous n'admettrons pas, et que nous ne ferons pas de nouvelles visites pour donner une solution à ce conflit, si l'on trouve un jour de plus dans les rues de Madrid, tué par des balles de provenance inconnue, un seul militant de la C.N.T. Qu'en prennent note ceux qui doivent le noter, car nous employons un langage clair et sans euphémismes, celui qui convient pour en finir une fois pour toutes.* »

Le quotidien syndicaliste *C.N.T.* de Madrid fut suspendu pour une période indéfinie pour avoir voulu publier ce manifeste; son dernier numéro fut confisqué à l'imprimerie. Devant les protestations de la C.N.T., il put reparaître après quatre ou cinq jours de silence.

Le cas Yagüe, malgré toute sa gravité, n'est qu'un cas particulier; il a simplement permis de se rendre compte de la tension existant dans l'Espagne des gouvernementaux, créée par l'impossibilité d'obtenir une unité antifasciste se limitant à la défense de la démocratie. Mais la manifestation des femmes du peuple qui vient de se produire à Barcelone contre le manque de pain est un symptôme pénible infiniment plus grave. Cette situation est-elle uniquement due au fait de la guerre civile ? Ou bien est-elle aggravée par l'incapacité des dirigeants des organisations politiques et syndicales dans leur ensemble ? S'agit-il, au contraire, d'une véritable tactique combinée entre socialistes, communistes et « Esquerra » bourgeoise pour utiliser ces difficultés, les accentuer, en rendre responsables les anarcho-syndicalistes et discréditer pour longtemps l'idée même de la collectivisation et d'un régime ouvrier, tout cela pour consolider la démocratie bourgeoise ?

Pour permettre au lecteur ouvrier de juger lui-même, voici d'abord un extrait d'un discours de Comorera, ministre communiste du Ravitaillement, jugeant l'œuvre du gouvernement de Barcelone (*Information* du 24-12-36) :

« *Comorera a affirmé que l'ancien Conseil avait pleinement échoué, car toutes les dispositions qu'il prit ne purent être appliquées effectivement.*

« *Il n'est pas arrivé à rendre effective la mobilisation décrétée. Les impôts ne rentrent point. Il manque toute sorte d'articles de première nécessité qui, pourtant, existent dans le pays. La distribution du travail est défectueuse...*

« *Les magasins du département sont presque vides. Dans la région, il y a de tout. Mais les conseillers municipaux aux approvisionnements, d'une part, et les comités de défense, de l'autre, agissant pour leur propre compte, ont prohibé l'expédition d'articles alimentaires vers la capitale.*

« *Ces divers comités de la ville ou des villages ont remplacé les intermédiaires. Ils perçoivent illégalement une taxe sur toutes les marchandises acheminées vers la ville ou distribuées par eux aux revendeurs. De cette façon, les prix augmentent progressivement suivant le caprice des intéressés.*

« *Cette situation ne peut plus durer. L'autorité légitime doit pouvoir s'imposer. C'est dans ce seul but que le nouveau Conseil exigeait des « pleins pouvoirs » à l'encontre de la dictature irresponsable des comités et des « incontrôlables ».*

Voici maintenant des extraits de la réponse à cette argumentation que les postes de radio C.N.T.-F.A.I. ont diffusée et que *Solidaridad Obrera* du 27-12-36 a publiée :

« *Les accusations lancées contre la C.N.T. par un militant influent du socialisme catalan, en relation avec le problème du pain, ne peuvent pas remédier aux difficultés que Barcelone rencontre en ce moment pour son ravitaillement en farine. Mais elles peuvent, si elles ne sont pas réfutées, fomenter contre notre organisation le mécontentement et l'attaque. C'est cela que l'on cherche. Par la crise passée, l'unique objectif poursuivi était d'éliminer un parti révolutionnaire ayant assez de force en Catalogne. Ce premier résultat une fois obtenu, il ne faut pas que l'on tente de répéter cette passe avec la C.N.T. en exploitant habilement la difficulté naturelle à laquelle se heurte Barcelone pour s'approvisionner en farines en nous chargeant de fautes dont nous ne sommes pas coupables...*

« *...Rien n'aide tant à abattre un régime que l'effervescence populaire. Dans toutes les révolutions, dans toutes les guerres, il y a été fait appel pour affaiblir la situation dominante.*

« *Cette effervescence se produit à présent. Des manifestations populaires ont commencé à se produire. Il y a des queues. Les femmes du peuple protestent. Elles veulent du pain. N'en ayant pas en quantité voulue et dans les conditions nécessaires, elles protestent, elles cherchent les coupables présumés, et à la dernière heure, conseillées avec ruse, elles rendent responsables de cette situation les syndicats de la C.N.T. et les Comités de Défense...*

« *...Il n'y eut pourtant aucune négligence. Le peuple de Barcelone a pu le voir d'après les résultats. Les accusations lancées contre nous manquent absolument de fondement; nous ne comprenons pas pourquoi, en diverses occasions, on a rendu coupables les Comités de Défense d'une situation dans laquelle ils ne pouvaient qu'ordonner les choses et empêcher que les plus riches s'accaparent des produits, privant de ceux-ci les travailleurs, tandis que les commerçants se seraient enrichis impunément, en profitant de la situation actuelle.*

« *Que poursuit-on en attaquant sous cette forme systématique les Comités de Défense ? Le peuple ne pourra pas le comprendre en se souvenant qu'ils furent dès le premier moment dans chaque quartier la vigilance constante qui déjoua les complots des éléments fascistes; que grâce à leurs activités, les alliés de Franco sont poursuivis jusque dans l'obscurité où ils se dissimulent; qu'ils constituent une des garanties les plus sûres des travailleurs en lutte contre la réaction armée, contre ceux qui voudraient*

faire triompher en Catalogne le soi-disant gouvernement de Burgos. »

Mais quelles sont les données de fait permettant d'affirmer qu'il y aurait de la part du P.S.U.C. une aggravation volontaire et artificielle de la crise du pain ? Voici ce que dit à ce sujet *Solidaridad Obrera* du 27-12-36 :

« *Lorsque notre camarade Domenech était encore au Ravitaillement, il fit de grands efforts auprès du gouvernement central pour amener à Barcelone une quantité importante de blé provenant du stock énorme existant à Ciudad Real pour approvisionner toute l'Espagne, et cela sans pouvoir obtenir qu'on nous en donne un kilo. Que le lecteur tienne compte de ce que le ministère de l'Agriculture est assuré par le camarade Uribe, du parti communiste...*

« *...Récemment, après son départ du Comité de Ravitaillement, voyant ce qui allait se produire, Domenech avertit le camarade Comorera qu'à Gissona il était possible d'acheter deux cents wagons. On partit chercher ce blé en camions. Les paysans exigèrent le payement au comptant. L'opération ne fut pas réalisée, et elle ne le fut certainement pas par la faute des paysans, mais à cause de quelqu'un qui eut intérêt à ce que Barcelone manque de pain pour faire de la politique avec les nécessités du public. La même chose se passa avec les quarante wagons qui existaient à Cervera. Nous pourrions énumérer d'autres cas concrets, mais nous ne voulons pas trop envenimer la question. Notre plume doit faire un effort inouï pour ne pas se laisser emporter par l'indignation. Nous voulons avant tout faire comprendre notre position ferme en face du conflit qui se prépare.*

« *Tout ce qui se produit nous permet de penser que l'on cherche un prétexte pour brouiller les hommes de la C.N.T. avec l'opinion publique. On nous fait des difficultés dans notre travail et la même chose arrive quand il s'agit de demander des armements pour que les colonnes formées par les hommes de la C.N.T. puissent faire face à l'ennemi.* »

◇◇◇

La C.N.T. a laissé éliminer le P.O.U.M. Elle n'a pas réagi avec la vigueur que lui permettaient son prestige et ses effectifs. La voici attaquée à son tour par la coalition socialo-communiste esquerriste. Beaucoup plus puissante que le P.O.U.M., elle a des chances de mieux résister. Seulement, le fascisme ne va-t-il pas utiliser ces luttes intérieures pour reprendre l'offensive avec plus de vigueur ? En tout cas, il semble qu'il y ait une poussée dans la F.A.I.-C.N.T. pour se débarrasser des concessions faites à ses prétendus alliés qui, trop souvent, apparaissent comme des ennemis camouflés. En réponse à l'attaque qui se précise contre la collectivisation des industries, un véritable courant se dessine pour approfondir cette collectivisation. Constatant la plaie du bureaucratisme imposé par la Generalidad pour freiner et domestiquer la collectivisation, il se trouve des syndicats importants de la C.N.T., comme le récent congrès du Bois ou l'organe central de la F.A.I., *Tierra y Libertad*, se prononçant pour la syndicalisation des usines, c'est-à-dire pour la gestion par les syndicats exclusivement, éliminant l'Etat.

Cette tentative ne se produit-elle pas trop tard ? Une grande part des ressources et de l'ardeur révolutionnaires ne s'est-elle pas consumée déjà au cours de ces cinq mois ? D'autre part, avant le 19 juillet, dans la F.A.I. comme dans la C.N.T. on a toujours écarté toute éducation et préparation systématique et organisée, confondant celles-ci avec le bureaucratisme réformiste, flattant l'état d'esprit caractéristique espagnol voulant tout obtenir par l'élan passionné, palliant le manque de connaissances. Où puiser, dans ces conditions, les cadres révolutionnaires nécessaires à l'organisation de la technique ? Pourvu que les éléments despotiques du communisme et de l'Esquerra n'utilisent pas les conséquences de ces fautes du passé pour imposer le talon de fer d'un Etat qui se targuera d'être démocratique en consacrant en réalité une oppression nouvelle !

L. NICOLAS.

ARRESTATION D'UN MILITANT OUVRIER A BRUXELLES

Le camarade Marchand, secrétaire du Syndicat du Bâtiment et Industries diverses, une des plus grandes organisations de la ville de Bruxelles, vient d'être arrêté.

Voici ce qu'en dit le *Peuple* (belge) du 30 décembre :

LE TRAFIC CLANDESTIN DES ARMES

La police judiciaire du Parquet de Bruxelles a arrêté, mardi, le citoyen Emile Marchand, secrétaire du Syndicat du Bâtiment, habitant rue Ransart, à Anderlecht.

Marchand est soupçonné d'avoir servi d'intermédiaire entre des fournisseurs d'armes et des fraudeurs, qui se chargent d'introduire clandestinement les armes en France.

Une perquisition faite au domicile de Marchand a fait découvrir des documents, notamment des notes de paiement d'armes. Marchand a refusé de désigner les fournisseurs d'armes.

M. le juge d'instruction De Muylder a décerné un mandat d'arrêt à sa charge.

Ainsi, l'organe du P.O.B. n'a pas un mot de protestation contre l'arrestation d'un militant des plus en vue, membre du P.O.B., mandataire de plusieurs organismes ouvriers.

Cette note, telle qu'elle est faite, laisserait même à supposer que le camarade Marchand serait un simple fraudeur, travaillant pour son profit personnel.

Cependant, tous ceux qui connaissent l'activité militante de ce camarade, ne douteront pas pour un instant que si Marchand, en effet, servait d'intermédiaire dans des affaires d'armes, ce ne serait certainement pour personne d'autre que pour des révolutionnaires espagnols; pareille fraude ne peut être mise qu'à l'honneur de ce militant, parfaitement connu d'ailleurs par la population ouvrière de Bruxelles.

Tous ceux qui croient qu'il était du devoir de chaque militant ouvrier conscient de résister au blocus criminel organisé contre la révolution espagnole ne tarderont pas à témoigner leur solidarité effective avec le camarade Marchand. Notons, en passant, qu'il est cardiaque et qu'il a près de 60 ans; il faut le tirer de prison, et le faire vite.

M.

COMITÉ POUR L'ESPAGNE LIBRE

CHANGEMENT D'ADRESSE

Le Comité pour l'Espagne libre et le Centre de Ravitaillement des Milices Antifascistes d'Espagne, précédemment 203, rue d'Alésia, nous prient d'informer nos lecteurs de leur changement d'adresse. Depuis samedi 8 janvier, leur siège est transféré 26, rue de Crussol, Paris (11e).

Les révolutionnaires espagnols et la guerre

En général les informations parvenues de l'Espagne gouvernementale au cours de la quinzaine écoulée fourmillent de faits défavorables à la progression révolutionnaire dans la vie sociale. Il faut faire un véritable effort d'appréciation complète pour découvrir malgré tout quelques aspects positifs reflétant la volonté du prolétariat dressé le 19 juillet et continuant à s'affirmer malgré les efforts de la restauration petite bourgeoise. Cette remarque n'a pas trait à la lutte armée contre les bandes fascistes où le courage ouvrier réalise de véritables miracles dans ce domaine; la résistance des brigades internationales appuyées par une aide technique sérieuse du gouvernement russe s'oppose avec succès aux offensives de Franco. Malheureusement l'information à donner à ce sujet se heurte au danger de fournir des précisions utiles à l'ennemi et au besoin de distinguer la vérité au travers de l'exagération à laquelle se livre aussi bien la presse gouvernementale que celle des fascistes.

Aussi les notes suivantes empruntées à un article de Pierre Robert et publiées dans la « Sozialistiche Warte » du 1-1-37 présentent un intérêt particulier en raison de leur façon calme et réfléchie, donnant des détails précis sur la dernière phase des opérations.

« *Grâce à l'aide des Russes l'arme de l'aviation du gouvernement de Madrid a été complètement renouvelée. Il apparaît clairement que de 100 à 200 appareils sont arrivés, appareils merveilleux, supérieurs aux Junkers et Capronis. Ce sont des avions combinant les types chasseur et bombardier, pouvant emporter 700 kilos de bombes. Ils ont un rayon d'action de 400 km. et plusieurs d'entre eux sont armés de mitrailleuses pouvant tirer 1800 coups par minute. Les pilotes, des Russes, pratiquent une discipline de fer, avec leurs mécaniciens ils sont continuellement auprès de leurs appareils, même pour dormir et manger. Un coup de sifflet et cinq minutes après ils sont en vol ! Ils ont une confiance illimitée en eux-mêmes et dans leurs appareils; ils méprisent la mort. Il n'est pas rare que l'un d'eux, se considérant perdu, se lance contre l'avion ennemi donnant ainsi sa vie au prix maximum.*

« *Les camarades russes n'ont pas seulement livré des avions et des pilotes; ils ont amené aussi tout le nécessaire pour l'arme de l'aviation : grues pour le déchargement, camions pour le transport, ateliers de montage et mécaniciens. Ils ont fourni aussi des tanks : ceux-ci sont supérieurs aux petits tanks italiens, mais ne résistent pas contre les canons anti-tanks de fabrication allemande dont disposent les rebelles. Le mot d'ordre des équipages de tanks est : pas de tank laissé aux mains de l'ennemi. Certains équipages se sont fait sauter plutôt que de se rendre prisonniers.*

« *L'aide des spécialistes militaires russes se fait nettement sentir: il règne une plus grande discipline; de bonnes tranchées et autres fortifications de tout genre ont été établies.*

« *...Dans la brigade internationale on trouve des camarades allemands qui ont passé par les camps de concentration de Hitler, des Italiens venant directement d'Italie ou qui étaient depuis longtemps dans l'émigration. Des Autrichiens, de Polonais. des Tchèques, des Yougoslaves, des Anglais, des Français combattent dans la brigade. Ce sont des soldats par conviction et ils se battent comme des lions. La brigade a une renommée presque légendaire parmi les camarades espagnols. Elle a sauvé Madrid, en agissant avec quelques bataillons espagnols. C'est une troupe de choc qui intervient partout où la situation est tendue. Souvent elle va au combat en chantant l'*Internationale *dans cinq ou six langues différentes. Evidememnt, ses pertes sont sensibles. Mais elles sont immédiatement compensées par de nouveaux volontaires arrivant chaque jour de différents pays. Les actes accomplis par cette brigade comptent parmi les plus beaux inspirés par la solidarité internationale que le mouvement ouvrier ait jamais connu.*

« *...L'aide russe a créé une sorte de psychose en faveur de la Russie et de la III*e *Internationale. Le parti communiste espagnol, parti insignifiant avant la rébellion, accuse une croissance formidable. La forte position morale que l'Union Soviétique a en Espagne est puissamment et intelligemment exploitée. Agitation, presse, bonnes affiches partout, à Madrid, par exemple, paraît un quotidien des Jeunesses Socialistes Unifiées subissant fortement l'influence du parti communiste. Dans chaque grande ville il existe un journal communiste qui n'est pas mal fait au point de vue propagande et agitation. L'U.G.T., la centrale syndicale espagnole, adhérente à la F.S.I., subit à présent fortement l'influence communiste. En Catalogne, où en juillet et août encore le parti communiste n'avait qu'une influence restreinte, c'est à présent un parti fort, s'appuyant sur l'U.G.T., cette dernière dépassant même les syndicats anarchistes. L'unité des partis socialiste et communiste ne se fera plus probablement longtemps attendre.*

« *Le parti communiste par suite de ce renforcement a augmenté ses prétentions. Il présente un penchant, comme ses partis frères des autres pays, à s'emparer de l'hégémonie au sein du front commun* ». (Suivent des considérations sur l'élimination du P.O.U.M. très analogues à celles fournies par notre information; à noter toutefois que Pierre Robert considère comme une erreur la revendication du P.O.U.M. exigeant l'indépendance du Maroc espagnol ! (Note de L. N.)

« *...Les dirigeants de la C.N.T. se méfient aussi de la croissance de l'influence du parti communiste. Ils craignent également que les communistes vont attirer à eux le monopole du pouvoir. Il règne d'ailleurs au sein de la C.N.T. une série de frictions, car beaucoup de membres n'approuvent pas l'entrée des anarchistes dans un gouvernement. — Ce n'est pas en vain que l'on a combattu pendant des dizaines d'années toute sorte de gouvernement.*

« *Il serait très important de savoir si les*

Russes ont posé des conditions politiques à l'aide en armements. Il est certainement exact, et cela doit être admis, qu'ils ont réclamé certaines garanties en ce qui concerne la direction militaire de la lutte. Nous savons que les influences russes sur la politique intérieure d'autres pays ont malheureusement souvent été dangereuses (l'exemple allemand le démontre à suffisance). Il a été affirmé, et ce n'est pas impossible, que les Russes ont exigé que l'on n'aille pas plus loin en Espagne que le rétablissement d'une république démocratique. On peut s'expliquer le fait de pareille exigence en raison de ce que l'Union soviétique dans son activité de politique extérieure veut bien apparaître comme protégeant les démocraties menacées, mais non comme favorisant les révolutions socialistes. »

Toutefois ces hypothèses reçoivent continuellement des confirmations, tout au moins en ce qui concerne le freinage de la tendance ouvriériste dans le nouveau régime espagnol. L'extrait suivant emprunté à un article d'Urales, militant anarchiste, mais ayant envoyé cet exposé à la *Batalla* (3-1-37), organe du P.O.U.M., résume assez bien les procédés tendant à l'annulation des conquêtes ouvrières.

« *Chaque jour, le coq révolutionnaire perd une de ses plumes. D'abord les occupations, puis les collectivisations.*

« *Au département du Conseiller de l'agriculture, on recommande au paysan de travailler. Cette recommandation est très louable. Il est nécessaire que toute la terre soit cultivée; mais on a interdit les occupations, malgré qu'il y ait des domaines de plaisance, avec irrigation abondante, qui pourraient produire et qui ne produisent pas.*

« *Dans le gouvernement de Madrid, les forces de gauche peuvent plus que celles de droite. Dans celui de Barcelone, c'est le contraire qui se produit, quoique bien des gens croient qu'il en est autrement. Ici, il se fait mille combinaisons pour que les gens de gauche soient toujours en minorité dans le Conseil de la Généralité et dans les conseils municipaux. On a été jusqu'à inventer des partis qui jusqu'alors n'existaient pas. Ces partis se sont formés avec des gens qui n'étaient ni de gauche, ni antifascistes. Détritus des autres partis. Il s'agissait d'opposer des votes à la C.N.T.*

« *Pour nommer les conseillers, il a été tenu compte du parti communiste et du parti socialiste, tous deux encadrés dans l'U.G.T. Il n'a pas été tenu compte de la F.A.I. en considérant qu'elle est encadrée dans la C.N.T. Il ne s'agit pas d'occuper des postes; il s'agit d'avertir que tout le monde n'est pas composé d'imbéciles et que dans les coulisses on voit mieux la farce que lorsqu'on est assis dans un fauteuil ou que l'on se tient derrière la porte conduisant à la scène en attendant qu'on nous appelle.*

« *A Madrid, les socialistes ne sont pas l'instrument des droites révolutionnaires, dans l'exécution de certaines manœuvres; mais à Barcelone ils le sont* ».

Parallèlement à l'offensive contre les conquêtes ouvrières grandit et progresse dans les régions des gouvernementaux l'esprit nationaliste espagnol se substituant à celui de l'internationalisme lutte de classes. Cela présente un aspect particulièrement renversant dans « Solidaridad Obrera », organe de l'anarcho-syndicalisme qui, par essence, par doctrine, devrait être opposé à cette déviation. Voici quelques exemples à l'appui de cette constatation. « Solidaridad Obrera » du 1-1-37 dénonce les journalistes français de la grande presse bourgeoise ; mais ce n'est pas leurs mensonges, leur haine du prolétariat en lutte qui indigne l'organe de la C.N.T.; c'est leur trahison envers leur patrie ! Le texte suivant dont nous respectons textuellement l'orthographe et le style a été publié en français et en première page; nous le reproduisons intégralement, sans coupures :

« *Journalistes traites à sa patrie.*

Dans la guerre de fait que nous soutenons avec l'Allemagne à laquelle les géneraux traitres ouvrirent les portes de l'Espagne qui actuent d'accord avec les boches et par sa gloire et service, quelques journalistes français qui résultent déja traitres à su propre Patrie puis que les désirs du teuton ne son d'autres que de s'ouvrir un passage au Sud pour attaquer par là, a sa haine obsesionante et traditionnelle : la France.

Ce sont ces journalistes, plus amis de l'Allemagne que de la France, les suivants :

Armand-Henry Flassch, *du « Journal »*; Geo London, *du « Journal »*; Leo-Gerville, *du « Matin »*; Lazarell, *du « Paris-Soir »*; Mille, *du « Paris-Soir »*.

Les uns, des les fronts des invahisseurs de l'Espagne et les autres des le même Paris, font une campagne qui tôt ou tard suppose une trahison ou de haute portée ou pour le moins une extraordinaire déloyauté envers la France.

Si un jour une nouvelle guerre éclate entre la France et l'Allemagne ils peuvent se rendre compte les français quelle sorte d'oiseaux ils ont dans leurs propres lignes et dans le même Paris.

Ils doivent être les fils de Bolo Pachà, le fusillé à Vicennes. »

Voici encore un autre texte précisant l'appel à la guerre mondiale pour sauver la nation espagnole, pris dans « Solidaridad Obrera » du 6-1-37 :

« *L'Espagne libre fera son devoir. Face à cette attitude héroïque, que vont faire les démocraties ? Il y a lieu d'espérer que l'inévitable ne tardera pas longtemps à se produire. L'attitude provocatrice et grossière de l'Allemagne devient déjà insupportable. Visiblement, l'Italie ne joue pas non plus un jeu propre. Il s'agit de gagner du temps et comme les uns et les autres savent que, finalement, les démocraties devront intervenir avec leurs escadres et avec leurs armées, pour barrer le passage à ces hordes d'insensés, ils se dépêchent de détruire Madrid et réaliser des actes de guerre leur assurant une situation plus favorable que celle dans laquelle ils se trouvent actuellement* ».

Il est bon que la classe ouvrière en France et dans les autres pays se rende compte de ce revirement de nationalisme chez une grande partie des révolutionnaires espagnols.

L'heure est venue de rappeler que les ouvriers conscients de divers pays ne se sentent solidaires que des luttes internationalistes et qu'ils refusent leur adhésion à toute guerre nationale.

L. Nicolas.

Le prolétariat espagnol lutte sur deux fronts

La situation militaire

De plus en plus, le prolétariat espagnol semble amené à lutter simultanément sur deux fronts : contre les armées fascistes, d'une part, et contre un retour offensif de la bourgeoisie à l'intérieur des régions soumises aux « gouvernementaux », d'autre part. Ces deux activités s'influencent mutuellement.

Ainsi, la chute de Malaga fut utilisée comme prétexte pour accentuer la militarisation des forces armées, c'est-à-dire enlever au maximum le caractère prolétarien des milices pour établir une armée soi-disant au-dessus des partis. Le prétexte de la chute de Malaga, attribuée au désordre et à l'incohérence des anarchistes, fut extrêmement mal choisi; en effet, cette ville était dominée au cours des derniers temps par des éléments communistes qui auraient donc pu montrer dans la réalité ce que valaient leurs méthodes d'organisation. La vérité est que Malaga est surtout tombée parce que le gouvernement de Valence n'envoyait presque pas d'armes sur ce front. Une situation analogue se crée sur le front d'Aragon.

Voici ce que dit à ce sujet le camarade Rovira, chef de toutes les forces armées du P.O.U.M. dans une interview publiée dans *La Batalla*, du 7 mars 1937. Répondant à la question : Où en est le front d'Aragon, Rovira déclare :

Ce front est dans la même position invraisemblable où il était il y a trois mois. Cela veut dire : les armées ouvrières avec l'armement pris à la quatrième division au cours des journées de juillet, se sont installées sur une espèce de ligne de vigilance en face des positions que l'ennemi eut le temps de préparer solidement, profitant de la politique militaire de désordre et de confusion pratiquée par la Généralité dès les premiers jours.

— Il semble qu'on a triomphé de tout cela...

— Non. Cette situation délicate des armées ouvrières fait qu'il est toujours d'actualité de poser la question présentée par la presse responsable :

Que se passera-t-il sur le front d'Aragon ? Pourquoi n'attaque-t-on pas sur le front d'Aragon ? Tandis que nos forces n'ont pas reçu d'autres armes que celles qu'elles ont prises pour leur propre compte dans les rues de Barcelone aux militaires insurgés. Par contre, l'ennemi a reçu l'appui décidé des puissances fascistes. Pendant ce temps, tandis que l'arrière n'a pas su solutionner aucun des problèmes du front, les fascistes ont organisé leur territoire et ont compris que la guerre ne se gagne pas en organisant des souscriptions, en faisant des parades, ni en demandant sur des calicots la construction des tanks.

— A quoi attribues-tu ce manquement de l'arrière ?

— A ce que le gouvernement de la Généralité n'a pas de politique révolutionnaire définie; il n'a pas su s'organiser. Il n'a pas d'argent pour acheter des armes, payer les miliciens et subvenir à son intendance. Les comptes courants appartenant aux réactionnaires sont maintenus dans les banques; les dépenses du front sont payées comme s'il s'agissait d'une guerre bourgeoise, et cela pour ne pas avoir su socialiser les industries nécessaires à la guerre.

— Crois-tu que le gouvernement catalan ne peut pas prendre des initiatives ?

— Non, il ne peut pas en prendre sur le front qu'il contrôle; il est subordonné au gouvernement de Valence, qui se livre à des spéculations politiques. Chaque envoi d'argent ne comporte que des sommes ridicules. Le gouvernement catalan a la promesse de recevoir du gouvernement de Valence 3 millions de pesetas par semaine.

Cette somme ne permet pas de résoudre d'une façon autonome les problèmes militaires du front, ni d'acheter des armes à l'étranger, ni d'installer une industrie de guerre.

— Tu dis que les envois d'argent sont subordonnés à certaines conditions ?

— Les paiements s'effectuent avec de grands retards et ne se réalisent qu'après des victoires politiques obtenues par la petite bourgeoisie de l'Esquerra et le P.S.U.C. Un échantillon de ces victoires est le décret sur l'ordre public. Cela veut dire : si la révolution fait un pas en arrière, il arrive quelques millions pour payer des dettes.

— Que disent, à ce sujet, les camarades anarchistes ?

— Je crois qu'ils n'ont pas été assez intransigeants et ont été trop généreux pour faire des concessions en présence de la situation. J'espère qu'ils sauront réagir dans un sens révolutionnaire, si les choses s'aggravent comme elles sont en train de le faire.

— Et dis-moi, tout à fait clairement pourquoi Huesca n'a pas été prise ?

— Jusqu'à présent, les forces loyales n'ont eu l'initiative sur aucun front, ne leur permettant pas ainsi de prendre aucune ville. Ceci, parfois, non plus n'a pas d'importance militaire. Mais c'est toujours l'ennemi qui en attaquant a déterminé notre attitude. Nous sommes arrivés aux portes d'Huesca, Saragosse, Oviedo, Teruel... sans réussir à rompre les positions de l'ennemi. Huesca n'est pas prise par suite du manque de matériel, exactement comme les autres villes; cela se produit surtout parce qu'il n'y a pas de plan d'ensemble pour les différents fronts, obligeant l'ennemi à recourir à des forces et à du matériel pour se défendre.

— Quelles sont les forces couvrant le secteur d'Huesca ?

— Les anarchistes et les communistes du P.O.U.M. Eux, comme nous, sont décidés à prendre l'initiative sur le front d'Aragon, si les conseillers acceptent nos propositions en envoyant les hommes et les fusils des institutions armées que l'on maintient à l'arrière.

A côté des difficultés créées par les manœuvres politiques des partis bourgeois de gauche, il y a que les régions « gouvernementales » abondantes en hommes mais devant chercher à utiliser au maximum la faible quantité d'armes disponibles, négligent le travail de fortification. Voici un témoignage de *La Batalla* du 7 mars 1937 :

A Malaga, on n'avait pas construit les fortifications nécessaires pour résister à une attaque des fascistes. La même chose s'est produite dans l'extrême sud du front d'Aragon. Les troupes détachées là-bas ont vécu pendant trois mois dans le meilleur des mondes sans construire de fortifications d'aucune sorte. Conséquence naturelle : dès la première attaque des forces fascistes, il fallut reculer perdant une série de villages de grande importance pour nous. Ce n'est pas la même chose qui se passe en Catalogne. On l'a écrit dans la presse; des éléments responsables des organismes gouvernementaux l'ont dit : Nous devons nous retrancher ! Et l'on fait des retranchements... Le long de la côte catalane, des fortifications s'élèvent et devant elles nous nous demandons : La majorité des fortifications construites sur notre littoral, serventelles à quelque chose ? Il n'y a qu'un seul lieu où existent de véritables retranchements. On ne peut en dire autant des autres lieux de la côte. Concrètement : des centaines de journées sont perdues à la construction de « fortifications » qui ne peuvent que servir aux enfants des villages voisins pour y jouer à la « guerre ».

La militarisation

Ainsi, d'une part, nécessité de remédier par la méthode et la réflexion à la prépondérance du courage passionné et désordonné, mais d'autre part, utilisation de cette nécessité pour introduire à travers une discipline superficielle le désarmement du prolétariat au profit de la petite bourgeoisie. Les données de ce problème sont clairement présentées dans une interwiew publiée par l'organe anarchiste de langue anglaise *Spain and the World*, du 19 février 1937, et fournie par Camille Berneri, militant libertaire italien, délégué politique auprès du Bataillon Ascaso, sur le Front d'Huesca.

J'ai l'impression que les miliciens font de grands progrès. Au début, on constatait de la naïveté dans les actes des miliciens se heurtant à un matériel de guerre moderne : par exemple, tirer inutilement sur des aéroplanes volant à grande hauteur. Les moyens de transport étaient galvaudés, le problème des routes négligé, les armes et les munitions étaient insuffisantes, mal coordonnées, et parfois, les actions des diverses armes et colonnes n'étaient pas coordonnées du tout.

A présent, les miliciens espagnols semblent avoir retiré des avantages des enseignements acquis au cours des quelques derniers mois; les transports commencent à se rationaliser; les routes se réparent; les armes et les munitions sont plus abondantes et efficaces; à travers « l'esprit de colonne » s'infiltre l'idée d'un commandement coordonné. Des divisions sont formées complétant le plan économique de guerre défendu par les meilleurs militants de la C.N.T. et de la F.A.I.

Ce sont naturellement ces deux organisations qui sont les partisans les plus convaincus d'un commandement unique qui permettrait d'exercer une pression sur les points faibles des ligues ennemies, prévenant la pression accablant les villes assiégées et empêchant le déplacement et la concentration des forces fascistes.

— Alors, faisons-nous observer, il y a du bon dans la militarisation ?

— Certainement, répond Berneri avec conviction, mais il faut faire une distinction; il y a d'une part un formalisme militariste, qui en plus de ce qu'il est ridicule, est parfaitement inutile et nuisible; il y a d'autre part, la discipline. Discipline de fer, *c'est la discipline existant dans la colonne Durruti. Le formalisme militariste, c'est celui qui s'infiltre dans certaines colonnes contrôlées par le P.O.U.M. Quand on affirme comme on le fait dans le décalogue de la colonne Uribarri, que le soldat qui sait saluer proprement sait aussi combattre, on est coupable d'une réminiscence stupide de Frédéric II ou de Pierre le Grand.*

Pour cette raison, aussi, je considère que la tactique juste est une tactique intermédiaire : il ne faut pas verser dans le formalisme militariste et ne pas épargner sa répugnance au formalisme anti-militariste. En acceptant et en réalisant toute la discipline nécessaire requise, nous serons en état de faire échouer les manœuvres de Madrid et de Moscou, tendant à renforcer, au nom des nécessités de la militarisation, l'hégémonie militaire sur la révolution espagnole : instrument de l'hégémonie politique.

Pour ma part, je considère comme une erreur de parler comme le font certains militants de la C.N.T.-F.A.I. de commandement suprême *au lieu de* commandement unifié. *L'intention est bonne, mais le terme utilisé luimême porte à des malentendus dangereux.*

Donc, brièvement, les réformes nécessaires dans la milice devraient être à mon point de vue les suivantes : la constitution de divisions ; distinction claire entre commandement militaire et contrôle politique dans le domaine de la préparation et l'exécution d'opérations de guerre ; discipline de fer dans l'exécution des ordres, mais conservation de certains droits fondamentaux : ceux de nommer et de destituer les officiers.

Les socialistes envisagent la question de la militarisation aussi sous l'aspect industriel ; ils défendent surtout l'idée de la disparition de tous les comités ouvriers surgis pour des nécessités de ravitaillement, de défense de quartier, d'occupation d'usine. Ce point de vue est particulièrement exprimé dans *Claridad*, organe de l'U.G.T. du 19-2-37, dans un article intitulé :

La dissolution des comités facilitera la direction unique dans le militaire et dans l'économique.

Quand la guerre commença en Espagne, il y eut des organisations qui se consacrèrent à créer continuellement des comités. Dès que quelque problème se dressait, naissait immédiatement un nouvel organe directeur, comme s'il s'agissait d'une panacée portant remède à tout. Dans bien des occasions et certainement

dans la majorité des cas, il n'y avait là qu'un élément de trouble ou un paravent pour justifier des activités qui honnêtement étaient injustifiables. D'autres comités, reconnaissons-le sincèrement, donnèrent un résultat pratique. Mais peu importe, devant quelque cas que nous nous trouvions, nous pouvons affirmer sans craindre de nous tromper, que tous ces organes ont fini d'accomplir la mission pour laquelle ils furent créés. A présent, ces organes ne peuvent plus être que des obstacles à un travail qui correspond uniquement et exclusivement au gouvernement de Front populaire auquel participent en pleine responsabilité toutes les organisations politiques et syndicales du pays.

Une des conséquences immédiates de cette conception est le désarmement de tous les syndicats et partis de gauche au profit de l'armée dite populaire. *Claridad* de la date déjà citée est précise sur ce point :

Les syndicats, fédérations, cercles, rayons et athénées, les partis et les particuliers doivent se hâter de remettre les armes longues (fusils) qu'ils détiennent. Plus aucune réserve n'a de valeur après les déclarations de discipline et d'attachement au gouvernement de Front populaire. On ne peut tolérer des particularismes quand nous avons convenu d'unifier toutes nos forces dans l'armée du peuple et que nous avons promis d'obéir à un seul commandement.

Le plus étonnant, c'est que la C.N.T. a obéi à cette injonction en publiant le document suivant cité d'après *Solidaridad Obrera* du 13-3-37 :

Valence, 12. — *Le Comité national de la C.N.T. a publié un document dans lequel il dit que l'ennemi se lance en une offensive générale dont l'objectif est Madrid. Dans ces conditions, on ne peut justifier sous aucun prétexte de détenir des armes longues à l'arrière puisqu'elles sont destinées pour le front. Pour cette raison, nous portons à la connaissance de tous les camarades, syndicats et comités de la C.N.T., que dans le délai de 48 heures ils doivent rendre toutes les armes pour qu'elles soient mises au service des brigades devant être utilisées immédiatement sur les fronts. Et que celui qui ne veut pas se séparer de ses armes qu'il se mette immédiatement avec le fusil à la disposition des sections de défense pour être mobilisé, une fois encadré dans les brigades de l'armée populaire. Celui qui désobéit à cette consigne devra s'attendre à toutes les conséquences du désarmement.*

La F.A.I. avait lancé le même mot d'ordre beaucoup plus tôt, en l'aggravant considérablement. Le communiqué suivant du Comité péninsulaire de cette organisation est cité d'après *Claridad* du 20-2-37 :

Faire exécuter la consigne par laquelle toutes les armes longues doivent être envoyées au front. Tout l'or doit être remis au département de la guerre pour en employer la valeur aux nécessités de celle-ci. Toutes les organisations ouvrières et antifascistes doivent vider leurs caisses et leurs revenus et constituer un fonds commun à la disposition du gouvernement qui doit l'employer dans des buts utiles pour la guerre.

La reichswehr espagnole

Il n'est pas étonnant que dans ces conditions l'œuvre de défense contre le fascisme à l'intérieur du pays, c'est-à-dire les troupes de police aient elles aussi été soustraites à l'influence prolétarienne.

A la date du 1-3-37, une série de décrets dits d'ordre public étaient promulgués par le Conseil de la Generalidad; le texte suivant les résumant a été reproduit d'après la *Batalla* du 4-3-37 et a un caractère officiel :

Décret par lequel sont dissous les corps de la Garde nationale républicaine, Sûreté et Assaut, Investigation et Vigilance, Patrouilles de contrôle et tous les organismes qui exercent des fonctions d'ordre public, et créant le corps de sûreté intérieure et déterminant les fonctions de ce corps.

Décret par lequel sont dissous les conseils d'ouvriers et soldats et tous les organismes politiques ou syndicaux qui sont formés par des individus de n'importe lequel de ces corps ou organismes d'ordre public et interdisant catégoriquement qu'aucun fonctionnaire, garde, soldat, officier ou chef des corps d'ordre public fasse partie d'une organisation politique ou syndicale quelconque.

Décret qui fixe le nom de Direction générale de Sûreté de Catalogne au Commissariat général d'Ordre public et créant la charge de Directeur général de la Sûreté de Catalogne.

Décret par lequel sont dissous les Conseils de Sûreté intérieure et de Défense des municipalités ou conseils municipaux de Catalogne et fixant les normes suivant lesquelles devront se diriger dans leurs diverses fonctions les municipalités.

Décret ordonnant la retraite de tous les lieux où étaient établis les commissariats ou détachements armés pour la vigilance des frontières, de toutes les patrouilles, miliciens, comités d'investigation ou contrôle, quelle que soit la mission qu'ils exercent et l'organisme politique et syndical qui les ait nommés.

Quelques mots d'explication :

Ces décrets sont l'œuvre d'Aiguader, ancien maire de Barcelone, vieux politicien madré, pénétré de l'esprit du régime bourgeois.

Ils suppriment les détachements de la C.N.T. qui, dans la région frontière, empêchaient la fuite des factieux et l'entrée des espions.

Ils nomment un dictateur policier et substituent les fonctionnaires désignés par celui-ci aux Conseils de Sûreté, organes paritaires composés de membres des divers syndicats et partis ouvriers.

Ils abolissent les Conseils d'ouvriers et soldats, noyaux de révolutionnaires, établis dans les anciennes Gardes civile et d'assaut, cherchant à épurer les rangs du commandement de celles-ci. Ce Conseil vient de faire constater, dans une note publiée par la *Batalla* du 7-3-37, qu'aucune des nombreuses dénonciations d'officiers factieux qu'il avait présentées n'a été prise en considération.

Enfin, l'interdiction à tout agent ou fonctionnaire du nouveau Corps de la Sûreté d'appartenir à un syndicat ou à un parti va enlever au prolétariat toute possibilité d'influence ou de contrôle.

Les Patrouilles de Contrôle et les Commissions d'Investigation, formées surtout de syn-

diqués de la C.N.T. et de la F.A.I., ainsi que de quelques membres du P.O.U.M., vont se trouver dissoutes et noyées dans le nombre important d'anciens gardes civils qui ont gardé leur vieil esprit d'autrefois.

Comment ces décrets ont-ils été accueillis par les organisations ouvrières ?

Ils sont soutenus et appuyés par l'Esquerra et le P.S.U.C., c'est-à-dire par la petite bourgeoisie, épaulée par les communistes, voyant là une arme excellente pour étouffer les tendances prolétariennes, fidèles à leur classe. Le P.O.U.M. a sonné l'alerte depuis plusieurs semaines et mène une violente campagne pour démasquer le véritable sens de ces mesures. Les ministres anarchistes, les Santillan, les Isgleas, après avoir discuté en petit comité, se sont inclinés.

L'un d'eux, Dionisio Eroles, commissaire actuel à l'ordre public, militant en vue de la C.N.T., s'est même permis d'acclamer ces décrets dans les termes suivants, empruntés à un communiqué officiel reproduit par la *Batalla* du 9-3-37 :

Bien qu'ayant subi un peu de retard, la création du corps unique, appelé de Sûreté intérieure, est enfin une réalité ; c'était là notre fervent désir, car l'Ordre public se ressentait de ce manquement d'unité et d'orientation.

Par contre, *Solidaridad Obrera* du 7-3-37 est d'un autre avis :

C'est erroné que de créer le Corps unique de Sûreté, en imposant à ceux qui le forment la condition de ne pas appartenir à l'association syndicale, révolutionnaire ou politique ayant sa préférence. C'est une équivoque que de former cette armée incolore. Grâce à ces deux organismes, nous avons fait deux pas géants vers les rangs des ennemis du prolétariat.

L. NICOLAS.

L'intervention de l'armée italienne en Espagne

Dès le début de la bataille de Guadalajara, le 8 mars, 4 soldats italiens étaient faits prisonniers par l'armée républicaine. Voici, d'après un communiqué de del Vayo, le ministre espagnol des Affaires Etrangères, quelles furent leurs déclarations :

Les 4 prisonniers, un sergent et 3 soldats, déclarent avoir été débarqués à Cadix, le 1er février; ils faisaient partie d'un contingent de 5.000 hommes groupés en 8 bataillons qui appartenaient à la 2e division des milices fascistes commandée par le général Coppi, ancien inspecteur de l'infanterie italienne.

Les prisonniers appartiennent au bataillon 751 composé de 3 compagnies de fusiliers et une compagnie de mitrailleuses lourdes. Selon ce qu'ils indiquèrent, ils arrivèrent à Siguenza le 8 courant, ayant pu constater la présence, sur ce front, de 6 bataillons italiens. Le 751, auquel ils appartiennent, est celui qui marche avec la compagnie de tanks. Les numéros des 3 autres bataillons de leur division sont : 530, 630 et 636.

Ils déclarèrent également avoir vu 16 pièces d'artillerie de différents calibres, toutes servies par des italiens.

Enfin, ils signalèrent, sur ce même front la présence d'artillerie allemande, ainsi que celle de la 3e division des milices fascistes italiennes.

Après un nouvel interrogatoire, les prisonniers pourront être vus par les représentants de la presse internationale. Leurs noms sont : Rafaele Marroni, Pascuale Speranza, Mayo Stopini et Placido Dante.

Peu après, le 11 au matin, une section de mitrailleurs italiens était faite prisonnière, sur le même front; elle était composée de 41 hommes dont 1 commandant; 2 lieutenants et 1 sergent.

Voici, d'après l'Agence Cosmos, quelles furent les déclarations de ces nouveaux prisonniers :

D'après leurs déclarations, les prisonniers constituaient un peloton de mitrailleurs dans l'une des 4 divisions qui se trouvent actuellement en Espagne avec tout leur matériel et tout leur personnel, y compris leur haut commandement.

Ce sont des divisions de Chemises Noires, sauf une qui appartient à l'armée régulière italienne. Elles ont fait la guerre d'Abyssinie et, lorsqu'on les a à nouveau mobilisées, on leur a dit que c'était pour retourner en Afrique Orientale, mais on les a conduites en Espagne.

Le général qui commande l'ensemble de toutes ces forces est le général Mangini; les généraux qui commandent les divisions sont les généraux Borgomoli, Daronnoli et Coppi, et un autre dont le nom est inconnu.

La presse internationale fut, dès le jour même, admise à photographier tous les prisonniers.

R. LOUZON.

« POUR L'HISTOIRE »

En nous envoyant du front de Teruel les notes qui précèdent, Louzon ajoute : « Pour l'histoire ». C'est aussi pour l'histoire que nous ajouterons la déclaration faite par le comte Grandi, ambassadeur du Duce à Londres, au Comité de non-intervention, le 23 mars :

Les volontaires italiens ne quitteront pas le territoire espagnol avant que les forces du général Franco aient obtenu la victoire complète et définitive.

Faut-il des commentaires ? A quoi bon ! Ceux qui n'ont pas vu que le Comité de non-intervention n'était qu'hypocrisie et duplicité c'est qu'ils n'ont pas voulu le voir.

Sauvegarder la paix ? En réalité la politique de Delbos produit tout l'effet contraire.

Il y aurait longtemps que la guerre d'Espagne serait terminée si l'on avait permis au gouvernement régulier espagnol de se ravitailler en armes.

LETTRE (1) DE CAMILLO BERNERI

A FEDERICA MONTSENY

L'Espagne révolutionnaire et la politique de collaboration

Je n'ai pu accepter calmement l'identité affirmée par toi entre l'anarchisme bakouniniste et le républicanisme fédéraliste de Pi y Margall. Je ne te pardonne pas d'avoir écrit « *qu'en Russie, ce ne fut pas Lénine le vrai constructeur de la Russie, mais bien Staline, esprit réalisateur, etc.* ». Et j'ai applaudi à la réponse de Voline dans « Terre Libre », à tes affirmations complètement inexactes sur le mouvement anarchiste russe.

Mais ce n'est pas de cela que je veux t'entretenir. De ces choses-là et de bien d'autres choses, à nous, j'espère un jour ou l'autre te parler directement. Si je m'adresse à toi, publiquement, c'est à propos de sujets infiniment plus graves, pour te rappeler à des responsabilités énormes, dont tu ne te rends peut-être pas compte à cause de ta modestie.

Dans ton discours du 3 janvier, tu disais :

Les anarchistes sont entrés au gouvernement pour empêcher que la Révolution déviât et pour la poursuivre au delà de la guerre, et encore pour s'opposer à toute éventualité de tentative dictatoriale, d'où qu'elle vienne.

Eh bien, camarade, en avril, après trois mois d'expérience collaborationniste, nous nous trouvons en présence d'une situation au cours de laquelle se produisent des faits graves, tandis que d'autres pires encore se dessinent déjà.

Là où, comme au Pays Basque, dans le Levant et en Castille, notre mouvement n'est pas imposé par des *forces de base,* autrement dit par de vastes cadres syndicaux et par l'adhésion prépondérante des masses, la contre-révolution opprime et menace de tout écraser. Le gouvernement est à Valence et c'est de là que partent les gardes d'assaut destinés à désarmer les noyaux des révolutionnaires formés pour la défense. On évoque Casas-Viejas en songeant à Vilanesa (2). Ce sont les gardes civils et les gardes d'assaut qui conservent les armes ; ce sont encore eux qui à l'arrière doivent *contrôler* les « incontrôlables », autrement dit désarmer les noyaux révolutionnaires pourvus de quelques fusils et de quelques revolvers. Ceci se passe tandis que le front intérieur n'est pas liquidé. Ceci se produit au cours d'une guerre civile dans laquelle toutes les surprises sont possibles et dans des régions où le front est bien proche, extrêmement découpé et n'est pas *mathématiquement* certain. Ceci, tandis qu'apparaît avec évidence une distribution *politique* des armes tendant à n'armer que du strict nécessaire (« strict nécessaire » qui, souhaitons-le, apparaîtra comme suffisant) le front d'Aragon, escorte armée de la collectivisation agraire et contrefort du Conseil d'Aragon, et la Catalogne, l'Ukraine ibérique. Tu es dans un gouvernement qui a offert à la France et à l'Angleterre des avantages au Maroc, tandis que, dès juillet 1936, il aurait été nécessaire de proclamer officiellement l'autonomie politique marocaine. Je m'imagine, ce que toi, anarchiste, tu dois penser de cette affaire aussi ignoble que stupide ; mais je crois que l'heure est venue de faire savoir que toi et les autres anarchistes ministres n'êtes pas d'accord quant à la nature et à la teneur de pareilles propositions.

Le 24 octobre 1936, j'écrivais dans « Guerra di Classe » :

La base d'opération de l'armée fasciste est le Maroc. Il faut intensifier la propagande en faveur de l'autonomie marocaine sur tout le secteur de l'influence panislamique. Il faut imposer à Madrid des déclarations sans équivoques annonçant l'abandon du Maroc et la protection de l'autonomie marocaine. La France envisage avec préoccupation la possibilité de répercussions insurrectionnelles dans l'Afrique du Nord et en Syrie; l'Angleterre voit renforcer les agitations autonomistes égyptiennes et celles des Arabes de Palestine. Il faut exploiter pareils soucis à travers une politique qui menace de déchaîner la révolte dans le monde islamique.

Pour une pareille politique, il faut de l'argent et il faut d'urgence envoyer des émissaires agitateurs et organisateurs dans tous les centres de l'émigration arabe, dans toutes les zones frontières du Maroc français. Sur les fronts d'Aragon, du Centre, des Asturies et d'Andalousie, quelques Marocains suffisent pour faire fonction de propagandistes (par radio, tracts, etc...).

Il va de soi qu'on ne peut simultanément garantir les intérêts anglais et français au Maroc et faire œuvre d'insurrection. Valence continue la politique de Madrid. Il faut que celle-ci change. Et pour la changer, il faut dire clairement et fortement toute sa pensée propre, parce qu'à Valence des influences agissent tendant à pactiser avec Franco.

Jean Zyromski écrivait dans le « Populaire » du 3 mars :

(1) Cette lettre est tirée de « Guerra di Classe » du 14 avril 1937 (organe de l'Union Syndicale Italienne, adhérant à l'A.I.T.) paraissant à Barcelone. Elle porte la signature de Camillo Berneri, militant anarchiste italien très connu, agissant depuis des mois comme délégué politique auprès du bataillon Errico Malatesta, et est adressée à Federica Montseny, membre du Comité Péninsulaire de la F.A.I. et ministre de l'Hygiène et Assistance sociale dans le gouvernement de Valence. Le texte est reproduit quasi-intégralement : il ne manque que l'introduction : elle servait uniquement à éliminer toute animosité personnelle du débat engagé en affirmant l'amitié et l'estime du signataire envers sa correspondante. — L. NICOLAS.

(2) Vilanesa, petit village espagnol où plusieurs militants de la C.N.T. furent massacrés après que leur local syndical fut saccagé, il y a à peine quelques semaines. (N. du Tr.)

Les manœuvres sont visibles et elles visent à la conclusion d'une paix qui, en réalité, signifierait non seulement l'arrêt de la Révolution espagnole, mais encore l'annulation des conquêtes sociales réalisées.

Ni Caballero, ni Franco, *telle serait la formule qui exprimerait sommairement une conception qui existe, et je ne suis pas sûr qu'elle n'ait pas la faveur de certains milieux politiques, diplomatiques et même gouvernementaux en Angleterre et aussi en France.*

Ces influences, ces manœuvres expliquent différents points obscurs : par exemple l'inactivité de la flotte de guerre loyaliste. La concentration des forces provenant du Maroc, la piraterie du *Canarias* et du *Baleares*, la prise de Malaga sont les conséquences de cette inactivité. Et la guerre n'est pas finie ! Si Prieto est incapable et indolent, pourquoi le tolérer ? Si Prieto est lié par une politique, qui paralyse la flotte, pourquoi ne pas dénoncer cette politique ?

Vous, anarchistes ministres, vous tenez des discours éloquents et vous écrivez des articles brillants, mais ce n'est pas avec ces discours et ces articles que l'on gagne la guerre et que l'on défend la Révolution. Celle-là se gagne et celle-ci se défend en permettant de passer de la défensive à l'offensive. La stratégie de position ne peut s'éterniser. Le problème ne peut se résoudre en lançant des mots d'ordre : mobilisation générale, des armes aux fronts, commandement unique, armée populaire, etc., etc. Le problème se résout en réalisant immédiatement ce qui peut être réalisé.

La « Dépêche de Toulouse » du 17 janvier écrivait :

La grande préoccupation du ministère de l'Intérieur est de rétablir l'autorité de l'Etat sur celle des groupes et sur celle des incontrôlables de toute provenance.

Il va de soi que lorsque pendant des mois on cherche à annihiler les « incontrôlables », on ne peut résoudre le problème de la liquidation de la Cinquième colonne (3). La suppression du front intérieur a pour condition première une activité d'investigation et de répression qui ne peut être accomplie que par des révolutionnaires éprouvés. Une politique intérieure de collaboration entre les classes et de considération envers les classes moyennes conduit inévitablement à la tolérance envers les éléments politiquement équivoques. La Cinquième colonne est constituée non seulement par les éléments appartenant à des formations fascistes, mais aussi par tous les mécontents qui souhaitent une république modérée. Or, ce sont ces derniers éléments qui profitent de la tolérance des chasseurs d' « incontrôlables ».

La liquidation du front intérieur était conditionnée par une activité ample et radicale des comités de défense constitués par la C.N.T. et L'U.G.T.

Nous assistons à la pénétration dans les cadres dirigeants de l'armée populaire d'éléments équivoques n'offrant pas les garanties d'une organisation politique et syndicale. Les comités et les délégués politiques des milices exerçaient un contrôle salutaire qui, aujourd'hui, est affaibli par la prédominance de systèmes d'avancement et de promotion strictement militaires. Il faut renforcer l'autorité de ces comités et de ces délégués.

Nous assistons au fait nouveau, et pouvant entraîner des conséquences désastreuses, fait suivant lequel des bataillons entiers sont commandés par des officiers qui ne jouissent plus de l'estime et de l'affection des miliciens. Ce fait est grave parce que la valeur de la majorité des miliciens espagnols est directement proportionnelle à la confiance dont jouit leur propre commandant. Il est donc nécessaire de rétablir l'éligibilité directe et le droit de destitution par ceux d'en bas.

Je pourrais continuer.

Une grave erreur a été commise en acceptant les formules autoritaires, non pas parce que celles-ci étaient telles au point de vue forme; mais parce qu'elles renfermaient d'énormes erreurs et des buts politiques qui n'avaient rien à faire avec les nécessités de la guerre.

J'ai eu l'occasion de parler à des officiers supérieurs italiens, français et belges et j'ai constaté que ceux-ci démontrent avoir des nécessités *réelles* de la discipline une conception beaucoup plus moderne et rationnelle que certains néo-généraux prétendant être des *réalistes.*

Je crois que l'heure est venue de constituer l'armée confédérale, comme le parti socialiste a constitué sa propre troupe : le 5e régiment des milices populaires. Je crois que l'heure est venue de résoudre le problème du *commandement unique* en réalisant effectivement *l'unité de commandement* qui permette de passer à l'offensive sur le front d'Aragon. Je crois que l'heure est venue d'en finir avec les milliers de gardes civils et des gardes d'assaut qui ne vont pas au front parce qu'ils servent à contrôler les « incontrôlables ». Je crois que l'heure est venue de créer une sérieuse industrie de guerre. Et je crois que l'heure est venue d'en finir avec certaines bizarreries flagrantes : comme celles du respect du repos dominical et de certains « droits aux ouvriers » sabotant la défense de la Révolution.

Il faut, avant tout, maintenir élevé l'esprit des combattants. Louis Bertoni, interprétant les sentiments exprimés par différents camarades italiens combattant sur le front de Huesca, écrivait il n'y a pas longtemps :

La guerre d'Espagne, dépouillée ainsi de toute foi nouvelle, de toute idée de transformation sociale, de toute grandeur révolutionnaire, de tout sens universel, n'est plus qu'une vulgaire guerre d'indépendance nationale, qu'il faut combattre pour éviter l'extermination que se propose la ploutocratie mondiale. Elle reste une terrible question de vie ou de mort, mais ce n'est plus une guerre d'affirmation d'un nouveau régime et d'une nouvelle humanité. On dira que tout n'est pas encore perdu; mais en réalité, tout est menacé et investi; les nôtres tiennent un langage de renonciateurs, le même que tenait le socialisme italien lors de l'avance du fascisme: Gare aux provocations! Calme et sérénité! Ordre et discipline! Toutes choses qui pratiquement se réduisent au laisser-faire. Et comme en Italie le fascisme finit par triompher, en Espagne, l'antisocialisme en habit républicain ne pourra que vaincre, à moins qu'il ne se produise des événements qui échappent à nos prévisions. Il est inutile d'ajouter que nous

(3) Cinquième colonne : nom donné dans la presse espagnole à l'ensemble des organisations fascistes existant à l'arrière du front républicain. (N. du Tr.)

constatons simplement, sans condamner les nôtres; nous ne pourrions dire comment la conduite de ceux-ci pourrait être différente et efficace, aussi longtemps que la pression italo-allemande grandit sur le front et celle des bolcheviko-bourgeois croît à l'arrière-garde.

Je n'ai pas la modestie de Louis Bertoni. J'ai la prétention d'affirmer que les anarchistes espagnols pourraient avoir une ligne politique différente de celle qui prévaut; je prétends pouvoir, en capitalisant ce que je sais des expériences des diverses grandes révolutions récentes et ce que je lis dans la presse libertaire espagnole elle-même, conseiller quelques lignes de conduite.

Je crois que tu dois te poser le problème de savoir si tu défends mieux la Révolution, si tu apportes une plus grande contribution à la lutte contre le fascisme en participant au gouvernement ou si tu serais infiniment plus utile en portant la flamme de ta parole magnifique parmi les combattants et à l'arrière.

L'heure est venue aussi de clarifier la signification unitaire que peut avoir notre participation au gouvernement. Il faut parler aux masses, les appeler à juger si Marcel Cachin a raison quand il déclare dans l'« Humanité » du 23 mars :

Les responsables anarchistes multiplient leurs efforts unitaires et leurs appels sont de plus en plus entendus.

Ou bien si ce sont la « Pravda » et les « Izvestia » qui ont raison quand ils calomnient les anarchistes espagnols en les traitant de saboteurs de l'unité. Appeler la masse à juger la complicité morale et politique du silence de la presse anarchiste espagnole quant aux délits dictatoriaux de Staline, aux persécutions contre les anarchistes russes, aux monstrueux procès contre l'opposition léniniste et trotskiste, silence compensé avec mérite par les diffamations des « Izvestia » contre « Solidaridad Obrera ».

Appeler les masses à juger si certaines manœuvres de sabotage du ravitaillement ne rentrent pas dans le plan annoncé le 17 décembre 1936 par la « Pravda » :

Quant à la Catalogne, l'épuration des éléments trotskistes et anarcho-syndicalistes est commencée; cette œuvre sera conduite avec la même énergie que celle avec laquelle elle a été conduite en U.R.S.S.

L'heure est venue de se rendre compte si les anarchistes sont au gouvernement pour être les vestales d'un feu sur le point de s'éteindre, ou bien s'ils y sont désormais seulement pour servir de bonnet frigien à des politiciens flirtant avec l'ennemi ou avec les forces de restauration de la « République de toutes les classes ». Le problème est posé par l'évidence d'une crise dépassant les hommes qui en sont les personnages représentatifs.

Le dilemme : guerre ou révolution n'a plus de sens. Le seul dilemme est celui-ci : ou la victoire sur Franco grâce à la guerre révolutionnaire ou la défaite.

Le problème pour toi et pour les autres camarades est de choisir entre le Versailles de Thiers et le Paris de la Commune, avant que Thiers et Bismarck fassent *l'union sacrée.* A toi de répondre, car tu es « la lumière sous le boisseau ».

Camillo BERNERI.

Les social-traîtres et la prise d'Irun

Lors de la perte d'Irun par les républicains espagnols, l'été dernier, par défaut de munitions, il fut beaucoup question d'un train de munitions envoyé de Barcelone à Irun *via* Hendaye et dont les Espagnols ne purent obtenir livraison. Cependant jusqu'à aujourd'hui, les précisions manquaient.

Elles ont été données récemment par le défenseur d'Irun, le lieutenant-colonel Ortega, au cours d'une interview avec un journaliste; les voici :

Nous avions à Hendaye à quelques kilomètres de nos positions un train chargé de munitions et de trois canons, munitions et canons qui nous avaient été envoyés de Barcelone en transit. Il s'agissait d'armes espagnoles. Ce n'étaient pas des armes fournies par la France, mais des armes envoyées d'Espagne, qui nous appartenaient et pouvaient être livrées immédiatement sans violer l'accord de non-intervention. Les armes étaient là. Avec elles nous aurions sauvé Irun, mais nous ne pûmes les sortir de France. Il y a beaucoup de fascistes en France chez les hauts fonctionnaires des douanes et chez les chefs de la gendarmerie. A plusieurs reprises je réclamai la livraison de ces armes à l'ambassadeur de France, M. Herbette, mais jamais on ne m'écouta. Tous les jours je passai la frontière pour faire les démarches nécessaires afin qu'on me livre les armes et munitions, mais sans arriver à rien. On m'envoyait promener sans me fournir d'explications.

Lorsque nous dûmes abandonner Irun, je passai la frontière à 7 h. du matin. Alors, comme par hasard, au moment même où les fascistes entraient à Irun, on donna l'autorisation de faire passer la frontière aux munitions. Nos munitions allaient être conduits à Irun. Je pus intervenir à temps et empêcher que cela eût lieu.

Il résulte donc, notamment, de ces déclarations que la non-livraison des armes qui appartenaient au gouvernement espagnol ne fut pas due seulement à la mauvaise volonté des autorités ferroviaires ou douanières locales, mais bien à celle du gouvernement français lui-même, puisque la livraison lui en fut demandée — vainement — par la voie diplomatique.

C'est le gouvernement Blum qui a livré Irun aux fascistes. On s'en doutait déjà, on en a maintenant la preuve.

Nous savons depuis longtemps que la fonction historique de la social-démocratie est de trahir; jamais la social-démocratie n'aura plus complètement rempli sa fonction que dans cette affaire d'Espagne.

R. LOUZON.

Les révolutionnaires espagnols et le problème de l'Etat

A l'heure où ces lignes sont écrites, la bataille fait rage aux abords de Bilbao; qui l'emportera des troupes du général Mola ou de celles du gouvernement basque ? Que doivent penser les ouvriers miliciens de cette contrée industrielle en voyant la fatalité historique les forcer à combattre pour le gouvernement Aguirre afin d'échapper aux atrocités de Franco ? Combattre en sachant qu'il y a à peine quelques semaines, ce même gouvernement basque emprisonnait les travailleurs coupables de vouloir travailler le vendredi saint ; ce même gouvernement qui avait arrêté le comité régional de la C.N.T. insistant pour continuer la publication de son journal « C.N.T. del Norte » dans une imprimerie moderne régulièrement acquise avec les pauvres sous de l'organisation syndicale.

Passe encore d'être forcés de lutter contre le fascisme tout en sachant que le gouvernement démocrate bourgeois défendu par les miliciens est lui aussi anti-ouvrier. Mais pourquoi faire de cette nécessité une théorie, pourquoi surtout entraîner le prolétariat à partager la responsabilité morale des mesures anti-ouvrières adoptées par le gouvernement de Front populaire, en y envoyant des ministres non seulement communistes et socialistes, mais aussi anarchistes ?

Des anarchistes, partisans de la collaboration gouvernementale

La défense la plus adroite de cette participation est celle présentée par D. A. Santillan, théoricien anarchiste très connu, écrivant dans *Solidaridad Obrera* du 16-4-37. Tout en affirmant que, comme par le passé, les anarchistes doivent avant tout concentrer leurs efforts dans les syndicats, il explique comme suit la participation ministérielle :

« *Après la première victoire sur les généraux factieux, en voyant surgir une guerre de longue durée et d'une importance énorme, nous avons compris que l'heure n'était pas venue de considérer comme terminée la foncton du gouvernement, de l'appareil gouvernemental. De même que la guerre nécessite l'appareil adéquat pour mener à bonne fin — l'armée — il faut aussi un organe de coordination, de centralisation de toutes les ressources et énergies d'un pays, c'est-à-dire le mécanisme d'un Etat.*

Nous sommes antiétatistes et nous sommes antimilitaristes, mais en acceptant la guerre — et la guerre que nous faisons est juste, inévitable et inéluctable, nous acceptons l'armée et nous acceptons le gouvernement. Nous participons à l'un et nous intervenons dans l'autre, sans que ceci veuille dire que nous renoncions à combattre la guerre, à combattre le militarisme et à combattre l'Etat comme des situations et des institutions qui ne correspondent pas à des idéals humains de paix, de travail et de félicité pour tous.

Tant que dure la guerre, au moins — et si ensuite il se trouve quelque formule supérieure, nous saurons la discuter — nous devons agir dans la lutte sanglante et nous devons intervenir dans le gouvernement. En effet, celui-ci doit être un gouvernement de guerre, pour faire et pour gagner la guerre.

... Qu'entendent cela, ceux qui l'ont oublié en si peu de temps : l'Etat peut être l'organe directeur de la guerre ; mais il ne peut être, n'a jamais été, ne sera jamais un organe de la révolution sociale. La révolution ne se fait pas de l'Etat, ni par l'Etat. Tout au plus, et ceci peut être l'aspect positif de notre intervention gouvernementale, l'Etat s'abstiendra de dresser des obstacles excessifs en face des nouvelles créations populaires ; mais confier la révolution à l'Etat, même si nous étions les seuls à y être, équivaudrait à renoncer à la révolution.

Les grandes transformations sociales sont toujours l'œuvre du peuple, des masses travailleuses de la ville et des champs. Ce sont elles qui doivent faire la révolution, ce sont elles qui doivent créer les organes de la nouvelle coexistence politique et économique ; c'est avec elles qu'il faut être pour accomplir notre mission essentielle.

Si nous ne faisions pas la guerre en même temps que la révolution, ce n'est pas nous qui défendrions la participation à l'œuvre du gouvernement. Mais nous pensons que la guerre est la première des choses, que la guerre il faut la gagner comme condition préalable de n'importe quelle condition nouvelle, car si nous perdons sur les champs de bataille, nous perdrons tout, le présent et l'avenir.

Pendant que l'on est en train de gagner la guerre, il va de soi que l'on peut beaucoup avancer socialement. Mais cette avance, cette transformation, ce progrès se fera en marge ou contre l'Etat, comme toujours. Ce que nous pouvons faire du gouvernement, c'est faciliter la législation, la reconnaissance, la sanction officielle de la révolution faite au dehors, dans les usines, dans les champs, dans les coutumes. Ne demandons pas des poires à l'orme ! Ne demandons pas que le gouvernement fasse la révolution. Ne nous nions pas nous-mêmes, d'une façon aussi fondamentale, chers camarades. Nous sommes encore des anarchistes !

Le pouvoir, notre pouvoir n'est pas dans les ministères ; il est dans nos syndicats et dans la capacité constructive que ceux-ci mettent en évidence, à présent qu'ils ont les portes de leur libre initiative largement ouvertes. »

A côté de la participation gouvernementale, D. A. Santillan admet également la défense nationale et cela avant la révolution sociale. Il écrit dans « Guerra di classe » du 21-4-37 :

« *Nous avons commencé la grandiose mission par un châtiment aux militaires factieux qui s'étaient soulevés contre le peuple et contre la culture. Ce mouvement est devenu aujourd'hui une guerre d'indépendance nationale. Ce n'est pas là notre faute. L'ennemi en fuyant a ouvert toutes grandes les portes à une invasion étrangère. A présent, ce n'est plus une guerre civile que nous faisons, mais une guerre*

contre les envahisseurs : Maures, Allemands, Italiens.

Ce n'est pas un parti, une organisation, une théorie qui est en danger. C'est l'existence de l'Espagne elle-même, d'un pays qui veut être maître de ses propres destins, qui court le risque de disparaître. »

L'opposition anarchiste

Ces deux conceptions, participation à l'Etat et adhésion à la défense nationale, constituent une innovation dans la doctrine anarchiste. Il est possible de trouver chez Bakounine quelques passages sur la nécessité des « autorités révolutionnaires » ; chez lui encore et chez Kropotkine parfois la conception de nation plus généreuse que d'autres subsistait. Mais l'ensemble de la presse, de la littérature et des groupes anarchistes des dernières années se refusait catégoriquement à toute collaboration gouvernementale.

Ce qui importe toutefois d'établir bien plus que la déviation doctrinale, c'est la réalité de l'Etat espagnol. Observe-t-il depuis l'adhésion des anarchistes, cette espèce de neutralité bienveillante, cet enregistrement pacifique des progrès ouvriers, que souhaite D. A. Santillan ? Cédons pour aujourd'hui la parole sur ce sujet à quelques anarchistes espagnols qui diffèrent là-dessus d'opinion avec les ministérialistes anarchistes.

Voici quelques extraits puisés dans un tract lancé par les Jeunesses libertaires de Catalogne :

« *Pour notre part, nous avertissons que nous ne pouvons garder le silence et tolérer tant de basses manœuvres contre-révolutionnaires, tant d'injustice gouvernementale et tant de travail rusé et ruineux ; tant de fausseté politique et tant de moquerie au nom de la guerre et de l'unité antifasciste.*

... Le gouvernement central boycotte l'économie catalane afin de nous obliger à renoncer à toutes les conquêtes révolutionnaires.

On demande des sacrifices au peuple, et les ouvriers et les miliciens donnent des parties considérables de leurs soldes ; mais le gouvernement national garde son or, garantie de l'économie de la nouvelle République bourgeoise et parlementaire ; *on respecte les joyaux et les fortunes des capitalistes — chose que le fascisme ne fait pas — et l'on maintient des salaires fabuleux en les triplant parfois.*

... Tandis que le peuple souffre de privations, un agiotage honteux et criminel est permis aux commerçants de toutes catégories.

... Avec force fanfares, spectacles, carnavals et discours de mercantis, le terrain se prépare pour la dictature non plus prolétaire, mais bourgeoise.

... Les Jeunesses Libertaires ne veulent plus se rendre complices en faisant le silence sur ces faits qui font naître dans le peuple révolutionnaire le virus de la méfiance.

Nous sommes prêts à revenir s'il le faut à l'existence illégale, à la lutte audacieuse contre tous les faussaires, les tyrans du peuple et les misérables mercantis de la politique.

Signé : *Le Comité régional des Jeunesses Libertaires ;*
La Fédération Locale des Jeunesses Libertaires de Barcelone.

A la voix des jeunes se joint celle d'une association appelée « Los amigos de Durruti », groupant des anarchistes plus âgés et plus expérimentés. Voici les extraits d'un tract qu'ils répandent actuellement :

« *Huit mois de guerre et de révolution ont passé. Nous constatons, avec une profonde douleur, les nombreuses échancrures qui s'accusent dans la trajectoire de la révolution.*

Au cours de toutes les transformations sociales surgissent des organismes d'un type spécial qui portent les caractères de l'élan rénovateur. Nous n'allons pas faire un bilan détaillé. Nous indiquerons seulement qu'il s'était créé un comité antifasciste, des comités de quartier, des patrouilles de contrôle et, qu'après les mois qui sont passés, il ne reste rien debout des dits organismes.

L'esprit révolutionnaire et anarchiste du 19 *juillet a été mystifié de telle façon que nous sommes envahis par la crainte qu'au cours des étapes prochaines, il ne flotte plus qu'un souvenir de ces dates mémorables. Nos présomptions sont très justifiées. Les forces armées qui furent créées par la bourgeoisie ont adopté en diverses occasions une aversion des plus manifestes envers la cause que défend le prolétariat. Il suffit seulement d'évoquer la manifestation organisée par les dits corps, au cours de laquelle prévalut une animosité manifeste envers les organisations révolutionnaires.*

La petite bourgeoisie, qui, au cours des premiers moments de la révolution, était effrayée, est sortie de sa cachette pour s'affirmer avec une colère ardente contre le progrès révolutionnaire. Nous pourrions citer les divers incidents sanglants surgis dans plusieurs localités catalanes dominées par les secteurs divorcés de la révolution. Cette petite bourgeoisie peut se développer au cours de ces attaques, étant donné l'accueil que lui offrent les organisations qui prétendent élargir leur force numérique grâce à l'apport de masses contre-révolutionnaires.

La C.N.T. et la F.A.I. qui, pendant les premiers jours de juillet, étaient le plus grand exposant de sens révolutionnaire et d'énergie potentielle dans la rue, se trouvent aujourd'hui être dans une situation diminuée pour ne pas avoir su donner toute leur valeur à leur personnalité pendant les journées ci-dessus évoquées. Nous avons accepté la collaboration sur un plan minoritaire, tandis que notre force dans la rue a une grande valeur majoritaire. Nous avons étançonné les représentants d'une petite bourgeoisie décrépite et contre-révolutionnaire.

Nous n'accusons personne. Nous ressentons un amour pur envers nos postulats et nos organisations. Mais, en tant que militants de celles-ci, nous avons le droit indiscutable d'émettre une opinion. Il est encore temps de sauver la révolution et rendre de la valeur à nos postulats, mais il est nécessaire que nous fassions avancer la révolution.

La guerre et la révolution sont deux aspects qui ne peuvent être séparés. La guerre est la défense armée de la révolution. En aucune façon, nous ne pouvons tolérer que la révolution soit ajournée jusqu'à la fin du conflit militaire. Nous croyons que graduellement et au fur et à mesure que se succèdent les incidences de la guerre, il faut renforcer de plus en plus les pi-

liers de la société nouvelle. Comment? De quelle façon?

Une figure inattaquable est surgie de la révolution de Juillet. Buenaventura Durruti est la seule valeur positive par son honnêteté, sa sincérité dans la lutte et son intégrité à travers sa vie qui représente le véritable esprit sorti pour défendre le prolétariat dans la rue et qui le défend actuellement sur les champs de bataille. Nous savons comment procédait Durruti dans les villages de la campagne aragonaise au fur et à mesure que les milices ouvrières pénétraient en territoire frère. Nous n'allons pas entrer dans les détails. Durruti abolissait la propriété privée et convertissait les travailleurs en maîtres de la richesse locale, arrachant entièrement toutes les entraves qui, jusqu'à cet instant, enchaînaient tout un peuple.

Dans la guerre, Durruti avait un critère révolutionnaire et justicier. Dans le discours qu'il prononça dans la capitale catalane, au cours de cette nuit mémorable qui épata toute la bourgeoisie, Durruti dénonça que, tandis que les miliciens se battaient au front, l'arrière était un vivier de cumulards, de contre-révolutionnaires et de gens qui continuent à tondre les coupons des actions et que beaucoup d'entre eux peuvent encore puiser dans leurs comptes courants. Durruti expliqua avec une clarté parfaite que dans la guerre, il ne devait pas y avoir de bénéfices pour les agioteurs de l'heure présente, que dans la guerre, il ne devait pas y avoir de diversités de salaires, que dans la guerre, il ne devait pas y avoir d'oisifs et que dans la guerre, tous les membres de la population devaient réaliser une tâche utile, que ce soit au front ou à l'arrière. Mais ses paroles ne furent pas écoutées, mais il s'est produit des cas tels, que si Durruti vivait, il les affronterait avec la plus grande énergie.

Ces glorieuses milices ouvrières qui partirent vers l'Aragon, quelques heures après que notre Francisco Ascaso était tombé au cœur de la cité de Barcelone, et qui incarnaient l'exposant textuel des journées de juillet, courent le danger de se transformer en une armée régulière n'offrant pas la moindre garantie à la classe ouvrière. Nous, qui avons toujours occupé les postes de l'avant-garde dans la révolution et qui n'avons jamais marchandé le moindre effort pour la réalisation des idéals d'émancipation sociale, nous n'allons pas transiger pour que soit recrutée une armée en marge de la classe travailleuse et dans laquelle nos organisations: la C.N.T. et la F.A.I. n'exercent pas le contrôle qui leur est dû.

Mais il existe d'autres raisons pour nous alarmer. Un projet d'Ordre public, projet suspendu, nous dénonça les intentions malveillantes qui se nichent dans les sphères de la contre-révolution. On veut couper net le rôle que doit jouer la Catalogne anarchiste et confédérale dans le destin de la péninsule. Ce projet n'a pas progressé pour des raisons suffisamment connues. On voulait créer un corps neutre, amorphe, capitulant devant la contre-révolution. Si pareilles intentions venaient à prospérer, nous ne tarderions plus beaucoup à remplir de nouveau les cellules des prisons. Quelle garantie peuvent présenter les officiers des corps se basant sur des étapes passées, tandis qu'il s'agit de leur offrir le commandement de l'Ordre public ? Cette erreur d'interprétation, nous la rencontrons aussi dans un autre aspect quand il s'agit de chiffrer l'indemnisation à accorder pour indemniser la propriété immobilière. La révolution doit-elle indemniser les propriétaires ? Nous trouvons le même danger d'oppression dans les intentions de diminuer la personnalité des municipes.

La révolution n'est pas assise sur des bases assez vastes. Dans bien des domaines, il y a eu de la marche en arrière. Où est la socialisation? Aujourd'hui, nous sommes en présence d'une économie bouleversée parce que l'essentiel des journées de Juillet a été freiné.

Les syndicats qui sont les organes les plus authentiques de la classe ouvrière n'ont pas pu donner un rendement adéquat, car leur fonction économique, sociale et directrice a été neutralisée. »

Déjà des ouvriers révolutionnaires emprisonnés

« Ideas », hebdomadaire de la F.A.I.-C.N.T. dans la région du Bajo Llobregat, communique, dans son numéro du 1er avril, les données suivantes, confirmées d'ailleurs par la plupart des journaux anarchistes.

« A Valence, il y a 218 camarades emprisonnés, victimes de mesures contre-révolutionnaires.

Au Pays basque, les militants anarchistes sont poursuivis pour s'être déclarés ennemis des fêtes de la Semaine Sainte; tous les comités de la C.N.T. et de la F.A.I. qui ont pu être arrêtés, sont emprisonnés et cela sans tenir compte de ce que ces deux organisations versent leur sang dans la lutte héroïque contre le fascisme.

Notre bon et courageux camarade Maroto, « chef » d'une des colonnes qui opéra à Malaga, a été emprisonné pour avoir, usant du droit acquis en risquant sa vie des milliers de fois au front andalou, pour avoir dénoncé la trahison de Malaga. »

Maroto est arrêté depuis plus de six semaines, sans avoir pu se justifier devant un tribunal populaire. Journellement, des dizaines de protestations collectives sont adressées au gouvernement contre cette détention.

Depuis plus de cinq jours, Maroto fait la grève de la faim et cela simplement pour pouvoir être jugé.

Non, décidément, l'Etat espagnol n'observe pas une neutralité bienveillante envers le prolétariat.

L. Nicolas.

P. S. Ces notes étaient achevées au moment où la presse quotidienne annonça les récents événements de Barcelone. Il est impossible de présenter immédiatement aux lecteurs de la *R. P.* une information sérieuse à ce sujet étant donné que la presse ouvrière espagnole expliquant ces journées ne nous est pas encore parvenue et que les bribes de renseignements de source privée sont nettement insuffisantes.

Un foule de questions angoissantes se posent :

Les troupes de Franco sont-elles en état d'utiliser ce conflit et le front d'Aragon reste-t-il assez fort moralement et matériellement pour empêcher toute tentative venant de ce côté-là ?

Victoire et défaite à Barcelone

C'est, si j'ai bonne mémoire, le 8 mars que se produisit l'incident significatif des dix tanks. Peu de jours auparavant, la division Karl Marx (du P.S.U.C. stalinien) avait refusé, au front d'Aragon, de s'engager dans l'action pour soutenir les bataillons de la C.N.T. et du P.O.U.M. Il était visible que les staliniens ménageaient leurs forces, souhaitant — et facilitant — l'usure au feu de celles des organisations révolutionnaires. Le 8 mars donc, des officiers staliniens se font livrer, en présentant un ordre faux, dix tanks qui sortaient de fabrique; et il faut un gros incident pour que le colonel commandant la caserne Vorochilov (une caserne Vorochilov à Barcelone! cela ne vous explique pas bien des choses?) consente à restituer les chars d'assaut dont il a d'abord nié la présence chez lui... Vainement Solidaridad Obrera *et* La Batalla *vont exiger les jours suivants que cet incident bizarre soit tiré au clair. C'est* La Batalla*, le quotidien du Parti Ouvrier d'Unité Marxiste, si ferme et modéré de ton, qui est suspendue pour cinq jours. Dans l'entourage du président Companys, on adjure nos camarades de ne pas « exploiter cet épisode, pour ne pas aggraver les dissensions... » Mais pourquoi le P.S.U.C. avait-il besoin de dix tanks à Barcelone, si ce n'était pour préparer un coup de force?*

A partir de ce moment, la capitale catalane vit dans une atmosphère de plus en plus inquiète et inquiétante. Les anarchistes qui collaborent au gouvernement de la Généralité, dans le cabinet Taradellas, sentent nettement grandir l'intrigue stalinienne. Ils s'efforcent d'y résister, avec autant d'incapacité politique (car on ne peut pas plus faire de la politique sans consentir à en faire que persévérer dans une révolution sans poser la question du pouvoir et celle du contrôle de toutes les forces armées par la classe ouvrière) que de dévouement à une unité antifasciste transformée par leurs partenaires en un piège. M. Companys promulgue, sous la pression du P.S.U.C., un décret reconstituant des corps de police et dissolvant les patrouilles de contrôle ouvrières qui jusqu'ici assuraient l'ordre. Les dirigeants anarchistes, déjà, ont souscrit à cette mesure dont le P.O.U.M. dénonce seul le caractère nettement antiouvrier. Mais la C.N.T. et la F.A.I. se ressaisissent, les patrouilles continuent à remplir leurs fonctions, en dépit du décret. Dualité des pouvoirs.

M. Companys constate alors la crise du gouvernement et manifeste même l'intention malheureuse de former un cabinet présidentiel, fondé sur sa seule autorité morale, — mais sans doute inspiré en réalité par le P.S.U.C. et, derrière ce parti, par le Consulat général de l'U.R.S.S. Il essuie un échec. Les ministres anarchistes qu'il a nommés s'abstiennent de venir au premier conseil de cabinet. A la vérité, une double crise du pouvoir affaiblit l'Espagne antifasciste. Depuis le désastre de Malaga, imprenable cité ouvrière, livrée à l'ennemi par la trahison du colonel Villalba et l'incurie du pouvoir central, le cabinet Caballero n'a plus l'autorité morale de ses débuts; et ce n'est pas en laissant sévir un peu partout les staliniens qu'il pourrait la récupérer. En Castille, des anarchistes sont assassinés, dans deux localités, plus de vingt. Le Secours Rouge du P.O.U.M. est illégalement fermé à Madrid par un policier stalinien qui exaspère du reste toutes les organisations ouvrières, jusqu'aux socialistes les plus modérés. Il est évident que si le gouvernement central ne s'oppose pas enfin aux progrès de « l'impérialisme stalinien », comme s'exprime mon camarade Andrade, les masses finiront par réagir elles-mêmes. A Madrid, la mainmise stalinienne est quasi-totale. Le général Miaja appartient au Parti Communiste. Son chef d'état-major est un Russe, Gorev. Le C.N.F. et le P.O.U.M. sont affaiblis par leurs pertes au front, qui ont été énormes.

Roldan Cortada, dirigeant de l'U.G.T., stalinien ou stalinisé, est assassiné le 27 avril non loin de Barcelone. Est-ce la réponse d'anarchistes isolés au massacre de leurs camarades à Yague et à Villanueva? Est-ce un acte de provocation d'éléments contre-révolutionnaires jetant de l'huile sur le feu qui couve? La C.N.T., la F.A.I., le P.O.U.M. désavouent hautement ce crime. Quelques jours se passent et Antonio Martine, belle figure de l'anarchisme espagnol, tombe non loin de Puigcerda, sous les balles des carabiniers de la Généralité. Après l'enterrement de Roldan Cortada, La Batalla *écrit:*

« Ça été une manifestation contre-révolutionnaire... de celles qui ont pour objet de créer au sein des masses petites bourgeoises et des couches arriérées de la classe ouvrière une ambiance de pogrome contre l'avant-garde du prolétariat catalan, la C.N.T., la F.A.I., le P.O.U.M. »

Andrade constate dans le même article que les dirigeants de la C.N.T. et de la F.A.I. paraissent, en présence du danger montant, « manquer d'instinct de conservation... » Le P.O.U.M. leur propose sans se lasser le front uni des révolutionnaires. Les Amis de Durutti *le préconisent aussi. A Valence et Barcelone, les ministres de la C.N.T. sont en proie à une sorte de torpeur. Ils tolèrent qu'à Valence, Maroto et deux cents combattants des premières journées demeurent en prison depuis de longues semaines pour des raisons d'indiscipline certes beaucoup moins graves que la tentative de voler dix chars d'assaut pour un parti...* La Batalla *reproche le 2 mai aux dirigeants de la C.N.T.-F.A.I. leur manque de vigilance. « Ils continuent à appliquer une tactique de silence et de dérobade, quand il faudrait crier. » Ils ont ainsi permis que le réformisme discrédité par la chute de Malaga se fît précisément une arme de ce désastre pour exiger un pouvoir fort. Un pouvoir fort* contre qui? Avec qui? *La force étant entre quelles mains? Car tout est là. C'est d'un pouvoir fort contre la classe ouvrière qu'il s'agit et non d'un pouvoir fort par la classe ouvrière. Le 4 mai, le P.O.U.M. donne pour consigne la « mobilisation permanente de la classe ouvrière ».*

Le drame du Central des Téléphones vient de se produire. C'est plutôt le coup de force stalinien qu'il faut dire. Le Central des Téléphones est, depuis juillet, gardé par des mili-

ciens des deux confédérations syndicales, C.N.T. et U.G.T. Vers trois heures de l'après-midi, des cars bondés de gardes d'assaut, commandés par Rodriguez Galas, commissaire à l'ordre public (!!!), un des dirigeants du P.S. U.C. stalinien, s'arrêtent devant cet édifice. Les miliciens sont à leur poste en service commandé et ce poste c'est le gouvernement, auquel appartiennent leurs mandataires, qui le leur a confié. Ils refusent de se laisser déloger, répondent à la force par la force, changent en déroute l'agression. C'est ensuite une troupe du P.O.U.M., commandée par Torrens, qui assure la garde du Central. Le soir, la cité ouvrière s'est levée tout entière, apprenant que M. Companys a donné l'ordre de désarmer les patrouilles de contrôle. Comme l'histoire se répète! C'est par une agression semblable, ayant pour objet de désarmer la classe ouvrière parisienne, que M. Thiers, républicain comme il en reste beaucoup en Espagne, fit naître la Commune. On sait de sa propre bouche qu'il savait très bien ce qu'il faisait, entendant mater Paris.

Pendant plusieurs jours, la force ouvrière est maîtresse en Catalogne. Nouveau 19 juillet, trop sanglant, hélas! Les dirigeants de la C.N.T. et de la F.A.I. n'ont pas assumé la responsabilité du mouvement, déclenché à la base par les syndicats anarchistes. Le P.O.U.M. est dans une situation difficile. Depuis longtemps, les membres de son Comité Exécutif craignaient que l'indécision, la mollesse, l'incapacité politique des dirigeants anarchistes n'eussent pour résultat un soulèvement spontané qui, faute de direction et d'ailleurs déclenché sur provocation, offrirait aux contre-révolutionnaires l'occasion d'infliger au prolétariat une saignée. Leur consigne est cependant claire: Comités de Défense de la Révolution. M. Companys accepte et annonce un compromis. Ni vainqueurs ni vaincus! Les ministres anarchistes adjurent les militants de cesser une lutte fratricide et la lutte cesse. Alors arrivent à Barcelone les forces de police motorisées envoyées par Valence qui se moque du compromis comme de l'autonomie catalane. Jamais ces forces de police ne fussent parties, arrivées, entrées en Catalogne si la C.N.T., participant au pouvoir, eût fermement dit: Non. La censure s'installe pendant qu'on enterre les morts. La victoire ouvrière se transforme en défaite. Le coup de force stalinien, véritable coup de poignard dans le dos de l'Espagne antifasciste, devient une sage opération de police dirigée contre l'anarchie, le désordre sanglant, l'homme au couteau entre les dents. Ce n'est qu'une clameur dans la presse stalinienne du monde entier: dissolution du P.O.U.M. Et sans doute la condition occulte, inconstitutionnelle, posée par les « communistes » à la formation d'un nouveau cabinet Caballero est-elle celle-là: dissolution du P.O.U.M. Le déchaînement de calomnies contre ce parti de vaillants tient de ce délire spécial que les réquisitoires des procès de Moscou nous ont révélé...

Pendant les troubles, Camillo Berneri, philosophe et militant anarchiste italien, que ses articles récents nous portaient à considérer comme une tête tout à fait remarquable, par sa lucidité, sa hauteur de vues, son sens politique, est arrêté par des policiers staliniens avec un autre camarade italien. On retrouvera le lendemain deux cadavres. Les assassins sont connus. Leur parti aussi. Tout est affreusement clair.

Et maintenant? Il est évident que la classe ouvrière a perdu la plupart des positions politiques qu'elle avait acquises en juillet par sa victoire sur les généraux fascistes. L'intervention stalinienne a porté ses fruits. Mais il est aussi évident que la force immense du prolétariat espagnol est à peine entamée. Si ses organisations se ressaisissent (et cela concerne surtout la C.N.T., en second lieu les socialistes) et savent faire preuve de fermeté, l'adversaire devra céder, la victoire sur le fascisme sera assurée et l'ordre avec elle, un ordre nouveau. Si elles continuent à se laisser manœuvrer, diviser, assassiner en détail, corrompre ici, emprisonner là, on ne peut que prévoir au bout du chemin quelque monstrueuse provocation, une chaotique, une héroïque réaction des masses exaspérées, des flots de sang, le triomphe de la réaction, d'abord sous un masque républicain, puis, inévitablement, sous une forme fasciste. Cavaignac, austère républicain, quand il massacrait les pauvres gens du Faubourg Saint-Antoine, frayait la voie à Napoléon III. Noske, socialdémocrate à poigne, quand il fusillait les spartakistes, frayait la voie à Hitler. On voit qu'en défendant leur libertés et leur droit de marcher vers le socialisme, les ouvriers d'Espagne défendent aussi la paix du monde.

Victor SERGE.

La tombola pour l'Espagne libre

Nous avons cru utile de faire parvenir à nos abonnés une circulaire et un carnet de billets de la tombola organisée par le Comité pour l'Espagne libre (26, rue de Crussol, Paris 11e).

A tous nos camarades, nous adressons un appel pressant afin qu'ils répondent favorablement à la demande qui leur est faite.

Il faut aider les organisations qui se préoccupent de loger et de nourrir les orphelins espagnols.

13e année
numéro 248

10 Juin 1937
prix : 2 francs

la révolution prolétarienne

revue bimensuelle
syndicaliste
révolutionnaire

DANS CE NUMÉRO

LA CONTRE-RÉVOLUTION EN ESPAGNE

Les journées de mai furent-elles un "15 mai"?

Le 24 février 1848, le peuple de Paris était maître de la ville, il venait de battre l'armée régulière, il avait des armes, il était la force.

Force à laquelle ne pouvait tenter de s'opposer le gouvernement bourgeois issu de la Révolution que le peuple avait faite; il lui fallait, pour le moins, composer avec lui : les hommes du peuple, le socialiste Louis Blanc et l'« ouvrier » Albert furent admis à faire partie du gouvernement.

Dès ce moment, la bourgeoisie républicaine n'a qu'une pensée : mater cette force ouvrière qu'elle a dû subir. Pour cela il lui faut à elle-même une force : elle crée la garde mobile; avec tous les chenapans paresseux ou incapables, désireux de vivre sans rien faire, comme il en pullule dans les grandes villes, elle crée la « garde mobile », garde mercenaire qu'elle paie grassement.

Cela fait, elle se sent en mesure d'affronter les ouvriers parisiens. Au début de mai, en l'espace de quelques jours, les provocations se succèdent : Louis Blanc, Albert, tous les partisans de la « République Sociale », ayant rempli leur rôle de bouclier de la bourgeoisie durant le temps où elle se trouvait sans force, sont écartés du gouvernement, — on interdit l'accès de la Chambre aux délégués populaires, — le gouvernement proclame qu'il « saura maintenir avec vigueur et partout la tranquillité menacée ».

Ces mesures atteignent leur but.

Le 15 mai le peuple de Paris répond en faisant entendre de force sa parole à la Chambre. Celle-ci est envahie; l'Assemblée est déclarée dissoute; un nouveau gouvernement, un gouvernement ouvrier, est proclamé à l'Hôtel de Ville.

Mais le gouvernement bourgeois fait appel à ses séides. La garde mobile, appuyée par les plus courageux des gardes nationaux des quartiers bourgeois, se rassemble aux alentours de l'Hôtel de Ville. Les deux forces sont face à face. Il va y avoir bataille? — Non. — A peine quelques coups de feu ici et là, et, sans autrement insister, les ouvriers quittent l'Hôtel de Ville, le gouvernement bourgeois redevient l'unique gouvernement.

Aussitôt, Albert, Barbès, Raspail, Blanqui etc. sont arrêtés. La contre-révolution bourgeoise commence. Elle devait avoir son épilogue le mois suivant, avec les terribles « journées de Juin ». A la suite d'une nouvelle provocation, la dissolution des ateliers nationaux, les ouvriers parisiens se lèvent à nouveau; cette fois, entre les travailleurs en armes et les gardes mobiles, c'est une lutte acharnée, une lutte à mort, durant laquelle 10.000 ouvriers trouvent la mort, et qui se termine par la défaite du prolétariat.

Le souvenir de ce 15 mai parisien vient inévitablement à l'esprit devant les journées barcelonaises des 4, 5 et 6 mai dernier.

Les points de ressemblance

Le 19 juillet 1936, le peuple de Barcelone et de Madrid bat les militaires soulevés, il s'empare des armes, il est la force.

Impossible de s'opposer à lui puisqu'il reste à peu près la seule force armée de l'Espagne républicaine. Il faut donc composer avec lui. En conséquence la bourgeoisie républicaine lui laisse organiser son propre pouvoir, installer ses propres organes de pouvoir, en marge et sous le couvert des anciennes institutions politiques bourgeoises que d'un commun accord on laisse comme façade.

Puis, plus tard, la bourgeoisie sollicite la participation des représentants ouvriers à cette façade; elle demande, exige même presque, l'entrée des Louis Blanc et des Albert au gouvernement, l'entrée des délégués de la C.N.T. au gouvernement de la Généralité de Catalogne d'abord, puis, au moment du plus grand péril, au gouvernement central.

Mais en même temps, tout comme le gouvernement provisoire de 48, les gouvernements de Madrid et de Barcelone, qui ont eu soin de conserver entre les mains des plus bourgeois de leurs membres, le ministère fondamental : celui de la Police, s'arment.

Les quelques forces gouvernementales restées, le 19 juillet, fidèles à la République, avaient été fortement contaminées par l'esprit révolutionnaire durant les journées où ouvriers et gardes d'assaut avaient ensemble fait le coup de feu. Il faut donc d'abord que l'Etat « reprenne en mains » sa police. Pour cela, la séparer le plus possible de la classe ouvrière, l'enfermer dans ses casernes, lui redonner un uniforme, lui réapprendre le pas de parade, et surtout susciter le plus possible d'incidents entre elle et le prolétariat, notamment avec la police particulière de celui-ci (1). Préparation psychologique.

(1) Un exemple entre cent de ces incidents. Du fait de la difficulté des approvisionnements, certaines denrées, le pain notamment, sont rationnées à Barcelone, d'où des queues aux portes des magasins. Pour le bon ordre de ces « queues », les « pa-

En outre : préparation matérielle. Le nombre des gardes d'assaut est considérablement augmenté (surtout par le gouvernement central), et, tandis qu'on refuse aux troupes de certains fronts des armes modernes, tandis que celles-ci doivent se contenter d'anciens fusils arrachés aux troupes factieuses le 19 juillet, les nouveaux gardes d'assaut sont munis des armes les plus récentes et les plus perfectionnées.

Fin avril, ces préparatifs sont suffisamment poussés pour que la bourgeoisie se puisse croire en mesure de livrer bataille : elle a une force à opposer à la force ouvrière.

Les provocations commencent donc.

C'est d'abord une circulaire des derniers jours d'avril par laquelle les autorités du ministère catalan de l'Ordre public interdisent tout contrôle de la voie publique par les comités ouvriers et ordonnent le désarmement des délégués de ces comités qui s'y livreraient.

Dès que cette circulaire arrive à la connaissance des travailleurs, ceux-ci prennent les devants : trois nuits de suite, ils s'installent aux points stratégiques de Barcelone, et, en fait d'être désarmés, ce sont eux qui désarment les forces policières gouvernementales : 250 gardes nationaux et d'assaut.

Cela d'ailleurs s'est passé sans bruit, à l'insu même de la ville. La première provocation est donc un fiasco total; il faut en trouver une autre.

C'est alors l'attentat de la Telefonica.

Depuis le 19 juillet, le service des téléphones (2) est assuré, comme tous les autres services publics, par les syndicats, en l'espèce le syndicat de la C.N.T. et celui de l'U.G.T.

Comme tous les autres services publics, le téléphone, sous le nouveau régime, marche très bien; personne n'a à s'en plaindre. D'autre part, les rapports administratifs ou autres avec le gouvernement sont très corrects : pas d'incidents; c'est précisément ce qu'il faut, la provocation n'en sera que plus provocante.

Donc, le 3 mai, au beau milieu de la journée, agissant sur l'ordre du ministre de l'Intérieur de la Généralité, le bourgeois Ayguade, représentant de l'Esquerra catalane au sein du gouvernement, le stalinien Roger Salas, commissaire de l'Ordre public, envahit, à la tête de plusieurs camions de gardes d'assaut, le Central téléphonique de Barcelone situé en plein centre de la ville, sur la place de Catalogne, l'équivalent de notre place de l'Opéra.

Il envahit, ou, plutôt, il tente d'envahir. Car, après qu'il s'est emparé, par surprise, des premiers étages, la résistance s'organise dans les étages supérieurs, et les forces policières bourgeoiso-staliniennes doivent abandonner la partie.

Mais l'effet cherché est obtenu.

Tout Barcelone est en émoi.

Il est manifeste que cette attaque de la Telefonica, la tentative d'expulser les travailleurs de la garde et de la direction d'un service public, n'est que le début d'une tentative d'expropriation généralisée des travailleurs, une tentative pour leur enlever tout ce qu'ils ont conquis depuis le 19 juillet : les usines, les ateliers, les champs repris aux capitalistes et qu'ils font maintenant marcher pour leur propre compte, sous leur propre direction.

En conséquence, spontanément, tout le monde prend les armes en cette fin de journée et durant la nuit qui suit.

Tout le monde.

D'un côté les ouvriers.

De l'autre côté :

1° les forces policières gouvernementales, tout au moins celles qui le veulent et le peuvent (une partie seulement des gardes d'assaut et des gardes nationaux, mais la totalité des « mozos », gardes spéciaux de la Généralité recrutés spécialement parmi les catalanistes);

2° les membres de *l'Estat Catala*, parti nettement fasciste, qui appartient à la coalition soi-disant « antifasciste » uniquement parce qu'il est séparatiste catalan, ce qui l'oppose nettement aux fascistes de Madrid;

3° servant de cadres au tout, les membres du parti dit « communiste ».

Après deux jours de combat, les objurgations des comités régionaux de la C.N.T. et de la F.A.I. font cesser le feu ouvrier; durant une troisième journée les forces bourgeoiso-staliniennes continuent à tirer sur des gens qui, disciplinés, ont cessé de se défendre, et les tuent. (Ce fut la journée des plus grosses pertes du côté ouvrier). Enfin, la lutte, même du côté policier, finit par s'arrêter. Il y a, en tout, 500 tués et un nombre considérable de blessés.

Manifestement la bataille cependant n'a pas été poussée à fond. Aucun des deux partis ne s'est emparé des positions de l'autre. On s'est arrêté, comme à Paris au 15 mai, parce qu'on a voulu s'arrêter.

Mais, tout comme au 15 mai, le fossé entre les classes, jusque-là tant bien que mal masqué, s'est affirmé. Et aussitôt, de même qu'au 15 mai, la contre-révolution commence. Dans

trouilles de contrôle », organe de police prolétarien qui était chargé de la police des queues, avaient établi des cartes. La police d'Etat en établit aussitôt d'autres. Bien entendu, les patrouilles de contrôle ne reconnaissent que les leurs. D'où, de constants incidents. Le plus grave eut lieu un jour de février: une femme vient, avec une carte de la police d'État, accompagnée d'un garde d'assaut; celui-ci exige qu'on tienne compte de la carte de cette femme. Bagarre. Le garde d'assaut est tué. A son enterrement, gardes d'assaut et gardes nationaux assistent en foule. Une manifestation a lieu dans les locaux mêmes de la police contre Aurelio Fernandez, délégué de la C.N.T. dans le ministère de la police, et ce dernier est obligé de démisionner.

(2) En Espagne, les téléphones étaient complètement indépendants des Postes et Télégraphes, car ils ont fait l'objet d'une concession qui fut donnée par Primo de Rivera au grand trust américain, l'American Telegraph et Telephone C°; ils constituaient donc une exploitation privée, non un service d'Etat.

les villages, la terreur blanche, sous la protection de la police, s'installe. A Barcelone, de nombreux militants ouvriers ont été arrêtés et restent arrêtés; des enquêtes sont ouvertes pour permettre d'en arrêter d'autres; des perquisitions ont lieu au siège d'organisations ouvrières; on suspend des journaux et on soumet les autres à une censure impitoyable et ouvertement partiale : toute critique contre le gouvernement entraînera, déclare-t-on officiellement, la suspension *sine die* du journal qui l'aura publiée; les organes de la C.N.T. ont l'interdiction d'annoncer leurs morts et de convoquer à leur enterrement; on y censure toute critique à l'égard du parti communiste, tandis qu'on permet à celui-ci de faire tout le tapage possible avec ses cadavres et de se livrer aux attaques les plus violentes contre les autres organisations antifascistes.

En même temps, comme de juste, on chasse les représentants ouvriers des conseils du gouvernement. Si, en Catalogne, on croit prudent de conserver encore un représentant de la C.N.T., on enlève à celle-ci, en Catalogne même, le ministère essentiel de la Défense, et toute représentation à celui de l'Intérieur; dans le gouvernement central, on va plus loin : le nouveau gouvernement central n'a plus aucun représentant de la C.N.T.; les Montseny et les Garcia Oliver ont, tout comme Louis Blanc et Albert, rempli leur rôle, le même rôle, la bourgeoisie n'en ayant plus besoin, s'en débarrasse.

L'analogie est criante; elle est poussée jusque dans les détails; c'est presque une identité.

La différence : la supériorité militaire de la C.N.T.

Cependant, n'y a-t-il point une différence ?

Ces journées de mai, sont-elles comme celles de 48, le prélude à des journées de juin, des journées d'où le prolétariat espagnol sortirait, comme le prolétariat français, écrasé ?

Question terrible qu'on ne peut pas ne pas se poser, et à laquelle je voudrais tâcher d'apporter quelques éléments de réponse.

Entre la journée de Paris et celles de Barcelone, il existe une différence capitale. Ce ne fut bien, ici et là, qu'une simple *confrontation* des forces, mais, tandis qu'à Paris — et bien qu'il soit difficile de dire pourquoi les ouvriers parisiens abandonnèrent l'Hôtel de Ville sans combattre —, le moins qu'on puisse dire est que de cette journée ne résultait point la démonstration d'une supériorité des forces ouvrières, les journées des 4 et 5 mai à Barcelone apportèrent la preuve d'une supériorité écrasante des forces armées prolétariennes sur celles de la coalition bourgeoiso-stalinienne.

La presque totalité de Barcelone, les neuf dixièmes pour le moins, tomba entre les mains du prolétariat, ou, plus exactement, y resta, sans coup férir. Dans tout ce qui n'est pas le cœur même de la ville, le prolétariat fut maître, à peu près sans combat. Fascistes de l'Estat Catala et staliniens du P.S.U. (parti socialiste unifié) n'y montrèrent pas le bout de leur nez; quant aux gardes autonomes et d'assaut, qui y étaient casernés, ils se rendirent aux premières sommations (400 d'un coup à la place d'Espagne), ou promirent bien gentiment de ne pas sortir de leurs casernes, engagement qu'ils tinrent... scrupuleusement.

Il n'y eut de lutte que tout à fait dans le centre, aux abords de la place de Catalogne, la grande place centrale de la ville et, plus particulièrement, sur la via Durruti, large artère qui débouche à une centaine de mètres de cette place, et sur laquelle sont situées, presque face à face, Préfecture de police et siège de la C.N.T.

Dans ce quartier éminemment bourgeois, les organisations ouvrières qui y avaient établi leurs sièges après le 19 juillet (Comité Régional de la C.N.T., Fédération locale des Jeunesses libertaires, et plusieurs syndicats) se trouvaient relativement isolées. Par contre, c'était le lieu où toutes les forces bourgeoiso-staliniennes étaient ramassées : en plus de l'ambiance générale bourgeoise et de la Préfecture de police, ce quartier comprenait, d'une part, le siège du gouvernement de la Généralité avec ses « mozos »; d'autre part, celui de toutes les organisations staliniennes.

C'est donc sur ce quartier que les staliniens firent concentrer tous les efforts. Mozos, gardes nationaux et d'assaut, fascistes de l'Estat Catala dressèrent des barricades pour tenter d'assiéger et d'emporter les sièges des organisations ouvrières, notamment le grand immeuble où siège la C.N.T. Nulle part, ils n'y réussirent; la défense ouvrière ne céda sur aucun point (3).

On peut donc résumer la bataille en disant que, durant ces deux jours, la C.N.T. fut la maîtresse absolue et unique des neuf dixièmes de Barcelone, et que, dans le dixième restant, elle ne cessa pas un moment de dominer la situation.

Elle domina la situation, mais malgré l'importance politique considérable de ce quartier où sont concentrés tous les pouvoirs politiques de Barcelone et de la Catalogne, elle se contenta de la dominer.

Nulle part, la C.N.T. et la F.A.I. n'y passèrent à l'attaque; à aucun moment, elles n'y entreprirent la moindre action offensive (4).

La C.N.T. et la F.A.I. (5) n'avaient cependant

(3) Les seuls locaux ouvriers qui furent occupés par les forces adverses, furent des locaux non défendus, comme celui où la C.N.T. exposait les œuvres d'art qu'elle avait sauvées au cours des événements de juillet.

(4) On ne peut en effet considérer comme une action offensive l'occupation des deux immeubles situés juste en face du siège de la C.N.T., qui fut réalisée par des camarades français; cette occupation était indispensable à la défense de l'immeuble confédéral.

(5) Qu'on m'excuse de ne pas parler du P.O.U.M. Celui-ci, dès le début, vint se mettre à la disposition de la C.N.T. et ses militants combattirent très courageusement. Cependant, si je n'en parle pas,

qu'un mot à dire pour que, par dizaines de mille, si ce n'est par centaines de mille, les ouvriers de Barcelone, qui n'attendaient que ce mot, quittent leur quartier où ils n'avaient plus rien à faire, et descendent en armes sur le centre pour balayer les quelques centaines de fascistes, gardes et staliniens qui y tenaient la rue; la C.N.T. et la F.A.I. n'avaient qu'un geste à faire pour que les six tanks qui étaient venus prendre position *derrière* l'immeublé de la C.N.T. — et qui demeurèrent là sans bouger durant toute la lutte, laissant même construire des barricades à quelques centaines de mètres sans intervenir — se missent en branle et obligent à la fuite les occupants des barricades; la C.N.T. et la F.A.I. n'avaient qu'un ordre à donner pour que les canons de 75, qu'on avait amenés dans un quartier ouvrier pour mettre à la raison des gardes réfugiés dans un cinéma qui avaient fait un moment mine de résister, viennent prendre position place de la Catalogne ou sur la via Durruti; enfin, s'il avait fallu en venir là, un coup de téléphone et les gros canons de Montjuich démolissaient les citadelles de l'ennemi : le palace de l'Hôtel Colon, siège de l'Internationale communiste et la Préfecture de police.

Les forces dont disposait, à Barcelone même, la C.N.T., étaient donc dix fois plus que ce qui était nécessaire pour faire régner l'ordre — l'ordre révolutionnaire et ouvrier. Et elles auraient presque entièrement suffi, à elles seules, à battre les forces que Valence aurait pu envoyer (6).

Si ces forces pourtant n'avaient pas suffi, la C.N.T. pouvait disposer d'une réserve très importante : les troupes du front d'Aragon. Le front d'Aragon, c'est-à-dire le front qui s'étend depuis la frontière française jusqu'au nord de Teruel, soit sur une longueur de quelque 300 kilomètres, et dont les trois quarts au moins des troupes qui le garnissent sont sous le contrôle et l'autorité morale de la C.N.T.

Dès le début des événements, les nombreuses autos-mitrailleuses disponibles de ce front furent alertées, prêtes à partir pour Barcelone; les commandants des compagnies au repos eurent l'ordre de ne pas s'éloigner du poste téléphonique pour pouvoir rassembler leurs compagnies aussi vite que possible et, vers la fin de la bataille, alors que policiers et staliniens continuaient à tirer malgré la cessation du feu ouvrier, une compagnie au repos, que je connais bien, et qui ne fut sans doute pas la seule, partait, un beau soir en cars, dans la direction des lignes, sous le prétexte d'un quelconque coup de main, en réalité pour pouvoir se diriger en sens contraire au premier signal; mais le signal qui vint fut celui de rentrer se coucher.

Depuis le premier coup de feu jusqu'au dernier, les comités régionaux de la C.N.T. et de la F.A.I. n'ont jamais, en effet, donné qu'un seul ordre, un ordre qu'elles ont donné sans discontinuer, par radio, par la presse, par tous les moyens : l'ordre de *cesser le feu!* Et pour que cet ordre pût être plus facilement exécuté, non seulement les comités se refusèrent à toute action offensive, mais ils se limitèrent à la plus stricte défensive, n'hésitant pas à laisser l'ennemi maître de la rue, à quelques centaines de mètres à peine de leur siège, n'hésitant pas à faire remettre en liberté, sans compensation, leurs pires ennemis, tels un député de l'Estat Catala, dès qu'ils apprenaient que des forces ouvrières s'en étaient emparés.

D'une part, donc, la supériorité militaire de la C.N.T. s'avéra, en ces journées, éclatante, mais, d'autre part, la C.N.T. refusa, à tout moment, d'employer cette supériorité pour s'assurer la victoire.

Avant tout, pas la victoire !

C'est que, en effet, ce que, avant tout, ne voulait pas la C.N.T., c'était remporter la vctoire. La C.N.T. était prête à tout, à tous les abandons, à tous les renoncements, à toutes les défaites, à condition de ne pas avoir la victoire.

Pourquoi cela ?

Parce que, après avoir remporté une victoire militaire, une victoire de force, sur le bloc bourgeoiso-stalinien, après avoir vaincu au cours d'une bataille de rues ses alliés ou soi-disant alliés de la veille, les Companys, les Dencas, les Antonov, elle n'avait plus alors d'autre alternative que de prendre le pouvoir, le prendre seule et officiellement.

Or, fidèle à la politique qu'elle a obstinément suivie depuis le 19 juillet. la C.N.T. ne veut pas être, ouvertement, au pouvoir.

A maintes reprises, elle aurait pu prendre en Catalogne tout le pouvoir sans tirer le moindre coup de fusil; tout comme Karolyi le fit, il y a bientôt vingt ans, à Bela Kuhn, Companys offrit à la C.N.T., à plusieurs re-

---

c'est que c'est fausser les proportions que d'en parler au même titre que de la C.N.T. ou de la F.A.I. Celles-ci sont les *seules organisations ouvrières qui comptent* à Barcelone. L'influence du P.O.U.M. est insignifiante, d'une part à cause du nombre restreint de ses membres, d'autre part, et peut-être surtout, à cause de la réclame tapageuse à laquelle il s'est livré depuis le 19 juillet, surtout au début. Le P.O.U.M. trouva le moyen de dépasser les staliniens eux-mêmes en bluff et en puffisme! Mœurs qui contrastaient singulièrement avec la simplicité révolutionnaire de la C.N.T. et de la F.A.I. qui évitent le plus possible toute manifestation ostentatoire. Or, en Espagne, le ridicule peut encore tuer.

(6) Ces forces sont en effet beaucoup moins redoutables qu'elles peuvent le paraître. Valence envoya bien 5.000 gardes d'assaut, chiffre respectable, mais veuillez bien noter qu'on eut soin de n'envoyer ceux-ci que lorsque la bataille était finie, et de les mettre sous le commandement d'un lieutenant-colonel connu pour ses sympathies à l'égard de la C.N.T.

On comprend ces mesures de prudence lorsqu'on les rapproche de ce fait : des cars de gardes d'assaut de Valence passant à leur arrivée devant l'immeuble de la C.N.T., un garde tire un coup de fusil sur l'immeuble; aussitôt, du car suivant, s'élèvent les cris de « *Viva l' F.A.I.!* ».

prises, de lui remettre le pouvoir. La C.N.T. a toujours refusé. Bien plus, on peut dire que toutes les concessions que la C.N.T. a fait aux bourgeois au cours de ces neuf mois, y compris celle d'entrer au gouvernement, lui ont été dictées par la crainte que la bourgeoisie ne quitte le pouvoir.

Pourquoi cette crainte du pouvoir?

Le raison « officielle » si l'on peut dire, que donnèrent pour justifier la politique du *Cessez le feu!* les deux ministres madrilènes Garcia Oliver et Federica Montseny arrivés en toute hâte à Barcelone aux premiers coups de feu — et dont l'intervention fut décisive pour faire adopter cette politique, par suite de la haute autorité qu'ils possèdent dans les milieux anarchistes (7) — est la suivante : des navires de guerre anglais et français viennent d'entrer dans le port de Barcelone; si nous devenons les maîtres de la ville, si Barcelone tombe au pouvoir des « anarchistes », ces navires bombarderont Barcelone.

Sous cette forme, la raison donnée est ridicule; elle n'est évidemment qu'un prétexte grossier destiné à faire effet, et inventé pour les besoins de la cause.

L'arrivée de navires anglais et français n'avait rien d'extraordinaire. Dès qu'il se produit des troubles quelque part, il arrive des navires étrangers « pour protéger les nationaux ». Il en fut ainsi à Barcelone même le 19 juillet; il en est ainsi lors de n'importe quelle «révolution », que ce soit en Amérique du Sud, en Amérique Centrale ou ailleurs, mais les navires se contentent toujours d'embarquer ceux de leurs nationaux qui veulent s'en aller, ou tout au plus de débarquer quelques fusiliers qui vont prendre position au Consulat. Manifestement il en aurait été de même à Barcelone, même si la F.A.I. avait arboré le drapeau noir sur le Palais de la Généralité. Il était psychologiquement et politiquement impossible à l'Angleterre ou à la France de bombarder Barcelone ou d'y procéder à une quelconque occupation militaire, quel que soit le régime qui s'y fût installé, étant donné la politique que ces deux pays ont proclamée à l'égard des événements d'Espagne et étant donné que les événements n'étaient en rien dirigés contre les Anglais ou les Français.

Seule contre tous

Mais si la raison donnée sous cette forme n'est qu'un prétexte, elle révèle néanmoins très clairement la cause pour laquelle les organisations ouvrières de Catalogne refusent si obstinément le pouvoir, la cause pour laquelle elles ont préféré cette fois la défaite plutôt que la victoire : cette cause, c'est la crainte de l'étranger.

La C.N.T. n'a qu'un mot à dire pour être la puissance régnante de Catalogne; ni en Catalogne, ni dans le reste de l'Espagne, il n'est de force suffisante pour l'en empêcher, mais pourra-t-elle se maintenir contre une Europe toute entière coalisée contre elle?

A cette question, la C.N.T. jusqu'à présent a cru devoir répondre par la négative.

Pour le moment, l'Espagne républicaine, c'est-à-dire la coalition bourgeoiso-stalino-ouvrière a contre elle la presque totalité des forces européennes : ouvertement contre elle, les Etats allemand, italien et portugais, plus hypocritement, mais aussi fermement, les Etats anglais et français, et aussi, naturellement, le capitalisme de tous les pays. Elle n'a pour elle que l'Etat russe (« entre les mains duquel elle est entièrement pour ce qui concerne les armes », me confirmait encore récemment un camarade bien placé pour le savoir), et les prolétariats de certains pays comme ceux d'Angleterre et de France.

Avec une Espagne républicaine séparée de la bourgeoisie et du stalinisme, non seulement l'intervention indirecte de la France et de l'Angleterre se transforme en une intervention presque aussi ouverte que celle des pays fascistes, mais l'Etat russe passe dans le camp ennemi et les prolétariats de France et d'Angleterre, eux-mêmes, vont aussi plus ou moins au camp ennemi, soit par engouement pour le stalinisme, soit par dévotion pour le parlementarisme.

La C.N.T. maîtresse de l'Espagne, ou de certaines régions de l'Espagne, cela signifie pour l'Espagne ou pour ces régions un isolement total. Isolement militaire, diplomatique, et — peut-être le plus grave de tous — isolement économique. Dans ces conditions comment tenir?

Car la situation serait autrement difficile que celle de la Russie lors du blocus. Pour l'immense Russie, à cheval sur l'Europe et l'Asie, en face d'une Europe épuisée par 4 ans de guerre et dans laquelle de grands peuples vaincus cherchaient désespérement un appui, résister à l'Europe était un jeu d'enfants, à côté de ce que ce serait pour la Catalogne.

Il y a donc là un risque considérable à courir. Jusqu'ici la C.N.T. a refusé de courir ce risque. C'est là tout le secret de la politique suivie par elle depuis le 19 juillet, tout le secret de son refus de donner aux 4 et 5 mai les ordres qui eussent assuré sa victoire.

LE PRESENT

La C.N.T. a perdu le pouvoir...

Ayant donc préféré la défaite au pouvoir la C.N.T. a subi une grave défaite politique Pour se rendre compte de son ampleur, pour vérifier que pour le moment tout au moins, l'-

(7) Il va de soi que cette autorité n'est pas due à leur qualité de ministres. Elle est due, pour Garcia Oliver à sa redoutable énergie et à son passé; il est l'un des survivants du petit groupe de Durruti et d'Ascaso; il est de l'époque de Martinez Anido, le tyran de Barcelone. Quant à Montseny son influence est due principalement sans doute à la remarquable puissance de sa vitalité.

C.N.T. a bien perdu tout pouvoir politique, rien ne vaut de regarder les rues de Barcelone et de les comparer avec ce qu'elles étaient.

Durant les premiers mois de la révolution, tout Barcelone était rempli d'ouvriers en armes; par la suite, cela se tassa et l'on ne vit plus en armes que ceux chargés d'une fonction, mais c'étaient toujours des ouvriers. Aujourd'hui (sauf peut-être dans quelques quartiers exclusivement ouvriers, et encore je ne peux l'assurer) plus un seul ouvrier en armes: uniquement des gardes d'assaut, des gardes d'assaut avec le fusil, des gardes d'assaut à tous les coins de rue, comme aux plus beaux jours de la dictature bourgeoise.

Plus caractéristique est peut-être encore l'aspect des civils. D'abord, cette tenue exclusivement ouvrière d'un chacun, que je signalai en août, et qui était presque autant encore la règle en février, a presque complètement cédé la place, dans les quartiers du centre, à la tenue bourgeoise, petite-bourgeoise pour le moins. En outre, fait plus frappant encore : le rouge et le noir ont presque totalement disparu. Avant mai, chacun se faisait honneur d'arborer les couleurs de la C.N.T. : insigne, foulard, jugulaire de casquette, on avait quelque chose de rouge et noir. Ceux qui ne l'avaient pas arboraient le rouge des staliniens ou du P.O.U.M. Aujourd'hui, par contre, sont rares ceux qui ont le courage de porter l'insigne de la C.N.T.; en dehors des bâtiments des syndicats, on ne voit nulle part pendre le drapeau rouge et noir; et, quant aux foulards et casquettes, ce qui était le plus répandu, car, après tout, ce n'était qu'une affirmation de « sympathie », on n'en voit plus du tout.

L'homme moyen, celui qui est toujours prêt à se ranger du côté du pouvoir, n'ose plus se ranger, ouvertement du moins, du côté de la C.N.T. : preuve que la C.N.T. n'est plus au pouvoir.

... mais elle reste la force

La C.N.T. n'est plus au pouvoir, mais, fait fondamental : elle reste la force. Elle avait au 4 mai la supériorité militaire; cette supériorité, elle l'a toujours; elle reste donc la force.

Chacun s'en rend bien compte, et l'homme de la rue, et le Gouvernement.

L'homme de la rue.

Regardez en effet ces passants dont je viens de parler. Ils ne portent plus le rouge et le noir, c'est entendu, mais ils ne portent pas le rouge non plus. Avant mai, bien que ce fût le rouge et le noir qui fût de beaucoup le plus répandu, vous voyiez tout de même pas mal de rouge, au moins dans les quartiers du centre. Eh bien, ce rouge a maintenant autant disparu que le rouge et noir. On n'ose pas plus arborer la couleur du vainqueur que celles du vaincu. Pour quelle raison, si ce n'est qu'on sent que le vaincu est encore fort, le plus fort? Et puis peut-être aussi parce que c'est lui qui conserve la sympathie. Voyez en effet, au matin, le journal que le passant, a en mains : ça continue à être, pour l'énorme majorité, *Solidaridad Obrera*, le quotidien confédéral.

Ce que sent l'homme de la rue, le gouvernement le sent aussi.

La perte du pouvoir par la C.N.T. a signifié pour elle la perte d'importantes fonctions dans ce qui constitue essentiellement le pouvoir : la police. Elle a perdu le contrôle de la frontière dans la région de Puigcerda, qu'elle assumait jusque-là à peu près exclusibement; les comités ouvriers de quartier ont vu leur contrôle de la rue et des routes rendu très difficile ou impossible; au ministère catalan de la police, la C.N.T. n'a plus aucun poste; cependant le gouvernement n'a pas encore osé toucher, jusqu'au moment où j'écris, à l'organe ouvrier de police le plus important : les « patrouilles de contrôle » de Barcelone.

Les « patrouilles de contrôle » sont ce corps de police que la classe ouvrière créa au lendemain du 19 juillet, pour remplacer la police d'Etat, alors presque complètement inexistante. Depuis lors, on a « légalisé » ces patrouilles : on les a incorporées dans la police d'Etat, mais c'est une incorporation purement formelle; les patrouilles restent une police ouvrière, fonctionnant en fait exclusivement sous le contrôle de la C.N.T., ou, plus précisément de la F.A.I.

Pour comprendre exactement quelle nature de force et quelle puissance elles représentent, rien ne vaut que de les avoir vu défiler un certain dimanche de février dans une manifestation organisée contre la C.N.T. et que celle-ci, avec ce merveilleux à-propos dont elle sait si souvent faire preuve, transforma en une manifestation de la C.N.T. C'était un défilé « militaire » : la délégation des patrouilles de contrôle défila, derrière un immense drapeau noir, en ordre, mais avec une affectation marquée de ne pas marcher au pas, et portant, « ainsi qu'un manche à balai », dirait un sergent de l'armée française, de redoutables mitraillettes. Le contraste était saisissant avec les gardes d'assaut et nationaux, qui suivaient, marchant au pas de l'oie, se frappant le cœur à chaque pas d'un geste imbécile, et munis de longs fusils, que les mitraillettes des patrouilles auraient surclassé considérablement dans un combat de rues.

La première chose qu'aurait donc fait un Etat fort, après les journées de mai, c'eût été de désarmer et de dissoudre (8) les pa-

---

(8) Sur le papier, les patrouilles de contrôle sont, il est vrai, dissoutes depuis mars, mais sur le papier seulement. Signalons à ce sujet les graves erreurs que l'on commet, lorsque l'on juge de la politique de la C.N.T. par ce que ses ministres acceptent ou ont accepté de contresigner, ou même

trouilles de contrôle. Or, on a simplement parlé, avec insistance il est vrai, de le faire; les aboyeurs staliniens ont donné de toute leur voix, mais jusqu'ici le gouvernement se contente de *négocier* avec la F.A.I. à ce sujet.

L'étendue de la collectivisation

Enfin, il y a un autre fait, d'une importance sociale fondamentale, qui montre combien la C.N.T. reste forte.

Toute contre-révolution politique n'a qu'un but et qu'une raison d'être : réaliser une contre-révolution économique et sociale. L'actuelle contre-révolution espagnole ne fait pas exception : elle a pour but d'enlever aux travailleurs leurs conquêtes économiques, en leur enlevant les entreprises dont ils se sont emparés depuis le 19 juillet.

Or, si la coalition bourgeoiso-stalinienne a bien déclenché, dès le lendemain de sa victoire, toute une campagne de presse contre les secteurs qui lui ont semblé les plus vulnérables de la collectivisation, ça s'est jusqu'à présent borné là : on n'a point encore osé toucher sérieusement aux propriétés ouvrières.

La classe ouvrière et la C.N.T. sont, aujourd'hui comme avant le 4 mai, les maîtresses de fait de toute la vie économique de Catalogne et d'Aragon.

C'est une chose dont on ne se rend pas bien compte en France, où l'on est obnubilé, comme c'est assez naturel, par les événements politiques et militaires : *la Révolution Sociale,* c'est-à-dire l'expropriation de la bourgeoisie au profit des travailleurs, le passage des moyens de production des mains des capitalistes dans celles des prolétaires, *est non seulement commencée, mais presque achevée,* en Catalogne et dans les provinces voisines.

Ce passage s'est effectué, non sous la forme saint-simonienne de l'étatisation, mais sous la forme proudhonienne et bakouninienne de la « collectivisation ». C'est-à-dire que les entreprises enlevées aux capitalistes ont été remises entre les mains d'associations ouvrières (« collectivités »), qui les gèrent sous le contrôle des syndicats.

Or, *presque tout, aujourd'hui, est « collectivisé ».*

D'autre part, presque tout ce qui est collectivisé le fut par la C.N.T. et fonctionne sous le seul contrôle du syndicat de la C.N.T. parce que la plupart du temps c'est le seul syndicat ouvrier existant, l'U.G.T. ne groupant en Catalogne, sauf en quelques rares corporations, que des artisans et des patrons.

Pour apprécier l'étendue de la collectivisation il suffit de regarder comment l'on vit à Barcelone.

Vous descendez à un hôtel : il y a 9 chances sur 10 pour qu'il soit collectivisé; vous allez au restaurant : il est collectivisé; vous allez prendre le café au bar : c'est un bar collectivisé; vous achetez un journal : il est à la collectivité de ceux qui le font : journalistes et typos; allez vous faire couper les cheveux : ce sera obligatoirement dans un établissement collectivisé, car chez les coiffeurs, la collectivisation est totale (dans ce cas, on dit que l'industrie considérée a été « socialisée »); vous voulez vous faire faire un costume : les tailleurs collectivisés vous présentent leurs étalages; si vous allez faire des emplettes dans un grand magasin, il est, bien entendu, collectivisé; cependant, ici, une différence : vous verrez figurer les initiales de l'U.G.T. à côté de celles de la C.N.T., la collectivisation fonctionnant sous le contrôle des deux syndicats (les employés de magasins n'ont-ils pas toujours eu en tous pays des goûts aristocratiques!); si vous prenez un taxi, il sera obligatoirement de la C.N.T., un omnibus, un tram, le métro, vous serez toujours dans une entreprise collectivisée; enfin, si le soir, vous allez au spectacle, quel que soit celui-ci, cinéma, théâtre ou dancing, vous serez obligatoirement dans un établissement collectivisé.

Entreprises collectivisées où vous ne devrez d'ailleurs pas être étonné de retrouver l'ancien patron. Celui-ci a, en effet, accepté la plupart du temps la collectivisation, et il continue à travailler dans son ancienne affaire; mais il y travaille comme un simple employé, avec le salaire des autres employés.

Ce qui est vrai pour ces entreprises généralement petites ou moyennes auxquelles a affaire directement le consommateur, l'est également, bien entendu, pour les grosses entreprises productrices. Le textile et la mécanique, les deux grandes industries de la Catalogne sont, en très grande part, collectivisées, et, pour le reste, placées sous le contrôle ouvrier (9). Quant à l'industrie du bois, elle est totalement collectivisée, depuis l'abatage des arbres jusqu'aux travaux d'ébénisterie les plus fins.

Mais, pas seulement l'industrie est collectivisée; l'est aussi — et le fait est capital — l'agriculture.

Dans la partie de l'Aragon occupée par les troupes républicaines, il n'est pas un village

---

par les articles de la *Soli.* En mars, les représentants de la C.N.T. au gouvernement de la Généralité ont accepté la dissolution des patrouilles de contrôle, mais l'exécution de ce décret était subordonnée à la formation d'un nouveau corps de police, qui n'a jamais pu être constitué parce que la C.N.T. exigeait pour la formation de ce corps des garanties égales à celles qu'elle avait avec les patrouilles de contrôle.

De même, lors de la menace italienne sur Guadalajara, la *Soli* réclama avec insistance l'envoi de toutes les armes au front. Il ne s'agissait bien entendu nullement de désarmer les syndicats, mais, moyennant la remise par ceux-ci, de quelques centaines de fusils — ce qui n'est rien — obtenir l'envoi au front des gardes nationaux et gardes d'assaut.

(9) On verra dans un prochain article sur Puigcerda, ce qu'il faut entendre exactement par cet euphémisme : contrôle ouvrier.

qui ne possède sa « collectivité », collectivité libre qui comprend parfois tous les habitants du village, et parfois un certain nombre seulement.

Les membres de la « collectivité » travaillent en commun leurs terres mises en commun, ainsi que celles enlevées aux propriétaires fascistes, et ils touchent une rémunération journalière commune.

Dans le Levant, c'est-à-dire sur ces magnifiques huertas de la côte de Valence, la région la plus riche d'Espagne et l'une des plus riches du monde, la collectivisation agricole est également très poussée. C'est dans la campagne catalane qu'elle le serait peut-être le moins (10).

Ces collectivités marchent très bien. Certes, pour porter un jugement sûr, il faudrait pouvoir en juger de l'intérieur, y avoir vécu. Mais dans la mesure où l'on peut juger de l'extérieur, du point de vue du consommateur, les résultats sont excellents. J'avais déjà signalé en août dernier combien les services publics de Catalogne fonctionnaient bien; neuf mois après, il continue à en être de même, avec cette différence que le matériel est plus moderne, de nouveaux omnibus, des taxis neufs ayant été mis en service. N'en déplaise à nos bourgeois et à nos bureaucrates ouvriers embourgeoisés, l'électricité gérée par les ouvriers continue à fonctionner sans panne et sans baisse de tension, l'hôtel est aussi propre qu'avant la collectivisation, sa cuisine aussi bonne, étant entendu qu'elle est soumise aux restrictions de guerre : deux plats seulement et un seul morceau de pain. Les grands magasins collectivisés regorgent d'acheteurs, les vendeurs continuent à y être aimables, et la « sastreria confederal » vous fait en 48 heures un complet impecable (11).

Quant à la collectivisation agricole, ses effets en Aragon se traduisent par les chiffres suivants : les surfaces ensemencées ont, au total, augmenté de 25 à 30% par rapport à l'an dernier, et la récolte de betteraves, dont nous avons naguère indiqué toute l'importance pour cette province, dépassera de loin tous les records.

C'est cette œuvre magnifique que la contre-révolution se propose de détruire. Cependant, ainsi que je l'ai dit, on n'en est guère encore qu'aux travaux d'approche; déjà, pourtant, en certains villages de Catalogne, les staliniens ont fait irruption après les journées de mai, occupant les locaux de la collectivité et déclarant que « la collectivité c'était fini », que les terres devaient retourner à leurs anciens propriétaires.

Pour ce qui est de l'industrie, l'offensive a lieu par un moyen plus détourné. On ne parle pas encore de rendre les entreprises à leurs anciens propriétaires, mais on veut les donner à l'Etat (c'est-à-dire à la bourgeoisie en tant que classe). Le grand mot d'ordre bourgeoiso-stalinien, à l'heure actuelle, est de « nationaliser », c'est-à-dire étatiser ou municipaliser les entreprises actuellement collectivisées. Et c'est ainsi que la C.N.T. a déjà dû consentir, en principe du moins, à la « nationalisation » des chemins de fer, où le syndicat de la C.N.T. est en minorité par rapport à celui de l'U.G.T., et des usines travaillant pour la guerre; cependant cette nationalisation n'est pas encore, croyons-nous, réalisée dans les faits.

Plus grave encore serait la municipalisation des transports publics de Barcelone, question sur laquelle concentrent actuellement tous leurs efforts, bourgeois de l'Esquerra catalane et staliniens du P.S.U., mais à laquelle la C.N.T. résiste vigoureusement.

L'AVENIR

Ainsi, malgré sa victoire de mai, la bourgeoisie a été impuissante à supprimer d'un trait de plume, ce dont le maintien est cependant pour elle un arrêt de mort : la collectivisation. Elle ne peut tenter que de la grignoter.

Grignotage insignifiant jusqu'ici, mais en sera-t-il toujours de même!

La réponse à cette question dépend toute entière de celle à donner à cette autre : qui conservera la force?

Car s'il est un point sur lequel Marx avait cent fois raison contre Proudhon, c'est bien

(10) Cela provient sans doute de la différence du mode de culture. En Aragon et dans le Levant, pays par ailleurs si profondément différents, la culture présente un caractère identique : il s'agit de culture irriguée, de « grande culture » irriguée. En Catalogne au contraire, il s'agit de culture non irriguée et en terrains très variés : ici une croupe, là une cuvette, par ailleurs un coteau, parfois très abrupt, etc.

(11) Peut-être demandera-t-on à quels prix se vend tout cela? Les prix sont traduits en francs, au cours du change tel qu'il se pratique en France, d'un bon marché incroyable : vous avez un excellent hôtel pour 7 à 8 francs pour jour tout compris (je dis bien : sept à huit francs par jour tout compris : chambre, petit déjeuner et dîner), et un complet pur laine sur mesure vous revient à 130 francs. Bien entendu, ces prix sont dus principalement à la dépréciation de la peseta; néanmoins il n'y a jamais eu dans les pays qui ont déprécié leur monnaie une telle différence entre les prix intérieurs et ceux de l'étranger, même en Allemagne à l'époque de la baisse verticale du mark. Il faut donc voir là sans doute, pour une part, le résultat de l'action des collectivités pour empêcher la hausse des prix.

Cette action se manifeste encore plus clairement lorsque l'on compare, dans les industries non entièrement collectivisées, les prix dans les entreprises collectivisées et ceux dans celles qui ne le sont pas. Bien entendu à cet égard on n'a pas de chiffres d'ensemble, on ne peut que s'en tenir à des expériences personnelles. En voici deux : de deux complets, en tissu de qualité sensiblement équivalente, celui du tailleur collectivisé a été vendu 20% moins cher que celui du tailleur privé. Dans un hôtel où, au mois d'août, avant qu'il ne soit collectivisé, la pension était de 11 pesetas, la pension n'était plus en mai, après collectivisation, que de 10 pesetas, malgré la hausse du prix des vivres entre temps.

celui-ci : que, sans le pouvoir politique, aucune conquête économique ne peut se réaliser, ni subsister. Sans le pouvoir politique, c'est-à-dire, sans la *force*, la force brutale, la force militaire.

Si puissamment enraciné que soit dès maintenant le système de la collectivisation dans la vie ouvrière et paysanne de Catalogne et d'Aragon, ce système sera détruit en moins de rien le jour où la C.N.T. n'aura plus la force. La seule raison pour laquelle on n'ose guère encore y toucher est que, le 4 mai, la C.N.T. a montré sa force. Que cette force disparaisse, et la collectivisation disparaîtra du même coup.

Or, la question : la C.N.T. conservera-t-elle sa force, dépend elle-même de cette autre, qui est aujourd'hui la question fondamentale, cruciale, de la révolution espagnole : la C.N.T. conservera-t-elle ses armes?

Les armes de l'intérieur

Au lendemain des journées de mai, le gouvernement Largo Caballero publia un ordre sur la détention des armes assimilant toute détention d'armes autres que les armes de poche, à un acte de complicité avec l'ennemi, et la punissant des mêmes peines. Cet ordre fut naturellement repris pour son compte par le gouvernement contre-révolutionnaire de Negrin, qui s'efforce par tous moyens de le mettre à exécution.

Y parviendra-t-il? toute la question est là.

Ce n'est un secret pour personne que la C.N.T., qui n'a pas un seul moment perdu de vue qu'il lui faudrait un jour en découdre avec ses soi-disant alliés de l'antifascisme, s'est assuré des armements très importants. Qu'une part de ces armements soit saisie par le gouvernement ou même lui soit remise *proprio motu* par des organisations ouvrières, afin de ne pas donner publiquement l'impression qu'on s'oppose délibérément aux ordres du gouvernement, cela a déjà eu lieu et continuera à avoir lieu; le gouvernement publie d'ailleurs à grand tapage et presque quotidiennement les quantités d'armes, de munitions, etc... qu'il recueille. Mais les chiffres qu'il publie, si impressionnants qu'ils soient, paraissent bien n'être qu'assez faibles par rapport aux « existants ». Ce qui importe, ce sont les gros stocks : les gros stocks de fusils et de mitrailleuses, les stocks de tanks et de canons.

Si la C.N.T., si les organisations syndicales, si la F.A.I., si les ouvriers de Barcelone se laissent enlever ces stocks, il n'y a pas de doute : c'en est fait de la Révolution. Lénine l'avait fort bien vu dans son étude sur l'*Etat et la Révolution :* la Révolution, c'est le peuple en armes; le jour où le peuple est désarmé, il n'est plus de Révolution possible.

Chacun d'ailleurs s'en rend parfaitement compte : et la C.N.T., et le gouvernement.

Les armes du front

Une question connexe à celle de l'armement du prolétariat est celle du front d'Aragon.

Comme il a été indiqué plus haut, les trois quarts au moins des troupes de ce front (sans compter une grande quantité des troupes des autres fronts) sont acquises à la C.N.T. Elles constituent donc une réserve armée disponible pour le prolétariat. Pour désarmer totalement le prolétariat, il faut faire disparaître cette réserve. C'est à quoi s'emploie également le gouvernement.

Les moyens employés diffèrent naturellement de ceux employés pour les ouvriers de Barcelone. On ne peut songer à enlever leurs armes aux soldats du front; le seul désarmement qu'on peut tenter est un désarmement moral, en les enlevant à l'autorité morale des organisations ouvrières pour les incorporer, corps et *âme,* dans l'armée de l'Etat. C'est là le but de toutes les campagnes sur le « commandement unique », la « militarisation », la nécessité d'une « armée populaire nationale », etc..., toutes choses que les benêts ont pris pour des questions techniques militaires, alors qu'il s'agissait avant tout d'une question politique, d'une question de classes : le prolétariat conservera-t-il son armée, ou bien celle-ci deviendra-t-elle l'armée de l'Etat et de la bourgeoisie?

La question est posée depuis longtemps, et ce n'est pas d'aujourd'hui qu'a été decrétée la «militarisation » des milices. Mais, en fait, la militarisation jusqu'à ces derniers temps, n'était qu'un mot. C'est pourquoi le gouvernement de Valence a saisi l'occasion des événements pour s'emparer du ministère catalan de la guerre jusqu'alors occupé par un délégué de la C.N.T., et installer à sa place un général madrilène. Il s'agit grâce à lui d'activer la « militarisation », c'est-à-dire la suppression de l'armée du prolétariat.

Comment tente-t-on d'y parvenir?

Jusqu'à ces derniers temps la militarisation consista surtout à changer les noms. Les « centuries » formèrent des « compagnies », et les « colonnes » des « divisions ». Les centuries portaient un nom qui rappelait souvent celui du syndicat qui les avait formées (centurie des «Artes Graficas » constituée par les syndicats du Livre, centurie de la « Madera » constituée par le syndicat du Bois, etc...). Mauvais, ce souvenir du lien corporatif : les compagnies n'ont plus que des numéros. Aux nouvelles divisions, on laissa d'abord un nom : division Durruti, division Ascaso, division Macia, etc..., mais on le leur a récemment supprimé; elles n'ont plus droit également qu'à un numéro.

Même changement de dénomination pour les gradés : les « délégués de compagnies » devinrent des capitaines, les « délégués de mains » des caporaux d'escouade, etc...

Tout cela n'est pas bien grave.

Une chose plus importante : les galons.

Dans les milices, les gradés ne portaient naturellement pas de galons; mais si un « délégué de compagnie » peut se passer de galons, en est-il de même d'un capitaine? Dans les milices militarisées les gradés eurent droit aux galons, et c'est ici qu'une première fissure de l'armée prolétarienne se fit quelque peu sentir.

Si, dans certaines unités où était solidement ancré l'esprit ouvrier et anarchiste, le galon resta aussi inconnu après la militarisation qu'avant, si le capitaine aussi bien que le caporal continuèrent à ne pas porter de galons, et à rester les bons camarades de toujours, si même certains militaires professionnels pourvus de hauts commandements jugeaient prudent d'enlever leurs galons lorsqu'ils venaient rendre visite à ces unités, par contre il y eut des compagnies, acquises cependant en principe à la Révolution, où l'on vit apparaître et même se généraliser les galons. La vanité est si forte! Ajoutons cependant que maintes fois, ces galons, après être apparus, disparurent. Il suffisait qu'une compagnie à galons se trouve fréquenter quelque peu, au hasard d'un cantonnement, une compagnie sans galons, pour que les galons disparaissent. Puissance de l'exemple! Par ailleurs, qu'un chef porteur de galons soit remplacé par un chef sans galons, et l'on voyait aussitôt disparaître les galons des subordonnés. Misère humaine!

Demain, on sera peut-être en présence d'un danger plus grave.

Jusqu'ici, et bien que devenus « soldats », les miliciens touchent tous la même solde, quel que soit leur grade; « officiers », « sous-officiers » mangent le même rata et touchent la même paie que le 2e classe : 10 pesetas par jour. Or, il est question de remplacer cette solde unique par l'échelle des soldes de la vieille armée avec les différences considérables que celle-ci comporte selon le grade. Les sergents, les capitaines, les généraux de la C.N.T. et de la F.A.I. auront-ils le courage de s'opposer avec toute l'énergie nécessaire à une mesure qui doit leur apporter personnellement des avantages considérables? — Danger redoutable, mais dont rien n'autorise à penser qu'il ne sera pas surmonté.

Ainsi donc, la force de la C.N.T. qui repose actuellement toute entière sur ces deux éléments : l'armement des travailleurs de l'usine et des champs d'une part, les milices d'Aragon d'autre part, se trouve menacée par deux dangers : un danger matériel menace sa force armée de l'intérieur : l'enlèvement des armes — un danger moral menace sa force armée du front : devenir une armée mercenaire.

Ce n'est qu'en surmontant ces deux dangers que la C.N.T. pourra rester la force, et que la contre-révolution, sera, de ce fait, dans l'impossibilité de progresser.

Vues d'avenir de la C.N.T.

Cette situation ne peut cependant durer. La C.N.T. ne peut pas rester indéfiniment la force sans occuper le pouvoir; que dis-je! en acceptant volontairement d'être frappée par le pouvoir. La révolution ne peut pas tolérer indéfiniment la contre-révolution.

Une défaite politique, alors qu'on a fait la preuve qu'on pouvait avoir une victoire militaire, peut se supporter une fois, mais pas deux. Après une seconde aventure de ce genre, la C.N.T. ne conserverait sûrement pas sa force car ce serait alors les hommes même qui lui manqueraient : elle perdrait ses adhérents et son crédit.

Cependant, lorsque la question de force va à nouveau se poser sous une forme aiguë — et personne à Barcelone ne doute qu'elle ne s'y repose à brève échéance — la C.N.T. va se retrouver devant le même dilemme : écraser ses adversaires et prendre seule et officiellement le pouvoir, avec l'isolement international que cela comporte, ou s'incliner volontairement devant l'ennemi. L'avenir de la Révolution espagnole dépend donc essentiellement de ce point : le cours des événements politiques, diplomatiques et militaires d'Europe, permettra-t-il dans un avenir proche à la classe ouvrière de Catalogne de prendre le pouvoir et d'organiser définitivement la Révolution Sociale, sans trop risquer que son isolement au milieu du monde capitaliste ne lui soit fatal?

C'est pourquoi la politique poursuivie par la C.N.T., en partie consciemment, en partie sous la poussée des faits, semble bien être de louvoyer, atermoyer, reculer, dans l'attente d'événements qui lui permettraient de faire usage de sa force, sans craindre une attaque extérieure trop massive à laquelle elle ne pourrait résister.

Je ne pense pas, ici encore, révéler un secret en disant que les événements qu'elle désirerait le plus seraient ceux qui lui permettraient de constituer un nouvel Etat ibérique, séparé du reste de l'Espagne, ou tout au moins doté d'une très large autonomie.

Non pas que la C.N.T. soit séparatiste pour des raisons patriotiques ou nationales; au contraire, elle s'est toujours élevée contre le catalanisme et elle n'a pas changé d'avis, mais elle est séparatiste pour des raisons sociales. Les dirigeants de la C.N.T. estiment en effet, à tort ou à raison, que celle-ci n'est pas assez forte pour établir le socialisme dans l'Espagne entière; au contraire, et compte tenu toujours bien entendu de la situation extérieure, ils estiment qu'ils sont à même de l'instituer facilement en Catalogne, en Aragon et même dans le Levant.

En Catalogne ils sont, en effet, comme l'on sait, la seule organisation ouvrière digne de ce nom; en Aragon, sous l'impulsion de Durruti qui eut ce coup de génie de faire immédiatement la Révolution agraire dans cha-

que village où ses colonnes entraient, la C.N.T. a les paysans avec elle; dans le Levant enfin les derniers événements ont mis tout particulièrement en évidence l'accord politique de la C.N.T. avec l'U.G.T., et par suite leur commune maîtrise du pays.

L'U.G.T. est en effet une organisation dont la composition et la politique varient considérablement selon les provinces (12). En Catalogne, l'U.G.T. est une organisation de composition petite-bourgeoise créée par les staliniens depuis le 10 juillet et elle est entièrement sous leur domination; aux Asturies c'est l'inverse, l'U.G.T. y est nettement anti-stalinienne : à un congrès tout récent, deux listes étaient en présence, une liste socialiste et une liste communiste, la première fut élue à une écrasante majorité; c'est ce qui explique qu'aux Asturies U.G.T. et C.N.T. marchent en complet accord, ayant signé entre elles il y a déjà longtemps un pacte d'alliance très étroit. Or, dans la région de Valence (Levant), la situation évolue à grands pas, semble-t-il, vers ce qu'elle est aux Asturies. C'est l'U.G.T. du Levant qui a été le principal soutien de Caballero dans son conflit avec les staliniens lorsque ceux-ci, jugeant qu'il n'avait pas été assez loin contre les ouvriers de Barcelone, l'obligèrent à démissionner.

Cette attitude de l'U.G.T. du Levant n'est pas fortuite; elle n'est pas due à l'attachement à un homme, elle est la conséquence d'une politique. Le Levant est, comme l'on sait, avant tout, une région agricole, la plus riche d'Espagne; Valence n'est pas, comme Barcelone, une ville industrielle, ce n'est qu'un immense marché agricole. Ce qui compte dans le Levant c'est donc le problème de la terre; l'organisation ouvrière fondamentale est celle des travailleurs de la terre. Or, le syndicat des travailleurs de la terre de l'U.G.T. en cette province a sur le problème de la terre exactement la même position que la C.N.T. : en opposition complète avec les staliniens et la fraction de l'U.G.T. qui est sous leur contrôle, grands défenseurs de la propriété privée et adversaires acharnés de la collectivisation, l'U.G.T. du Levant est un partisan déterminé des collectivités agricoles, et c'est de concert avec la C.N.T. qu'elle a procédé aux collectivisations sur une très large échelle dans toute la région.

Cet ancien royaume d'Aragon, sur lequel nous avons à plusieurs reprises autrefois appelé l'attention, avec ses trois grandes régions de l'Aragon, de la Catalogne et du Levant, possède donc maintenant à nouveau une certaine unité sociale, provenant des aspirations communes et de la politique commune de ses travailleurs, ceux de la ville et ceux des champs.

(12) O ironie des choses : c'est la C.N.T. qui est fédéraliste, et sa politique est très unie; c'est l'U.G.T. qui est centraliste, et ses diverses fédérations pratiquent des politiques souvent exactement opposées.

Il semble qu'au fur et à mesure que les faits se précisent, la C.N.T. prend de plus en plus conscience de cette unité, et que sa volonté est de la réaliser en faisant de ces trois provinces la patrie commune du socialisme libertaire.

Y parviendra-t-elle? Cela dépendra — je le répète une dernière fois, et ce sera ma conclusion — ni de la C.N.T., ni de l'Espagne, mais d'une conjoncture internationale favorable qui permette aux travailleurs de ces pays de défier toute l'Europe : la finance de Paris et de Londres, le fascisme de Rome et de Berlin, l'impérialisme de Moscou.

R. LOUZON.



La bataille de Barcelone

C'est en effet une véritable bataille que le prolétariat de Barcelone vient de livrer aux forces contre-révolutionnaires coalisées : petits bourgeois de l'Esquerra, des Rabaissaires et du P.S.U.C. soutenus et poussés par le gouvernement russe. Ce choc se préparait depuis tout un temps déjà. Les lecteurs de la R. P. ont été tenus au courant de la guerilla menée quotidiennement contre les collectivisations, les Patrouilles de Contrôle, les Tribunaux populaires, la presse ouvrière, etc.; mais au cours des dernières semaines, le conflit prenait une forme armée : les gardes civils, appelés maintenant G.N.R. (gardes nationaux républicains), les gardes d'assaut, les carabiniers devenaient de plus en plus insolents ; ils se livraient à de véritables démonstrations auxquelles les dirigeants de la F.A.I.-C.N.T. recommandaient de ne pas répondre, fidèles en cela à leur tactique de ne pas créer de difficultés au gouvernement.

Gendarmerie et tchékas

Le P.S.U.C. ne rencontrant pas de résistance s'enhardissait de plus en plus. Il commença à créer sa propre gendarmerie en la camouflant sous le nom de carabiniers, qui constituaient, avant le 19 juillet, une sorte de garde-frontière. Voici des précisions apportées à cet égard par la « Batalla » du 1-5-37. Parlant des communistes et des socialistes communisants, ce journal dit :

« *Ni les crocs en jambes lancés par eux en s'abritant dans les organismes gouvernementaux, ni le fait d'avoir pu compromettre les camarades dirigeants de la C.N.T. dans leur politique de liquidation de la révolution, n'ont pu leur permettre, heureusement, de s'imposer aux masses. Ils ont essayé d'obtenir cela ces jours-ci par la force, vu qu'ils ne pouvaient pas y arriver par la capitulation collective de la classe ouvrière catalane. C'est pour cela qu'ils ont concentré en Catalogne une partie de la formidable armée de carabiniers, qui avait été créée dans des buts contre-révolutionnaires, en la recrutant parmi les éléments du parti communiste, dépourvus d'éducation politique, parmi les ouvriers n'appartenant à aucune idéologie, et même parmi les petits bourgeois déclassés, ayant perdu toute confiance dans le rétablissement de leur position, si jamais ils en avaient eu une privilégiée. C'est de cette armée, comprenant, paraît-il, 70.000 hommes enlevés des fronts, à l'exception d'une petite minorité qui y est maintenue pour donner du prestige à ce corps grâce à la presse agissant sur les naïfs, c'est de là qu'ont été tirées surtout les forces nécessaires au coup tenté en réalité contre la révolution et contre la Catalogne elle-même.*

Journellement, nous lisons comment ils crient contre la passivité des fronts d'Aragon; pourtant quelques centaines d'hommes qu'ils ont voulu utiliser dans cette opération contre-révolutionnaire d'arrière-garde sont partis du front d'Aragon, où ils étaient à leurs ordres (aux ordres du P.S.U.C. N. du Tr.); ils les ont transformés en carabiniers en quelques heures, après de brèves formalités accomplies dans les locaux mêmes du P.S.U.C. à Barcelone. Certains de ces locaux sont depuis plusieurs jours gardés à l'intérieur par les nouvelles recrues du corps des carabiniers et même par ceux du corps d'assaut. Il est vrai que presque toujours ils font leur service, vêtus en civil; mais cette circonstance ne change rien au fait ou, au contraire, l'aggrave; en effet, elle indique la complicité des chefs quant à la dissimulation, chose naturelle pour autant que les chefs soient du même milieu. Il y a eu une compagnie de ceux qui devaient participer à ces opérations d'arrière-garde et qui (d'après des confidences faites par eux-mêmes, à des anciens membres de ce corps, qui, soit dit en passant, sont hostiles à ceux qui veulent les dresser contre la classe ouvrière) sont sortis enrégimentés de l'Hôtel Colon, où ils avaient passé quelques jours après leur arrivée du front où ils servaient en qualité de miliciens. Dans certains endroits où s'étaient réalisées les concentrations devant être lancées contre les localités dominées par les ouvriers révolutionnaires, les chefs des carabiniers ont poussé l'imprudence jusqu'à installer leur quartier général d' « *opérations* » *et les lieux de cantonnement dans les locaux mêmes du P.S.U.C. Les membres de ce parti, petits bourgeois réactionnaires, en majorité, profitaient beaucoup de cette occasion pour exciter les carabiniers à liquider une fois pour toutes, ceux qu'ils appelaient* « *cette canaille de la C.N.T. et du P.O.U.M.* ». »

Non contents d'avoir leur gendarmerie, les communistes avaient organisé leur Sûreté privée qui avait ses prisons particulières et exécutait elle-même ses adversaires. Les premiers faits de cet ordre furent divulgués à l'occasion de l'affaire Cazorla, communiste, délégué à l'Ordre public par la Junte de Défense de Madrid. Les journaux anarchistes « C.N.T. » et « Frente libertario » dénoncèrent avec précision les détentions organisées par cet individu dans des prisons clandestines et où il s'efforçait d'obtenir des aveux forcés lui permettant d'accuser les anarchistes de liaison avec les fascistes. Toute cette affaire fut étouffée sous le prétexte que la Junte de Défense, ayant cessé d'exister en remettant ses pouvoirs à la municipalité de Madrid, l'enquête n'avait plus de raison d'être poursuivie.

D'autres faits du même genre furent constatés à Murcie. Les communistes avaient organisé une véritable Tchéka qui détenait dans ses propres prisons des ouvriers coupables de posséder un carnet de la C.N.T.; par des tortures médiévales, ces bourreaux essayaient de faire avouer à ces prisonniers qu'ils étaient des membres du « Secours Blanc », organisation d'aide aux fascistes.

Mais si dans l'Espagne proprement dite, les communistes pratiquaient assez ouvertement cette activité, en Catalogne, ils conspiraient plus prudemment; des actes du même genre sont commis par des inconnus agissant d'une

façon systématique; la presse anarchiste parle d'une « entité fantôme », *dont le pouvoir se manifeste dans des activités secrètes et incontrôlables qui éliminent les militants les plus en vue de l'antifascisme* ». (« Solidaridad Obrera » du 12-5-37). Mais il suffit d'examiner de plus près la qualité des victimes, les motifs justifiant les arrestations, pour reconnaître la griffe signant les arrestations, pour reconnaître la griffe du Guépéou russe, disposant de l'aide du P.S.U.C. et de la police de la Generalidad catalane.

Qui d'autre que les laquais de Staline pouvait avoir intérêt à enlever et faire disparaître Marc Rhein, le fils d'Abramovitch, du social-démocrate russe bien connu, membre du Bureau Exécutif de la IIe Internationale ? Qui pouvait « kidnapper » ce jeune ingénieur donnant ses capacités techniques à une usine organisée à Barcelone par les socialistes anglais, si ce n'est le Guépéou russe cherchant à détenir un otage pour pouvoir faire pression sur le militant menchévik ? Cet enlèvement est opéré depuis plus de cinq semaines et les polices madrilène et barcelonaise, après « d'actives recherches », n'ont pas encore trouvé la moindre piste.

C'est encore la même « entité fantôme » qui a à son actif le massacre de douze membres des Jeunesse libertaires de Barcelone, dont les cadavres criblés d'entailles ont été retrouvés dans la nuit du 8 mai sur la route de Sardanola-Ripollet. Il faut avoir présent à la mémoire que les Jeunesses libertaires ont été les seules organisations anarchistes espagnoles à protester publiquement contre les infâmes fusillades de Moscou.

Toujours dans le même ordre, la disparition du camarade Alfredo Martinez, militant des Jeunesses Libertaires de Barcelone, enlevé dans la nuit du 6 mai quand il retournait du Comité Régional. « L'entité fantôme » ne lui a pas pardonné d'être le secrétaire du Front de la Jeunesse Révolutionnaire, coalition ouvrière dressée en face de l'amalgame de l' « union sacrée » de la jeunesse, dans lequel les staliniens avaient tenté d'engluer les jeunes prolétaires en les accolant aux jeunes bourgeois de l'Esquerra, voire même aux Jeunesses Catholiques.

Mais le cas le plus typique de ce genre est bien le massacre des anarchistes italiens Barbieri et Berneri. La version la plus complète en est donnée dans le supplément spécial, daté du 9 mai et joint au n° 15 de la « Guerra di classe », organe de l'Union Syndicale Italienne.

Une nouvelle « affaire Matteoti »

Le matin du mardi 4 mai, vers 10 heures, se présentèrent à la porte de l'appartement situé au 1er étage, 2, place de l'Ange, deux individus portant un brassard rouge. Ils furent reçus par les camarades Berneri et Barbieri, auxquels ils dirent de ne pas tirer, étant donné qu'en face il y avait des **amis** *dont* **il** *n'y avait rien à craindre.*

Les deux camarades répondirent qu'étant des antifascistes accourus en Espagne pour défendre la révolution, ils n'avaient aucune raison de tirer sur des ouvriers antifascistes; après quoi les deux hommes sortirent et par la fenêtre, on les vit rentrer dans les locaux du palais en face, siège des syndicats de l'U.G.T.

Vers 15 heures de la même journée, à la porte de l'appartement, se présentèrent cinq ou six individus munis, comme ceux du matin, du brassard rouge et cinq ou six autres, coiffés du casque d'acier et munis de fusils, qui se dirent autorisés à exécuter une perquisition.

Voyant qu'ils fouillaient minutieusement partout, la camarade Tantini présenta aux visiteurs trois fusils en ajoutant que ceux-ci lui avaient été confiés provisoirement par des camarades miliciens descendus du front de Huesca.

Ayant obtenu ces armes, policiers et ugétistes sortirent. Deux ugétistes seulement restèrent pour achever la perquisition. C'est ainsi que des documents furent confisqués dans la chambre de Fantozzi et quelques livres et des papiers dans celle de Mastrodicasa. Dans la chambre de Berneri, vu qu'il y avait trop à transporter, ils ne prirent qu'une partie des documents, disant qu'ils reviendraient plus tard avec une voiture.

En partant, ils avertirent nos camarades de ne pas sortir et de ne pas se montrer aux fenêtres, car agissant ainsi, ils risquaient d'être fusillés.

Interrogés à ce sujet, ceux qui effectuaient la perquisition répondirent qu'ils avaient été informés qu'il y avait dans l'appartement des anarchistes italiens armés.

Dans l'après-midi du mercredi, vers 18 heures, la même douzaine d'individus, comprenant des miliciens de l'U.G.T. avec le brassard rouge et des policiers armés, ainsi qu'une personne vêtue en civil, se présentèrent, et déclarèrent arrêter Berneri et Barbieri.

A ce moment, le camarade Barbieri demanda le motif de l'arrestation. Il lui fut répondu que cela se produisait parce qu'on se trouvait en présence d'éléments contre-révolutionnaires. A cette affirmation Barbieri répondit que pendant vingt ans de sa vie militante anarchiste, c'était la première fois que pareille insulte lui était infligée.

Le policier répondit à ceci que c'était précisément en tant qu'anarchiste qu'il était contre-révolutionnaire. Irrité Barbieri demanda alors son nom à l'insulteur, se réservant d'exiger des comptes à une autre occasion. C'est alors que le policier, relevant le revers de sa veste, montra la plaque métallique portant le numéro 1109 (numéro relevé par la camarade de Barbieri qui était présente).

La camarade Tantini, également présente, protesta alors pour le fait que les armes lui avaient été consignées à elle, qui demeurait libre, tandis que Berneri et Barbieri, à charge de qui rien n'avait été trouvé, étaient arrêtés. Puis aussi bien la camarade Tantini que la camarade de Barbieri demandèrent à pouvoir accompagner les détenus, les policiers répliquèrent à ceci que si cela était nécessaire, ils seraient revenus les prendre.

Dans la matinée du jeudi, vers 9 h. 30, deux individus portant le brassard rouge se présentèrent à la porte de l'appartement, disant qu'ils étaient venus pour rassurer les deux femmes, en affirmant que les deux détenus de la veille

seraient mis en liberté à midi; ensuite ils s'en allèrent.

Il résulte des « fiches » de l'Hôpital Clinique, que Barbieri et Berneri furent amenés morts à l'hôpital dans la nuit du mercredi au jeudi, ramassés par la Croix Rouge, le premier sur la Rambla et le second sur la place de la Généralité.

« Solidaridad Obrera » du 11-5-37 donne une série de détails sur l'autopsie de Berneri démontrant clairement que ce camarade a été massacré en tirant sur lui presque à bout portant, prouvant ainsi matériellement que l'assassinat a été exécuté froidement, dans quelque local isolé où ses tortionnaires étaient certains de ne pas être dérangés dans leur besogne.

Le même journal publie dans son article quelques lignes qui permettraient de retrouver les responsables. Voici ces indications :

« *Le camarade Camillo Berneri, qui était professeur de l'Université de Florence, collaborait assidûment à des revues nord-américaines et à des périodiques d'idéologie anarchiste. Actuellement, il préparait un livre intéressant sur la révolution espagnole et écrivait dans le « Libertaire » des articles dans lesquels il exprimait ses divergences de révolutionnaire avec d'autres secteurs antifascistes...*

Il y a quelques mois et suivant des renseignements que nous avons de source digne de foi, une haute personnalité qui séjournait à Barcelone conféra avec une autre haute personnalité à propos des articles que Berneri écrivait. Il semble que les deux personnalités étaient extrêmement inquiétées par les travaux de Berneri, et c'est de cette inquiétude et des moyens de la calmer qu'elles parlèrent au cours de cette entrevue. »

Sans doute, le travail de Berneri dans « Guerra di classe » (et non pas dans le « Libertaire ») démasquant les manœuvres traîtres des staliniens, son opposition aux anarchistes ministérialistes, son hostilité envers la politique de concession à la contre-révolution, inquiétèrent considérablement les valets de Staline; ces larbins profitèrent de la première occasion favorable pour faire taire à jamais ce camarade probe et clairvoyant. Espérons que les anarcho-syndicalistes espagnols sauront dire au mouvement ouvrier les noms des « hautes personnalités » auxquelles ils font allusion.

La résistance ouvrière

Pourtant, les préparatifs de la bourgeoisie et de ses auxiliaires communistes n'échappaient pas à la vigilance du prolétariat. Hélas! le culte du sentiment, de la passion, de la spontanéité au détriment de la cohérence, de la ténacité, de la préparation, correspondant d'ailleurs à des caractères ethnographiques particuliers, ont fait que la classe ouvrière espagnole, à des moments pareils, ne sait pas présenter des cadres de militants réfléchis et agissant avec méthode. Des embryons de ces cadres se dessinent dans les Comités de Défense des quartiers. Ceux-ci sont animés surtout par des Jeunesses libertaires, des militants syndicaux locaux, des membres du P.O.U.M. Mais l'action de résistance conserve son caractère éparpillé et démonstratif, attendant que l'ennemi prenne l'initiative. Voici le tableau de ces derniers jours d'avril, présenté par « El Dia Grafico » du 1-5-37 (ce journal n'est pas, à notre connaissance, l'organe officiel d'une organisation déterminée et nous ne pouvons affirmer avec certitude quel secteur de l'opinion publique il représente):

« *Dès les premières heures de la soirée du mercredi grandit l'apparition de divers groupes armés dans plusieurs faubourgs de la ville. Ces groupes augmentèrent énormément pendant la nuit et leur présence persista jusqu'aux premières heures de la matinée du jeudi, au cours desquelles ils disparurent pour résurgir plus tard et alors uniquement dans les faubourgs les plus éloignés et les villages voisins de Barcelone.*

Pendant la nuit, un très grand nombre d'hommes armés descendirent dans la rue à l'intérieur de la cité et dans les villages voisins. Tous, ils étaient munis de fusils et certains de grenades. De même, on peut affirmer que les dits individus installèrent de nombreuses mitrailleuses.

Ces individus s'attachèrent particulièrement à perquisitionner les passants et arrêtèrent les voitures et les autobus. Ils effectuèrent également diverses manifestations de force.

Ainsi, par exemple, une centaine d'individus armés de fusils et de fusils-mitrailleurs se sont emparés du marché du Borne, mais ils l'abandonnèrent plus tard. Un autre groupe tenta de prendre d'assaut le parc mobile du Commissariat général de l'Ordre public, sans y réussir. Deux carabiniers, trois gardes d'assaut, quatre agents furent désarmés; en divers endroits, il y eut des fusillades, à la suite desquelles on sait seulement qu'il y eut deux blessés...

...En ce qui concerne la démonstration des individus armés dans la rue, nous pouvons ajouter qu'à deux heures du matin, l'ordre leur fut donné de se retirer. Néanmoins, cette disposition ne fut accomplie que vers les six heures du matin le jeudi.

La « Batalla », organe du P.O.U.M., du 1-5-37, explique comme suit ces démonstrations dans l'appel lancé par le Comité Exécutif de ce parti :

« *Voici deux jours que la classe ouvrière monte la garde. Les ouvriers des fabriques et des ateliers veillent nuit et jour sur le sort de la révolution que le réformisme boîteux a mis en danger. Ils ne sont ni des incontrôlés, ni des provocateurs. Ce sont les mêmes ouvriers que ceux qui, le 19 juillet, se lancèrent dans la rue. Ce sont des sentinelles conscientes qui veillent sur l'arrière.*

L'arme au bras, ils veillent parce que la classe ouvrière a épuisé sa patience. Ils sont las d'une pareille politique d'hésitation. De gouvernements en carton, reposant sur des compromis impuissants. Des profiteurs de la révolution. Du sabotage prémédité du front d'Aragon. Des désastres militaires. De la tolérance envers les fascistes embusqués. Des continuelles provocations de la réaction.

Nous n'avons aucune confiance dans les gouvernants. C'est pour cela que nous veillons dans la rue, c'est pour cela que nous ne pou-

vons tolérer qu'au nom de quelques sacrifices pour la guerre, on veuille poignarder la révolution dans le dos...

...Nous ne pouvons plus tolérer que les miliciens du front d'Aragon soient mutilés et mal alimentés, tandis qu'à l'arrière on vit dans un libertinage abrutissant. Si Valence nous refuse l'argent pour notre alimentation, si nous ne pouvons ravitailler en vêtements et en aliments ceux du front, nous sommes prêts à dévêtir les bourgeois au milieu de la rue et à saccager les cabarets, les restaurants de luxe et les magasins des accapareurs...

...Mais notre action ne peut se transformer en un mouvement sporadique, en un « putch » de suicide, qui mettrait en danger la marche triomphale de la classe ouvrière. Action de groupes seulement, non. Action de tous les travailleurs avec un programme concret et une conscience claire des nécessités et des possibilités du moment. »

C'est en vain que l'on chercherait ces jours-là dans l'organe principal de la C.N.T., dans « Solidaridad Obrera », une explication de la situation ou quelques directives précises. Il y a bien un article de M. Rivas, intitulé : « La croisade contre la C.N.T. », publié dans « Solidaridad Obrera » du 2-5-37, dont voici un passage caractéristique :

« *Notre expérience dans la lutte doit nous servir pour savoir annihiler le mal qui en ce moment suprême est la croisade contre la Confédération Nationale du Travail.*

Pour affronter ce mal, il ne faut pas employer des mesures violentes, puisque ce sont ces mesures que nos adversaires voudraient que nous employons. Nous avons de sérieuses raisons pour étonner tous ces soi-disant révolutionnaires de la dernière heure.

Chaque étape du prolétariat a ou doit avoir une activité diverse. Nous voulons dire par là que nous ne devons pas employer aujourd'hui les mêmes procédés que ceux dont nous nous servions hier dans notre lutte quotidienne contre le capitalisme et l'Etat. Les camarades doivent se rendre compte de cette ferme réalité de l'heure présente. »

Pourtant, simultanément, la consigne suivante est donnée dans le même numéro :

« *La garantie de la révolution est le prolétariat en armes. Tenter de désarmer le peuple, c'est se situer de l'autre côté de la barricade. Que l'on soit conseiller ou commissaire, on ne peut dicter d'ordre de désarmement contre les travailleurs qui luttent contre le fascisme, avec plus de générosité et d'héroïsme que tous les politiciens de l'arrière, dont personne n'ignore l'incapacité et l'impuissance. Travailleurs, que personne ne se laisse désarmer pour aucune raison! Ceci est notre consigne : que personne ne se laisse désarmer!*

Le choc

Le gouvernement continuait, en effet, ses tentatives de désarmement du prolétariat. « El Dia Grafico » du 1-5-37 signale la confiscation de 300 revolvers et fusils dans la nuit du jeudi 29-4-37.

Mais ces mesures partielles ne suffisaient plus à la petite bourgeoisie catalane; elle voulut frapper un grand coup; elle voulut faire occuper par les forces policières la Centrale téléphonique. Elle avait déjà tenté par deux fois de s'emparer de ce point stratégique important, mais avait dû reculer, sentant l'entreprise risquée. Cette fois-ci, la tentative fut poussée à fond.

Cette centrale était gardée depuis le 19 juillet par des milices de la C.N.T., commandées par le Syndicat National des Téléphones. Le 3 mai, à 15 heures, d'importantes forces des gardes civils et des gardes d'assaut purent s'emparer par surprise des premiers étages. Mais plus haut, la résistance devint plus sérieuse; il est toutefois impossible de se rendre compte par la presse ouvrière s'il se produisit un véritable combat ou si les forces policières reculèrent devant les armes menaçantes des miliciens. Voici ce que dit à ce sujet « Solidaridad Obrera » du 4-5-37:

« *Les gardes continuèrent à monter dans la Téléphonique, mais arrivés à l'un des étages supérieurs, il semble que c'est au huitième, il leur fut impossible de continuer leur ascension décidée, et cela en raison des circonstances spéciales auxquelles ils se heurtèrent.* »

Là-dessus commencèrent des pourparlers dans lesquels des dirigeants importants de la C.N.T. réussirent à convaincre les milices syndicales de ne pas résister. Le journal cité plus haut relate comme suite ces tractations :

« *Une demi-heure était à peine passée depuis cette activité des gardes dans la Téléphonique quand se présentèrent dans celle-ci les camarades Diaz, de la Défense, Asens, du Secrétariat Général des Patrouilles, et Eroles. Ces camarades intervinrent opportunément pour que nos camarades qui s'étaient opposés dans la Téléphonique à l'action des gardes renoncent à leur juste attitude. Nos camarades donnant une preuve de bon sens et de sérénité, obéirent aux indications des dits camarades.* »

Cette opération avait été exécutée sous la direction immédiate de Rodriguez Salas, membre du P.S.U.C. et commissaire général de l'Ordre Public. Elle avait été ordonnée par écrit par le Conseiller général à la Sûreté, Artémio Aiguade, représentant de l'Esquerra.

Les ouvriers, apprenant ces faits, couvrirent la ville de barricades. La « Batalla » du 4-5-37, malgré la censure, a réussi à donner le communiqué suivant, significatif dans sa brièveté:

« *Il semble que dans la nuit, d'importants groupes d'ouvriers se sont concentrés dans les environs du Commissariat du Nord.*

Le garde d'assaut Ernesto Ramon Busquests, grièvement blessé, est entré à l'hôpital.

Premier district. *Dans ce district, tranquillité. Les ouvriers ont dressé quelques barricades. On a constaté quelques tireurs isolés.*

Deuxième district. *Des barricades ont été dressées dans la rue San Pablo et dans la rue du Siège de 1714. Pas d'incidents.*

Troisième district (Sarria). *Des barricades ont été dressées place de Sarria. Fusillades pendant la soirée et une partie de la nuit. Une camionnette de gardes d'assaut a été désarmée.*

Quatrième district. *Rue de Gual, les Jeunes-*

ses libertaires ont dressé une barricade. Paseo de San Juan, des grenades ont été lancées sans qu'on puisse savoir par qui.

Cinquième district. *Les ouvriers ont érigé des barricades dans les rues Mendizabal, Hospital, San Pablo, Ronda de San Antonio et Riera Alte. Fusillade intense toute la soirée. Les ouvriers ont désarmé divers individus n'ayant pas de port d'armes.*

Sixième district. *Dans la soirée, des barricades ont été dressées dans la rue Laporta et dans d'autres rues du district. Fusillades dans la nuit.*

Septième district (Sans). *Place d'Espagne et chaussée de Sans, des barricades ont été dressées. Contrairement à ce qui avait été dit, il n'y a pas eu d'incidents place d'Espagne.*

Huitième district (Gracia). *Des barricades ont été érigées Paseo de Gracia, à l'entrée de la rue de Salmeron, place de Lesseps et à Ca'n Gomis. Pas d'arrestations, ni d'incidents de quelque importance.*

Dixième district. *Des barricades ont été dressées rues Petro IV, Mariano Aguilo, Llull, Paseo de Triumfo, calle de Pujadas; en face du local du P.S.U.C., les ouvriers ont érigé une barricade. Pas de fusillades.*

Clot. *De nombreuses barricades ont été dressées. Fusillades assez intenses durant toute la soirée et la nuit. La grève s'est étendue.*

San Andres. *Nombreuses barricades en face des locaux des associations ouvrières et dans la Rambla. Tandis que des patrouilles de contrôle désarmaient un policier, il a été tiré sur elles d'un poste de police, les patrouilles ont répliqué.*

Au cours d'un contrôle de voitures de la rue Concepcion Arenal, certains véhicules refusant de s'arrêter ont été criblés de coups de feu. Deux policiers ont été arrêtés. Il y a quatre blessés du P.O.U.M.

Horta. *Les patrouilles de Contrôle ont dressé des barricades. Dans tous les quartiers indutriels, vers le milieu de la soirée, des groupes d'ouvriers sont accourus dans les fabriques et les lieux de travail, expliquant la situation à leurs camarades. Spontanément, tous décidèrent d'abandonner les fabriques et de se concentrer dans leurs syndicats. Les boutiques, les bars, etc., ont fermé dans leur immense majorité. Les locaux de la C.N.T. et du P.O.U.M. ont été très fréquentés par les travailleurs venant s'informer de la marche des événements Les militants des deux organisations se sont concentrés dès qu'ils ont eu connaissance des faits. Des liaisons et des communications directes ont été établies entre les deux organismes afin de maintenir le contact, en vue de tout ce qui pourrait arriver. »*

L'information dans la presse manque quant aux trois journées sanglantes qui suivirent. La presse communiste se livre simplement à l'insulte, qualifiant les ouvriers en armes de « provocateurs » et de hitlériens. Les journaux anarchistes, sous prétexte d'apaisement, se bornent à des tirades humanitaires. La « Batalla » du P.O.U.M. est cruellement censurée.

Le supplément à la « Guerra di classe » du 9 mai a la hardiesse de se solidariser entièrement avec la résistance ouvrière. Parlant de la base ouvrière, ce journal dit :

« *Celle-ci s'est battue et bien battue, et elle aurait été maîtresse de Barcelone au cours des premières vingt-quatre heures de bataille, si des ordres réitérés des organismes dirigeants n'avaient pas freiné le magnifique et héroïque élan irrésistible.* »

Le rôle des dirigeants anarchistes

Nous avons vu que l'organe principal de la C.N.T. avait donné aux ouvriers la consigne de ne pas se laisser désarmer. Les prolétaires de Barcelone prirent ce mot d'ordre au sérieux et le réalisèrent dans l'action. Mais les Comités directeurs de la C.N.T. et de la F.A.I., voyant la tournure violente que prenaient les événements, se mirent à crier d'arrêter la lutte. Voici, à ce sujet, le communiqué important du Secrétariat général du Comité National de la C.N.T., émis à Valence dès le 6 mai et reproduit par « Claridad » (organe de l'U.C.T.) du 7-5-37:

« *Ces jours-ci, des événements douloureux se sont produits; la passion leur a donné des caractères de discorde, transportée sur le dangereux terrain de la lutte fratricide.*

Dès que nous perçûmes l'écho des querelles qui attristent tout Espagnol loyal, nous avons cru devoir intervenir directement et activement pour obtenir que les hostilités cessent et que la vie des citoyens retourne dans son lit naturel. Gagnés à l'idée de conquérir cet objectif, nous avons mis en jeu toute notre influence en envoyant constamment des délégations sur les lieux où les faits se produisaient, tandis que d'autres représentations visitaient le gouvernement pour obtenir une solution satisfaisante arrivant à imposer le bon sens et rappelant à l'esprit de tous l'énorme responsabilité de nos actes en ce moment suprême que vit notre peuple.

Jusqu'aujourd'hui, nous nous considérions obligés à ne faire aucune déclaration publique, jugeant que le travail silencieux et bien orienté serait le meilleur procédé pour en arriver à ce que notre désir et l'intérêt du peuple exigent. Nous rompons notre silence, observé avec rigueur et prudence, pour fournir une réponse adéquate et brève à ceux qui veulent forger l'unité antifasciste et prétendent fortifier le gouvernement par le scandale public et l'accusation déloyale et injuste.

Aussitôt que nous connûmes l'extension de ce qui s'était produit, nous lançâmes des ordres à toutes les organisations pour qu'elles maintiennent la sérénité et évitent la propagation de faits qui pourraient avoir des conséquences fatales pour tous. Nous avons fait la même recommandation à tous les combattants de l'avant-garde. A partir de ce moment, des démarches innombrables ont été faites pour que la tranquillité renaisse dans notre arrière-garde; seuls, des malintentionnés ignorent ces démarches, sans être capables de les imiter. »

D'autre part, les Comités régionaux de la C.N.T. et de la F.A.I. émettaient en Catalogne, dans la nuit du 5 au 6 mai, le communiqué suivant, désavouant le groupe anarchiste « Los amigos de Durruti » ; il ne nous a pas été possible de lire le tract incriminé, mais les

lecteurs de la *R. P.* connaissent l'esprit de cette association par un document publié dans le numéro précédent. En outre, « Solidaridad Obrera » avait jusqu'aux tout derniers temps fait connaître avec sympathie ce groupement dans ses colonnes. Voici le radio-communiqué reproduit d'après « Claridad » du 6-5-37:

« *Nous sommes surpris par un tract circulant dans la ville et signé des « amigos de Durruti ». Son contenu, absolument intolérable, contredisant les déclarations du mouvement libertaire, nous oblige à désavouer pleinement son contenu. Que tous les camarades et le peuple en général le sachent : nous désavouons catégoriquement ce manifeste et nous signalons que hier nous avons été obligés d'en désavouer un autre.*

Les Comités régionaux de la C.N.T. et de la F.A.I. ne sont pas disposés à ce que qui que ce soit spécule avec nos organisations, ni puisse faire le jeu de positions douteuses, voire des manœuvres de véritables agents provocateurs. Le Conseil de la Généralité étant constitué, étant donné que nous y sommes représentés, chacun doit accepter ses décisions. Les armes doivent être retirées de la rue! — Les Comités régionaux de la F.A.I. et de la C.N.T. »

Le même esprit d'obéissance au gouvernement se reflète dans la résolution du Front populaire de Madrid, signée en même temps par les délégués du Parti communiste et des Jeunesses socialistes, mais aussi par Manuel Ramos pour la Fédération locale des groupes anarchistes et par José Sanchez pour les Jeunesses libertaires. Voici un extrait de cette résolution, publiée par « Claridad » du 8-5-37:

« *Le Front populaire de Madrid condamne les événements survenus en Catalogne et les responsables de ceux-ci et fait constater son adhésion sans conditions au gouvernement de la République, qui est le gouvernement du Front populaire de toute l'Espagne loyale; il avertit qu'il ne veut pas même s'arrêter à examiner des événements aussi exécrables, car il a une confiance illimitée dans le gouvernement; il approuve d'avance les décisions que ceui-ci prendra, tenant compte qu'elles seront inspirées par les intérêts supérieurs de la patrie envahie et de la République et de la révolution attaquées.* »

Enfin, « Frente libertario » du 6 mai (organe des milices de la C.N.T. sur le front de Madrid), paraissait avec l'énorme manchette suivante :

« *En Espagne, il n'y a qu'une seule Autorité: le Gouvernement élu par le peuple. Ceux qui se rebellent contre lui et n'accomplissent pas ses ordres, agissant à leur propre bénéfice, sont des complices de Hitler, de Mussolini et de Franco; il faut les traiter inexorablement.* »

Bilan

Désorientés par les directives d'apaisement émises par les dirigeants anarcho-syndicalistes, les ouvriers abandonnèrent la lutte dans la matinée du 7 mai, se retirant des barricades et reprenant le travail. Ils avaient été trompés par les résultats des pourparlers : Salas et Aiguade, les responsables directs, étaient démissionnaires. Le ministre Comorera, le plus odieux des ministres communistes, lui aussi, se voyait débarqué. Mais tout cela n'était qu'apparence. Par delà les questions de personnes, la petite bourgeoisie maintenait et améliorait même ses positions. Le gouvernement de Valence désignait le général Pozas pour commander le front d'Aragon et se charger du ministère de la Guerre. L'anarcho-syndicaliste Esgleas était chassé de ce poste sans autre forme de procès. La direction de la Sûreté, les Commissariats principaux de l'Ordre Public, tous ces postes étaient occupés d'autorité par des fonctionnaires nommés directement par le gouvernement central. Les autonomistes de l'Esquerra ne pipaient mot de leur régionalisme catalan, pourvu que leurs intérêts de classe soient protégés par les colonnes motorisées des gardes d'assaut arrivant de Valence. La presse ouvrière était jugulée par un spécialiste de Valence lui aussi.

Le nombre des tués au cours de ces journées se monte à 400 et celui des blessés à plus d'un millier, d'après « Solidaridad Obrera » du 9-5-37. La plupart des morts sont des civils et il est impossible, d'après les listes officielles, de se rendre compte à quel camp appartiennent les victimes. Ces mêmes listes n'indiquent que 3 gardes civils tués et 18 blessés appartenant aux corps policiers.

Parmi les morts du côté réactionnaire, on cite Sese, secrétaire de l'U.G.T., qui venait d'être nommé ministre; il y a aussi le communisant José Alcalde, capitaine, de la caserne Vorochilov; tous les deux ont été tués dans la rue, abattus dans les fusillades éclatant autour des barricades.

Du côté révolutionnaire, dans les combats de rue, a péri le militant anarchiste Domingo Ascaso, frère de Francisco Ascaso; il avait combattu au front d'Aragon dès le début et se trouvait en permission au moment où la lutte l'appela. Il y a aussi parmi les morts le neveu de Francisco Ferrer, un des premiers combattants du Groupe International au front d'Aragon. Mais il y a surtout parmi les prisonniers massacrés loin du combat par le Guépéou, Barbieri et Berneri, dont nous parlions plus haut.

Pendant les premiers jours qui suivirent les événements, nombre d'ouvriers de la C.N.T. se virent enlever et déchirer dans la rue leurs carnets syndicaux. Les communistes et l'U.G.T. hurlent à la mort en demandant la dissolution du P.O.U.M.; leur organe « Treball » du 10-5-37 exige la mise hors la loi du trotskisme criminel.

Le butin du désarmement annoncé par les communiqués policiers est plutôt maigre; sans doute, les prolétaires catalans ont conservé beaucoup d'armes. Ils ne doivent pas encore avoir dit leur dernier mot.

L. NICOLAS.

Toute prééminence sociale accordée ou, pour mieux dire, usurpée sous prétexte de supériorité de talent et de science est iniquité et brigandage.

Proudhon.

(*Qu'est-ce que la propriété?*)

L'assassinat de Camillo Berneri

Camillo Berneri, cet antifasciste infatigable, qui fut traqué durant des années par la police internationale, a été assassiné à Barcelone par la section espagnole du Guépéou de Staline.

Voilà l'horrible vérité qui acquiert l'importance d'un grand événement politique, car elle démontre une fois de plus que les artisans du Thermidor russe ne peuvent apporter ailleurs que les conséquences logiques de leur morale criminelle.

Quand la révolution espagnole se trouva brusquement dans une impasse, impuissante à se défendre à cause du blocus unilatéral organisé par les pays dits démocratiques, elle tourna naturellement ses regards vers la Russie.

Staline comprit qu'en donnant une aide au moment critique, il pouvait tuer plusieurs lièvres à la fois. Et en effet, il a tout d'abord gagné une popularité toute particulière parmi les travailleurs espagnols; deuxièmement il a pu vendre des armes en échange de l'or de la banque d'Espagne; il a pu aussi montrer à l'Allemagne et au Japon la valeur des armements russes, et il a reçu surtout la possibilité de pénétrer dans le mouvement ouvrier espagnol, et, en y semant la discorde, il a réussi à arrêter la marche en avant de la révolution prolétarienne. C'est ce point qui lui est particulièrement cher et c'est à lui que fut subordonné le gros effort de ses agents en Espagne. Car Staline comprenait parfaitement qu'une révolution prolétarienne triomphante risquait de détruire définitivement le mythe du socialisme dans un seul pays, et de ruiner ses combinaisons diplomatiques, d'où la fameuse déclaration du député Hernandez, et les plaidoiries de la Pasionaria en faveur d'une révolution genre 1789.

En novembre 1936 Staline commence à vendre des armes à l'armée républicaine, mais organise simultanément un Guépéou espagnol. La presse révolutionnaire signalera son existence à différentes reprises. Il y a lieu de croire que le Guépéou en Espagne commença son activité par l'assassinat de Durruti. Dans les milieux de la C.N.T. on était en effet sûr que Durruti n'avait pas été tué par une balle ennemie, car sa popularité gênait considérablement les « officiels » à Madrid. Quelques jours avant son assassinat, son aide de camp le camarade Yoldi fut blessé à la jambe droite par une balle entrée du côté droit, tandis que l'ennemi se trouvait en face; en ce moment Durruti se trouvait à côté de lui. Interrogé par un camarade venu de Paris, Yoldi donna ce témoignage précis, il exprima une opinion ferme : Durruti avait été tué par une balle stalinienne ou socialiste. Cette opinion était partagée par de nombreux camarades de la C.N.T. Mais la tête de cette organisation décida de garder le silence à ce sujet, pour des raisons de « tactique ». C'est à la faveur de cette fameuse tactique que les staliniens organisèrent, sans trop se gêner, leurs sections du Guépéou presque ouvertement, et furent ainsi préparés pour un putsch contre-révolutionnaire. C'est ce même Guépéou qui dressa des listes d'« indésirables », parmi lesquels figurait en premier lieu Camillo Berneri.

Berneri remplissait les fonctions de commissaire politique de la colonne italienne opérant sur le front d'Aragon et rédigeait l'organe de langue italienne *Guerra di classe*. Son grand « crime » fut d'avoir compris la situation et d'avoir eu le courage de s'opposer à la colonisation du mouvement ouvrier par des agents de Staline. Cela suffit évidemment pour que son sort fût décidé.

Il avait reçu le premier avertissement après avoir publié la lettre ouverte à Federica Montseny (dont la traduction est parue dans la *R. P.* du 25 avril). C'est Antonov-Ovséenko qui avertit Berneri par l'intermédiaire de la Généralité. Berneri fit connaître ce fait à ses amis à Paris.

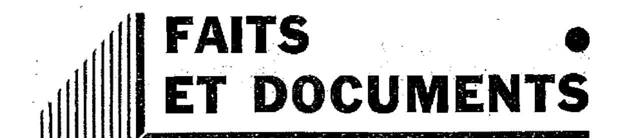
On sait maintenant avec certitude que des gens du P.S.U.C. et des policiers de la Généralité sont venus d'abord discuter avec lui et que, voyant que dans cette maison il n'y avait pas de garde armée, les mêmes individus sont venus perquisitionner dans les chambres des antifascistes italiens (qui occupaient la maison en commun); ce sont eux qui ont arrêté Berneri et son ami Barbieri, lesquels ont été retrouvés assassinés sur le pavé de Barcelone. Au cours des récents combats de Barcelone, des otages de la F.A.I. furent questionnés dans les locaux du P.S.U.C. par des Russes ou interrogés en leur présence. Il est connu aussi que l'allié du P.S.U.C. dans le putsch contre-révolutionnaire était l'*Estat Catala,* formation fasciste de la bourgeoisie catalane. Ainsi la perquisition dans le local du P.O.U.M. fut faite par les gardes d'assaut assistés par les gens de l'*Estat Catala,* dont les membres se sont montrés particulièrement farouches, voulant briser et déchirer tout ce qui se trouvait dans le local.

Et cela aussi est logique, car pour écraser le mouvement ouvrier catalan, l'*Estat Catala* est le meilleur allié... Antonov-Ovséenko l'a compris et il a fait de son mieux pour satisfaire son maître.

Antonov-Ovséenko est un vieux bolchévik et un ex-oppositionnel repenti, c'est dire qu'il sait ce qui l'attend un jour; pour le moment il essaie de sauver sa peau en massacrant la révolution espagnole.

Il fut cependant un temps où son rôle fut autre. Ainsi au printemps 1918, quand il commandait le front du sud de l'armée rouge, les anarchistes ukrainiens lui envoyèrent une dépêche, demandant de faire libérer l'anarchiste Maroussia Nikiforova, chef d'un détachement anarchiste opérant en Ukraine qui venait d'être arrêtée et son détachement désarmé. Antonov-Ovséenko répondit : « Je connais très bien le détachement de Maria Nikiforova, ainsi que Nikiforova elle-même. Au lieu de désarmer des unités militaires de ce genre, j'aurais fort conseillé de s'atteler à en former ». Depuis, les temps ont changé, comme le but que sert ce vieux bolchévik.

M.



FAITS ET DOCUMENTS

La terreur blanche en Catalogne

Nous donnons ci-dessous le récit des événements survenus dans une petite ville de Catalogne pendant la semaine tragique du 3 mai. Ce récit est emprunté à Solidaridad Obrera *des 15 et 16 mai, récit passablement mutilé d'ailleurs par la censure.*

A Tarragone, après un désarmement volontaire, le massacre

Le mercredi 5, à 8 heures du matin, se présentèrent inopinément, au Central téléphonique de Tarragone, un grand nombre de policiers, avec tout un luxe d'armes et de grenades pour prendre d'assaut ledit Central dont ils s'emparèrent en effet, étant donné qu'ils ne rencontrèrent de la part des travailleurs qu'y s'y trouvaient aucune résistance. Une fois maîtres de l'édifice, ils prirent le contrôle des communications urbaines et interurbaines, coupant le téléphone des organisations ouvrières et anarchistes.

Quatre heures plus tard, une réunion avait lieu au quartier général militaire entre le camarade Casanovas, représentant les travailleurs du téléphone. et le lieutenant-colonel, chef des forces militaires de la côte, auquel fut fait un récit détaillé des événements survenus. A l'issue de cette réunion on tomba d'accord pour que les forces policières soient retirées du premier étage, où sont les appareils, et se tiennent en surveillance dans le vestibule.

Mais 15 minutes plus tard, le chef de police communiquait que le délégué à l'Ordre public de Tarragone se refusait à exécuter l'accord, par suite d'ordres très sévères reçus de Barcelone.

Pendant que se passaient ces réunions et ces conversations téléphoniques nos camarades constatèrent une grande activité dans les locaux de l'Izquierda républicaine (1), de nombreux individus y entrant sans armes et en sortant avec un fusil. La même chose se produisait, mais avec moins de cynisme, dans le local du Parti socialiste (2), et de la Maison du Peuple (3).

Le jour suivant (4), au matin, l'attaque violente et déclarée commença contre notre organisation. Soutenu par un intense feu de mousqueterie et le jet de bombes à main, un assaut fut lancé contre le local des Jeunesses libertaires. Cet assaut fut repoussé. Devant la gravité de cette agression, on nomma de notre côté une commission pour se mettre en rapport avec le commissaire de la Généralité afin de lui demander une réunion commune de toutes les forces antifascistes pour éviter que des faits aussi lamentables se renouvellent. Le camarade commissaire agréa à la demande et convoqua les représentants de toutes les organisations politiques et syndicales, mais les représentants de l'U.G.T. et du Parti socialiste refusèrent de venir, ce qui fit que la réunion ne put avoir lieu. Afin de se rendre compte de ce qui se passait à Tarragone, nos compagnons Castello et Rueda y étaient partis. En arrivant, ils entendirent une vive fusillade et s'aperçurent qu'il s'agissait d'un nouvel assaut au local des Jeunesses libertaires mené par une partie de la force publique en collaboration avec des éléments de diverses organisations. L'énorme violence de l'assaut permit cette fois aux assaillants d'atteindre leur but.

Nos compagnons convinrent alors avec le délégué de l'Ordre public d'avoir une entrevue au commissariat avec les autorités. Ils partirent avec le capitaine d'aviation de Reus, lui disant que leur désir était d'éviter toute effusion de sang et demandant une réunion commune avec toutes les organisations antifascistes.

A cette conférence assistèrent les représentants de l'Esquerra républicaine, de l'U.G.T., du Parti socialiste unifié ainsi que les diverses autorités militaires et celles du Gouvernement de la Généralité.

Au cours de cette réunion, le délégué du gouvernement central, le capitaine d'aviation Barbeta, exposa qu'il avait des ordres formels du gouvernement d'employer toutes les armes, *y compris l'aviation*, pour réduire l'organisation confédérale et anarchiste, si celle-ci ne remettait pas ses armes.

Nos représentants déclarèrent qu'ils étaient disposés à remettre leurs armes mais à condition que le désarmement fut général.

A une demande si naturelle, le capitaine Barbeta répondit qu'il ne pouvait procéder au désarmement des autres organisations parce que celles-ci s'étaient placées inconditionnellement aux côtés du gouvernement; ce à quoi nos camarades répliquèrent que la Confédération était si peu contre le gouvernement qu'elle en faisait partie.

La discussion continua, et finalement nos camarades acceptèrent d'abandonner leur droit pourtant indiscutable, afin d'éviter toute violence qui soit préjudiciable aux travailleurs. Ils déposeraient donc leurs armes au camp d'aviation, sous les seules conditions suivantes :

1°) Mise en liberté de tous les détenus ;

2°) Eloignement de Tarragone des forces de police actuellement présentes ainsi que de toutes les forces appartenant aux organisations politiques et syndicales et leur remplacement par des soldats de l'aviation ;

3°) Respect de la vie et de la liberté de tous les compagnons et des locaux de leurs organisations.

Ces points ayant été acceptés par toutes les organisations présentes, le capitaine Barbeta assura qu'il ne permettrait à personne de les transgresser et sous aucun prétexte, et qu'il agirait avec la plus grande énergie si ces accords étaient violés, quels que soient les individus ou les organisations qui s'en rendent coupables.

Le reste de la journée fut tranquille, mais le lendemain à l'aube, dès trois heures du matin, des gardes d'assaut et des policiers s'emparèrent par la violence des bureaux du conseiller de Défense intérieure en vertu, dirent-ils, d'ordres supérieurs.

Puis, comme si cela fut le signal convenu, on se mit aussitôt à assassiner les militants de la C.N.T. et de la F.A.I., violant ainsi la parole donnée la veille par les autorités.

Les environs de la ville sont maintenant semés des cadavres de nos camarades. Voici les noms de quelques-uns de ceux rencontrés : Mario Berruti, Baltasar Vallejo (Syndicat des Inscrits Maritimes), Mateo Freixas (Syndicat des Transports), José Gallisa (Syndicat des Employés), Julian Martinez, Ramon Alvarez (Garde National Républicain), José Castellvi (Syndicat des Employés du Bureau), Francisco Molina et quatre autres cadavres qui jusqu'ici n'ont pu être identifiés.

En outre, fut encore assassiné, le militant connu Rua, jeune anarchiste uruguayen qui, dès le début du soulèvement factieux de juillet, était en Espagne pour combattre aux côtés des travailleurs espagnols.

---

(1) Le parti républicain bourgeois. (*Note du traducteur*).

(2) Il s'agit du « Parti Socialiste Unifié », parti adhérent à l'Internationale dite Communiste. (*Note du traducteur*).

(3) Siège des syndicats de l'U.G.T. (*Note du traducteur*).

(4) C'était donc le jeudi, alors que les ouvriers de Barcelone avaient cessé le feu et reprenaient le travail sur l'ordre de la C.N.T. Comme à Barcelone ce ne fut partout qu'après avoir eu la certitude que, pour ne pas démolir le front fasciste, les ouvriers refusaient le combat, que bourgeois et staliniens s'enhardirent. (*Note du traducteur*).

13e année
numéro 249

25 Juin 1937
prix : 2 francs

la révolution prolétarienne

revue bimensuelle
syndicaliste
révolutionnaire

DANS CE NUMÉRO

Un "procès de Moscou" en Espagne

La grande presse vient de diffuser la nouvelle d'un grand complot découvert à Madrid organisé par la « Phalange Espagnole » avec la complicité directe du P.O.U.M.

En d'autres temps pareille accusation aurait simplement soulevé l'hilarité générale; en effet, c'est inculper de complicité avec la réaction la plus farouche un parti qui lutte depuis des années dans les rangs des révolutionnaires avec une énergie inlassable, qui a perdu des centaines de militants sur tous les fronts de la guerre civile, qui entretient actuellement encore des colonnes extrêmement actives. L'énoncé de l'accusation aurait suffi à détruire celle-ci.

Seulement voilà, les staliniens ont introduit dans la technique des procès-complots des innovations essentielles. Et le procès qui se prépare contre le P.O.U.M. est signé Vychinski et Iéjov par les méthodes employées.

D'abord l'amalgame avec les blancs; ensuite l'inculpation d'espionnage encadrée de toute une campagne de patriotisme. Ainsi, à Barcelone, dans les locaux du P.O.U.M. envahis et occupés par les policiers de Valence le drapeau rouge est arraché et remplacé par le tricolore. Non seulement les bâtiments de ce parti sont confisqués de cette façon, mais même des institutions auxiliaires comme l'Institut Maurin, une sorte d'école supérieure sociale, ont subi le même sort.

Autre trait caractéristique du Guépéou international : l'aide même aux emprisonnés politiques est poursuivie comme un crime; le Secours Rouge de ce parti est fermé; ainsi non seulement les prisonniers seront affamés, mais encore toute assistance juridique devient impossible. Enfin le Guépéou a toujours pratiqué l'arrestation d'otages; les femmes d'Andrade et de Gorkin, militants connus du P.O.U.M., sont arrêtées, simplement parce que leurs maris sont réfugiés dans l'existence clandestine et que la police n'a pu mettre la main sur eux.

Simultanément les serviteurs de Staline

cherchent à expliquer la rapidité du procès et le huis clos dans lequel il va se dérouler en éloignant les accusés de Barcelone où une résistance de la masse ouvrière est toujours à redouter. André Nin est transporté vers Murcie, la ville où une Tchéka communiste fut découverte par les Jeunesses Libertaires.

Ces transports de prisonniers se terminent souvent par leur disparition ou leur assassinat.

Le Guépéou espère que la C.N.T. va garder le silence sur son activité en ne touchant pas provisoirement aux membres de ses comités dirigeants; mais déjà beaucoup de militants anarcho-syndicalistes se trouvent parmi les détenus.

Dans tous les cas il appartient aux syndicalistes français de tenter d'empêcher que le crime s'opère dans le silence; il faut qu'au cours des jours prochains télégrammes et délégations syndicales affluent à l'ambassade d'Espagne et que le « distingué juriste et savant Ossorio y Gallardo » fasse savoir à ses maîtres que leur infamie est démasquée.

L. Nicolas.

Crimes à Barcelone

1. **Le P.O.U.M. hors la loi.**
2. **Mort suspecte de Bob Smilie.**
3. **Arrestation de Nin.**
4. **Prise d'otages !**
5. **Disparition de Marc Rhein.**

Qu'il est facile, par ces temps noirs, ces temps de scélératesses et de silences complices, d'être bon prophète ! On m'accordera que je n'ai pas eu tort d'annoncer dès août dernier l'extermination de toute la vieille génération bolchévik. J'eusse infiniment mieux aimé me tromper. Et voici que d'un autre bout de l'Europe m'arrivent, prévues, trop prévues, de tragiques nouvelles confirmant littéralement ce que j'écrivais ici même, dans *La Flèche*, dans *Le Crapouillot*, l'automne dernier : le guet-apens stalinien en Espagne.

Lors de la crise du cabinet Caballero, le parti stalinien exige la mise hors la loi du Parti Ouvrier d'Unité Marxiste, le P.O.U.M. Caballero refuse d'étrangler ainsi, à la fois, la constitution républicaine et le mouvement ouvrier révolutionnaire. M. Negrin paraît avoir accepté, puisqu'il le fait.

On sait que dans les sanglantes journées de mai de Barcelone, les masses de la C.N.T. ont réagi de leur propre initiative contre l'agression stalinienne du central téléphonique (le 3 mai), soutenues sans réserves par le P.O.U.M. et implicitement désavouées par les dirigeants de la C.N.T.-F.A.I. La manœuvre stalinienne consiste à rendre le P.O.U.M. seul responsable de la résistance ouvrière. Cette manœuvre, les dirigeants de la C.N.T. et de la F.A.I. semblent la vouloir tolérer. Le P.O.U.M., avec ses 40.000 à 50.000 membres, est un petit parti, par rapport à la C.N.T., qui dépasse sans doute de loin le million d'adhérents; et ce petit parti fait une politique très décidée. C'est donc par lui qu'il faut commencer la répression contre-révolutionnaire.

Voici les faits, dans toute leur gravité.

Fin mai, la *Batalla*, l'excellent quotidien du P.O.U.M., est suspendue à terme indéfini.

Le gouvernement refuse au parti l'autorisation de publier un autre quotidien. Il tord le cou à la liberté de la presse.

Dans un article du 1er mai, invitant les ouvriers à se montrer vigilants, l'arme aux pieds et à former le front révolutionnaire, Julien Gorkin est inculpé d'appel à la sédition, mais laissé en liberté provisoire.

Vers le 15 juin, nous apprenons le drame suspect de la mort de Bob Smilie. Correspondant de l'Independant Labour Party auprès du P.O.U.M., arrêté par les autorités espagnoles à la frontière française qu'il s'apprêtait à franchir avec des papiers en règle pour regagner l'Angleterre, il est conduit non à Barcelone, mais à Valence, où il meurt presque aussitôt en prison d'une bien inexplicable appendicite. Pauvre vaillant camarade ! On sent dans sa fin je ne sais quoi de russe.

Le 16 juin, quarante arrestations des principaux militants du P.O.U.M. (Comité Central et Exécutif) sont ordonnées par Valence à Barcelone. André Nin et nombre d'autres militants de toutes les heures de la révolution espagnole sont arrêtés. Gorkin et Juan Andrade n'ayant pas été trouvés, *on arrête leurs femmes, en qualité d'otages !* Enormité du genre fasciste et style des opérations spécifiquement stalinien, à la fois.

Le poste de T.S.F. du P.O.U.M. est saisi. Le parti est pratiquement mis hors la loi. Que reste-t-il de la démocratie espagnole pour les ouvriers ?

Mundo Obrero et *Treball*, feuilles staliniennes, demandent la peine de mort pour Gorkin. Quelle est, devant ces choses, l'attitude de la C.N.T. ?

Ici, un avertissement. André Nin ne souffre d'aucune appendicite chronique. Il est jeune, il a le cœur solide. Nous ne croirons ni à l'appendicite soudaine, ni à l'embolie. Il faut que sa vie soit sous la sauvegarde des véritables organisations ouvrières de Catalogne.

Et posons les questions que personne ne pose : les assassins de Camillo Berneri, policiers de la Généralité et gens du P.S.U.C. (staliniens) sont connus. Font-ils l'objet de poursuites ?

Les assassins de Quico Ferrer, Francisco Ferrer, petit-fils du grand fusillé de Montjuich, lui-même fusillé dans la rue à Barcelone, le 6 mai, par des gens à brassards du P.S.U.C., sont connus. Sont-ils poursuivis ?

Les ravisseurs de Marc Rhein-Abramovitch, jeune ingénieur russe, fils du vieux socialiste russe, membre de l'Exécutif de l'Internationale Ouvrière Socialiste, les ravisseurs de Marc Rhein, disparu depuis six semaines et plus, on les devine. Pourquoi donc un silence si lourd pèse-t-il sur ce crime sans nom ?

V. S.

LA COLLECTIVISATION
DANS UNE PETITE VILLE ESPAGNOLE

Puigcerda

(Février 1937) (1)

L'un des lieux de Catalogne où, de l'avis général, la « collectivisation » a été le plus poussée, est la petite ville de Puigcerda, située dans les Pyrénées, tout près de la frontière française.

UNE VILLE ESSENTIELLEMENT PETITE-BOURGEOISE

L'expérience de Puigcerda est l'une des plus intéressantes qui soit, car rien ne semblait destiner cette ville à marcher en tête de la collectivisation.

Tout au contraire !

Puigcerda était essentiellement une ville petite-bourgeoise, une ville type de petite bourgeoisie commerçante et parasitaire.

Elle se présente sous la forme d'un gros bourg perché sur un mamelon d'où on domine cette admirable plaine de Cerdagne, qui s'étale en plein milieu des Pyrénées, à quelque 1.200 mètres d'altitude, entre deux hautes barrières montagneuses qui, par leur autre flanc, descendent, l'une vers l'Espagne, l'autre vers la France.

La France et l'Espagne se sont partagées à peu près par moitié cette plaine, dont le sol extrêmement fertile porte de magnifiques récoltes de céréales et de pommes de terre, ainsi que des pâturages aux points les plus bas. Aussi est-ce un pays fortement peuplé, où les villages se pressent les uns sur les autres.

Le rôle de Puigcerda est d'abord d'être la « capitale » de ce pays. Elle est la « ville » de la campagne environnante, c'est-à-dire le centre commercial et administratif que requiert toute région agricole : le lieu où l'on vient vendre ses produits, faire ses achats, consulter son notaire, deviser et voir les femmes. Mais en outre, cette fonction s'était, depuis quelques années, doublée d'une autre : Puigcerda était devenue une ville de tourisme, elle servait de résidence d'été à nombre de bourgeois espagnols fuyant la chaleur des grandes villes ou des plateaux du centre. En troisième lieu, enfin, mais ceci est moins important, Puigcerda, qui est située juste au débouché du col de Puymorens, par où passe la ligne directe Toulouse-Barcelone inaugurée vers 1928 ou 1929, si mes souvenirs sont exacts, possède, depuis cette date, une gare internationale qui en fait un lieu de transit franco-espagnol assez important.

Tout cela a finalement donné une ville d'un peu plus de 4.000 habitants, serrés pour la plupart dans le vieux bourg aux rues étroites, où abondent hôtels et magasins. Près du bourg, soit dégringolant les pentes, soit s'égaillant sur le plateau autour d'un lac joliment aménagé, de nombreuses villas modernes s'élèvent pour les riches estivants. Enfin, en bas, s'espaçant à larges intervalles dans la plaine, quelques usines : une fabrique de lait condensé et trois usines textiles.

Tel est le centre qu'il s'agissait de « collectiviser ».

LA COLLECTIVISATION DU PETIT COMMERCE

Les pseudo-marxistes auraient sans doute estimé que, puisque Puigcerda ne comportait pas de très grande industrie, il n'y avait qu'à la laisser en dehors de toute socialisation. Les plus hardis auraient peut-être tout juste proposé de socialiser la fabrique de lait condensé et les usines textiles, mais tous auraient certainement considéré comme un sacrilège de tenter une collectivisation des moyen et petit commerces qui, pourtant, sont ici l'essentiel même de la vie économique, et, par suite, la base de l'exploitation capitaliste et bourgeoise.

Mais à Puigcerda il y avait, non de pseudo-marxistes, mais des camarades de la C.N.T. Ceux-ci prirent le taureau par les cornes; c'est au plus difficile que, dès l'abord, ils s'attaquèrent : la collectivisation du petit commerce.

La coopérative

Cette collectivisation s'opéra principalement au moyen de la création d'une *coopérative*.

Une coopérative générale, qui comprend tout : épicerie, boucherie, charcuterie, boulangerie, tissus, tailleur, coiffeur, dentiste, pharmacien, café, hôtel, etc.

Cette coopérative est constituée sur un type dont nous n'avons pas, je crois, en France, l'équivalent. Si, par son rôle économique, elle semble l'analogue de nos coopératives de consommation, dont la fonction principale est de

---

(1) Cet article a été écrit à l'époque à laquelle il se rapporte. La censure postale l'a empêché alors de sortir d'Espagne.

Depuis février, la situation politique a, comme l'on sait, complètement changé à Puigcerda. Le grand animateur, Antonio Martin, fut tué fin avril, à Bellver avec plusieurs autres camarades; le contrôle de la frontière française, jusque-là exercé par les milices ouvrières, est passé entre les mains des carabiniers; la terreur blanche sévit : à l'heure actuelle, presque tous les militants doivent avoir été assassinés ou emprisonnés.

Quelles répercussions ces événements ont-ils eu sur l'œuvre de construction sociale et économique qui est décrite ici? — Fin mai, on m'assurait que sur ce terrain, la contre-révolution n'avait encore rien osé toucher. En est-il toujours de même? Je n'ai pu le savoir.

vendre aux consommateurs, elle en diffère totalement par sa constitution, les consommateurs n'intervenant à aucun titre, ni dans sa direction, ni dans la répartition des bénéfices.



L'un des salons de coiffure de la coopérative

A vrai dire, sa structure n'est pas encore définitive. Pour le moment, la coopérative est gérée par un Comité composé exclusivement des représentants des Syndicats de la C.N.T. qui l'ont fondée, mais ce n'est là, manifestement, qu'une situation provisoire; ce qu'on envisage pour l'avenir serait, à ce qu'il m'a semblé, une administration mixte composée, d'une part, par les représentants des travailleurs de la coopérative, d'autre part, par les représentants de la municipalité. Cette coopérative tiendrait ainsi, quant à sa structure juridique, à la fois de la coopérative de production et du service public.

En tout cas, c'est au sein de cette coopérative que se trouvent dès maintenant collectivisés la plupart des petits commerçants de Puigcerda.

La plupart, mais pas tous. L'entrée dans la coopérative n'est, en effet, pas obligatoire, de sorte que, dans certaines branches, il existe encore, à côté des magasins coopératifs, des commerçants privés, à une condition cependant, condition essentielle : que ceux-ci n'emploient pas de salariés (2). C'est le cas, par exemple, pour la boucherie, la mercerie, les hôtels. Par contre, les cafés, les coiffeurs, les tailleurs, les dentistes, les pharmaciens sont *tous* dans la coopérative. Vous ne pouvez, à Puigcerda, vous faire raser ou arracher une dent ailleurs qu'à la coopérative.

Tous ces commerçants sont passés à la coopérative, avec armes et bagages, je veux dire avec leur matériel et leurs marchandises, et cela a constitué le premier fonds de la coopérative.

Celle-ci a son siège administratif et son centre principal d'affaires dans un grand immeuble situé sur la place centrale de la ville. Au rez-de-chaussée, l'épicerie, la vente du pain, du vin, etc.; au premier étage, deux magnifiques salons de coiffure, l'un pour les hommes, l'autre pour les femmes, ainsi que la mercerie; au deuxième, l'atelier des tailleurs; plus haut, le cabinet des dentistes.

En dehors de ce siège central, la coopérative comporte de multiples annexes : une boucherie, un magasin de ventes de légumes, un beau magasin de nouveautés, une pharmacie, des hôtels, tous les cafés, un atelier de fabrication de pâtes alimentaires, et aussi tous les fours des anciennes boulangeries.

Au total, la coopérative occupe 190 personnes.

Les services municipaux

Malgré le caractère très général de cette coopérative, il existe tout de même un certain nombre de métiers qui n'ont pu rentrer dans son cadre : ceux-là, on les a *municipalisés*. Ils sont devenus des services publics, dépendant directement du Conseil municipal.

Ce dernier est formé de trois délégués de la C.N.T., trois délégués de l'U.G.T. (l'organisation syndicale stalino-réformiste) et trois délégués de la Gauche Catalane (le parti bourgeois catalan).

Ont été ainsi municipalisés les transports (il s'agit des camions, des cars et des voitures particulières), le bâtiment, la voirie, etc.

Dans la direction de ces services municipalisés, les syndicats intéressés interviennent; malheureusement, un départ un peu précipité m'a empêché de préciser quelles étaient les parts de pouvoir respectives du Conseil municipal et des syndicats. Il est d'ailleurs probable que ce n'est pas encore très fixé.

Est aussi service municipal la station émettrice de radio, installée depuis la Révolution, grâce au concours bénévole d'un technicien de

(2) L'un des avantages que procure la non-obligation de la collectivisation est d'assurer dans une certaine mesure l'indépendance intellectuelle et la liberté de propagande. Ainsi, il s'est ouvert à Puigcerda au début de février, un nouveau magasin de librairie dénommé « librairie internationale ». Il n'appartient ni à la coopérative, ni à la municipalité; juridiquement il relève donc du commerce privé; en fait, cette librairie est celle des Jeunesses libertaires, sous le contrôle desquelles elle fonctionne.

l'électricité appartenant à la Gauche Catalane, et dont les émissions sont sous le contrôle de deux représentants syndicaux, l'un de la C.N.T., l'autre de l'U.G.T. (3).

L'habitation a été, elle aussi, municipalisée. Depuis le début de la Révolution, on ne paye plus de loyer, mais on est en train d'établir un cadastre qui partagera toutes les habitations en deux catégories, selon leur qualité, et on fixera un prix de loyer au mètre carré pour chacune des deux catégories, loyer que percevra la municipalité.

Deux fermes importantes, qui ont été abandonnées par leurs propriétaires, sont devenues également propriété de la commune. La municipalisation de ces deux fermes est d'ailleurs la seule collectivisation qui ait été appliquée à la campagne. Le régime agricole général de la Cerdagne est la petite propriété : le propriétaire exploitant lui-même, seul ou avec un petit nombre d'ouvriers. On n'a pas touché à ces exploitations, même dans le cas — assez rare d'ailleurs — où elles emploient des salariés. A la différence du patronat de la ville totalement supprimé, et de l'artisanat de la ville profondément touché, le petit patronat et l'artisanat de la campagne sont donc, à Puigcerda, restés intacts.

LA COLLECTIVISATION DE L'INDUSTRIE

Il nous reste à voir la collectivisation de l'industrie proprement dite, c'est-à-dire de ces usines établies dans la plaine que j'ai indiquées plus haut : la fabrique de lait condensé et les usines textiles, auxquelles j'ajouterai une exploitation de lignite située à une dizaine de kilomètres de Puigcerda, donc bien en dehors du territoire de la commune, mais que les camarades de Puigcerda ne me pardonneraient pas de passer sous silence, parce que c'est leur œuvre et que c'est peut-être celle dont ils sont le plus fiers.

Ces trois industries ont été collectivisées (au sens large du mot) sous trois formes différentes : le lait condensé a été « collectivisé » au sens restreint du mot, tel que l'ont défini les décrets de collectivisation, le textile a été placé sous le « contrôle ouvrier », et le lignite a été, pourrait-on dire « syndicalisé ».

La collectivisation du lait condensé

La fabrique de lait condensé est une usine toute neuve, qui n'était même pas encore entièrement terminée au 19 juillet. Elle était la propriété d'une société anonyme espagnole. La collectivisation a fait passer la gestion entre les mains d'un conseil de sept membres, nommés par l'assemblée générale des travailleurs de l'entreprise, et comprenant un représentant des techniciens, deux représentants des employés et quatre représentants des ouvriers. C'est parmi ce conseil qu'est choisi le directeur.

L'entreprise fait elle-même ses achats qu'elle règle en pesetas avec ses propres ressources, notamment l'achat du lait qu'elle fait ramasser à domicile chez les paysans et dont elle leur verse le prix toutes les semaines.

Pour la vente, on procède ainsi : tout le lait condensé fabriqué est expédié à Barcelone au « Comité de Contrôle du Lait », composé de représentants de la C.N.T. et de l'U.G.T., qui en assure la répartition aux détaillants et en paie le prix à la fabrique.

Les bénéfices, qui sont très élevés, paraît-il, sont destinés aux travaux d'amélioration et d'agrandissement de l'usine, sauf une part qui, sous une forme qui ne paraît pas encore très bien définie, va à la municipalité.

Au moment de ma visite, l'usine était en plein fonctionnement. Elle occupait 46 ouvriers et traitait 8.000 litres de lait par jour. Le travail s'y exécutait à un très bon rythme, dans une atmosphère véritablement euphorique. On sentait que chacun « travaillait de bon cœur ».

Avant la Révolution, cette usine avait deux techniciens : un Allemand et un Suisse. Lors

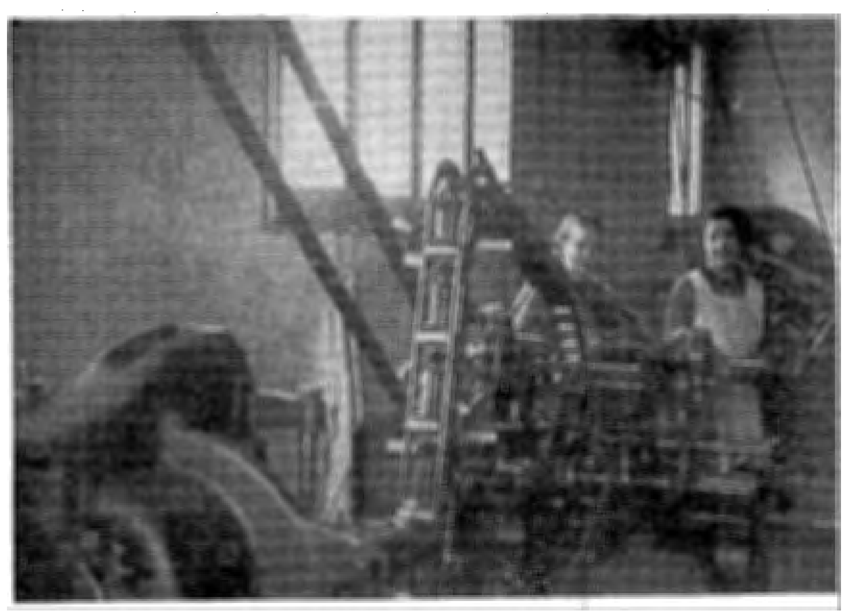


L'atelier des tailleurs et couturières dans la coopérative

---

(3) Longueur d'onde: 46 mètres; puissance: 1 hectowatt; 3 émissions par jour, dont l'une, à 22 heures, en français.

de la collectivisation, l'Allemand est parti, le Suisse est resté. C'est lui qui a été nommé directeur, et il m'a paru participer à l'allégresse générale.



Le sertissage des boîtes à la fabrique collectivisée de lait condensé

Plusieurs modifications ont été apportées depuis la collectivisation. Le prix d'achat du lait aux paysans a été porté de 0,35 peseta le litre à 0,40 peseta; malgré cette augmentation et celle, encore plus grande, du prix du sucre, la boîte de lait condensé continue à être vendue au même prix. D'autre part, avant la collectivisation, on faisait plusieurs qualités de lait condensé, les qualités inférieures étant obtenues avec un lait partiellement écrémé; maintenant, on ne fait plus qu'une seule qualité : celle provenant de lait entièrement non écrémé. Dans un autre ordre d'idées, une amélioration importante a été apportée au confort des travailleurs par l'installation du chauffage central dans les ateliers.

Tout serait donc parfait si l'entreprise ne rencontrait malheureusement d'assez grandes difficultés pour se procurer certaines matières premières et auxiliaires, telles que le fer-blanc et le charbon.

C'est la fabrique elle-même qui fait ses boîtes; or, la seule usine espagnole de fer-blanc est située dans la région de Bilbao, dont on est pratiquement coupé; il faut donc acheter le fer-blanc à Marseille ou à Londres, ce qui, étant donné le bas cours actuel de la peseta, revient très cher. De même, pour le charbon, les seuls gisements importants d'Espagne étant ceux des Asturies, dont la Catalogne est également coupée.

Le textile sous le contrôle ouvrier

Les décrets pris par le gouvernement de la Généralité de Catalogne prévoient, à côté de la collectivisation, la mise sous contrôle ouvrier de certaines entreprises. C'est ce second régime qui a été appliqué aux deux entreprises textiles de Puigcerda, ainsi d'ailleurs, semble-t-il, qu'à la plupart des autres usines textiles de la région

Pourquoi ces usines ont-elles été simplement placées sous contrôle, et non collectivisées?

Les réponses qu'on m'a données sont multiples, ce qui fait préjuger qu'aucune n'est bien satisfaisante. On m'a dit : c'était plus commode de laisser en nom le patron, pour des raisons commerciales et financières. On m'a dit : c'est parce que les travailleurs de l'entreprise en ont ainsi décidé. On m'a dit : c'est parce que ces usines employaient moins de 100 ouvriers et que les décrets de la Généralité ne prévoient la collectivisation que pour les usines de plus de 100 ouvriers, et comme j'objectais la collectivisation de la fabrique de lait condensé, qui n'a que 46 ouvriers, on m'a répondu que c'est parce que le lait condensé, servant à l'alimentation des soldats, était assimilé à la fabrication du matériel de guerre, dont les décrets prévoient la collectivisation totale.

La véritable raison est peut-être une autre : à Puigcerda, les ouvriers du textile sont surtout syndiqués à l'U.G.T., et l'on sait que, sous l'influence du parti dit communiste, hostile à la collectivisation, l'U.G.T. de Catalogne freine la collectivisation le plus possible.

Les usines textiles de Puigcerda sont au nombre de trois, dont deux appartiennent au même patron. Comme toutes celles de la région, elles sont établies le long d'une rivière (en l'espèce le rio Carol), qui leur fournit directement la force motrice.

L'une des deux entreprises comporte filature et tissage; elle est très ancienne : elle date de quelque cinquante ans, et le matériel est peut-être presque aussi vieux. L'autre beaucoup plus moderne ne fait que le tissage; elle date, sous sa forme actuelle, de 1921, et est munie d'un matériel moderne.

Toutes deux ont pour origine le traitement de la laine des moutons du pays (« laine des Pyrénées »), mais, depuis longtemps, cette laine ne suffit pas, et elles achètent une grosse partie de la laine qu'elles traitent à Barcelone (plus exactement à Sabadell et Manresa) qui leur fournit la laine cardée ou peignée. Dès

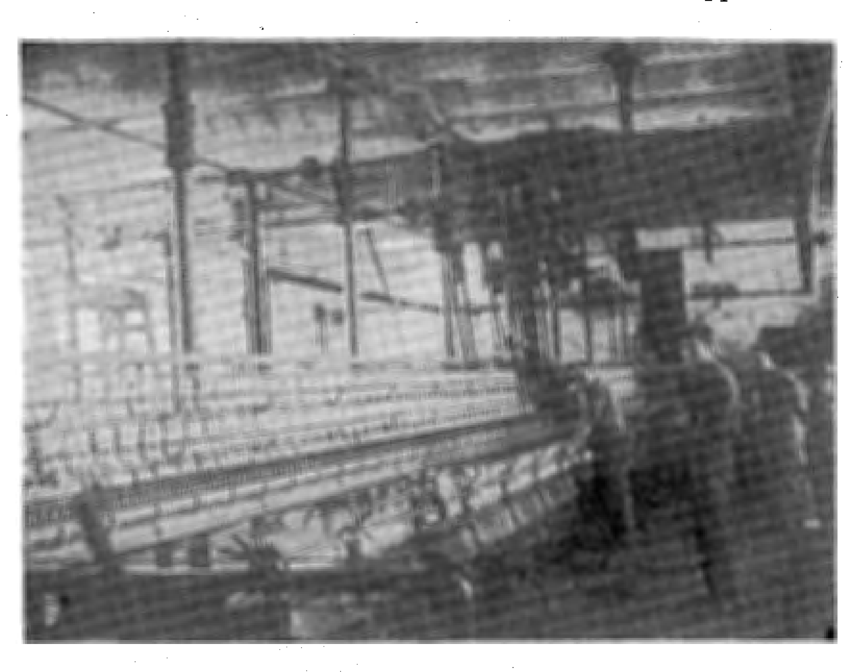
lors, moins bien placées que leurs concurrentes de Barcelone, tant pour les approvisionnements que pour les débouchés, elles n'ont pu tenir qu'en se spécialisant dans des travaux fins : « nouveautés » pour dames, et même « haute nouveauté ».

Les deux vieilles usines sont la propriété d'un Espagnol; la neuve est la propriété d'un Français. Ni dans l'une, ni dans l'autre, on n'a vu le patron depuis le 19 juillet. L'Espagnol réside à Barcelone, et ses ouvriers ont l'amabilité de lui envoyer chaque jour le « journal » des opérations faites dans la journée; le Français reste en France, et on ne lui envoie rien du tout. En fait, le patron est absolument comme s'il n'existait pas. Tout le pouvoir est entre les mains du Comité Ouvrier de Contrôle. Seul celui-ci décide, non seulement pour ce qui a trait à l'organisation du travail, mais pour toutes les questions commerciales, financières, etc. Ce Comité de Contrôle est, en réalité, un véritable conseil d'administration, si bien que, pour le moment, rien ne distingue ces usines « contrôlées » des usines « collectivisées ».

Une petite différence cependant : si le patron est bien, dans les usines contrôlées, totalement exproprié de sa puissance, il ne l'est pas complètement au point de vue financier, car il touche un « salaire ». Salaire de 250 pesetas par semaine, m'a-t-on dit à l'usine espagnole, sans qu'on soit bien sûr d'ailleurs du chiffre, salaire dont on ignore le montant et même l'existence à l'usine française.

Si, dans ces deux entreprises, la situation est identique au point de vue de l'intervention patronale, elle m'a paru différer, par contre, assez profondément, au point de vue direction. Dans l'entreprise espagnole il n'y a pas de directeur, c'est le Comité Ouvrier de Contrôle qui dirige directement; dans l'usine française au contraire, où il y avait, à côté du patron, un directeur, un Français de Roubaix, qui appartient à la maison depuis quinze ans, ce directeur a été maintenu, et c'est lui qui semble bien continuer à tout diriger en fait, le Comité n'intervenant guère que pour donner les signatures nécessaires.

En ce qui concerne la « marche des affaires », les deux entreprises ont été très fortement touchées par la guerre. A l'inverse de la fabrique de lait condensé dont la principale matière première est sur place et qui possède des débouchés illimités, vu l'actuelle raréfaction en Espagne de presque toutes les denrées, ces usines textiles ont vu réduire considérablement, à la fois, leurs sources d'approvisionnement et leurs débouchés. La guerre n'est pas, en effet, un débouché pour les tissus de « haute nouveauté », et, pour les tissus communs, les usines barcelonaises sont mieux outillées que celles de Puigcerda. Comme, d'autre part, ces mêmes usines barcelonaises sont à l'origine des approvisionnements en laine, et que ceux-ci sont très réduits, elles gardent pour elles la laine.



La filature sous le contrôle ouvrier

Le résultat de tout ceci est que, dans ces usines textiles, le travail marche tout à fait au ralenti; on y bricole plus qu'on n'y travaille. On y conserve cependant à peu près le même nombre d'ouvriers qu'auparavant (76 dans l'entreprise espagnole, 56 dans l'entreprise française), car on n'a pas d'emplois pour eux ailleurs.

Jusqu'ici, ces deux entreprises sont parvenues à payer les salaires par leurs propres moyens, en utilisant d'une part le produit des quelques ventes qu'elles réalisent, d'autre part les fonds qui étaient en caisse ou en banque le 19 juillet. A l'entreprise française, ces deux sources de fonds interviennent, m'a-t-on dit, pour un montant à peu près égal.

Une mine syndicale

J'ai indiqué plus haut les difficultés que rencontre la fabrique de lait condensé pour se procurer du charbon. La disette de charbon — dont les bateaux arrivent... ou n'arrivent pas — est en effet l'un des plus graves problèmes auxquels a à faire face l'Espagne républicaine.

Or, à dix kilomètres de Puigcerda, près du

village de Das, il existe un gisement de lignite qu'un propriétaire exploitait avant la révolution avec deux ou trois ouvriers. Les camarades de la C.N.T. de Puigcerda jugèrent qu'étant donné la pénurie de charbon, ce lignite pourrait rendre des services. On collectivisa donc la mine, et un groupe de mineurs de la C.N.T. se mit en devoir d'en développer l'exploitation.

A l'heure actuelle, la reconnaissance du gisement (constitué par une série de couches presque verticales), les travaux préparatoires et l'exploitation se font simultanément par deux puits d'une vingtaine de mètres de profondeur et comportant chacun deux étages. Naturellement, ce sont jusqu'ici les travaux de préparation qui sont les plus importants; néanmoins, au 20 février, les 36 ouvriers, qui y travaillaient en trois postes, extrayaient une quinzaine de tonnes par jour. La semaine suivante, on allait pouvoir embaucher 15 hommes de plus, et on comptait arriver assez rapidement, au fur et à mesure de l'exécution des travaux d'avancement, à 100 ou 150 ouvriers; on escompte, pour bientôt, une production quotidienne de 50 tonnes, et, plus tard, atteindre 100 tonnes.

Malheureusement, il ne s'agit pas de houille, mais de lignite qui, comme tout lignite, est très chargé en eau et en soufre; il ne convient donc pas à tous les usages, mais il est évident qu'en période de guerre il peut rendre des services.

Actuellement, ce lignite est transporté par camionnettes jusqu'à une gare distante de quelques kilomètres, d'où il est conduit par voie ferrée à des usines de ciment qui l'utilisent.

Cette entreprise, dont la création est l'œuvre exclusive de la C.N.T., est sous son contrôle exclusif.

L'EGALITE DES SALAIRES

On voit par tout ce qui précède que la nouvelle condition juridique des entreprises non seulement est diverse, mais qu'elle est même assez loin d'être fixée : on est en plein devenir, en pleine création.

Il fallait, avant tout, expulser le patron, et continuer à produire, malgré l'absence du patron. Cette tâche primordiale a été pleinement accomplie, et c'est là, pour aujourd'hui, l'essentiel.

Pour l'avenir, cela ne suffira pas. Les rapports des différentes entreprises entre elles, les rapports entre les entreprises, les syndicats et les pouvoirs publics (si ces derniers subsistent) devront progressivement se fixer d'une manière plus précise. On sait qu'en ce qui me concerne j'attache une importance décisive à la nature de ces rapports. C'est de leur nature que dépendra ce à quoi aboutira la collectivisation : à la création d'une société autoritaire, soumise à la toute puissance d'un Etat totalitaire, ou, au contraire, à une société d'hommes libres, formée par la réunion de libres groupements de producteurs.

Les rapports économico-juridiques de la nouvelle société tels qu'ils s'ébauchent actuellement à Puigcerda ne sont pas encore suffisamment évolués pour qu'on puisse dès maintenant augurer dans lequel des deux sens ci-dessus ils s'orienteront.

Par contre, il y a un point bien établi, qu'il s'agisse de coopérative, de services municipaux, d'entreprises collectivisées ou placées sous le contrôle ouvrier, c'est celui-ci : dans toutes ces entreprises, on applique le grand principe, le principe suprême, sans la réalisation duquel toute collectivisation perd sa raison d'être : l'égalité entre les hommes par l'égalité des rémunérations.

Un salaire unique, quel que soit le métier ou la fonction, tel est en effet le grand principe posé à Puigcerda, et qui y est mis en pratique, à très peu d'exceptions près.

Salaire unique, c'est-à-dire que vous touchez le même salaire, que vous soyez directeur, ouvrier qualifié ou manœuvre. Salaire qui, cependant diffère, d'une part selon le sexe, d'autre part selon le nombre d'enfants, en troisième lieu enfin selon l'intensité du travail à déployer dans l'industrie considérée.

Voici, en effet, les salaires pratiqués :

En dehors des usines, c'est-à-dire à la coopérative et dans les services municipaux, le salaire unique payé à tous les travailleurs, quel que soit leur métier ou leur « grade », est de 50 pesetas par semaine pour les hommes et de 35 pesetas pour les femmes (les miliciens, qui sont payés directement par l'Etat de Catalogne, à raison de 70 pesetas par semaine, versent 20 pesetas à la municipalité afin d'être sur le même pied que les autres travailleurs).

Dans les usines (textile et lait condensé) le salaire est un peu plus élevé : 55 pesetas pour les hommes et 40 pesetas pour les femmes.

En plus, pour tous : 5 pesetas par semaine de supplément par enfant.

Ces salaires ne comportent, à ma connaissance, que deux exceptions, qui s'appliquent toutes deux à des techniciens étrangers. Le technicien suisse, directeur de la fabrique de lait condensé, n'a droit qu'au même salaire que les ouvriers, mais on y ajoute des « gratifications »; quant au directeur français de l'usine textile, on lui a conservé le même salaire que celui qu'il avait précédemment.

Ces deux exceptions ne me semblent pas suffisamment importantes pour risquer de donner naissance à une tendance contraire au salaire unique. On peut dire, sans crainte de se tromper, que le salaire unique est la règle à Puigcerda.

Par là Puigcerda marche en tête vers le socialisme.

R. LOUZON.

POLITIQUE DE NON-INTERVENTION

« *Le 17 mai le vapeur italien* Camillas *est arrivé à Cadix portant une forte cargaison de gaz asphyxiants.* » (*Les journaux*).

LES PROBLEMES

DE LA RÉVOLUTION ESPAGNOLE

Collectivisation ou Etatisation?

J'ai été conduit durant ces mois derniers à écrire quelques articles pour Solidaridad Obrera, *le quotidien barcelonais de la C. N. T. Il s'agit d'articles de circonstances, écrits en vue et en fonction d'une situation déterminée. Néanmoins, il me semble qu'ils peuvent intéresser les lecteurs de la* Révolution Prolétarienne, *car ils montrent certains des problèmes qui se posent devant la Révolution espagnole — problèmes suffisamment généraux pour se poser devant toute révolution.*

La série des trois articles qui suivent a été écrite au moment où les staliniens faisaient un gros effort pour enlever aux syndicats la gestion des services publics de Barcelone et les remettre à la « municipalité ». On y trouvera le résumé des idées qui ont été plus abondamment développées dans les R. P. *du* 10 *mars* 1935 *et du* 10 *juillet* 1936.

I

NATIONALISATION ET MUNICIPALISATION SONT L'EXPROPRIATION DES TRAVAILLEURS

Dès le premier jour de la révolution, la classe ouvrière de Catalogne, avec un sens créateur remarquable, inaugurait une nouvelle forme de révolution. Au lieu de « nationaliser » les entreprises arrachées au patronat, c'est-à-dire de les remettre à l'Etat (Etat central ou municipalités), comme le conseillent les doctrinaires du socialisme parlementaire, et comme l'ont réalisé en Russie les bolchéviks, les travailleurs espagnols ont spontanément suivi le mot d'ordre de la Fédération Jurassienne de Bakounine : « *Ouvrier, prends la machine ! Prends la terre, paysan !* » Ce sont les ouvriers qui ont pris eux-mêmes l'usine et l'ont fait marcher pour leur propre compte, ce sont les paysans qui ont pris la terre directement et l'ont cultivée pour eux-mêmes; cela a été ce que l'on appelle, en redonnant au mot le sens avec lequel Bakounine l'avait créé : *la collectivisation,* c'est-à-dire l'appropriation par les collectivités de travailleurs des moyens de production que chacune d'elles emploie.

Or, cette conquête fondamentale, sans laquelle il n'est pas de révolution sociale, sans laquelle une révolution n'est qu'un changement de la classe exploiteuse, mais non la suppression de l'exploitation, se trouve aujourd'hui (1) en péril.

Par la « nationalisation », c'est-à-dire par la remise entre les mains des organes centraux de l'Etat, et par la « municipalisation », c'est-à-dire par la remise entre les mains des organes locaux de l'Etat, on prétend priver les travailleurs de leur conquête; on prétend leur enlever la gestion des entreprises qu'ils ont conquises; en un mot, on veut les exproprier.

Et les exproprier au profit de qui? Au profit de ceux-là mêmes qu'ils ont exproprié en Juillet : au profit de la bourgeoisie. Cet Etat, auquel on veut transférer les propriétés collectivisées, qu'est-ce en effet ? Ce ne sont pas les travailleurs; l'Etat espagnol n'est pas, comme on voudrait nous le faire croire, simplement une collectivité plus large, plus complète, que les collectivités actuelles d'entreprises, la somme, en quelque sorte, de ces collectivités. Même dans un régime d'où la bourgeoisie capitaliste a entièrement disparu, cela n'est pas; *a fortiori,* cela n'est-il point dans l'Espagne de 1937. Le capitalisme et la bourgeoisie n'ont, à l'heure actuelle, disparu ni dans l'ensemble de l'Espagne républicaine, ni en Catalogne; ils existent toujours en fait et en droit; ils ne sont privés d'aucun de leurs droits politiques, à l'inverse de ce qui était dans la Russie de 1917 : par conséquent, ils ont leur mot à dire dans l'Etat, ils font partie intégrante de l'Etat.

Vouloir faire passer à l'Etat (Etat proprement dit ou municipalités), ce qui appartient depuis Juillet aux travailleurs, c'est donc vouloir faire passer à des organismes, dont le moins qu'on puisse dire c'est qu'ils sont mi-bourgeois, mi-ouvriers, l'actuelle propriété des travailleurs, c'est donc bien exproprier les travailleurs, au moins pour une part (et, en fait, ce sera la plus large part), au profit de la bourgeoisie.

Révolution et contre-révolution sont, avant tout, des transferts de propriété, des expropriations. La révolution, c'est le transfert de la propriété bourgeoise et capitaliste aux travailleurs; la contre-révolution, c'est le transfert de la propriété des travailleurs aux bourgeois, aux capitalistes, ou à toute autre classe parasitaire. L'expropriation des collectivités de travailleurs au profit de l'Etat bourgeois, c'est essentiellement de la contre-révolution.

(1) 28 mai 1937.

II

LA COLLECTIVISATION C'EST LA LIBERTE

S'il est un fait que les études sociales du siècle dernier ont mis clairement en évidence, c'est bien celui-ci : le régime politique d'une société est fonction de son régime économique. Ce sont les rapports économiques entre les hommes qui déterminent leurs rapports politiques et sociaux.

Or, cela est vrai non seulement pour les sociétés passées, mais aussi pour les sociétés futures; cela est vrai pour la société que nous voulons construire.

C'est ce qu'ont parfaitement compris les grands penseurs qui ont fondé le socialisme (au sens large du mot), et c'est pourquoi les deux grandes écoles entre lesquelles ceux-ci se partagent, celle du socialisme autoritaire et celle du socialisme libertaire, diffèrent à la fois par leur système économique et par leur système politique.

Le socialisme autoritaire a un système politique fondé sur la toute-puissance de l'Etat et un système économique basé sur le *communisme* (au sens originel du mot); pour le socialisme anti-autoritaire de Proudhon et de Bakounine, le système politique est au contraire celui de l'absence de tout gouvernement et leur système économique est le *collectivisme* (au sens originel du mot).

Les deux parties de chacune de ces doctrines : communisme et Etat tout-puissant, d'une part, collectivisme et absence d'Etat, d'autre part, sont indissolublement liées.

Qu'est-ce en effet que le communisme ?

En régime communiste, toute l'économie est « nationalisée », tous les producteurs sont réunis en un seul tout, une sorte de vaste, colossale et unique entreprise comprenant indistinctement tous les membres de la société. Chacun y fait une tâche déterminée, moyennant quoi il reçoit une part de produits déterminée.

Mais qui fixe la tâche ? Qui s'assure que cette tâche est remplie ? Qui détermine la rétribution ? Ce ne peut être qu'une autorité centrale, c'est-à-dire un Etat. Un Etat qui décidera souverainement et arbitrairement, par l'intermédiaire de toute une hiérarchie, qu'un tel devra accomplir telle tâche et percevoir tel salaire.

Le communisme n'est donc pas compatible, non seulement avec la disparition de l'Etat, mais même avec son « évanouissement » (2); il implique au contraire un renforcement considérable des pouvoirs de l'Etat par rapport à ceux que celui-ci possède actuellement. L'Etat devient le maître absolu : Etat et patron tout à la fois.

Le collectivisme, au contraire, n'a pas besoin, lui, de cette autorité centrale, parce que chaque collectivité conservant la responsabilité directe de sa production, il n'est pas besoin d'une autorité extérieure pour commander, contrôler et rémunérer l'activité productrice. En effet, si telle collectivité fait de la mauvaise marchandise, elle en supportera directement les conséquences puisqu'elle ne trouvera pas à l'échanger contre d'autres produits; si, ce qui est parfaitement leur droit, ses membres préférant se reposer plus et consommer moins ne font qu'un nombre infime d'heures ou travaillent au ralenti, ils n'auront que peu de produits à échanger et, par suite, ayant peu travaillé, ils auront peu à consommer.

La rémunération du travail se trouvera donc fixée d'elle-même par le jeu des échanges, sans intervention d'autorités extérieures.

Par la collectivisation, c'est-à-dire par le maintien d'entreprises distinctes et indépendantes les unes des autres, soumises seulement à leur propre discipline interne et échangeant librement leurs produits, chaque entreprise est responsable de son travail devant l'ensemble des consommateurs, et non devant un organisme chargé de la châtier ou de la récompenser selon que son travail aura été jugé insuffisant ou non. Or, la responsabilité devant l'ensemble des consommateurs, c'est-à-dire devant Monsieur Tout-le-Monde, exclut à la différence de la responsabilité devant des personnes déterminées, tout arbitraire. Les seules obligations qu'une telle responsabilité comporte sont dues à la nature même des choses, à la nécessité où nous sommes de produire pour vivre; c'est donc la liberté, sinon au sens métaphysique, au moins au sens réel et social du mot.

Telle est la raison pour laquelle le système économique fondé sur la collectivisation, c'est-à-dire la production par collectivités autonomes et son corollaire : l'échange entre les entreprises et les individus, est étroitement lié à un régime social de liberté; que, par contre, le système inverse de l'étatisation de l'économie, basé non plus sur *l'échange*, mais sur la distribution des tâches et des produits, qui implique nécessairement l'existence d'une *autorité distributrice*, est lié à un régime politique autoritaire.

Aussi n'est-il pas étonnant qu'avec son sens profond de la liberté, le prolétaire espagnol se soit spontanément dirigé au 19 Juillet vers la collectivisation et non vers l'étatisation. Toute régression à ce point de vue, toute étatisation même partielle, toute municipalisation entraîneraient obligatoirement une régression de la liberté.

III

LE SYNDICAT, REGULATEUR DES COLLECTIVITES

Si le collectivisme ne veut pas sombrer dans le communisme, et la liberté disparaître du même coup, il est indispensable, ainsi que nous l'avons vu précédemment, que chaque

(2) Expression d'Engels.

collectivité, industrielle ou agricole, garde une indépendance économique qui lui permette d'assumer la pleine responsabilité de son travail. Cependant, cette indépendance ne peut être totale, les conditions de la production et de la vie moderne ne le permettent pas.

Un exemple : si l'indépendance des collectivités était totale, elle aurait pour résultat de créer, à l'intérieur même de la classe des travailleurs, de nouveaux privilégiés. En effet, prenons le cas où le territoire d'une collectivité agricole est composé de terres très fertiles, et celui d'une autre collectivité dont les terres sont très peu fertiles. Moyennant le même travail, la première collectivité pourra obtenir beaucoup plus de produits que la seconde. Elle sera donc beaucoup plus « riche » que l'autre, elle aura plus de produits à consommer, sans que cela soit dû en quoi que ce soit à un meilleur travail ou à une meilleure gestion. C'est là chose évidemment inadmissible. Le même cas se produirait pour deux collectivités minières exploitant des mines dans lesquelles la teneur du minerai ou sa facilité d'extraction sont différentes. Etc.

Il sera donc de toute nécessité qu'on supprime ces inégalités en prélevant sur les collectivités, qui se trouvent jouir des conditions naturelles privilégiées, une part de leurs produits, de façon à rétablir pour les diverses collectivités l'égalité entre le travail qu'elles auront fourni et la quantité de produits dont elles auront la liberté de disposer. Les prélèvements ainsi effectués pourront servir, par exemple, à l'entretien des infirmes, des malades, de tous les non-travailleurs, et aussi à rémunérer le travail de ceux qui produisent des choses dont l'usage est gratuit : ceux qui construisent et entretiennent les routes, ceux qui enseignent les enfants, etc. En un mot, ils serviront pour les services généraux de la société.

Or, pour faire cette égalisation, pour réaliser cette péréquation entre les différentes entreprises d'une même branche, il va de soi que l'organe tout qualifié est le *syndicat*, c'est-à-dire l'ensemble des membres de la corporation.

De même, quand, du fait de la transformation et des inventions de la technique, toute une branche de production n'aura plus de raison d'être, ou bien qu'au contraire des productions nouvelles devront être entreprises, ce sera au syndicat ou à la fédération syndicale intéressés qu'incombera le soin de liquider les entreprises qui doivent disparaître et de fournir à celles qui se créent les moyens de production qui leur sont nécessaires.

On pourrait multiplier les exemples.

Ainsi, pour tout ce qui ne concerne qu'elle, organisation de son travail, discipline intérieure, écoulement de ses produits, la collectivité productrice doit être indépendante; pour tout ce qui, au contraire, intéresse directement ou indirectement les rapports entre plusieurs collectivités, c'est à l'ensemble des travailleurs de la corporation ou des travailleurs de toutes les corporations, groupés dans leurs syndicats et leurs fédérations syndicales, d'en décider. Les collectivités sont les cellules productrices; les syndicats en sont l'organe régulateur.

L'indépendance des collectivités sera dans la société nouvelle l'élément de liberté; l'intervention du syndicat sera l'élément d'ordre. De l'équilibre entre les attributions de ces deux institutions : collectivité et syndicat — équilibre qui ne s'établira évidemment que par la pratique, équilibre qui se déplacera sans doute selon les époques, équilibre que des forces contraires tendront toujours à faire varier les unes dans un sens (celui de la liberté), les autres dans l'autre sens (celui de l'ordre) — de cet équilibre dépendra désormais l'harmonie sociale.

Robert LOUZON.

« Par quoi remplacer la machine d'Etat une fois celle-ci brisée ? »

Eligibilité complète, amovibilité en tout temps **de tous les emplois sans exception, abaissement des traitements au niveau du salaire ouvrier habituel, ces mesures démocratiques simples et allant de soi, en solidarisant les intérêts des ouvriers et de la majorité des paysans, servent en même temps de passerelle entre le capitalisme et le socialisme. Ces mesures réformistes sont d'ordre purement gouvernemental et politique, et elles n'atteignent bien entendu toute leur signification et toute leur portée qu'avec l'« expropriation des expropriateurs », préparée ou réalisée, c'est-à-dire avec la socialisation de la propriété privée capitaliste des moyens de production.**

⁂

L'essentiel n'est pas que les ministères subsistent ou qu'ils soient remplacés par des commissions de spécialistes ou par n'importe quoi; cela n'a absolument aucune importance. La question essentielle est de savoir si la vieille machinerie gouvernementale (liée à la bourgeoisie par des milliers de fils, croupissante et routinière) sera conservée ou si elle sera détruite **et remplacée par** une nouvelle **machine. La révolution ne doit pas aboutir à ce que la classe nouvelle commande et gouverne à l'aide de la** vieille **machine d'Etat, mais à ce qu'après avoir détruit cette machine, elle commande et gouverne à l'aide d'une machine nouvelle .**

LENINE

(*L'Etat et la Révolution*)

Pour les emprisonnés du P.O.U.M. et de la F.A.I.-C.N.T.

Voila brisé le silence que la coalition stalinienne et bourgeoise tentait d'organiser autour de l'emprisonnement des meilleurs militants du P.O.U.M. et de nombreux adhérents de la F.A.I.-C.N.T.

L'opinion ouvrière est saisie. La Fédération de la Seine du parti socialiste en a discuté dans son congrès et a affirmé son angoisse et sa volonté d'accorder aux accusés des possibilités de défense. Le *Populaire* à la date du 27-6-37 reprenait cette même revendication, en l'atténuant toutefois d'une série de réserves et sans relater aucune des ignominies commises par le gouvernement de Valence (arrestation comme otages des femmes des militants réfugiés dans l'illégalité, assassinat de Bob Smilie dans les cachots de Valence, occupation des locaux en arrachant le drapeau rouge, etc...). Il est vrai que le *Peuple* de Bruxelles, organe du P.O.B. dans son numéro du 22-6-37 s'était permis de publier la version stalinienne sur l'inculpation infâme en l'intitulant : « Où il est démontré que le P.O.U.M. trahissait au profit de Franco ».

Heureusement qu'il est encore par le monde quelques socialistes qui devant le crime qui se trame n'écoutent que leur conscience et ne tiennent pas compte des calculs politiques poussant aux réserves ou même à l'acquiescement : ainsi ce fut la socialiste Madeleine Paz qui anima la délégation d'écrivains et d'intellectuels, se rendant à l'ambassade d'Espagne, appuyée par des hommes comme Poulaille et Challaye, pour affirmer que l'inculpation elle-même jurait contre toute la vie des accusés, dont les délégués déclaraient répondre comme d'eux-mêmes.

Dans le monde syndical aussi, des militants de tendances très diverses se sont sentis unis dans l'indignation devant l'infamie ourdie. Voici leur lettre à laquelle bien des camarades sans doute voudront joindre leur adhésion en écrivant à la *R. P.*

Paris, le 22 *juin* 1937.

A Monsieur l'Ambassadeur d'Espagne à Paris,

Nous apprenons avec inquiétude l'inculpation du P.O.U.M. pour complicité avec le fascisme espagnol.

Un millier d'arrestations auraient eu lieu à Barcelone; les femmes des militants Arquer et Gorkin seraient retenues comme otages; les locaux du Secours Rouge du P.O.U.M. auraient été fermés, privant les emprisonnés politiques de tout secours matériel et de toute assistance juridique, rendant impossible leur défense devant les tribunaux; un secrétaire du P.O.U.M., Nin, aurait été transféré vers les prisons de l'Espagne du Sud; un milicien de la première heure des Colonnes, le camarade Bob Smilie, membre de l'I.L.P., serait décédé en prison à Valence, d'une soi-disant crise d'appendicite aiguë, etc..., etc...

Nous connaissons assez la longue lutte menée par ce parti et ses militants, les sacrifices de ses colonnes au front de la guerre civile contre Franco pour être surpris des accusations dont il est l'objet. Nous craignons de nous trouver devant la répétition des derniers procès de Moscou. Nous voulons croire que Barcelone et Madrid n'en sont pas arrivés là; aussi nous pensons que liberté sera donnée aux inculpés de se défendre, que la publicité des débats du procès du P.O.U.M sera assurée en présence de délégués ouvriers internationaux et particulièrement de délégués français syndicaux,socialistes, libertaires.

Nous espérons que l'opinion publique mondiale n'aura pas à déplorer une fois de plus le spectacle d'une révolution assassinant quelques-uns de ses meilleurs défenseurs.

C. Delsol, secrétaire du Syndicat du Gaz de Banlieue.

M. Chambelland, secrétaire du Syndicat des Correcteurs.

F. Charbit, A. Largentier, Pacault et Amaré, de la Chambre Syndicale Typographique.

R. Hagnauer, secrétaire du Syndicat des Instituteurs de la Seine et membre de la Commission Exécutive de l'Union des Syndicats.

P. Monatte et R. Louzon, de la Révolution Prolétarienne.

Brenette, secrétaire de la 19e sous-section du Syndicat des Instituteurs de la Seine (à titre personnel).

M. Roy, secrétaire de la Fédération des Métaux.

Se sont joints ensuite à cette protestation :

J. Bernier et J. Biso, correcteurs syndiqués.

Le Comité entier de la Chambre Syndicale Typographique.

Enfin, une délégation comprenant : Fenner Brockway, militant de l'Independant Labour Party, Wolf, journaliste de la *Lumière,* Billis, avocat socialiste et Robert Louzon, est partie depuis plusieurs jours en Espagne pour divulguer au grand jour tout le mécanisme de l'odieuse machination contre nos frères du P.O.U.M. et de la F.A.I.-C.N.T.

L. NICOLAS.

P. S. — Au moment de mettre en page la presse ouvrière espagnole nous apporte le terrible verdict condamnant les ouvriers de Tortosa, coupables de s'être défendus au cours des journées de Mai dans les conditions atroces décrites dans notre numéro précédent.

Procès monstre : 128 accusés. 4 CONDAMNATIONS A MORT. Une dizaine de peines variant de 6 à 20 ans de prison.

Un espoir subsiste encore : Effrayés eux-mêmes par la rigueur des peines prononcées par les magistrats présidant le tribunal, les jurés ont de suite déposé une demande de révision de leur verdict, cette révision est accordée.

L. N.

EN ESPAGNE CONTRE-RÉVOLUTIONNAIRE

Résultats d'une enquête

Notre camarade R. Louzon vient de passer une quinzaine de jours en Espagne comme membre d'une délégation internationale enquêtant sur le sort fait aux révolutionnaires emprisonnés (P. O. U. M., libertaires, socialistes de gauche). Voici les résultats de cette enquête.

Les démarches et visites que nous avons faites pendant notre séjour en Espagne, soit à Barcelone, soit à Valence, peuvent se classer en deux catégories : les unes ont été faites auprès d'hommes politiques de différents partis pour savoir ce qu'ils pensaient des poursuites intentées et, plus particulièrement, de l'accusation d'espionnage dirigée contre certains militants du P. O. U. M. ; les autres ont été faites auprès de personnages officiels, afin de tâcher d'obtenir d'eux les garanties cherchées.

Dans la première catégorie rentrent les visites à Vasquez et Montseny (C. N. T.), à Miravitlès et Companys (gauche catalane) et à Largo Caballero (parti socialiste).

A la seconde catégorie appartiennent les visites à Pavon, avocat des accusés du P.O.U.M., à Irujo, ministre de la Justice, au chargé d'affaires de France à Valence et au consul général français de Barcelone.

Une partie de ces visites a été faite en compagnie de Fenner Brockway, secrétaire général de l'I. L. P. britannique, qui a, en outre, de son côté, vu le chargé d'affaires et le consul de son pays, et a été reçu par Giral, ministre des Affaires étrangères.

⁂

Les visites de la première catégorie nous ont enseigné deux choses : la première est qu'aucun parti politique ne croyait, ou même ne faisait semblant de croire à l'accusation d'espionnage portée contre Nin, Gorkin, etc.; la seconde est l'étendue de la répression qui a frappé, non seulement le P. O. U. M., mais toutes les autres formations antifascistes, autres que celles actuellement au pouvoir.

Vasquez et *Montseny* trouvent scandaleuse l'arrestation de Nin et autres, et leur position, telle que Vasquez venait de la définir dans un discours dont nous avons vu les épreuves, est celle-ci : s'il y a des espions dans le P.O.U.M., comme il y en a probablement dans tous les partis antifascistes, qu'on les frappe, mais cela ne donne pas le droit d'exterminer le P.O.U.M. en tant qu'organisation.

Par ailleurs, ils nous apprennent que la C. N. T. a actuellement huit cents de ses membres arrêtés, ainsi que soixante « disparus ».

Miravitlès nous a spontanément déclaré qu'aussitôt l'arrestation de Nin pour espionnage, accusation à laquelle personne ne pouvait croire, il fut appelé par Companys, et tous deux ont décidé que ce dernier allait écrire immédiatement une lettre au gouvernement de Valence indiquant la déplorable impression produite par cette arrestation, que « l'opinion publique catalane ne pouvait croire que Nin était un espion fasciste, et que lui-même, Companys, avait vraiment besoin de faire un très gros effort pour pouvoir l'admettre ». Cette lettre fut aussitôt portée à Valence par Miravitlès lui-même et remise par lui à Ortega, directeur de la Sûreté (le véritable ministre). Ortega déclara alors qu'on avait des preuves écrasantes contre Nin, et il montra à Miravitlès une pièce (carte millimétrique de Madrid, avec texte à l'encre sympathique au dos où il était question d'un certain N...) qui était un faux si évident, nous déclara Miravitlès, *« que j'éclatais de rire, et que personne n'osera plus faire usage de cette pièce ».*

Caballero nous déclara qu'il connaissait personnellement depuis longtemps Nin, Gorkin et autres, et que, bien que leur adversaire politique, il savait parfaitement que ceux-ci n'étaient et ne pouvaient être des espions fascistes. « Si Nin et les autres membres du P. O. U. M. sont actuellement poursuivis pour espionnage, c'est uniquement pour raison politique, uniquement parce que le parti communiste veut détruire le P. O. U. M. »

« Si, dans cette besogne, le parti communiste a l'appui des autres partis gouvernementaux (socialistes de droite et partis bourgeois), ajouta Caballero, c'est uniquement parce que la droite socialiste a besoin de l'appui communiste pour sa lutte contre la gauche socialiste, et que les partis bourgeois ont besoin de l'appui communiste pour le sauvetage de la démocratie bourgeoise. Les persécutions contre le P. O. U. M. sont la rançon que ceux-ci payent au parti communiste. »

D'autre part, Caballero déclara que la répression contre le P. O. U. M. n'était que l'avant-coureur d'une répression qui serait dirigée ensuite contre la gauche socialiste afin de la faire disparaître, comme on espère que disparaîtra le P. O. U. M. Récemment, un certain nombre de socialistes de gauche ont été arrêtés.

Companys nous confirma la démarche qu'il avait faite auprès de Valence et que nous avait relatée Miravitlès. Il s'en tint ensuite à des considérations générales, nous expliquant que la Catalogne avait dû interrompre sa révolution, parce qu'elle s'était trouvée insuffisamment soutenue par le prolétariat des autres pays qui est actuellement partout ailleurs sur la défensive (fronts populaires).

L'avocat Pavon

La première des visites de la seconde catégorie fut celle que nous fîmes à Pavon qui, en même temps qu'avocat des accusés du P.O.U.M. est le président de la Commission Consultative adjointe au ministre de la Justice, ce qui lui donne toute facilité d'accès auprès de celui-ci.

Durant cette visite, Pavon, après être allé s'entretenir avec le ministre de la Justice, nous apprit que notre venue et l'objet de notre mission étant parvenus à la connaissance du gouvernement, celui-ci avait aussitôt décidé d'agir. Ce jour même, le procureur général était parti à Barcelone s'enquérir des prisonniers qui y étaient, et le ministre de l'Intérieur était parti à Madrid pour s'enquérir de ceux qui y avaient été transférés (Nin, Gorkin, Andrade, etc.) et notamment du sort de Nin, dont on ne savait qu'une chose : c'est qu'*on ne savait pas où il était.*

Nous déclarâmes alors que nous ne quitterions Valence que lorsque nous aurions vu les prisonniers, et Nin en particulier, ou qu'à défaut, nous ayons l'attestation écrite par un des chefs du gouvernement affirmant que Nin était en vie et dans les prisons gouvernementales.

Le lendemain soir, Pavon nous apprenait que le ministre de l'Intérieur avait téléphoné de Madrid à son collègue de la Justice qu'il avait vu tous les prisonniers, Nin y compris, que ceux-ci étaient désormais tous dans les prisons de l'Etat, et que d'ici huit jours, l'affaire serait retirée à la police pour passer au judiciaire. En outre, les prisonniers actuellement à Madrid seraient tous ramenés à Valence. Nous demandâmes à avoir confirmation directe de ces points, soit par le ministre de l'Intérieur, soit par celui de la Justice.

Le ministre de la Justice, Irujo

Le lendemain matin, nous étions reçus, en compagnie de Pavon, par le ministre de la Justice.

Celui-ci, après nous avoir affirmé qu'en Espagne il ne pourrait se produire des choses comme en Russie, nous confirma ce qui nous avait été dit la veille au soir par Pavon, et s'engagea à l'écrire, ce qu'il fit le soir même dans une lettre à Pavon dont nous avons vu l'original et dont nous avons rapporté des facsimilés.

Par contre, si le ministre nous déclara bien, en propres termes : « Je ne peux pas plus croire que Nin était un espion que je ne pourrais croire que Franco est un agent de l'Angleterre », aucune allusion ne fut faite par lui à l'abandon possible de l'accusation d'espionnage. Cela nous amena à poser la question du huis-clos. En effet, d'après le dernier décret sur l'espionnage, l'espionnage ne relève pas des tribunaux ordinaires(« tribunaux populaires »), mais d'un tribunal d'exception qui n'est qu'un tribunal administratif, étant composé exclusivement de délégués de différents ministères, et ce tribunal peut prononcer le huis clos.

Nous demandâmes donc que si le huis-clos était prononcé, il ne soit au moins que partiel, certaines personnes qualifiées pouvant être autorisées à suivre le procès. A cette question, nous reçûmes une réponse totalement négative. Le ministre déclara qu'il pensait que le huis-clos ne serait sans doute pas prononcé, mais que s'il l'était, il devait être total, les assistants ne pouvant être tenus au secret professionnel, et la dignité de la justice espagnole n'étant pas compatible avec la présence d'un contrôle étranger. On trouvera, d'ailleurs, dans la lettre du ministre à Pavon, un paragraphe sur cette question, où le *non* est d'ailleurs peut-être moins catégorique qu'il ne l'avait été verbalement.

Autorités françaises

Ayant appris au cours de notre enquête que nombreux étaient les étrangers arrêtés, entre autres des Français (Louise Gorkin, des membres des Jeunesses Socialistes, des libertaires, etc.), nous crûmes bon de faire une démarche spéciale pour les Français auprès du chargé d'affaires de France à Valence. Celuici, qui n'était guère au courant, nous renvoya au Consul général de Barcelone (tous les prisonniers français que nous lui avions signalés étant en prison à Barcelone), qu'il se chargeait de prévenir de notre visite.

Ce dernier nous déclara qu'il avait vu peu auparavant (sans doute après la dépêche du chargé d'affaires) le délégué de l'Ordre public en Catalogne, et que celui-ci lui avait répondu que les Français détenus l'étaient « pour vérification de papiers d'identité », « vérification de leur affiliation politique » et pour vérifier « s'ils n'avaient pas commis de délit de droit commun en France, avant leur rentrée en Espagne ».

Il faut, en effet, préciser que ces détenus, à peu d'exceptions près, semble-t-il, ne sont accusés d'aucun délit. Ils sont détenus par simple décision administrative, et il est manifeste que les vérifications que l'on invoque, qui, en tout état de cause, ne sauraient justifier une détention, ne sont que des prétextes, aucun motif de suspicion sur l'exactitude de leurs papiers d'identité, de leur affiliation politique, etc., n'existant pour eux (pour Louise Gorkin, par exemple), plus que pour tous autres. En outre, il est résulté de notre enquête auprès des détenus français de la prison de la Calle Corcega (Louise Gorkin, Ladmiral, Duchêne), qu'on n'a fourni à aucun d'eux le motif de son arrestation, et qu'aucun d'eux n'a subi depuis son arrestation, de la part de qui que ce soit, le moindre interrogatoire. Bien plus, l'un d'eux, avait été arrêté déjà en avril; un mois, jour pour jour après son arrestation, il fut libéré, sans avoir été interrogé ni qu'on lui ait fourni la moindre explication, puis, le 17 juin, il était à nouveau arrêté, et, au 11 juillet, n'avait pas davantage reçu aucune explication ni subi aucun interrogatoire.

Grève de la faim

Une dernière visite administrative fut celle que nous fîmes au commissaire chargé de la prison de la Calle Corcega, prison administrative spéciale pour les étrangers, afin de lui demander d'améliorer le sort matériel des détenus. En effet, si les détenues femmes sont à peu près convenablement logées, il n'en est pas de même des hommes. Ceux-ci sont entassés à plus d'une centaine dans un ancien garage à peu près totalement dépourvu d'air, *sans en sortir jamais,* n'ayant que quelques bancs et quelques couvertures, mais pas de paillasses. Conditions qui les avaient conduits à faire une grève de la faim de trois jours.

Les camarades que nous avons vus étant extrêmement anémiés, nous avons demandé au commissaire qu'on donne aux prisonniers au moins davantage d'air, en les autorisant à aller dans le jardin attenant et clos de hauts murs, quelques heures par jour. Cela nous fut refusé, le commissaire alléguant qu'il avait déjà posé la question au chef supérieur de la police qui avait refusé parce que les détenus de cette prison devaient être prochainement libérés pour être expulsés.

CONCLUSIONS

En résumé, notre mission a, semble-t-il, obtenu un résultat sur un point précis : on peut considérer comme à peu près certain qu'à notre arrivée à Valence, Nin était dans une prison particulière du Guépéou, et qu'à notre départ il en avait été sorti pour être transféré dans une prison régulière de l'Etat espagnol.

Elle a eu probablement également un résultat d'ordre général : elle a alerté le gouvernement sur les conséquences que pourrait avoir à l'étranger un redoublement d'arbitraire de sa part, et par là contribuer à empêcher que l'arbitraire ne s'aggrave.

Deux objectifs immédiats

Mais l'essentiel reste à faire.

Indépendamment de la lutte générale contre toute répression à l'intérieur du camp antifasciste, il reste :

1° A obtenir que le procès du P. O. U. M. n'ait pas lieu à huis-clos. Il ne servirait à rien en effet d'avoir momentanément sauvé les accusés des mains du Guépéou, s'ils devaient être jugés et condamnés entre les quatre murs d'un tribunal d'exception, et exécutés ensuite très « légalement ». Il faut donc, à tout prix, obtenir que le procès soit public, ou que, s'il n'en est pas ainsi, puissent assister au débat des délégués des organisations antifascistes espagnoles et étrangères.

2° Empêcher que les étrangers antifascistes qui sont venus en Espagne pour lutter contre le fascisme, puissent être incarcérés par simple décision policière, pour « vérification » de quelque chose, sans avoir commis de délit, et simplement en fait parce qu'ils appartiennent à une fraction de l'antifascisme qui n'est pas celle qui est au pouvoir.

13e année
numéro 252

la révolution prolétarienne

10 Août 1937
prix : 2 francs

revue bimensuelle
syndicaliste
révolutionnaire

DANS CE NUMÉRO

Nin assassiné

Depuis le jour où Staline fit dire dans les colonnes de sa presse vassale que les « trotskistes » espagnols vont subir le même sort que ceux de Russie, il fallait s'attendre au pire.

La destinée historique a voulu que le magnifique prolétariat espagnol, plein d'ardeur révolutionnaire, n'ait pu trouver jusqu'à présent dans son sein des hommes et des organismes capables de résister au péril thermidorien venant de l'Orient.

Le discours de Federica Montseny, réclamant un démenti du gouvernement de Valence pour réfuter le bruit courant sur l'assassinat de Nin, est venu bien tard. Même trop tard, car la C.N.T. ou plutôt sa direction, aurait dû prévoir que les menaces de Staline ne resteraient pas lettre morte. Après la mort de Berneri, pouvait-il être permis d'en douter?

La C.N.T., qui avait après les journées de Mai conservé ses effectifs et en partie son autorité morale, n'a pas fait d'action d'envergure pour répondre à la dissolution du POUM et pour ainsi sauver ses propres militants qui sont depuis ce temps devant un danger de mort imminent.

C'est manquer à sa propre défense, car après Nin et le POUM, ce sera le tour de la tête dirigeante de la C.N.T. Les signes précurseurs en sont déjà multiples; quant à la base de la C.N.T., on l'assassine dès maintenant à chaque occasion propice.

Raison de plus pour citer intégralement l'avertissement courageux de Federica Montseny, représentante du Comité Péninsulaire de la F.A.I. Le voici :

Ici, en Espagne, nous avions toujours eu un peu de bienséance et d'honnêteté. Nous luttons toujours avec des armes propres, il nous arrive de nous combattre entre organisations, mais il en coûtait beaucoup de recourir au crime, à l'infâmie, à la calomnie. La monarchie faisait cela, mais ni les républicains, ni les socialistes, ni les communistes, ni les anarchistes ne l'ont jamais fait. Il semble qu'on ait voulu importer des procédés d'autres pays pour pouvoir accuser d'espionnage tous les membres d'un parti, les emprisonner et commencer dans l'ombre un procès. Quand viennent en Espagne des représentants socialistes d'autres pays on en met quelques-uns en liberté, pour sauver les apparences. Mais on finit par nous dire qu'on a trouvé dans Madrid les cadavres de Nin et de deux autres camarades. Cette nouvelle ne nous a pas encore été confirmée, mais tant que le gouvernement ne l'a pas démentie en nous disant où se trouve Nin, nous sommes obligés de croire qu'elle est vraie. On ne peut pas impunément, en faisant litière de la volonté, de la dignité de tout un peuple, s'emparer d'une poignée d'hommes, les accuser de fautes que l'on ne prouve pas, les mettre dans une maison particulière préparée à cette intention, les faire sortir la nuit et les assassiner.

Ceci ne se peut pas parce que l'Espagne est un pays qui n'a pas perdu sa dignité et sa virilité. Ici on ne peut pas tromper les grandes masses sans savoir ce que l'on fait; on peut bien nous dire que Nin est un agent du fascisme, mais nous répondrons : « Très bien, prouvez tout ceci, et alors, au milieu de la place la plus publique d'Espagne, fusillez-le ». Quand on pourra démontrer que Nin, Gorkin, Andrade sont des espions, nous demanderons qu'on les fusille, mais qu'ils soient tués, assassinés dans l'ombre, n'est pas tolérable. Que Franco, Queipo, Cabanellas assassinent, soit, mais on ne peut assassiner au nom d'un gouvernement qui représente la lutte contre le fascisme, où sont représentés tous les partis antifascistes moins la C.N.T. et la F.A.I.

Nous éprouvons en ce moment la satisfaction de ne pas y figurer car, tout ceci ayant été fait traîtreusement, en passant par dessus la tête du ministre de la Justice, si nous avions été au gouvernement, nous aurions été impliqués dans la même responsabilité historique. La C.N.T. et la F.A.I. ont le droit de poser au peuple espagnol ce dilemme :

L'Espagne est un peuple qui a prouvé qu'il savait mourir pour la liberté : ni Rome, ni Berlin, ni Moscou!

Pourtant le gouvernement négrino-stalinien a tué Nin avec une habileté qui tient à la fois des mœurs de Martinez Anido et de celles de Staline. Ce n'est pas peu dire.

Valence se serait sans doute tu au sujet de cet assassinat, s'il n'y avait pas eu la note parue dans le *Populaire*, relatant sous une forme négative et interrogative le fait révélé par le journal italien « Guerra di Classe ».

C'est en réponse à cette note que nous avons pu lire la dépêche du gouvernement de Valence disant que Nin ne se trouvait déjà plus parmi les listes de prisonniers, et qu'il fallait le chercher parmi les fugitifs.

Voici un procédé qui est bien vieux en Espagne : en effet, sous le régime d'Alphonse XIII, ce procédé, connu sous le nom de « ley de fugas », était la terreur des militants emprisonnés qui résistaient à tout transfert d'une prison à l'autre, car on les assassinait souvent en cours de route, en les présentant comme ayant fait une tentative de fuite.

Monsieur le docteur Negrin veut faire croire que Nin, vieux militant, qui connaissait parfaitement les mœurs policières espagnoles et qui avait aussi une bonne notion de celles de Moscou, aurait risqué d'entreprendre une évasion dans de pareilles conditions!

Mais s'il s'était en effet évadé, pourquoi M. Negrin et C° ont-ils attendu que la presse demande des explications? Pourquoi n'ont-ils pas annoncé de suite cette « évasion »? D'ailleurs dans quel pays Nin pouvait-il s'évader? Est-ce au Portugal ou en Espagne nationaliste? C'est sans doute cela que le communiqué voudrait laisser sous-entendre.

Faut-il s'en étonner après que cette même presse stalinienne, avec sa morale de canaille,

osa déclarer, presque un an après la disparition tragique de Maurin, qu'on avait vu ce dernier se promener dans les rues de Burgos.

Le gouvernement de Valence veut par cette dépêche non seulement cacher l'assassinat en prison d'un militant désarmé, mais sans aucun scrupule il veut faire croire que Nin a rejoint le camp fasciste.

Il faut que ces rejetons staliniens sachent que les militants ouvriers français, qui ont l'honneur de penser avec leur propre cerveau, repoussent avec répugnance cette insinuation.

Ils considèrent en effet que le gouvernement de Valence actuel, arrosé de sang ouvrier qu'il fait couler dans les cachots de toute espèce (dans les prisons d'Etat, comme dans celles dites privées ou du parti stalinien) doit être mis sur le même pied, au point de vue mœurs politiques et policières, que les plus vulgaires gouvernements fascistes.

Que tous ceux qui se rendent compte où ce gouvernement mènera le prolétariat espagnol protestent avec nous contre l'assassinat de Nin et contre des procès « à l'instar de Moscou » en préparation contre d'autres membres du POUM.

Nin est assassiné; sauvons Gorkin et les autres militants du POUM auxquels Valence voudrait faire avouer des crimes non commis.

L. NICOLAS.

P. S. — Cet article était écrit lorsque la presse et en particulier « Claridad » du 29.7.37 fit connaître le document suivant :

Valence, 29. — Le ministère de la Justice a communiqué la note suivante :

« La direction générale de la Sûreté est occupée de sujets intéressants ayant trait ou touchant à des activités subversives ou d'espionnage.

Ont été transmis au Tribunal d'espionnage et de haute trahison les causes correspondantes aux inculpés suivants : Juan Andrade, José Escudero Boves, Pedro Jonet Cuito, Julian Gomez Gorkin, Daniel Rebuli, Francisco Gomez Palomo, José Rodriguez Arrayo, Dositeo Iglesias, Francisco Clavell Ruiz, Victor Bordejo Jimenez et Javier Fernandez Golcin.

Les dix premiers appartiennent au Parti Ouvrier d'Unification Marxiste et le onzième à la Phalange Espagnole.

Il y a dans la cause de nombreux documents trouvés dans les locaux du Parti Ouvrier d'Unification Marxiste : clefs, codes télégraphiques, documents ayant trait au trafic d'armes, contrebande d'argent et objets de valeur; différents périodiques provenant de diverses capitales, principalement de Barcelone, communications d'éléments étrangers faisant allusion à des entrevues ayant eu lieu à l'intérieur du territoire loyal ou en dehors de celui-ci; participation d'éléments étrangers à des préliminaires d'espionnage et au mouvement subversif de Mai.

Le procureur de la République a reçu l'ordre de comparaître et d'agir dans ce procès au nom du gouvernement. De même par l'intermédiaire du ministère de la Justice, il a été remis au Tribunal un document désignant M. Benito Pabon, comme avocat défendant les inculpés appartenant au Parti Ouvrier d'Unification Marxiste.

Bientôt entrera en fonction le juge spécial, désigné par le Tribunal d'espionnage, muni des pouvoirs nécessaires pour prendre connaissance des dossiers et instructions indispensables pour définir entièrement les faits recueillis par la Direction générale de la Sûreté, et de toutes les activités ayant provoqué ces faits.

Le ministre de la Justice répond en publiant cette note aux demandes d'informations reçues au sujet des causes signalées et des faits qui s'y rapportent.

Les détenus, dont l'énumération a été faite au début de cette note, ont été mis à la disposition directe et immédiate du Tribunal, dans les prisons d'Etat où ils se trouvent actuellement.

Ledit ministère n'éprouve pas la nécessité de réitérer la certitude que dans le sujet dont cette note traite, comme dans tous les autres portés à la connaissance des Tribunaux de Justice, doivent se réunir toutes les garanties de droit pour appliquer la loi défendant la République, sans admettre aucune pression, ni donner lieu à une décadence incompatible avec le sentiment de rectitude du Droit, qui pénètre l'activité des juges et des tribunaux de l'Etat.

Par conséquent, sont inutiles toutes les démarches qui sont tentées et qui ne se réduisent pas à la stricte et loyale application des lois. (Febus.) »

Que faut-il retenir de ce document dont la solennité ne sert qu'à mieux masquer l'infâmie :

Tout d'abord la confirmation indirecte de l'assassinat de Nin; en effet son nom ne figure pas parmi ceux des autres inculpés, membres du Comité Central du POUM ; même la procédure « extrêmement sommaire » du Tribunal spécial pouvait encore laisser échapper quelque lueur de vérité sur Nin; les successeurs de Martinez Anido régnant à Valence ont préféré l'assassinat dans la nuit.

Quant aux fameuses garanties légales de droit dont fait étalage le ministre de la Justice, Irujo, les lecteurs de la *R. P.* qui liront le décret récent sur le Tribunal spécial seront fixés.

A noter que le même Irujo par sa note avertit indirectement les délégations ouvrières que leurs démarches ne seront pas prises en considération et que leur présence serait une pression.

Mais le comble est atteint dans l'inculpation proprement dite : Il est reproché à un parti comme le POUM mêlé activement aux colonnes antifascistes de posséder les codes télégraphiques, d'essayer de s'acheter les armes que le gouvernement lui refuse au front d'Aragon, de payer en devises étrangères ces commandes d'armes faites à l'étranger! L'inculpation reproche à un parti aussi éminemment internationaliste que le POUM d'avoir des entrevues avec des militants de ses partis frères à l'étranger. Décidément Irujo-Negrin ont dépassé leurs maîtres Vychinski-Staline par cette admirable formule de « préliminaires d'espionnage ». Mais le comble est bien de retenir comme motif d'espionnage le fait de posséder dans les locaux d'un Comité central d'un parti en pleine défense antifasciste « différents périodiques provenant de diverses capitales, principalement de Barcelone ». Dire que c'est pour de pareils motifs que les poumistes seront fusillés tandis que l'énorme majorité du mouvement ouvrier applaudira, tandis que jusque dans la minorité révolutionnaire, nombreux seront ceux qui baisseront pudiquement les yeux ou balbutieront quelques regrets du bout des lèvres, pour ne pas faire de tort « aux camarades espagnols en lutte ». Vraiment, c'est bien au « temps du mépris » que nous vivons.

L. N.

La C. N. T. vue par un socialiste

*La délégation internationale qui a été enquêter le mois dernier en Espagne sur les persécutions dirigées contre les principaux secteurs du front antifasciste comprenait comme représentant de l'Angleterre Fenner Brockway, secrétaire général de l'*Independant Labour Party *(I.L.P.); ce parti est le plus vieux parti socialiste d'Angleterre, et il reste particulièrement fort en Ecosse où il a 4 députés.*

A son retour en Angleterre Fenner Brockway a publié sur la C.N.T. l'article dont nous donnons ci-dessous la traduction :

Avant d'aller en Espagne j'estimais déjà beaucoup le rôle joué par la C.N.T. dans la lutte contre le fascisme et pour la révolution sociale; mais mon estime s'est accrue énormément lorsque j'ai été en contact quotidien avec elle et que j'ai pu prendre, de première main, connaissance de son travail.

Sa morale

J'ai été en Espagne pour faire tout mon possible en faveur du P.O.U.M. après l'arrestation de ses dirigeants et la tentative faite pour supprimer l'organisation. J'attendais de la C.N.T. de la sympathie pour mon action, mais je ne pensais pas avoir le droit d'attendre d'elle plus qu'un appui d'ordre général.

Car, après tout, la C.N.T. et le P.O.U.M. ont des philosophies sociales distinctes, qui les ont historiquement opposés. La C.N.T. est anarchiste; le P.O.U.M. est marxiste. Cela les a conduits à des politiques différentes et même à une certaine rivalité pour leur recrutement. Le P.O.U.M. a souvent critiqué la tactique et les dirigeants de l'anarchisme. Il ne s'est pas privé de chercher à enrôler chez lui des adhérents de la C.N.T. Dans ces conditions il eût été compréhensible que la C.N.T. ne se démanche pas particulièrement pour défendre le P.O.U.M.

Or, je n'ai trouvé rien de cela.

Pour la C.N.T. la défense du P.O.U.M. était une affaire de principe, et, en présence des principes, toutes les autres considérations ne comptent pas. Le P.O.U.M. avait fait la preuve de son dévouement à la lutte antifasciste. Il s'était montré un défenseur sincère des droits des travailleurs et œuvrait pour la révolution sociale; il était injustement persécuté. Cela suffisait. La C.N.T. n'hésita pas un instant à se dresser à son côté et à demander justice pour lui.

Il y a dans cette attitude une noblesse qui commande l'admiration. Cette attitude ne s'est pas seulement exprimée par des mots, mais par des actes. Le Comité Régional de Catalogne de la C.N.T. mit à ma disposition le camarade Souchy, son secrétaire pour les relations internationales, comme interprète et conseiller. Elle mit ses voitures à ma disposition, et je fis avec elles plus de 2.000 kilomètres. A Valence, le Comité National de la C.N.T. m'aida aussi de tout son cœur. Il avait déjà envoyé au gouvernement une courageuse protestation contre la suppression du P.O.U.M. Vasquez, son secrétaire général, avait fait un grand discours à Valence demandant justice pour le P.O.U.M.

Tout cela fut fait par sentiment du devoir prolétarien. Du devoir prolétarien qui consiste à réclamer que soit traitée avec équité toute organisation ouvrière, quelle qu'elle soit. Ou ne fit pas cela par « grandeur d'âme », mais comme quelque chose de tout naturel, une chose de principe. Je ne pouvais pas être autrement que fortement ému par cette preuve de la valeur morale de la C.N.T.

Sa force et son œuvre

Mais j'appris aussi à apprécier dans la C.N.T. autre chose.

Je fus très frappé par la force de la C.N.T. Il ne fut pas nécessaire de me dire que c'était la plus importante et la plus vivante des organisations ouvrières espagnoles. De toutes parts, ça crevait les yeux. Les grandes industries sont manifestement principalement dans les mains de la C.N.T. : tramways, transports sur routes, navigation, mécanique, électricité, bâtiment, agriculture. A Valence, l'U.G.T. contrôle plus de travailleurs qu'à Barcelone, mais, d'une manière générale, la masse des travailleurs manuels appartient à la C.N.T. Les adhérents de l'U.G.T. appartiennent plutôt aux classes de travailleurs « à faux col ».

Je fus frappé également par les signes extérieurs du pouvoir de la C.N.T. A Barcelone celle-ci s'est installée dans l'immeuble du plus grand trust capitaliste d'avant juillet, construction monumentale. A Valence elle occupe le palais d'un marquis de l'ancien régime. Les services qu'elle a installés en ces deux immeubles sont des ruches extrêmement actives et bien organisées : secrétariat, transports, défense, propagande, organisation, publications, relations internationales, etc... Ce ne sont là que les services centraux. Il faut y ajouter, disséminés aux quatre coins de la ville, aussi bien à Valence qu'à Barcelone, les différents syndicats, logés chacun en de vastes locaux : syndicats du bâtiment, de l'électricité, des transports, etc..., tous fédérés dans la C.N.T.

Je fus frappé par le travail fait par la C.N.T. pour la pleine participation de ses membres à la guerre contre le fascisme : les appels pour se joindre aux forces combattantes, la réponse faite à l'appel du « Bataillon de la Mort » pour reconstituer une unité détruite, tous les tracts et affiches édités dans le but de presser les travailleurs de donner le plein de leurs forces pour la lutte contre Franco.

Je fus enfin extraordinairement frappé par le travail révolutionnaire constructif que réalise la C.N.T. Sa réalisation du contrôle ouvrier sur l'industrie est une chose de génie.

Je pourrais prendre l'exemple des transports, ou de la sidérurgie, ou du textile. Mais je pense plutôt à des exemples qui, pour être moins grandioses, n'en sont pas moins aussi significatifs.

Je pense par exemple à l'industrie du film. Un trust capitaliste italien avait décidé de constituer à Barcelone un centre technique pour le développement et le tirage des films. Le 19 juillet vint, et les capitalistes italiens s'enfuirent. Les travailleurs prirent leur suite. Ils achevèrent la construction, et tout maintenant est en marche, en ordre parfait. C'est un des plus beaux bâtiments dans lesquels je suis jamais entré. La technicité de son état-

major — tous des camarades de la C.N.T. — égale tout ce qui peut être trouvé ailleurs.

Et voici un exemple tout différent. Une petite ville qui comptait jadis 17 boutiques de coiffeurs; ces derniers sont maintenant tous réunis dans une « collectivité » céentiste, qui fonctionne dans un ancien club fasciste. Je la visitai un dimanche matin. Dans une salle d'attente joliment décorée les clients attendaient leur tour, et dans la grande salle voisine travaillaient les 17 coiffeurs, avec un outillage et une installation aussi complets que ceux qu'on trouve dans les quartiers chics de Londres ou de New-York. C'était admirable de voir cet exemple de coopération.

Plus que tout je me réjouis de ma visite à la collectivité agricole de Segorbe. Je ne la décrirai pas en détail, mais l'état d'esprit des paysans, leur enthousiasme, la manière dont ils apportent leur part à l'effort commun, la fierté qu'ils en ressentent — tout cela est admirable.

Il se trouve encore des Anglais et des Américains pour croire que les anarchistes espagnols sont des gens impossibles, des indisciplinés, des « incontrôlables ». C'est exactement le contraire de la vérité. Les anarchistes espagnols sont en train d'édifier, par le canal de la C.N.T., l'une des plus grandes œuvres constructives qu'ait jamais faites la classe ouvrière.

Au front ils combattent les troupes fascistes; à l'arrière ils constituent la nouvelle Société des Travailleurs. Ils comprennent que la guerre contre le fascisme et la Révolution sociale sont inséparables. Ceux qui ont vu et compris ce qu'ils font leur doivent un tribut d'honneur et de reconnaissance. En même temps qu'ils luttent contre le fascisme, ils créent le Nouvel Ordre Social. C'est sûrement la plus grande œuvre faite actuellement par des travailleurs en quelque partie que ce soit du monde.

Fenner Brockway.

Armée populaire ou armée de classe ?

L'article qui suit a été écrit au front d'Aragon dans les huit premiers jours d'avril, mais la censure postale l'ayant intercepté, il ne put paraître dans Solidaridad Obrera *que dans les premiers jours de juin. En juin comme en avril, il était de grande actualité, la question du port des galons tout particulièrement étant celle qui divisait quotidiennement les troupes du front aragonais restées fidèles à l'esprit des milices, et celles peu à peu gagnées à l'esprit de la vieille armée, de l'armée bourgeoise.*

Je ne peux dire si la question est encore actuelle, ou si la pression de la contre-révolution a fait dès maintenant partie gagnée pour l' « armée de classe ».

Il y a quelques mois, un ministre qui était aller visiter les tranchées de Madrid, déclarait en revenant : « Maintenant, nous avons une véritable armée populaire : tous les soldats que j'ai rencontrés m'ont fait le salut militaire. »

A peu près au même moment, on faisait marcher au pas des groupes de citoyens dans les rues de Barcelone, on les faisait s'arrêter et faire demi-tour au commandement; c'était, paraît-il, de la propagande pour l' « armée populaire ».

On se demande si ce ministre et ceux qui faisaient marcher au pas les civils de Barcelone ont jamais réfléchi à ce que devait être une armée, et, tout particulièrement, une « armée populaire ». Leur excuse est sans doute que ces honorables personnages n'ont jamais vu d'armée ailleurs que dans les revues et autres parades, mais non dans ce qui est sa raison d'être : la guerre.

Car s'ils avaient tant soit peu fait la guerre, ils auraient constaté que ce qui fait pour eux une « véritable » armée : le salut militaire et la marche au pas, ou, pour parler plus généralement, les « marques extérieures de respect » et les mouvements « en rangs serrés », disparaît de soi-même et instantanément dès qu'une armée est devant l'ennemi. La cause ? C'est que cela n'a rien à voir avec la technique actuelle de la guerre.

La manœuvre en rangs serrés, la marche au coude à coude, le maniement d'ensemble des armes valaient lorsqu'on combattait *en lignes.* Jusqu'à la fin du dix-huitième siècle, l'infanterie allait au combat en rangs serrés, les hommes tout à côté les uns des autres et sur plusieurs rangs de profondeur, chargeant tous ensemble leurs armes, et tirant tous ensemble au commandement. Mais depuis que les milices de la Révolution française remportèrent leur victoire de Valmy en inaugurant une nouvelle formule, celle du combat « en tirailleurs », la bataille en rangs serrés avec des soldats marchant, manœuvrant et tirant au commandement a totalement disparu, le « feu à volonté » a remplacé le feu « par salves », et tous les anciens exercices militaires (marche au pas cadencé, maniement d'armes, etc.), utiles autrefois, ne sont plus que de la pure parade, *sans aucune utilité militaire.*

Il faut en dire autant du salut militaire.

Si ce ministre, qui jugeait qu'il avait désormais une véritable armée parce qu'on lui faisait le salut militaire, était venu dans les tranchées françaises durant la guerre mondiale, il aurait sans doute pensé que la France n'avait pas alors de véritable armée, car il n'y aurait pas vu faire le salut militaire. *Aux tranchées, on ne saluait pas.*

De Largo Caballero à Negrin

Bilan d'une participation

Voilà plus de deux mois déjà que les organisations syndicales d'Espagne, C. N. T. et U. G. T., ont vu leurs représentants chassés du gouvernement; en Catalogne, l'unique ministre représentant de la C. N. T. après les événements de mai, Valerio Mas, a été aussi éliminé au cours de la dernière crise qui eut lieu il y a quelques semaines. Mais les dirigeants de la C. N. T., loin de s'orienter dans la voie d'une opposition déterminée, déploient tous leurs efforts pour réobtenir des sièges ministériels à partager avec les républicains bourgeois, socialistes et communistes. Une active campagne est menée en ce sens dans la presse et par meetings; des pourparlers sont entamés comme le confirme la note suivante de *Solidaridad Obrera* du 7 juillet 1937 :

Aujourd'hui, après presque deux mois que dure l'expérience d'un gouvernement auquel ne participent pas les deux centrales syndicales, il semble que le bon sens se fraye la voie, que la nécessité est reconnue du retour de la C. N. T. et de l'U. G. T. au Conseil des ministres, et surtout que la nécessité est reconnue d'appliquer un programme d'action strictement conditionné par les exigences de la guerre, qui pourrait avoir immédiatement comme base celui élaboré par notre centrale.

Nous sommes autorisés à penser qu'il en est ainsi, vu le résultat d'une réunion qui s'est tenue dernièrement à Valence, sur invitation du Comité national de la C.N.T., à laquelle prirent part les différents partis et organisations antifascistes; il y fut convenu qu'un programme commun sera élaboré, en tenant compte à cet effet de celui qui présentera la C. N. T. réalisant en fait une véritable et loyale collaboration des secteurs antifascistes.

Au ministère de la justice

Aussi longtemps que les ministres anarchistes furent au pouvoir, ils ne présentèrent pas publiquement de rapports d'ensemble sur leur activité; ce n'est que lorsqu'ils furent chassés, après les événements de Mai, qu'ils firent le bilan de leurs travaux, en l'expliquant devant de vastes meetings. Evidemment, ils sont satisfaits de leurs œuvres, mais à travers les louanges qu'ils s'adressent à eux-mêmes lorsqu'ils essaient d'exposer leurs difficultés, la vérité se fait jour et c'est aux lecteurs de la *R. P.* qu'il appartiendra de trancher si cette participation a apporté des résultats importants.

Voici un extrait du discours de Garcia Oliver, rapporté par *Solidaridad Obrera* du 4-6-37 énumérant ses bienfaits :

Ainsi il réalisa son œuvre efficace, humaine, et profondément révolutionnaire, et dans sa tâche il fut aidé avec enthousiasme depuis le président du Tribunal suprême jusqu'au dernier huissier.

Il relate ensuite les décrets sur le droit du citoyen à se défendre lui-même devant n'importe quel tribunal, et ceux imposant des peines aux spéculateurs et commerçants de mauvaise foi; ceux effaçant toutes les peines antérieures au 15 juillet 1936 et créant les camps de travail. C'est ici que se détache l'esprit humaniste du législateur ouvrier dans un régime révolutionnaire. Dans les camps de travail la devise « Hais le péché et compâtis au délinquant » a été remplacée par cette autre : « Travaille et ne perds pas l'espérance ».

La taxe judiciaire a été supprimée; c'est un filon qu'exploitaient les « caciques » et les fonctionnaires judiciaires. La justice, dans l'avenir, sera rapide et peu coûteuse. Une amnistie générale a été concédée. La capacité juridique a été accordée à la femme. Cette œuvre transcendantale s'est faite sans simagrées et peut-être sans que les intéressés s'en aperçoivent. Les unions libres des miliciens sont reconnues; ainsi leurs veuves et leurs enfants ne resteront pas abandonnés. Finalement une autre grande conquête révolutionnaire : le droit civil au-dessus du droit militaire. Il restait à légaliser la municipalisation de l'habitation, ce qui représentait la remise aux municipalités de la propriété urbaine. C'est alors qu'arriva la crise du gouvernement de la victoire, sans que nous ayons encore pu nous expliquer les causes qui la motivèrent.

Un examen rapide de cette partie positive du bilan suffira à remettre les choses au point et l'œuvre « profondément révolutionnaire » se réduira à une série de réformes existant dans plusieurs démocraties bourgeoises.

Les peines prononcées contre les spéculateurs et agioteurs s'avèrent inopérantes; la montée verticale du prix des vivres continue. C'est ce qui avait été constaté déjà lors de la crise ministérielle d'avril en Catalogne. Il est vrai que les dirigeants de la F. A. I.-C. N. T. avaient protesté contre ce renchérissement et en avaient fait un problème essentiel. Mais ils n'ont pas osé proposer la seule solution qui s'imposait : la collectivisation du commerce. Ils ont accepté tacitement le maintien du commerce privé, entraînant malgré les peines les plus draconiennes la continuation de l'agiotage.

La portée de l'œuvre du législateur anarchiste diminue encore quand on réfléchit à tous les abus féodaux qui subsistent dans la législation espagnole. Le discours de Garcia Oliver avoue lui-même que le décret sur la municipalisation de l'habitation ne put être prononcé. Il n'y eut d'ailleurs aucune autre mesure juridique consacrant des modifications dans le droit de propriété ou d'héritage. La procédure des détentions « gubernativas », c'est-à-dire de l'emprisonnement administratif par ordre des autorités policières, couvertes par les gouverneurs civils, n'a même pas été entamée. C'est sous le règne de Garcia Oliver que l'anarchiste Maroto, ainsi que des centaines de paysans du Levant furent emprisonnés, certains d'entre eux ne furent libérés que grâce à la pression de l'opinion publique protestant par meetings, tracts, manifestations, exactement comme si elle avait en face d'elle un ministre bourgeois.

Les décrets du gouvernement Negrin

La déclaration de la prédominance du droit civil sur le droit militaire apparaît n'avoir qu'une valeur symbolique. Elle n'a pas force de loi dans la réalité. En effet, il vient de paraître une série de décrets du ministre de la Guerre soulignant bien qu'il ne reconnaît pas les principes essentiels du droit civil et qu'il considère sa juridiction comme indépendante de celle du gouvernement. Voici quelques dispositions de ces décrets d'après *Solidaridad Obrera* du 20-6-37.

Le militaire qui, au cours d'un acte du service ou à l'occasion de celui-ci, maltraiterait par le fait ou par la parole un supérieur sera puni d'une peine allant de douze ans d'internement jusqu'à la peine de mort.

Le militaire qui, devant l'ennemi, rebelle ou séditieux, ou à l'occasion de n'importe quel acte de service, qu'il s'agisse de service armé ou non, désobéit aux ordres de ses supérieurs ou cesse d'observer ceux qui lui sont donnés, subira une peine allant de vingt ans d'internement à la peine de mort.

Un autre décret de la Défense nationale dispose que les coupables de délit militaire flagrant entraînant, comme ci-dessus signalé, les peines de mort ou celles atteignant trente ans d'internement, où les délits qui, d'après le jugement du chef d'armée ou d'un corps d'armée, exigent une sanction immédiate, parce qu'affectant le moral et la discipline des troupes ou la sécurité des places fortes, des choses ou des personnes, seront jugés suivant la procédure extrêmement sommaire.

Les articles suivants établissent la procédure rapide à suivre et la constitution des tribunaux.

Les sentences condamnant à la peine de mort dont l'exécution immédiate est à conseiller d'après les circonstances, suivant le jugement du chef militaire ou du commissaire de Guerre, sans attendre que le gouvernement soit informé desdites sentences, seront exécutées immédiatement par la procédure extrêmement sommaire.

Le juge d'instruction ne sera pas tenu de faire des démarches auprès des forces habituelles du droit commun; il suffira qu'il expose avec clarté et précision les déclarations qu'ils recueille, le crédit que celles-ci méritent et les résolutions qui sont adoptées.

La procédure extrêmement sommaire ne pourra dépasser le délai de 48 heures entre son début et la date d'exécution de la sentence.

Il existe une autre mesure, introduite elle aussi après le départ des ministres anarchistes; elle porte en soi quelques traces de la déclaration de Garcia Oliver, se vantant d'avoir établi la prédominance du droit civil sur le droit militaire, mais elle permet de comprendre les limites de cette prédominance. Il s'agit de la création d'un tribunal spécial destiné officiellement à poursuivre l'espionnage; en réalité, comme les lecteurs pourront en juger eux-mêmes dans les motifs d'inculpation à côté du crime d'espionnage peuvent être châtiés tous les délits d'opinion en les assimilant à ceux qui ébranlent la situation militaire. Voici les extraits de ce décret reproduits d'après *Solidaridad Obrera* du 23-6-37. Il y d'abord la constitution du tribunal.

Le tribunal siégera dans la localité où réside le gouvernement; il sera constitué par trois juges ou magistrats de la juridiction ordinaire et deux militaires ou marins, avocats. Deux de ceux-ci seront nommés par le ministre de la Justice et un sur proposition du ministre de l'Intérieur. Les deux derniers seront nommés par le ministre de la Justice, sur proposition du ministre de l'Intérieur. Les deux derniers seront nommés par le ministre de la Justice, sur proposition du ministre de la Défense nationale. (Ce passage traduit mot à mot comporte une contradiction, dont le traducteur n'est pas responsable. — L. N.) *C'est le juge ou magistral civil désigné par le ministère de la Justice qui présidera.*

L'accusation sera présentée par le procureur général de la République ou par la personne qu'il déléguera.

Telles sont donc les garanties « civiles » qui subsistent : présidence par un civil; majorité de juges civils; accusation présentée par un civil. Toutefois, même au point de vue de la structure du tribunal, il faut constater l'élimination des jurés, désignés par les comités des organisations antifascistes et faisant partie des tribunaux populaires. Le décret stipule en effet :

Les juges spéciaux inscrits dans les tribunaux populaires, ces tribunaux, ainsi que les juges militaires et les tribunaux spéciaux de guerre ou de marine et les autorités judiciaires de ces branches, qui examinaient des procès sommaires pour des délits compris dans ce décret, ou devant lesquels passeraient des causes ou des appels au sujet de pareils délits, se retireront en faveur des juges ou tribunal spécial, créé par ce décret, après avoir entendu au préalable le procureur, et avoir rendu compte de leur retrait au tribunal suprême.

Mais où l'esprit de la militarisation de la justice apparaît avec évidence, c'est dans l'énumération des délits relevant du tribunal spécial; à côté d'actes d'espionnage absolument caractérisés et dont le châtiment rigoureux rencontrera l'adhésion de tout révolutionnaire, le décret comprend des dispositions élastiques permettant de punir toute opinion différente de celle du gouvernement (ces dispositions ont été soulignées dans le texte par l'auteur de l'article) :

Tous les procès relatifs aux délits compris dans ce décret seront jugés suivant la procédure extrêmement sommaire.

Sont considérés comme délits d'espionnage :

Maintenir, sans raison justifiée, des relations directes ou indirectes avec un Etat étranger qui est en guerre avec la République; transmettre, sans motif légitime, des données de caractère militaire, politique, sanitaire, économique, industriel ou commercial, à un Etat étranger, à des organisations armées, à des organismes contraires au régime ou à des particuliers; accomplir des actes hostiles à la République, en dehors ou à l'intérieur du territoire national; *prêter aide, dans le même but, aux organisations soumises à l'influence des Etats étrangers qui, directement ou indirectement, favorisent la guerre contre le gouvernement légitime; réaliser des actes susceptibles de diminuer l'action défensive de la République, tels que sabotages dans les fabriques ou industries de guerre, destruction de ponts et autres actes analogues; s'introduire subrepticement ou sous un déguisement dans les places fortes ou postes militaires, dans le but de se procurer des données pour les remettre à l'ennemi; diffuser les communiqués ou informations de l'ennemi, et ne pas les remettre aux autorités légitimes en ayant la possibilité de le faire; lever des plans, des cartes ou photographier les objectifs et lieux militaires, les organismes de caractère sanitaire ou des industries de guerre; installer des appareils de correspondance ou de transmission; lancer des signaux acoustiques, optiques ou tous autres;* se servir d'un pseudonyme ou de faux papiers.

Seront également de la compétence du tribunal créé par ce décret, les délits suivants :

Toute action ou omission qui, par sa propre nature ou en raison des circonstances du lieu et du moment, peut être réputée comme constituant de la haute trahison, parce que tendant à porter gravement préjudice à la République; défendre ou propager des nouvelles ou émettre des jugements défavorables à la marche des opérations de guerre ou au crédit et à l'autorité de la République à l'intérieur et à l'extérieur; *diffuser les nouvelles de l'ennemi ou favoriser ses desseins, en émettant des jugements favorables à la capitulation d'une place forte ou convenant de pactiser avec les rebelles; la destruction ou ravage dans tout établissement militaire ou naval, ou dans leurs moyens de défense; s'emparer de façon indue, en portant manifestement dommage à l'intérêt public, de biens, richesses, ustensiles ou instruments nécessaires à la défense nationale;* les actes ou manifestations ten-

dant à affaiblir le moral public, démoraliser l'armée ou diminuer la discipline collective.

Les délits énumérés par ce décret seront punis de peines variant de six ans et un jour d'internement dans un camp de travail et allant jusqu'à la peine de mort. Lorsque les délits cités auront eu de graves conséquences pour la République, ou lorsqu'ils auront été commis par des fonctionnaires publics ou des personnes militarisées manquant aux devoirs de leurs fonctions, le tribunal imposera la peine de mort. Dans les autres cas, la peine s'appliquera suivant le prudent arbitre du tribunal.

La tentative et le délit subissant un échec, la conspiration et la proposition, ainsi que la complicité et la protection pourront être sanctionnées par des peines égales à celles fixées pour le délit accompli.

Lorsque les délits auront été commis en temps de paix les peines imposées seront inférieures de un ou deux degrés à celles signalées ci-dessus.

Seront exempts de peines ceux qui, après avoir donné leur accord pour commettre un de ces délits, le dénonceraient aux autorités avant qu'ils ne soient accomplis.

Il y a dans ce texte tout ce qu'il faut pour fusiller légalement les militants du P. O. U. M., des Jeunesses Libertaires, des « Amigos de Durruti », des socialistes de gauche; il est très facile d'assimiler à de pareils délits d'espionnage toute campagne de presse et de meetings; à plus forte raison condamnera-t-on comme espions les ouvriers révolutionnaires assez audacieux pour maintenir malgré la dissolution leurs groupements et garder les armes conquises depuis un an.

Cette participation à la lutte armée est une réalisation concrète qu'il est bon de rappeler à ceux qui, aujourd'hui, demandent, entre autres : qu'a donc fait le P. O. U. M. en matière de réalisation ? Une réponse excellente vient d'être faite à ce sujet par le journal *C. N. T.*, cité par *Guerra di classe* du 8-7-37, parlant de l'infâme campagne menée contre le P. O. U. M. :

Pour continuer cette campagne, il fallut négliger le fait que le P. O. U. M. a des milliers de combattants sur la ligne de feu où ils ont lutté aussi héroïquement que les autres antifascistes espagnols.

Si l'on ajoute à cette action la campagne intense que le POUM a menée contre les tentatives du gouvernement russe cherchant à coloniser la résistance antifasciste en Espagne, si l'on songe que dans cette activité il était presque seul (soutenu seulement par les Jeunesses Libertaires et par quelques journaux de la C. N. T.); si l'on réfléchit qu'il ne disposait pour cela ni de l'immense crédit moral dont jouit la F. A. I.-C. N. T., ni des formidables effectifs en adhérents dont dispose l'anarcho-syndicalisme, il faut bien admettre que, proportionnellement à ses forces, le POUM a très largement fait sa part de travail utile à la cause du prolétariat.

L. NICOLAS.

Deux tués et 46 % de dividende

Le record de Blum va-t-il être dépassé par Chautemps? Car, personne je crois ne l'a remarqué, mais Blum est un recordman. Durant son ministère il y a un record qu'il a battu et de loin, c'est celui des ouvriers tués.

Les ministères qui se succédèrent depuis la Commune se contentaient généralement de faire tuer 2 ou 3 ouvriers pendant leur règne; seul, à peu près, le ministère Constans avait dépassé la mesure : à Fourmies, en 1891, il avait aligné 10 cadavres. Mais le record de Constans a été largement battu par Blum qui a, lui, à son actif, 26 cadavres ouvriers (6 à Clichy, 17 à Metlaoui, 3 à M'Dilla).

Chautemps sans doute espère battre ce record. Un mois ne s'était pas écoulé depuis qu'il était président du Conseil que deux grévistes des mines de fer de Djerissa en Tunisie étaient tués par l'armée, gardienne du capital.

Il est utile à ce propos d'indiquer l'ordre de grandeur des bénéfices de l'entreprise pour laquelle le gouvernement Chautemps-Blum n'a pas hésité à faire tuer deux travailleurs coupables de réclamer une augmentation de salaires.

La Société du Djebel-Djerissa n'a à aucun moment cessé, même au plus fort de la crise, de distribuer de gros dividendes, et maintenant ceux-ci atteignent des chiffres astronomiques.

Qu'on en juge :

Par action de 100 francs, Djerissa a distribué en 1931, 40 francs de dividende, soit 40 % du capital versé; en 1932, 12 francs, soit 12%; en 1933, 15 francs, soit 15%; en 1934, 20 francs, soit 20%; en 1935, elle distribuait 25 francs de dividende, soit 25%, et elle remboursait en outre, sur le capital, 25 francs par action, ce qui ramenait le montant de l'action à 75 francs; en 1936, elle distribuait par action 34 francs 50 de dividende, ce qui, pour 75 francs de capital, représente du 46%, en outre elle remboursait 50 francs par action! Il est certain que pour 1937, malgré la grève, son dividende dépassera 100% et atteindra sans doute 200% du capital restant.

Une société qui fait de tels bénéfices est dans l'impossibilité, n'est-ce pas, d'augmenter le salaire de ses ouvriers? Et la tuerie, évidemment, s'imposait de toute nécessité.

Ajoutons que la société de Djerissa appartient au très puissant groupe de Mokta-el-Hadid.

R. L.

« Nous ne permettrons pas, écrivait en substance Jouhaux, il y a quelques semaines, que le Gouvernement Chautemps devienne un gouvernement Bruning. »

Fort bien ! Mais la C. G. T. n'est-elle pas en train de prendre la même voie que les dirigeants syndicaux allemands au temps de Bruning ?

Adieu à Andrés Nin

1921, Moscou. Les échos du canon de Cronstadt sont encore dans les esprits. On ne s'habitue pas à manger le premier pain blanc de la Nep. La grande Commune meurtrie semble entrer en convalescence. Nous nous promenons, par les beaux soirs d'été, dans la foule murmurante des boulevards. Les arbres nous entourent de sombre fraîcheur. Pas une lumière, car l'éclairage manque encore. Mon compagnon arrive de Barcelone; et là il rentrait du Caire. Délégué de la C. N. T. auprès de l'Internationale communiste; il est jeune, mince, avec une abondante chevelure bouclée, un regard joyeux cerclé d'or, une voix bien timbrée qui contient du rire et, déjà, de la fermeté. Andrés Nin m'explique qu'il n'est point anarchiste, mais rigoureusement syndicaliste. Pas d'utopie dans sa pensée, le seul souci de conquérir et d'organiser la production...

Nous nous retrouvons dans les congrès, au Kremlin, dans la salle des colonnes de la Maison des Syndicats. Sa blouse blanche, déboutonnée au col, son profil accentué, sa cordialité. Nous nous retrouvons le soir dans la chambre de Joaquin Maurin, au Lux, pour parler d'art, d'armée rouge, de terreur rouge, d'organisation, agiter tous les grands problèmes. Nous y sommes bien, au cœur des grands problèmes : ce ne sont pas des mots, ce sont des vies, les nôtres d'abord, que nous engageons.

1923. Nous nous attablons dans un café du Ring, à Vienne. Andrés, après la prison en Allemagne, s'est réfugié à Moscou; il est le secrétaire de l'Internationale des Syndicats Rouges. Il passe par ici en mission. Il m'apporte de sombres nouvelles. Lénine s'en va. Lénine est peut-être mourant. Lénine sait qu'il est fini. Il y a dans les yeux de Lénine une tristesse atroce. Il a peur de ce qui se fera après lui. Boukharine va le voir, dans les jardins de Gorki, caché derrière des buissons pour ne pas le troubler. Puis Boukharine revient, le regard brouillé, disant : « Il souffre inimaginablement, il a toute sa conscience... ». Parfois, d'un signe, Lénine demande un journal et en épelle du bout des lèvres le titre... Lénine parti, la crise s'ouvrira; nous connaissons bien les maladies de la révolution; nous voyons se lever sur l'horizon de vastes ombres...

1927, Moscou. Andrés s'est rangé du côté de l'opposition. Il est de ceux qui réclament dans le parti bolchevik le droit de penser, le droit de parole : et une réforme capitale du régime, en vue de revenir à la démocratie ouvrière. Hors de là, pas de salut, nous le sentons tous. Exclus du parti, limogés, bien entendu. Serons-nous déportés comme les copains ? Sa femme, ses deux fillettes, ses livres, sa table de travail, sa vie de grand travailleur, tout cela doit disparaître demain, quand escorté d'hommes du Guépéou, il partira pour le Kazakstan. Il ne part pas et s'en étonne : c'est à cause de son renom à l'étranger.

1931. La révolution soulève enfin des foules à Madrid. Andrés est accouru chez moi à Léningrad. Nous tenons conseil. Il rit comme un enfant. « Figure-toi qu'à Madrid les flics portent des pèlerines à revers rouges; le troisième jour, ils les ont retournées. C'est ça, leur adhésion aux événements... » — « Ecoute encore, mon vieux. On a vu des milliers de types faire la file aux portes des permanences du parti de Primo de Rivera : ils venaient se désaffilier d'urgence, tu saisis... Un archevêque s'est désaffilié par télégramme. C'est un monseigneur prudent et pressé... ». Le comique du drame, Andrés le comprend à fond. Il enverra demain au Comité Central une sommation écrite d'une telle encre qu'il faudra bien ensuite qu'on le f... en prison ou qu'on le laisse partir... Si c'est la prison qui l'attend, je ferai ceci, cela, le peu que je pourrai. Si c'est la libération, il tâchera de m'aider à sortir de ma demi-captivité. Je me souviens nettement d'un mot de lui. « D'ailleurs là-bas aussi, je dois me préparer à encaisser pas mal de prison... Ce sera rudement compliqué, la révolution espagnole... » Peu de temps après, je reçus de lui une carte timbrée de Riga...

1932. Olga — sa femme — m'envoie de Barcelone un mot où pointe l'angoisse. La réaction semble l'emporter après les révoltes anarchistes. Andrés, arrêté, a été conduit dans le Midi, peut-être pour être déporté en Afrique... J'avertis des amis de France, mais ils ne recevront jamais ma lettre. Et je ne saurai plus rien d'Andrés. A l'autre bout de l'Europe, je suis moi-même coffré : j'en ai pour des années.

1936, Bruxelles. Ses lettres m'arrivent enfin, hâtives, bousculées, pleines de faits et de force. Il est à la tête d'un parti ouvrier d'extrême-gauche, formé d'anciens communistes opposants, résolument hostiles au stalinisme totalitaire. Il mène une rude partie, entre les anarchistes qui ne voulant point « faire de politique » en font souvent, avec le plus beau courage, de fort mauvaise, les républicains indécis, bourgeois au fond, l'intrigue stalinienne grandissante... Il voit dangereusement clair, avec sa longue expérience de Russie. Pendant les premiers mois, conseiller à la justice du gouvernement catalan, il légalise la révolution dans le droit, simplifie d'une main rude les procédures, crée les Tribunaux populaires. Les staliniens exigent son éviction du pouvoir et, comme ils ont des arguments fort persuasifs (voyez armement...), l'obtiennent...

Juin 1937. Le 17, une mauvaise nouvelle nous est parvenue. Andrés Nin vient d'être, hier, arrêté à Barcelone et emmené à destination inconnue par des policiers staliniens. On affirme qu'il a été aussitôt assassiné. Le gouvernement de Valence ne sait rien, celui de Barcelone ne peut rien. Des amis prennent le train, arrivent là-bas. Ce sont des socialistes et des syndicalistes anglais et français. Le ministre de la Justice, M. Irujo, les rassure. Nin est vivant, tout le monde est fixé sur les énormes accusations calomnieuses formulées contre lui; mais il est à Madrid dans une prison particulière du parti communiste, dont il va falloir le tirer...

Et c'est fini. On n'a pas pu l'en tirer. Personne ne sait ce qu'il est devenu, ce qu'est devenu l'un des tribuns les plus ardents du prolétariat d'Espagne. Qu'on l'ait embarqué pour la Russie ou assassiné dans une ruelle, comme l'affirment des rumeurs, — c'est fini. Adieu, mon ami. Ta grande vie courageuse nous reste, semée d'œuvres et d'action. Ta mort terrible nous reste aussi. C'est jusqu'au bout, comme toi, qu'il faut tenir pour que le socialisme soit libre.

VICTOR SERGE.

Notes sur

LE DEVELOPPEMENT DE LA CONTRE-REVOLUTION

Nin-Matteoti Negrin-Mussolini

Faisant suite à la note du 29 juillet que Nicolas a publiée dans le dernier numéro de la *R. P.*, le ministre de la Justice du gouvernement de Valence a communiqué, le 4 août, la nouvelle note officielle suivante :

En prenant en charge les différentes informations poursuivies par la police de la Sûreté Générale relatives aux rapports entre les événements de mai dernier de Catalogne et les dénonciations, rapports et documents sur l'espionnage recueillis à Madrid dont il a été déjà donné avis publiquement, le ministère de la Justice observe que parmi les détenus mis à la disposition des Tribunaux, ne figure pas Andrés Nin, ancien Conseiller de la Généralité de Catalogne, dirigeant du POUM.

Des informations recueillies il ressort que Nin a été arrêté par la police de la Sûreté Générale en même temps que les autres dirigeants du POUM, qu'il a été transféré à Madrid et emprisonné dans un « preventorium » habilité à cet effet par le commissaire de police de Madrid, et que, de ce preventorium il a disparu; toutes les recherches faites par la police pour retrouver le détenu et sa garde sont jusqu'ici restées infructueuses.

Le fait a été porté à la connaissance du Procureur général de la République, avec l'ordre d'en saisir d'extrême urgence le Tribunal d'espionnage pour que celui-ci prenne toutes les mesures adéquates afin de rechercher la résidence de Nin, ainsi que la conduite des éléments qui sont intervenus dans ces événements, au moyen des documents où il paraît être question de Nin et desquels, de leur contenu et de leur authenticité, le Tribunal est déjà saisi. Tout cela sans préjudice de l'action de la police qui continue à effectuer des perquisitions tendant à la recherche de ce détenu afin qu'il soit mis à la disposition des Tribunaux de la République dans les prisons de l'Etat.

Deux questions à l'auteur de ce communiqué, le ministre de la Justice Irujo, catholique et républicain :

1° Qu'est-ce que ce « preventorium » habilité par le commissaire de police de Madrid? Pourquoi Nin arrêté par la police régulière pour « espionnage » n'a-t-il pas été mis dans une prison régulière de l'Etat? Pourquoi, seul de ses coinculpés, a-t-il été transféré dans un « preventorium » ?

2° A quelle date Nin a-t-il disparu du « preventorium » ?

Nous pouvons être sûrs d'ores et déjà que, sur ces deux points, pourtant fondamentaux, M. le ministre Irujo gardera le silence.

Il ne répondra pas à la première question, parce qu'il lui faudrait alors avouer qu'il y a, à l'heure actuelle, dans l'Espagne « républicaine », à côté des prisons d'Etat, des prisons privées du Guépéou stalinien dans lesquelles celui-ci met les militants dont il s'est personnellement emparé ou qu'il s'est fait remettre par la police officielle, afin, selon les cas, de les cuisiner ou de les faire disparaître. Ce sont ces prisons privées du Guépéou que le communiqué officiel baptise gentiment du nom de « preventorium ».

A la seconde question, M. Irujo ne répondra pas davantage.

Il ne répondra pas parce que, ou bien il lui faudrait dire que Nin a disparu avant le 7 juillet, date à laquelle le ministre a reçu la délégation française chargée d'enquêter sur le sort des membres du POUM, et alors il lui faut avouer qu'en disant à celle-ci (et en le confirmant le même jour par une lettre à M. Pavon, avocat du POUM) qu'il pouvait affirmer que tous les inculpés, y compris Nin, se trouvaient à ce moment-là à Madrid dans les prisons régulières, il a menti.

Ou bien la « disparition » de Nin aurait eu lieu après le 7 juillet. Mais alors comment le ministre pourrait-il expliquer qu'après le 7 juillet, Nin se trouvait encore dans un « preventorium », alors que le ministre avait affirmé que le 7 juillet Nin était déjà dans une prison régulière et qu'il allait être incessamment ramené à Valence? Comment expliquerait-il que lui et son collègue de l'Intérieur dont on venait attirer l'attention sur les bruits qui couraient, tant à l'étranger qu'en Espagne, de la disparition de Nin, n'ont pas pris les mesures nécessaires pour empêcher toute possibilité de « disparition » ?

M. Irujo ne peut manifestement avouer quoi que ce soit à ce sujet; voilà pourquoi il se tait et continuera à se taire, tant sur la nature du lieu d'où Nin a « disparu », que sur la date de la « disparition ».

Lorsque nous sommes arrivés en Espagne, aux premiers jours de juillet, tous les renseignements que nous recueillîmes, à Barcelone d'abord, à Valence ensuite, concouraient à nous faire penser que Nin avait déjà été assassiné. Après notre visite au ministre Irujo et sa lettre à l'avocat Pavon, j'avoue que je ne le crus plus. Il me semblait impossible qu'un ministre puisse affirmer aussi résolument, non seulement verbalement mais par écrit, un fait faux auquel les événements ne pouvaient pas ne pas apporter à bref délai un démenti. Je m'étais trompé. Une fois de plus nous avions pêché par excès de confiance; une fois de plus il a été démontré que quelque mal que nous puissions penser de la bourgeoisie et des politiciens, ceux-ci sont encore pires que tout ce que nous pouvons imaginer.

L'assassinat de Nin s'apparente directement à celui de Matteoti. Si différentes que puissent être leurs conceptions, Nin et Matteoti étaient l'un et l'autre de grands militants, probes et courageux. Durant les vingt années qu'il a milité à l'avant-garde de la Révolution, l'ancien secrétaire de l'Internationale Syndicale Rouge n'a jamais mérité le moindre reproche touchant sa sincérité ou son intégrité. Tout comme Matteoti il tombe victime de maîtres de l'Etat qui, comme mus par un dernier sentiment de honte, reculent devant un procès, et préfèrent faire assassiner par leur sicaires.

Nin est tombé comme Matteoti, et, par cela même, le gouvernement Negrin tombe au rang de Mussolini.

Mais il faut aussi regarder plus loin. Si le gouvernement Negrin existe et si le gouvernement Negrin fait ou laisse assassiner ceux que Moscou lui désigne, c'est — répétons-le encore une fois — que, sans Moscou, l'Espagne républicaine serait sans armes; si Valence n'obéit pas à Staline, Valence n'a plus qu'à se rendre pieds et poings liés à Franco. De sorte que les vrais coupables sont ceux qui, en organisant le blocus de l'Espagne républicaine ont livré celle-ci à la Russie; en dernière ana-

lyse, les responsables de l'assassinat de Nin sont ceux qui furent les auteurs ou les complices de la politique dite de « non-intervention ».

La dissolution du Conseil d'Aragon préface à la destruction des collectivités agricoles

Si, de même que l'assassinat de Matteoti, l'assassinat de Nin est typique, du fait de la personnalité de la victime et des conditions de l'assassinat, l'assassinat de Nin n'est également, tout comme celui de Matteoti, qu'un cas entre cent autres. Innombrables furent les militants italiens du rang qui périrent sous les coups des assassins fascistes; innombrables sont les militants révolutionnaires espagnols qui sont tués aujourd'hui par le Guépéou, ou en vertu de ses ordres. Ce même numéro de *Solidaridad Obrera,* qui contenait le communiqué du ministère de la Justice dont il est fait mention ci-dessus, relatait l'assassinat, la veille, d'un militant syndicaliste des tramways de Barcelone.

Quelques jours plus tard la réaction se manifestait sous une autre forme : la dissolution du Conseil d'Aragon.

On sait qu'après la reconquête par les milices révolutionnaires de toute la partie d'Aragon qui s'étend des limites de la Catalogne aux portes de Saragosse, la C.N.T. avait organisé pour les provinces d'Aragon un gouvernement particulier sur le modèle du Conseil de la Généralité de Catalogne, auquel tous les partis antifascistes participaient.

C'est ce Conseil qui, depuis tout près d'un an, a régi l'Aragon reconquis; c'est lui qui a guidé les premiers pas des collectivités paysannes de villages, les soutenant moralement et matériellement, leur fournissant semences, matériel agricole, etc.; c'est grâce à lui que des milliers d'hectares jamais encore cultivés furent cette année labourés; c'est grâce à lui que les surfaces ensemencées dépassèrent tous les records antérieurs.

Pour détruire les collectivités paysannes, il fallait détruire préalablement leur soutien, le Conseil d'Aragon. On ne pouvait rétablir les propriétaires fonciers dans leurs droits, but des phalango-staliniens, qu'en rétablissant en Aragon le pouvoir direct de Valence.

C'est ce qui a été fait.

Après qu'on eut inondé villes et villages d'Aragon de gardes d'assaut, après qu'on eut désarmé les paysans, un décret est venu qui a dissous le Conseil d'Aragon; en même temps, pour corser les choses, pour déshonorer, selon les excellents principes de Loyola et de Staline, ceux que l'on veut abattre, on arrêtait Joachim Ascaso, président dudit Conseil, pour une soit-disant affaire d'exportation de bijoux.

La ficelle est vraiment grosse. Qu'est-ce que l'existence d'un Conseil a à voir avec un délit qui aurait été commis par un de ses membres? Si Ascaso, ou tout autre est un voleur, arrêtez-le! Mais en quoi cela doit-il amener la suppression du Conseil qu'il préside?

Du moment que vous supprimez le Conseil, en même temps que vous arrêtez Ascaso, la chose est claire : c'est que votre but est la suppression du Conseil, et l'affaire des bijoux n'est qu'une affaire pour embrouiller les choses, cacher plus ou moins aux yeux des imbéciles le but véritable que vous poursuivez. Le coup des bijoux accompagnant la dissolution du Conseil d'Aragon est l'homologue du coup de l'espionnage accompagnant la suppression du POUM.

Maintenant que le Conseil d'Aragon est disparu, attendons-nous à apprendre d'un jour à l'autre que les collectivités paysannes d'Aragon, orgueil de la C.N.T., ont également disparu. Car, *pas moyen de rester les dirigeants de l'économie, si l'on n'est pas les maîtres du politique;* camarades de la C.N.T., n'oublions jamais cela!

LA DEFENSE DE LA REVOLUTION

L'alliance C.N.T.-U.G.T.

L'événement de ces dernières semaines a été le pacte d'alliance conclu entre l'U.G.T. et la C.N.T., principal but poursuivi par la C.N.T. depuis les événements de mai. Avant ceux-ci des pactes d'alliance avaient déjà été conclus entre les organisations régionales des deux Centrales syndicales dans les Asturies et en Aragon, mais, cette fois, c'est entre la Commission administrative centrale de l'U.G.T. et le Comité National de la C.N.T. que l'alliance est signée.

On aurait tort cependant de croire que C.N.T. et U.G.T. marcheront désormais la main dans la main partout, et notamment en Catalogne.

Pour apprécier exactement la portée du pacte qui vient d'être conclu, il faut se rappeler que la Commission administrative centrale de l'U.G.T. est composée dans sa majorité, et même, je crois, dans sa totalité, par des socialistes de gauche, c'est-à-dire des partisans de Largo Caballero, qui en est lui-même le secrétaire général. Cette commission administrative centrale a pour elle tous ceux des syndicats de l'U.G.T. qui sont socialistes de gauche, et, contre elle, tous ceux qui sont socialistes de droite ou staliniens. Bien entendu, ceux-ci sont tout à fait hostiles au pacte.

Il faut donc considérer cette alliance beaucoup plus comme une alliance entre les socialistes de gauche et la C.N.T., que comme une alliance entre les deux organisations syndicales. Beaucoup plus qu'un front unique syndical, c'est un front unique révolutionnaire qui vient d'être réalisé.

Tel quel, ce pacte n'en a pas moins une grande importance. Il clarifie sérieusement la situation. Désormais seront d'un côté les conservateurs sociaux, tous les partisans du maintien de l'ordre bourgeois : bourgeois, socialistes de droite, staliniens; de l'autre, les révolutionnaires, tous ceux qui veulent instaurer une société de travailleurs sans exploiteurs ni exploités, qu'ils portent l'étiquette de socialistes ou d'anarchistes.

Ce front révolutionnaire unique pourra être d'autant plus puissant qu'il réunira en son sein la quasi-totalité de la classe ouvrière des deux provinces essentielles de l'Espagne républicaine : la Catalogne et le Levant. Les organisations ouvrières du Levant (la province de Valence) sont en effet tout entières acquises à Caballero : non seulement la Fédération syndicale de cette province est l'un des plus fermes soutiens de la Commission administrative centrale de l'U.G.T., mais la Fédération socialiste elle-même est le principal porte-étendard du socialisme de gauche à l'intérieur du Parti Socialiste. Le pacte d'alliance conclu entre

l'U.G.T. et la C.N.T. n'est donc pas seulement l'alliance des socialistes de gauche et des anarchistes, il est en outre l'union de Valence et de Barcelone.

Le changement de structure de la F.A.I.

En son plenum du mois dernier, la Fédération anarchiste ibérique a décidé de modifier sa structure. Les articles nombreux qui ont été consacrés depuis lors à ce changement en ont abondamment célébré l'importance historique, mais ils sont assez peu loquaces sur la nature des changements apportés. On peut y discerner cependant que le changement essentiel consiste dans la suppression des « groupes d'affinités », base jusqu'ici de l'organisation de la Fédération, et leur remplacement par des groupes locaux. Autrement dit, alors que jusqu'ici quelques camarades se réunissaient librement pour former un groupe, que le groupe était donc composé exclusivement de camarades s'acceptant mutuellement, véritables « cooptants », il y aura désormais des groupes de quartiers et de villages, dont chacun sera unique pour sa circonscription, et auquel devront obligatoirement adhérer tous les ressortissants de la circonscription.

En bref, au lieu d'être basée, comme jusqu'à présent, sur une organisation similaire à celle de la Franc-Maçonnerie (où chacun peut adhérer à la loge de son choix ou fonder une nouvelle loge), la F.A.I. sera désormais fondée sur une organisation similaire à celle des partis politiques : obligation pour chacun d'appartenir à un groupe déterminé.

J'avoue que ce n'est pas sans une certaine appréhension que je vois cette transformation. Tout comme pour la Franc-Maçonnerie, la force de la F.A.I. était d'être à la fois « partout et nulle part ». Le mode d'organisation où l'élément de base de toute organisation, le groupe, est composé de gens qui se sont sélectionnés eux-mêmes, de gens qui se connaissent et ont mutuellement confiance en eux, est le vrai mode d'organisation qui convient à toute action occulte, aussi bien à l'action violente révolutionnaire qu'au travail patient destiné à mettre aux mains des affiliés, dans un but de conservation sociale, les rouages de la société et de l'Etat.

Romanones, le vieux politicien monarchico-libéral, disait à un journaliste français qui l'interviewait quelques mois avant le 19 juillet : « La force de la F.A.I. est terrible, car la F.A.I., personne ne sait qui c'est. » Avec sa nouvelle organisation, la F.A.I. perdra cette raison de sa force.

Les partis politiques sont organisés sur la base territoriale au lieu de la base d'affinités parce qu'ils sont candidats à être l'Etat, qu'ils se modèlent donc sur l'organisation de celui-ci et que l'Etat ne connaît pas d'affinités, les cadres dans lesquels les citoyens y sont enrôlés sont fixés obligatoirement. Faut-il donc conclure du changement de structure de la F.A.I. qu'elle s'apprête à devenir l'Etat? Probablement, et, à ce titre le changement de sa structure doit être considéré comme un témoignage d'optimisme.

Mais si cet optimisme devait ne pas se trouver justifié par l'avenir, si la F.A.I. était amenée à devoir reprendre sa terrible lutte d'opposition sociale, il lui serait nécessaire, à mon sens, de retourner rapidement à son traditionnel mode d'organisation.

L'INTERVENTION

Le formidable jésuitisme du Quai d'Orsay

Vraiment, comme jésuitisme, ces Messieurs du Quai d'Orsay dépassent tous les records, même ceux de leurs collègues du Foreign Office.

Vous avez vu ce scandale : les passagers espagnols du paquebot français « Maréchal-Lyautey » saisis à bord du bateau par les officiers rebelles des Canaries, avec la connivence et l'approbation du commandant du navire et du consul français du lieu.

Mais il y a quelque chose de plus scandaleux encore : c'est l'approbation donnée à cet acte inqualifiable par une note officieuse du Quai d'Orsay publiée par tous les journaux et qui est le plus beau monument de jésuitisme qui se puisse concevoir.

Une convention vieille d'un demi-siècle, conclue entre la France et l'Espagne, autorise l'Etat espagnol à saisir les citoyens espagnols qui sont à bord des bateaux français, lorsque ceux-ci sont ancrés dans un port espagnol.

Très bien! Cette convention doit être respectée; parfaitement d'accord!

Mais qui donc est l'Etat en Espagne? C'est, et c'est uniquement le gouvernement de Valence. Ce n'est pas nous qui le disons; c'est vous-mêmes, Messieurs du Quai d'Orsay, puisque jusqu'à présent vous vous êtes refusé à reconnaître le gouvernement de Franco, ni même à le considérer comme belligérant. Pour vous, comme pour nous, il n'y a qu'un gouvernement espagnol : celui de Valence; en dehors de lui il n'y a que des rebelles.

Dès lors, vous appuyer sur une convention qui vous lie à l'Etat espagnol pour déclarer qu'elle vous lie avec ceux qui sont en rébellion contre lui! vous appuyer sur une convention qui vous oblige à livrer des Espagnols au gouvernement espagnol, pour vous justifier de les avoir livrés à ceux qui se sont soulevés contre lui! c'est d'une monstruosité juridique dont rien n'approche. C'est bien digne de vous.

En approuvant contre tout Droit la livraison de citoyens espagnols aux rebelles, le gouvernement Chautemps-Blum est une fois de plus intervenu ouvertement et délibérément contre la République espagnole. Ainsi que le dit, et le prouve à chaque occasion, le socialiste Serre, tout se passe comme si nous étions en guerre avec l'Espagne — l'Espagne républicaine bien entendu.

R. LOUZON.

P. S. — L'actualité exigerait de parler du conflit sino-japonais, mais je ne peux mieux faire à cet égard que de renvoyer aux notes et articles publiés dans les *R. P.* des années 31 et 32. Est-ce en effet un privilège de l'Orient? Toujours est-il que les situations y évoluent beaucoup moins qu'en Europe. Le plan du Japon (qui d'ailleurs n'a pas cessé un moment de se poursuivre depuis lors) est toujours celui que j'indiquais; la Chine est dans le même état qu'elle était alors, et les rapports des Puissances européennes avec l'Extrême-Orient, eux aussi, n'ont pas changé. Je ne pourrais donc que répéter prsque mot pour mot ce que j'écrivais il y a six ans.

— Deux morts ouvriers de plus à l'actif des gouvernements de Front populaire. Deux grévistes tués à Bizerte. Pour battre le record de Blum, Chautemps met les bouchées doubles.

LE PACTE ENTRE L'U.G.T. ET LA C.N.T.

L'alliance ouvrière se fera-t-elle?

Il est énormément parlé d'unité dans divers domaines de la vie sociale en Espagne. Tout le monde en est partisan et chaque secteur surenchérit sur l'autre. Mais il faut se pencher de très près sur les tractations et manœuvres s'opérant autour de ce slogan pour distinguer ce qu'il y a de véritablement durable et sincère.

L'événement unitaire le plus important de ces derniers temps est le pacte signé dans les derniers jours de juillet à Valence entre la Commission Exécutive de l'U. G. T. et le Comité National de la C. N. T. En voici les conclusions reproduites d'après « Solidaridad Obrera » du 30-7-37 :

Le texte du Pacte

1° *La C. N. T. et l'U. G. T. renoncent dans leurs propagandes écrites, orales ou autres à toute catégorie de critique ou d'attaque d'allure violente contre les conceptions syndicales qui les inspirent.*

Les divergences doctrinales qui séparent les deux organisations seront toujours examinées sous une forme objective, en usant de termes cordiaux, en basant les raisonnements sur la même doctrine syndicale que défendent les deux centrales syndicales.

2° *La C. N. T. et l'U. G. T. ne reconnaîtront pas, et n'admettront pas en tant que belligérantes les organisations ouvrières syndicales fonctionnant en marge de la discipline de la C. N. T. et de l'U. G. T.*

3° *L'U. G. T. et la C. N. T. s'engagent à respecter absolument la liberté des travailleurs, pour que ceux-ci s'affilient à n'importe laquelle des deux organisations C. N. T.-U. G. T. dans les centres de travail, champs, ateliers, usines, mines, etc... Sera considéré comme document faisant foi de personnalité syndicale le carnet présenté par les camarades, peu importe qu'il soit de l'U. G. T. ou de la C. N. T.*

4° *Les deux organisations s'engagent à ne pas admettre en leur sein aucun affilié qui aurait été expulsé pour immoralité ou pour avoir porté atteinte aux accords de l'autre organisation syndicale sœur.*

5° *Elles s'engagent également à ne pas admettre les syndicats ayant quitté l'U. G. T. ou la C. N. T. ou ceux qui demandent leur admission dans une de ces deux organisations, sans consulter au préalable l'organisation à laquelle ils auraient appartenu auparavant.*

6° *Seront considérés comme des actes de déloyauté envers le pacte établi et punies immédiatement, les menaces tendant à obliger les compagnons ou les syndicats à s'affilier à une de ces deux organisations avec laquelle ils ne seraient pas d'accord.*

7° *L'U. G. T. et la C. N. T. promettent d'appliquer les sanctions syndicales aux membres et aux syndicats qui se refuseraient systématiquement à exécuter les accords adoptés par les deux centrales syndicales.*

8° *Pour rendre viable ce principe de respect réciproque, base indispensable pour établir et développer des résolutions ultérieures, l'U. G. T. et la C. N. T. se mettent d'accord pour créer un Comité national de liaison, composé par trois représentants de chaque centrale. La fonction de ce Comité sera de :*

a) *se réunir au moins une fois par semaine;*

b) *exécuter fidèlement ce qui qui est stipulé dans les dispositions antérieures;*

c) *créer dans toutes les localités des comités de liaison entre organisations locales qui n'auront d'autres attributions que celles d'exécuter les dispositions dictées par le Comité national et transmettre à celui-ci toutes les suggestions qu'ils pourraient émettre au sujet des divers problèmes posés;*

d) *discuter les problèmes posés par les circonstances et qui ne sont pas prévus dans le programme d'action, ni dans les décisions qu'adopteront de commun accord les deux centrales syndicales.*

9° *Les conflits surgissant dans une localité seront tranchés par le Comité national de liaison.*

10° *Le Comité national de liaison proposera aux exécutifs de la C. N. T. et de l'U. G. T. les sanctions à imposer aux syndicats n'exécutant pas les accords qu'il aura dictés.*

11° *Les accords adoptés, pour être valables, seront signés par les organismes nationaux des deux centrales syndicales.*

12° *Le Comité national de liaison proposera au Comité national de la C. N. T. et à la Commission Exécutive de l'U. G. T. les résolutions qui à son avis doivent être adoptées pour solutionner les problèmes que pose la réalité ; seront chargés de l'exécution la Commission exécutive de l'U. G. T. et le Comité national de la C. N. T., réalisant ainsi les déterminations adaptées par le Comité national de liaison.*

⁂

Ce pacte est très discuté. Une critique relativement modérée en est présentée par Ogier Preteceille, socialiste espagnol, bien connu en France, qui actuellement adopte une attitude de plus en plus stalinisante. Elle est reproduite d'après *Claridad* du 2-8-37 :

« Avant de pouvoir arriver à la fusion organique des deux mouvements, qui continuent à être séparés par d'âpres divergences matérielles (contrairement à ce qui a lieu pour les deux partis marxistes coïncidant en un seul tronc et ayant un but identique) il est profondément logique de vouloir procéder à une adaptation des activités concordantes, en recherchant tous les points de contact possibles et en éloignant au contraire tous les motifs de dissentiment ou de fraction.

« Pour atteindre cet objectif raisonnable il était aussi logique que les deux organisations se promettent le respect réciproque de leur tactique et de leurs militants respectifs, à établir leurs différends doctrinaux sous une forme et dans un mode excluant toute attaque violente.

« De même on ne peut qu'approuver le compromis tendant à éliminer toute forme de menace et visant à épurer les cadres de chaque organisme syndical.

« Mais il est évident que dans les accords qui viennent d'être adoptés bien des choses manquent; par exemple : dans ce que l'on pourrait appeler l'aspect constructif du système syndical, aspect qui touche tous les travailleurs

d'autant plus directement que des solutions que nous serions capables d'apporter dépendent, et non pas dans une faible mesure le rapprochement de la paix victorieuse pour notre cause et des fondations fermes sur lesquelles devra s'édifier l'Espagne de l'avenir.

« C'est de là que partent les critiques formulées au sujet des accords adoptés au cours de la dernière séance de la Commission exécutive de l'U. G. T. Ils ne parlent pas de l'organisation rationnelle de l'industrie, de l'intensification du rendement aussi bien agricole qu'industriel, deux choses indispensables. Indispensables non seulement pour la victoire, mais pour la défense même du sol et des libertés populaires. C'est en fonction de ce double problème, celui de la production et celui de la guerre, dans sa discussion, qu'il fallait tracer des bases qui, en bonne logique, ne doivent pas uniquement toucher les rapports et la propagande d'ordre syndical, mais aussi l'activité économique elle-même des travailleurs syndiqués, leurs conditions de travail, en étroite relation avec le rythme de production qu'exige la guerre de destruction dans laquelle ils combattent et doivent combattre en collaboration de plus en plus étroite, directe, les fronts et les ouvriers de l'arrière-garde. »

Voilà à première vue une critique logique; seulement les communistes cent pour cent ont bientôt divulgué ce qu'ils visaient par delà le reproche fondé de ne pas avoir établi un programme positif précis. Ce qui les anime avant tout c'est la haine des entreprises collectivisées et dirigées par les ouvriers eux-mêmes. Ceci ressort très clairement du discours prononcé par Commorera, le leader du P. S. U. C. (*Claridad*, 7-8-37) :

Le P. S. U. C. est le parti des consignes unifiées. Un moment viendra, où les réserves de la République seront épuisées, si à ce moment la Catalogne n'était pas organisée, elle pourrait être responsable de la perte de la guerre.

Toute sa compétence technique doit-être mise au service de la guerre.

Il faut procéder à la création d'un Conseil général de l'industrie, qui établisse une politique d'économie et empêche le hausse vertigineuse des prix. Il y a le cas d'une puissante organisation industrielle qui aide la guerre en fabriquant des baignoires et en usant là-dedans des tonnes de fer. Il faut changer radicalement le régime des usines en Catalogne, qui doivent être dirigées par un technicien responsable et non par un Comité. Il faut imposer une discipline sociale sévère dans l'industrie.

Au sujet du pacte U. G. T.-C. N. T. pareil pacte fut proposé dès septembre 1936 *par les socialistes de Catalogne. Dans le pacte de Valence il n'y a absolument aucun programme ; on n'y a pas tenu compte de nombreux ouvriers ugétistes de Catalogne, qui ont été condamnés au pacte de la faim.*

⁂

Mais en face de cette critique des communistes il y eut l'adhésion enthousiaste de nombreux et importants syndicats et fédérations non seulement de la C. N. T., mais aussi de l'U. G. T.

D'ailleurs cette adhésion se faisait bien plus à ce que ce pacte symbolise qu'à la lettre de son texte. Aboutir après un an de propagande grandiloquente de part et d'autre à la conclusion qu'il ne faut plus s'insulter, qu'il ne faut plus se voler les adhérents, qu'il faut un Comité de liaison, c'est plutôt maigre. Mais comme souvent dans les événements espagnols derrière des textes creux se dissimulent des phénomènes plus importants. La modeste tentative de rapprochement esquissée divulgue qu'il se forme lentement une coalition : d'une part les socialistes qui veulent aller plus loin que la démocratie bourgeoise et qui ne veulent pas la domination de l'impérialisme russe, et d'autre part la poussée de la masse de la C. N. T. qui lassée de l'expérience de collaboration a besoin d'une solidarité de forces nouvelles pour reprendre sa marche vers la révolution sociale. Cette coalition se groupe autour des deux centrales syndicales, mais elle s'accompagne d'une scission profonde dans le Parti socialiste espagnol.

L. NICOLAS.

Ce que vaut la parole d'un ministre stalinien

“ Je peux vous assurer qu'aucun des détenus n'a souffert aucune égratignure ni mauvais traitement, ni aucune autre pression que celle de sa propre conscience.”

Telle est l'assurance donnée par M. Irujo, ministre de la Justice du Cabinet Negrin-Staline, à l'avocat de Nin, le 7 juillet, à la suite de la démarche de la première délégation.

Moins d'un mois après, le même ministre devait avouer, que Nin avait... « disparu ».

***



Fac-similé de la lettre ministérielle

J.J.

Manuel de Irujo

EL MINISTRO DE JUSTICIA

Sr.D. Benito Pabón.
PRESENTE.

Mi querido compañero y amigo:

Acuso recibo gustoso de la documentación que obra en mi poder de los Sres. Robert Louzón, Charles Wolf, Robert Gillis y Fenner Brockway, que con esta fecha pongo en manos del Sr. Presidente del Consejo de Ministros, según deseos de sus amigos.

....

Puedo asegurarle que nadie de los detenidos ha sufrido un rasguño, ni un mal trato, ni otra presión que la de su propia conciencia.

....

Valencia 7 Julio 1937.

Irujo

Résultats d'une deuxième enquête

Une deuxième délégation internationale, envoyée par le Comité de défense des révolutionnaires antifascistes en Espagne, et composée de : James Maxton, membre de la Chambre des Communes, président de l'Independent Labour Party; André Weil-Curiel, avocat à la Cour de Paris, membre du Bureau du Comité d'action socialiste pour l'Espagne, rédacteur en chef de l'« Espagne Socialiste »; Yves Lévy, journaliste; Pierre Foucaud, journaliste, membre du Conseil national du Parti Frontiste, délégué au Bureau du Front populaire de la région parisienne, s'est rendue en Espagne pour s'informer sur les persécutions frappant les révolutionnaires du POUM, de la CNT-FAI et de la gauche socialiste.

Voici des extraits de son compte rendu :

La « disparition » de Nin

La thèse des ministres espagnols sur l'affaire Nin est que le secrétaire du POUM aurait été enlevé par des éléments inconnus et qu'il serait encore vivant dans un lieu inconnu.

Les versions présentées par divers ministres sur la disparition de Nin sans être concordantes paraissent cependant ne pas s'éloigner de ce qu'on vient de dire.

MM. Irujo, Zugazagoitia et Prieto ont beaucoup insisté sur le fait qu'il ne fallait pas penser que le gouvernement avait intérêt à faire disparaître Nin; qu'au contraire cette affaire le gênait considérablement, qu'il mettrait tout en œuvre pour le retrouver.

M. Irujo affirma textuellement : « Nin n'a jamais été dans une prison du gouvernement... Nin n'a jamais foulé du pied une prison de l'Etat ». Il a disparu dans une « maison particulière qui n'était pas une prison »; c'était, dit M. Irujo, « une villa, un hôtel particulier entouré d'un jardin et situé à Alcala de Henares, un hôtel vide que la police occupa spécialement pour y mettre Nin. » Il en aurait été enlevé, dit M. Irujo, « par des fascistes, hypothèse qui ne paraît pas vraisemblable, ou par des éléments de la Colonne Internationale, hypothèse qui le serait beaucoup plus. »

M. Irujo affirma qu'une instruction serait ouverte pour l'enlèvement de Nin et que les ravisseurs seraient jugés pour crime de haute trahison « quand bien même Nin serait condamné à mort pour rébellion ». Plusieurs ministres, dit-il, déposeront dans cette affaire. On ira chercher les responsables aussi haut qu'il le faudra.

M. Irujo se plaint que la police se soit rendue quasi indépendante et que des éléments étrangers puissent avoir le contrôle réel. Il se plaint de l'influence du parti communiste sur la police.

Il affirme enfin que des recherches sont engagées par des éléments choisis et qui travaillent en dehors de la police régulière, afin de retrouver Nin.

Jusqu'à la semaine dernière, dit-il, il avait l'impression que Nin vivait et que ses gardiens veillaient sur sa vie et sur sa santé. Cette impression est le seul élément que l'enquête lui ait apporté. Un membre de la délégation demande au ministre les raisons de cette impression. Le ministre répond alors qu'il n'a pu avoir de renseignements de l'homme de confiance qu'il a envoyé à Madrid, que par téléphone, et qu'il n'a pu approfondir les choses étant donné le peu de secret des conversations téléphoniques.

La délégation montre au ministre l'information de l'agence « Espagne », seule information envoyée à l'étranger sur la disparition de Nin et selon laquelle il se serait évadé. *Le ministre déclara cette information complètement fausse.* Son communiqué sur cette affaire disait « disparition », et il n'a jamais cru à la possibilité d'une évasion.

M. Zugazagoitia, ministre de l'Intérieur, affirme qu'il est inexact que Nin n'ait pas été dans les prisons de l'Etat. Une maison où s'installent des policiers officiels, devient, dit-il, un local officiel. Le ministre se plaint très vivement de la police, composée, dit-il, d'éléments recrutés en hâte depuis le 19 juillet, éléments venus de partis où on leur enseignait le mépris de la police, chargés de passions politiques, et comprenant jusqu'à un bon nombre d'analphabètes.

La disparition de Nin s'est produite *contre la volonté du gouvernement.* M. Zugazagoitia a d'abord cru qu'elle était l'œuvre des communistes; il *croit à présent qu'elle est l'œuvre d'éléments qui auraient eu intérêt à créer des difficultés au gouvernement.* Il ajoute d'ailleurs qu'il a le plus vif désir de parvenir à démontrer que *les communistes ne sont pour rien* dans cette affaire, car, dit-il, il lui faut reconnaître que ce serait très pénible politiquement de découvrir que ce sont eux qui ont commis le rapt. Il affirme cependant que cette considération n'influe en rien sur son opinion, que son impression est tout à fait indépendante des avantages politiques de cette thèse. Un membre de la délégation dit alors que les propos du ministre donnent à l'affaire un aspect tout à fait nouveau, qu'il est nécessaire, pour convaincre la délégation, que le ministre dise sur quoi il fonde son impression. Le ministre se retranche alors sur le secret des recherches menées par une équipe spéciale de policiers et reproche à la *délégation d'être venue avec le préjugé que les communistes ont enlevé Nin et de ne pas vouloir abandonner ce préjugé.* Un membre de la délégation affirme que celle-ci n'a aucun préjugé sur cette affaire et demande la permission de poser quelques questions précises au ministre; le ministre se déclare prêt à répondre. Il reconnaît qu'il est exact que Nin ait été arrêté séparément, il est exact qu'il ait été emmené isolément et sous escorte spéciale de Barcelone à Valence, de Valence à Madrid et de Madrid à Alcala de Henares, qu'il est exact

qu'il ait été gardé dans chacune de ces villes dans des locaux spéciaux et, à Alcala de Henares, dans une villa abandonnée depuis plusieurs mois et qui n'a été occupée par la police que pour y garder Nin; qu'il est exact enfin que l'hypothèse de l'évasion ne peut être envisagée. Le membre de la délégation demande alors à M. Zugazagoitia s'il pense que Nin ait pu être enlevé sans qu'il y ait eu lutte entre les ravisseurs et les policiers qui gardaient Nin. Le ministre s'écrie alors avec véhémence qu'on ne peut de la sorte soumettre un ministre à un véritable interrogatoire. Le membre de la délégation s'excuse de l'audace de ses questions, et la délégation prend congé du ministre après que celui-ci a réaffirmé son sentiment que Nin est vivant, qu'on le retrouvera et qu'il désire vivement pouvoir le présenter à ses amis comme preuve vivante de la thèse qu'il a soutenue. Il ajoute qu'il faut mener l'enquête avec une *extrême lenteur* car, si l'on précipitait les choses, on *risquerait de ne retrouver qu'un cadavre.*

M. Prieto a affirmé à la délégation que le gouvernement est absolument étranger à la disparition de Nin et fait tous ses efforts pour le retrouver; il insiste sur l'attitude des ministres communistes qui demandent que les recherches soient poussées à fond; ils disent que la disparition de Nin sert à faire campagne contre le parti communiste, qu'ils sont donc les plus intéressés à voir retrouver Nin, que la disparition de Nin est une *provocation* du type le plus classique.

M. Prat Garcia commence par se plaindre de la police, et excuser le gouvernement sur la nécessité où il *s'est trouvé* de la reformer trop rapidement après le 19 juillet. Le *gouvernement,* dit-il, *ne peut être tenu pour responsable des excès de pouvoir d'une police improvisée.* On ne peut dire si Nin est mort ou s'il vit. *S'il vit, il peut se trouver, soit dans une ambassade, soit dans un lieu qui ne jouisse point de la protection diplomatique.* Dans le premier cas, il serait extrêmement difficile de le découvrir. Le gouvernement, absolument étranger à sa disparition, mettra tout en œuvre pour le retrouver.

Des paroles des ministres, il semble qu'il faille essentiellement *retenir* ce qui suit :

1. — L'emportement de M. Irujo contre les communistes et l'hypothèse « vraisemblable » sur l'enlèvement de Nin par des éléments des colonnes internationales; l'hypothèse de M. Prat Garcia concernant la détention de Nin dans une ambassade (il n'y a pas d'ambassade allemande; la seule ambassade concevable est celle de l'U.R.S.S.); le refus de M. Zugazagoitia de répondre à un « interrogatoire »; la réserve relative de M. Prieto qui a laissé entendre que les communistes s'élèvent contre la version du rapt par des éléments communistes, mais qui ne s'est pas engagé personnellement dans ce sens.

2. — Aucun élément concret ne permet d'affirmer que Nin soit encore vivant. MM. Irujo et Zugazagoitia affirment qu'il doit vivre encore. M. Prat Garcia est moins affirmatif. Les affirmations des deux premiers ne paraissent reposer sur aucune base sérieuse. *Mais il semble qu'on cherche à donner à l'opinion l'impression que Nin est vivant pour gagner du temps, et probablement pour obtenir qu'on ne se serve pas de la disparition de Nin pour créer une atmosphère d'émotion avant le très prochain procès du POUM.*

Le procès du POUM

Au moment où la délégation partait pour l'Espagne, les faits connus d'elle étaient en résumé les suivants : les dirigeants du POUM avaient été arrêtés par la police de Madrid sous l'inculpation d'espionnage, de collaboration avec Franco. La principale base de l'accusation semblait être un document (la carte millimétrée) découvert à Madrid chez un phalangiste du nom de Golfin, document qui était, selon la thèse de la police madrilène, un message à Franco où Nin, désigné par son initiale, était signalé comme un de ses agents les plus actifs en territoire républicain. Cette affaire d'espionnage de Madrid avait amené, à Madrid, l'arrestation de 103 fascistes, dont Golfin; le POUM pouvait en outre être accusé d'avoir organisé les événements de la première semaine de mai par accord avec Franco.

La délégation apprit dès son arrivée à Valence que Golfin, interrogé par la police, *avait reconnu que la carte de Madrid avec indication des batteries anti-aériennes* et autres systèmes de défense avait été sa propriété, mais qu'il aurait nié qu'il se fût trouvé une inscription à l'encre sympathique au dos de cette carte lorsque la police s'en était emparée.

L'avocat Pabon apprit à la délégation qu'un juge spécial allait être nommé le jour même pour instruire l'affaire, que son rapport serait remis dans quelques jours (il fut en effet terminé le 23 août) et que lui, Pabon, aurait alors communication du dossier et demanderait un délai de 15 à 20 jours pour faire faire les enquêtes et contre-enquêtes qui lui paraîtraient indispensables.

M. Irujo, ministre la la justice, affirme qu'il y aura, *en dehors du procès contre les ravisseurs de Nin,* deux procès bien distincts : *celui de Madrid, pour espionnage,* avec les 103 fascistes, y compris Golfin, dont le cas avait été lié, par la police, à celui des dirigeants du POUM; *celui des dirigeants du POUM,* pour les journées de mai de Barcelone.

M. Irujo déclare que les dirigeants du POUM interrogés par la police, s'ils étaient des espions, l'ont nié, interrogé s'ils étaient responsables des journées de mai, ont dit oui. Il parle de la gravité des événements de mai, dit qu'il faut une sanction à de tels faits, mais ajoute qu'il a l'intention de proposer au conseil des ministres un projet d'amnistie pour les délits politiques et sociaux précisant que seuls seraient exclus la trahison et l'espionnage. « L'extrême droite, dit-il, s'opposera probablement à ce projet ». *Il précise aussitôt que l'extrême droite ce sont les communistes, le président du conseil formant le centre du cabinet et lui-même, en tant que libéral, la gauche.* Si le tribunal prononçait des condamnations à mort, interviendrait une mesure de grâce, commuant ces peines en réclusion perpétuelle, l'amnistie survenant ensuite.

Répondant à des questions, le ministre précise que si certains membres du POUM étaient convaincus d'espionnage, ils seraient jugés dans les deux procès (espionnage et journées de mai), mais que la distinction des deux procès subsisterait; il ajoute qu'il n'y a *d'ailleurs*

aucune preuve d'espionnage contre aucun dirigeant du POUM, et en particulier, que le document N. est sans valeur.

Un membre de la délégation demandant s'il sera possible à des observateurs étrangers d'assister au procès, le ministre affirme avec force que le procès sera public, puisqu'il ne s'agit pas d'espionnage. Le membre de la délégation imagine cependant le cas où le document N., par exemple, serait malgré tout retenu. *Le ministre répond énergiquement que la question ne peut être posée, que le procès sera fait pour les journées de mai, et public;* que, quoiqu'il n'ait qu'à laisser la justice suivre son cours sans intervenir, on peut bien penser que toutes les pièces ont passé entre ses mains et qu'il n'a pas négligé d'en prendre connaissance. Il souligne lui-même qu'il a eu déjà l'occasion d'affirmer plus de dix fois au cours de cette entrevue qu'il n'est plus *question d'accuser d'espionnage aucun des dirigeants du POUM. Le POUM répondra,* dit-il, *de « son geste révolutionnaire contre la république ».* Un membre de la délégation pose la question des responsabilités extérieures au POUM dans les événements de la première semaine de mai. Le ministre répond qu'il entend que les événements de mai doivent être sanctionnés, mais qu'il lui semble que, dans une affaire où tant de gens ont participé, un sentiment d'humanité conseille de ne traduire en justice que les principaux responsables, et que, par ailleurs, les lois espagnoles autorisent à juger individuellement ou par petits groupes les personnes impliquées dans des affaires de ce genre, et qu'il en a été ainsi en de nombreuses occasions, notamment en 1933 et en 1934.

Le ministre termine en proclamant que la justice espagnole est indépendante de toute pression politique.

M. Ortega y Gasset a reçu les camarades Maxton et Weil-Curiel; il leur a *exprimé toute l'estime qu'il avait pour les dirigeants du POUM;* c'est dire qu'il était fort éloigné d'admettre qu'ils fussent des espions fascistes.

M. Zugazagoitia ne pense pas qu'il lui convienne de parler du procès du POUM. Il est ministre de l'intérieur et non de la justice. Il se borne à dire à la délégation qu'il a avant tout recommandé au juge nommé sur sa proposition de ne se prononcer que d'après sa conscience.

M. Prieto dit qu'il ne pense pas que les dirigeants du POUM soient des espions; il s'élève contre les événements de mai qui ont été, dit-il, organisés par le POUM; il dit que cela ressort des articles de *La Batalla*. Le gouvernement, dit le ministre, doit se défendre contre ceux qui veulent « la révolution à tout prix alors que ce n'en est pas le moment en Espagne ». Il dit que le programme minimum que s'est assigné le gouvernement est de gagner la guerre et qu'il faut en finir avec les partis d'idéologie trop étroite, citons le POUM, la CNT, « et même les communistes », ajoute-t-il.

M. Prieto s'étend surtout sur la situation militaire de l'Espagne et sur la situation internationale. Il dit que la délégation ne représente que les pays qui ont peu fait pour aider l'Espagne, qu'elle représente des partis dont l'action est restée inefficace ou de trop peu d'efficacité, *tandis que les Russes envoient les armes qui permettent à la république espagnole de résister à l'assaut du fascisme.*

Abandonnant les idées générales, le ministre dit que « ce qu'il y a de plus grave, c'est que l'arrestation des **dirigeants du** POUM *n'a pas été décidée par le gouvernement, que la police a procédé à ces arrestations de sa propre autorité; le ministre ne pense pas cependant qu'il faille en incriminer Ortega, qui était alors chef de la police,* il rappelle à ce propos que lors de l'arrestation illégale de Rovira, Ortega lui répondit tout ignorer de l'incarcération du chef militaire du POUM. Les responsables, dit-il, *se trouvent dans l'entourage du chef de la police, entourage qui avait été noyauté par des éléments communistes, « selon leurs procédés ordinaires »*. Il ajoute cependant que c'est pour refus de *restituer* Nin qu'Ortega a été destitué.

M. Prat Garcia ne croit pas que les dirigeants du POUM soient des espions; il estime que les articles de *La Batalla* sont des preuves accablantes de la responsabilité du POUM dans les affaires de mai.

Un membre de la délégation pose des questions sur la valeur juridique des arrestations des dirigeants du POUM, mais n'a pas le loisir d'obtenir sur ce point de réponse assez précise. La délégation peut seulement noter que les explications du sous-secrétaire d'Etat à la présidence du conseil sont des plus confuses sur ce point.

La visite de M. Prat Garcia fut la dernière entrevue officielle de la délégation à Valence.

Cependant l'attitude de M. Prieto, qui avait parlé avec tant d'insistance de l'aide apportée à l'Espagne par la Russie, pouvait laisser entendre que le gouvernement espagnol avait accepté en échange de cette aide militaire les compensations politiques que Moscou exigeait de lui; il pouvait sembler que les dirigeants du POUM risquaient d'être immolés sur l'autel de l'amitié soviétique. La délégation ne pouvait pourtant apercevoir encore les moyens qui permettraient de présenter honorablement ce sacrifice.

Elle ne devait pas tarder à savoir comment allait être présentée l'accusation contre les dirigeants du POUM. *Elle eut, en effet, au moment où elle allait quitter Valence, communication des conclusions du rapport du juge d'instruction; entre autres griefs de valeur plus ou moins discutable, se trouvait énoncé* en première ligne celui d'avoir *« s'étant mis d'accord avec des individus étrangers appartenant à la Gestapo allemande, qui jusqu'à présent n'ont pas été présentés,* réalisé au cours du mois de mai dernier, à Barcelone, dans le but de troubler l'action du gouvernement, des actes hostiles à celle-ci avec *caractère secret ou réservé, ainsi qu'un soulèvement de type militaire »*.

Il apparaît donc qu'en dépit des affirmations ministérielles les plus catégoriques, les dirigeants du POUM sont accusés d'espionnage. Les ministres, et particulièrement M. Irujo, ont-ils trompé sciemment la délégation, ou ont-ils été joués par une justice complice d'une machination policière? La délégation peut seulement dire que le ministre de la Justice semblait être d'une parfaite bonne foi.

Il faut d'ailleurs observer qu'il est très vraisemblable que l'accusation d'espionnage est très différente de celle qu'avait connue la pre-

mière délégation. La complicité des dirigeants du POUM dans l'affaire d'espionnage de Madrid était trop évidemment fondée sur les pièces forgées par la police pour pouvoir être maintenue. Il est maintenant question d'*une nouvelle affaire d'espionnage, purement catalane.* Qu'il s'agisse d'une odieuse machination policière, c'est ce qui ne saurait être mis en doute, et de cette machination, la délégation espère pouvoir bientôt être à même d'exposer le mécanisme en toute clarté.

Pour les meilleurs révolutionnaires : la prison ou la mort

...La situation de beaucoup de nos camarades emprisonnés est grave, ils sont en effet menacés d'être accusés de délits ou crimes imaginaires dont ils leur seraient souvent très difficile de se justifier. On peut considérer que le transfert à la prison de Valence de plusieurs des camarades dont les noms avaient été signalés à la délégation est un signe des plus défavorables. D'autre part le cas de notre camarade Gaston Ladmiral paraît particulièrement grave. Le chef du département spécial d'informations de l'Etat en Catalogne (chef du service de contre-espionnage en Catalogne) a en effet appris à notre camarade Lévy que Gaston Ladmiral avait été ou devait être très prochainement transféré à Madrid et qu'il était impliqué dans une affaire d'espionnage. Le camarade Gaston Ladmiral, membre du parti socialiste SFIO est trop connu d'un grand nombre de militants de son parti ou d'autres partis et son activité au cours de ses séjours en Espagne est trop bien connue de ses camarades qui s'y trouvaient en même temps que lui pour qu'on ait besoin d'affirmer ici qu'une telle accusation ne peut être que le fruit d'une machination ou de l'aveuglement.

La voix d'un accusé

Nous donnons maintenant ci-dessous une copie des notes prises par un camarade de la délégation au cours de son entrevue avec *Gorkin* à la prison de Valence.

Nin se trouvait à Madrid à la Tchéka de Atocha, d'où il a été emmené à la Tchéka de Alcala de Henares, d'où il a été enlevé; après son enlèvement on découvrit dans sa cellule des documents de la Gestapo.

Le socialiste *Vasquez,* commissaire général de la police de Madrid, de la bouche de qui Gorkin tient ces renseignements, demanda ces documents et reconnut qu'ils provenaient de ses propres archives où quelque policier communiste avait dû les dérober pour les placer là où ils furent trouvés. Vasquez jugea ce fait assez grave pour se rendre immédiatement à Valence afin de mettre au courant M. Zugazagoitia, ministre de l'Intérieur.

Lorsque Gorkin fut, le 31 juillet, transféré de San Anton, prison de Madrid, à la prison de Valence, l'inspecteur général des prisons de Madrid, M. Garmienda, membre du parti nationaliste basque, lui dit qu'il lui paraissait quasi certain que Nin était vivant et se trouvait à la Tchéka du Pardo.

Les policiers qui ont mené toute l'affaire Nin, de Barcelone à Alcala de Henares se nomment Ramallo, Valentin, Rosell.

Depuis la disparition de Nin, de nombreux camarades de la CNT ont fait des recherches sans résultat.

Nin a été enlevé et assassiné par le commandant russe de l'Etat-major, Orloff.

Les communistes ont répandu les versions suivantes : des agents de la Gestapo auraient enlevé cet agent trop compromettant; puis : le POUM aurait enlevé Nin pour des raisons identiques, et Nin serait à présent à Salamanque ou à l'étranger.

Le cas de Nin était particulièrement gênant pour les communistes car, en *tant qu'ancien ministre,* il ne pouvait être jugé que par le Tribunal des *Garanties Constitutionnelles.*

C'est un peu après-midi, le 16 juin, que Nin fut arrêté. A 11 heures du soir, le même jour, Gorkin fut pris à l'Institut Maurin; il y avait une vingtaine de gardes d'assaut, une vingtaine de policiers. Il fut frappé et brutalisé. Le 18 juin, Gorkin devait se présenter à 10 heures du matin au Palais de justice pour le procès de *La Batalla.* Il y avait également procès engagé par Gorkin contre ses accusateurs. C'est donc toute l'affaire actuelle qui devait être jugée au moment où fut engagée la répression.

Le 18 juin à 5 heures du matin Gorkin sort de la Jefatura menottes aux mains, avec Andrade, Bonet, Escuder, chacun dans une voiture, et accompagné de policiers, tandis qu'une cinquième voiture les suivait transportant *quatre policiers étrangers de la Guépéou.*

A Valence, ils sont gardés tous les quatre à la Direction générale des prisons; puis on les met à la prison. Le 23, à 5 heures de l'après-midi, on les met tous les quatre en liberté, par ordre signé d'Ortega. Gorkin a vu l'ordre portant la signature. Dès qu'ils ont passé la porte des policiers s'emparent d'eux et les emmènent à Madrid.

A 1 h. 30 de matin ils sont jetés dans un sous-sol de la brigade spéciale, sans air, sans lumière, obsédés par des suintements d'eau. Ils y restent 4 jours et 4 nuits séquestrés. Gorkin, qui avait conservé son stylographe, écrit une lettre à M. Zugazagoitia, lettre qu'il remet à un garde d'assaut qui lui paraissait montrer quelque compassion, lequel la remet à Vasquez; celui-ci apprend ainsi leur existence et le lieu de leur détention; *on les transporte alors à la Tchéka d'Atocha,* où ils sont mis en cellule, chacun avec des fascistes ou des mouchards. Ils protestent énergiquement et, au bout de quatre jours, on les met en deux cellules, sans promiscuité. Ils restent là 20 jours avant qu'on les interroge sans pouvoir faire de déclaration, ni avoir aucune communication avec le dehors.

Le 23 juillet ils sont, pour la première fois, et jusqu'à présent pour la dernière fois, interrogés (voir plus loin le détail de l'interrogatoire).

Ils passent ensuite une dizaine de jours à San Anton, la première prison d'Etat où ils se soient trouvés depuis leur arrestation.

C'est à 11 heures du soir qu'ils sont appelés pour être transférés à Valence. L'inspecteur des prisons leur affirme, avant le départ, qu'ils arriveront vivants; il y a cinquante gardes d'assaut pour les protéger, dont le chef les assure qu'il répond de leur vie au gouvernement par la sienne propre. Ils sont dix (les dix accusés), et l'on a joint à eux le phalangiste Golfin, ainsi qu'une espionne allemande

dont la vie importe beaucoup. Le cortège comprend une voiture avec 5 policiers staliniens, puis la voiture cellulaire, enfin le car de gardes d'assaut.

Le véritable juge : la Guépéou stalinienne

Voici les questions posées à Gorkin et à ses coaccusés au cours de l'interrogatoire du 23 juillet :

Quelle est votre opinion sur Staline?

Quelle est votre opinion sur Trotsky?

Croyez-vous que Trotsky est plus révolutionnaire ou moins révolutionnaire que Staline?

Quelle a été votre intervention dans les journées de mai?

Quelle est votre attitude actuelle vis-à-vis de l'U.R.S.S.?

Quelle est votre attitude vis-à-vis du gouvernement actuel?

Aviez-vous plus de sympathie pour le gouvernement précédent (c'est-à-dire pour le gouvernement Largo Caballero) que pour le gouvernement actuel?

Aucune autre question ne leur a été posée.

Affaire Ascaso

On connaît sans doute l'affaire Ascaso. A 24 heures de la dissolution du Conseil d'Aragon, Joaquin Ascaso était, récemment, inculpé de trafic de bijoux, conjointement avec Vazquez, secrétaire du Comité National de la CNT et emprisonné. On sait aussi que Joaquin Ascaso était président du Conseil d'Aragon, formé au cours des premiers mois de la guerre civile par la CNT avec la collaboration des autres partis du Front populaire (parti communiste, parti socialiste et parti républicain de Azana). Enfin on n'ignore pas que le Conseil d'Aragon était fort attaqué par les communistes, car leur influence y était très réduite, et ils cherchaient depuis longtemps à le faire disparaître.

Des camarades avaient demandé à la délégation de prendre des informations sur cette affaire de trafic de bijoux que la coïncidence avec une mesure politique désirée par le parti actuellement le plus influent rendait assez suspecte.

La délégation, par une enquête auprès de diverses personnalités, apprit les faits suivants qui éclairent les dessous politiques de cette inculpation :

Lorsque le Conseil d'Aragon se forma, il ne possédait pas un sou vaillant; le gouvernement central, qui s'était montré depuis le début de la guerre civile incapable de faire fonctionner son administration en Aragon, et abandonnait le pays aux réquisitions des milices, était cependant fort mécontent de se voir substituer par le nouvel organisme dont les circonstances avaient exigé la création. Il le fit sentir en retardant beaucoup le moment de donner son investiture, et surtout en n'accordant aucun crédit au Conseil d'Aragon. Celui-ci dut donc se procurer de l'argent comme il put, et, au mois d'octobre 1936, il fit rassembler les bijoux découverts chez les fascistes fugitifs ou emprisonnés et les fit vendre, dans la mesure des besoins d'argent du Conseil. En particulier, le Conseil d'Aragon acheta pour les nouvelles et nombreuses collectivités paysannes de cette province, des machines agricoles qui furent payées avec le produit des bijoux.

L'affaire fut découverte il y a quatre ou cinq mois, instruite lentement, et vient d'aboutir aux deux inculpations qu'on a dites.

Il faut signaler qu'une affaire de trafic de bijoux avait déjà été découverte au mois de novembre de l'année passée par la police catalane. Ces bijoux et ces pierres précieuses provenaient de Madrid et c'étaient des membres du parti communiste qui tentaient de les vendre, mais pas au profit d'un organisme officiel. Cependant aucune inculpation ne fut jamais rendue publique.

Un membre de la délégation exprima à M. Zugazagoitia l'émotion causée à l'étranger par la nouvelle de l'incarcération d'Ascaso en coïncidence avec la dissolution du Conseil d'Aragon.

Le ministre de l'Intérieur répond que l'inculpation est juridiquement irréprochable et que la coïncidence est purement fortuite. Le membre de la délégation dit alors que quelle que soit la valeur juridique de l'inculpation, on ne pouvait supposer qu'il s'agît là d'une affaire de droit commun, car le trafic de bijoux ne se faisait pas au profit de Vazquez ni de Ascaso, mais pour le compte du Conseil d'Aragon, et, on pouvait l'affirmer, pour des raisons d'intérêt public. A cela, le ministre répond en s'emportant avec quelque excès contre la gestion politico-sociale de la CNT, en Aragon, en disant que l'Aragon allait à une faillite définitive et irrémédiable, qu'il était temps d'y mettre un terme. Le membre de la délégation tente alors de placer quelques mots, et le ministre, qui peut-être regretté d'avoir trop de flamme, ajoute quelques mots gênés sur l'occupation du pays par les troupes du parti communiste. Il reconnaît spontanément que les chefs militaires qui ont occupé l'Aragon ne se sont pas toujours conduits avec les égards dus à la population. Il cite le cas de l'arrestation arbitraire de quatre militants de la CNT pourvus de papiers et de sauf-conduits en règle, par un chef militaire qui nia ensuite qu'ils fussent détenus par lui et ne les rendit à la liberté que sur l'injonction directe du chef de l'Armée de l'Est.

Paris, le 31 août 1937.

Ouvriers syndiqués !

Exigez l'envoi en Espagne « gouvernementale » de délégations syndicales chargées d'enquêter sur le sort des révolutionnaires emprisonnés.

LE GOUVERNEMENT DE LA DÉFAITE

La trahison de Santander

Lorsque j'écrivais dans la *R. P.* du 25 juin, qu'il était impossible pour la République espagnole de compter sur le loyalisme des gardes d'assaut et autres formations policiéro-militaires, ni sur la solidité de l'armée populaire « régulière », beaucoup de camarades ont sans doute pensé que j'exagérais.

Avec la manière dont a eu lieu la chute de Santander, on doit au contraire estimer que j'étais au-dessous de la vérité. Les dépêches *Havas* ne laissent aucun doute à cet égard : toutes les troupes policières de Santander, gardes d'assaut, gardes nationaux et carabiniers se sont soulevées lorsque les troupes de Franco s'approchèrent et la reddition de la ville a été apportée aux avant-postes rebelles par des officiers en uniforme qui portaient l'étoile rouge de l'armée populaire régulière. Pendant ce temps, un bataillon de la F.A.I. essayait de tenter une ultime résistance.

C'est là l'illustration parfaite d'une situation qui n'est pas particulière à Santander, mais qui est générale dans toute l'Espagne républicaine : des troupes de police (en quantité innombrable) qui ne demandent qu'à trahir, une armée de conscription vacillante, et d'autre part, des milices ouvrières résolues à lutter jusqu'au bout.

Or, toute la tâche du gouvernement Negrin a consisté, depuis quatre mois que Staline l'a placé au pouvoir, à renforcer au maximum ces forces de police mercenaires, prêtes à trahir, et à détruire ces milices ouvrières résolues à combattre. Les seules forces armées des villes et villages de l'intérieur — qui peuvent se trouver demain sur la ligne de feu — sont les gardes d'assaut, les gardes civils et les carabiniers; ils pullulent, ils sont munis du meilleur armement, ils jouissent d'une autorité et d'un pouvoir absolus depuis qu'on a supprimé tout contre-poids à leurs puissance en dissolvant les gardes ouvrières armées. Par contre, les milices ouvrières du front sont affaiblies, disloquées, énervées : on les noie le plus possible dans l'armée « régulière », on a arrêté ou éliminé les meilleurs de leurs chefs, ceux qui avaient fait leurs preuves depuis le 19 juillet; on les démoralise par l'œuvre de contre-révolution poursuivie à l'arrière.

Ainsi on a renforcé et on continue à renforcer au maximum ceux qui sont prêts à trahir comme à Santander et on affaiblit au maximum ceux qui, comme à Santander, veulent jusqu'au bout résister.

L'issue de cette politique ne saurait être douteuse. En substituant à la terreur rouge, seule capable d'empêcher la trahison des ennemis de l'intérieur, la terreur blanche démoralisatrice et destructrice des antifascistes, en cherchant à détruire la Révolution au profit d'une bourgeoisie « républicaine » qui n'existe que dans leurs « thèses », les agents de Staline sont en train d'assurer la victoire de Franco.

R. L.

P. S. — On voudra bien noter que l'offensive d'Aragon (sur laquelle nous aurons à revenir) n'a été déclenchée qu'alors que le sort de Santander était déjà réglé, tout comme l'offensive sur Brunete n'avait commencé qu'après la prise de Bilbao. *Après,* et non avant. Cette façon d'arriver toujours *après* (1) serait inexplicable si le gouvernement Negrin n'était *entièrement dominé par des forces de trahison.* (Voir *R. P.* du 25 juillet).

(1) Qu'on ne mette surtout pas cela sur le compte du prétendu caractère espagnol qui porte à remettre au lendemain ce qu'on pourrait faire aujourd'hui. Personne n'est plus à l'heure que les Espagnols — lorsqu'ils le veulent. Et personne n'est aussi rapide qu'eux dans l'exécution d'une décision. Lorsque les Espagnols sont en retard, soyez bien sûrs qu'ils ont pour cela des raisons; leur « manana » (à demain) n'est que leur façon polie de dire *non.*

EN ESPAGNE

Nouvelles de la contre-révolution

L'agence de presse Independent News *du Bureau d'Informations franco-britannique nous communique les nouvelles suivantes dont il est inutile de souligner l'importance.*

Contre les collectivités

Barcelone, 29 août. — La dissolution du Conseil d'Aragon n'a pas eu pour conséquence que l'emprisonnement de Joaquin Ascaso, cousin du leader mort lors des journées de Barcelone (20 juillet 1936). Avec l'assentiment du général Pozas, chef de l'armée de l'Est, et du commissaire général de cette armée, Virgilio Llanos, la division Carlos Marx et la Legion Roja, toutes deux organisées et contrôlées par les staliniens, ont quitté les tranchées et se livrent à une tâche de police dans l'Aragon, exercée principalement contre la CNT et le POUM. Non seulement de nombreuses arrestations ont été effectuées par ces brigades, mais de nombreuses exécutions ont eu lieu, sans aucun jugement. *On se livre également à la dissolution de toutes les collectivités agricoles et industrielles de l'Aragon* (1).

Il est intéressant de rappeler que le Conseil d'Aragon qui vient d'être dissous n'était pas formé que d'anarchistes, mais aussi de socialistes, de staliniens et de républicains d'Aragon.

(1) C'est nous qui soulignons. (N.D.L.R.).

Terreur blanche

Paris, 28 août. — Le citoyen américain, Harry Milton, qui faisait partie des milices du POUM et qui est arrivé à Paris, après avoir passé par la Carcel Modelo (Prison centrale) de Barcelone, la prison de la police et le Château de Montjuich, nous a fait à son arrivée les déclarations suivantes :

« Chaque jour de nouveaux éléments du POUM et de la CNT rejoignent les prisons de Barcelone. Sur les six galeries dont se compose la Carcel Modelo, chaque galerie ayant une capacité de cent cinquante hommes, les ouvriers du POUM et de la CNT en occupent maintenant plus de deux et demi. Les mêmes faits se reproduisent dans les autres prisons de Catalogne et du reste de l'Espagne, selon ce que j'ai pu apprendre des camarades qui arrivent d'autres lieux pour être mis à la disposition des autorités policières et judiciaires de Barcelone.

« On assiste à ce cas paradoxal que les éléments fascistes emprisonnés qui, les nuits de bombardement de Barcelone par les avions de Franco, crient « Vive Franco! » à pleins poumons, se voient libérés le lendemain, tandis que ceux qui restent en prison voient les cellules évacuées occupées de nouveau, mais cette fois par des hommes qui ont lutté des mois et des mois sur le front contre les fascistes.

« Dans les prisons de Barcelone les prisonniers antifascistes ont formé leurs Comités qui portent le nom de « Comités de Prisonniers du POUM, de la CNT-FAI et de l'UGT ». Ces derniers sont des éléments de l'UGT en désaccord avec l'orientation démocratico-bourgeoise que les staliniens qui dominent à la direction de l'UGT de Catalogne veulent donner à cette organisation. »

⁂

Barcelone, 29 août. — De Lerida on nous communique les circonstances exactes de l'exécution de Marcial Mena, commissaire politique du POUM.

Selon ces informations, Mena fut arrêté et emprisonné à la suite d'une protestation organisée par les soldats qui étaient logés dans le « Castillo » de Lerida. Cette protestation avait trait à la mauvaise qualité de la nourriture.

On accusa Mena d'avoir organisé la protestation d'accord avec le nouveau commissaire politique qui appartient à la CNT. Ils furent jugés sommairement tous les deux et condamnés à mort. Le commissaire en exercice fut gracié. Il fut impossible d'obtenir du gouvernement de Valence qu'il gracie Mena, comme l'autre camarade l'avait été. La demande de grâce avait cependant été formulée par tous les partis politiques sans distinction de tendances et par tous les syndicats. Seuls refusèrent de signer les éléments du PSUC et les syndicats dirigés par eux.

Mena avait été commissaire du « Castillo », dès le début du soulèvement fasciste et il le resta jusqu'au début de la persécution de son parti. Ce fut lui qui organisa la plus grande partie des bataillons de combattants de la province de Lerida qui depuis juillet 1936 étaient partis au front d'Aragon.

Mena, selon le témoignage de ceux qui assistèrent à l'exécution, mourut très courageusement. Il cria « Vive le POUM! Vive la Révolution socialiste! ». Il commanda lui-même le peloton d'exécution.

Contre l'autonomie catalane

Barcelone, 29 août. — En Catalogne on a l'impression que le gouvernement de Valence, après la dissolution du Conseil de l'Aragon et en conformité avec sa déclaration affirmant qu'il ne pouvait tolérer des autorités étrangères à son pouvoir, décrétera sous peu la dissolution du gouvernement de la Généralité de Catalogne ou tout au moins qu'il désignera un « Gouverneur général » qui assumera la plus grande partie des fonctions qu'exerce le président de la Généralité, Companys.

⁂

Barcelone, 29 août. — Comme preuve de l'autorité que possède actuellement le gouvernement de la Généralité par rapport à celui de Valence, on signale qu'il y a quelques jours M. Pou, ex-conseiller de la Généralité, fut détenu quelques heures pour avoir demandé qu'un garde d'assaut reconnaisse sa personnalité et lui manifeste un certain respect.

Un autre cas est celui d'un milicien de la division Macia-Companys qui a été arrêté comme déserteur parce que l'autorité militaire n'a pas voulu reconnaître la régularité de sa permission du fait qu'elle était rédigée en *catalan*. Des miliciens se sont vu renvoyer des cartes ou des lettres adressées à leur famille parce qu'elles n'étaient pas rédigées en castillan.

COMITÉ POUR L'ESPAGNE LIBRE

Le tirage de la tombola

Les camarades du Comité pour l'Espagne libre nous prient d'annoncer qu'une fête au profit des orphelins espagnols, au cours de laquelle sera tirée la tombola, aura lieu

le Vendredi 17 Septembre, à 20 h. 30

Salle de la Mutualité

Le tirage des lots, qui prendra une heure, se fera en trois fois. Entre chaque tirage, des artistes de talent se feront entendre. C'est en perspective une agréable soirée pour les camarades de la région parisienne. A eux d'en profiter.

Nous ajoutons que le Libertaire *de la semaine prochaine publiera la liste des numéros gagnants.*

J'ai été témoin à Barcelone...

On ne saurait donner trop de témoignages sérieux sur la situation en Espagne, particulièrement sur les journées de Mai à Barcelone et les événements qui ont suivi. C'est pourquoi nous croyons utile de reproduire d'après le numéro d'août de Controversy, *tribune libre pour les tendances du socialisme, le témoignage d'un camarade anglais, George Orwell.*

George Orwell, auteur de « The Road to Wigan Pier » a combattu dans les rangs du Contingent de l'ILP, sur le front d'Aragon. Il nous apporte un témoignage direct sur les événements de Barcelone durant les « journées de Mai », et sur la suppression du POUM le mois suivant.

On a déjà beaucoup écrit au sujet des troubles de Mai à Barcelone, et un tableau synoptique des principaux événements a été minutieusement dressé par Fenner Brockway dans le pamphlet « La vérité sur les journées de Barcelone » ; tableau qui, autant que j'en puis juger, est absolument exact. Je pense donc que ce que je peux faire de plus utile est d'y ajouter simplement, en ma qualité de témoin oculaire, quelques notes marginales concernant plusieurs points particulièrement discutés.

Considérons, avant tout, la question du but poursuivi, à supposer qu'il y en ait eu un, par la prétendue insurrection :

La presse communiste a affirmé que toute l'affaire avait été une tentative soigneusement préparée pour renverser le gouvernement, et même pour remettre la Catalogne aux mains des fascistes, en provoquant l'intervention étrangère à Barcelone. Cette dernière insinuation est trop ridicule pour nécessiter une réfutation. S'il était vrai que le POUM et l'aîle gauche des anarchistes se fussent faits les alliés des fascistes, comment expliquer que les miliciens en première ligne n'aient pas déserté et laissé une brèche dans la ligne de front? Et que les employés des transports, membres de la CNT, aient continué, en dépit de la grève, à faire parvenir les vivres sur le front? Je ne peux, cependant, affirmer avec certitude qu'un dessein révolutionnaire précis n'a pas existé dans l'esprit d'un petit nombre d'extrémistes, les bolchéviks-léninistes en particulier (qu'on a l'habitude d'appeler trotskistes), qui distribuèrent des tracts sur les barricades. Ce que je peux affirmer, c'est que les hommes des barricades ne se sont pas considérés un seul instant comme prenant part à une révolution. Tous, nous avions le sentiment de nous défendre contre une tentative de coup d'Etat de la part des gardes civils qui s'étaient emparés par la force du Central téléphonique, et pouvaient bien s'emparer encore de quelques autres locaux si nous ne nous montrions pas déterminés à la lutte. Mon interprétation de la situation se fonde sur ce que les hommes faisaient et disaient réellement à ce moment-là, et elle est la suivante :

Les travailleurs descendirent dans la rue par un mouvement spontané de défense, et il n'y avait que deux choses qu'ils étaient pleinement conscients de vouloir : la restitution du Central téléphonique et le désarmement des gardes civils qu'ils haïssaient. Il faut tenir compte aussi du ressentiment causé par la misère grandissante à Barcelone et le train de vie luxueux de la bourgeoisie.

Or, il est probable que la possibilité existait de renverser le gouvernement s'il se fût trouvé un chef pour en tirer parti. Il semble pleinement admis que le troisième jour les ouvriers étaient en mesure de prendre le pouvoir dans la ville; on ne peut nier que les gardes civils étaient profondément démoralisés et se rendaient en grand nombre. Le gouvernement de Valence pouvait, certes, envoyer des troupes fraîches pour écraser les travailleurs (il envoya 6.000 gardes d'assaut alors que la lutte était finie); il ne pouvait maintenir ces troupes dans Barcelone si les employés des transports décidaient de ne pas les ravitailler. Mais, en fait, il ne se trouva pas de chef révolutionnaire résolu. Les leaders anarchistes désavouèrent toute l'action et dirent : « Retournez au travail ». Et les leaders du POUM restèrent incertains. Les ordres que nous reçûmes aux barricades défendues par les hommes du POUM, ordres qui émanaient directement de la direction du POUM, nous enjoignaient de soutenir la CNT, mais de ne pas tirer, à moins qu'on ne tirât sur nous d'abord ou que nos locaux ne fussent attaqués. (Personnellement, j'ai essuyé à plusieurs reprises des coups de feu, mais je n'ai jamais tiré en retour). Dans la suite, comme les vivres diminuaient, les travailleurs peu à peu, les uns après les autres, retournèrent au travail; et naturellement, une fois qu'on les eût laissés se disperser sans encombre, les représailles commencèrent.

Savoir si on *eût dû* tirer parti de la situation révolutionnaire est une autre question. N'engageant que mon opinion, je répondrais « non ». D'abord, on peut douter que les travailleurs eussent pu garder le pouvoir plus de quelques semaines; et, en second lieu, il se peut que cela eût signifié la perte de la guerre contre Franco. D'autre part, l'attitude essentiellement défensive des ouvriers était tout à fait légitime : qu'ils fussent ou non en guerre, ils avaient le droit de défendre ce qu'ils avaient conquis en Juillet 36. Il se peut, cela va sans dire, que la Révolution ait été définitivement perdue en ces quelques jours de Mai. Mais je pense, cependant, que c'était un moindre mal, bien qu'à dire vrai, de très peu moindre, de perdre la Révolution que de perdre la guerre.

Le second point discuté concerne les participants. Ce fut la tactique de la presse communiste, presque dès le début, de prétendre que « l'insurrection » était uniquement, ou presque uniquement, l'œuvre du POUM (secondé par « quelques apaches irresponsables », si l'on en croit le *Daily Worker* de New-York). Quiconque était à Barcelone à cette époque sait que c'est avancer là une absurdité. L'énorme majorité de ceux qui défendaient les barricades appartenait en général à la CNT. Et c'est là un point d'importance, car ce fut comme bouc émissaire pour les troubles de Mai que le POUM a été récemment supprimé; les 400, ou plus, membres du POUM, qui peuplent en ce moment les geôles immondes et infestées de vermine de Barcelone, y sont, officiellement, pour leur particiuation aux émeutes de Mai. Il est donc essentiel de montrer que pour deux bonnes raisons le POUM n'en a pas été et ne pouvait pas en être le moteur. Première raison : le POUM

était un très petit parti. Si l'on range au nombre des membres du parti les miliciens en permission, et les soutiens et sympathisants de toutes sortes, le nombre des membres du POUM dans la rue n'approchait pas, en tout cas, de dix mille (et il n'était probablement même pas de cinq mille); or le nombre des participants aux troubles se chiffrait par vingtaines de mille. Seconde raison : il y eut une grève générale, ou presque générale, qui dura plusieurs jours. Or, le POUM, en tant que tel, n'avait aucun pouvoir pour déclencher une grève et la grève n'aurait pu avoir lieu si les militants de la CNT ne l'avaient pas voulue. Quant à ceux engagés de l'autre côté de la barricade, le *Daily Worker* de Londres, dans une de ses éditions, a eu l'impudence de prétendre que l'« insurrection » avait été réprimée par l'Armée du Peuple. Chacun savait à Barcelone, et le *Daily Worker*, lui non plus, n'a pu l'ignorer, que l'Armée du Peuple est restée neutre et que ses troupes n'ont pas bougé de leur casernement pendant toute la période des troubles. Quelques soldats, cependant, y prirent part, mais à titre individuel. J'en ai vu deux à l'une des barricades du POUM.

Le troisième point concerne les réserves d'armes accumulées, a-t-on prétendu, par le POUM à Barcelone.

On a tellement répandu ce conte que même un observateur tel que H. N. Brailsford, rempli de sens critique en général, l'accepte sans le contrôler, et parle des « tanks et des pièces d'artillerie » que le POUM aurait « volés dans les arsenaux du gouvernement ». (*New Statesman,* 22 mai). En réalité, le POUM possédait regrettablement peu d'armes, aussi bien sur le front qu'à l'arrière. Au cours des combats de rues, je me suis rendu aux trois principales forteresses du POUM, le siège de son Comité exécutif, celui du Comité local, et l'hôtel Falcon. Il vaut d'énumérer avec quelques détails les armements que contenaient ces bâtiments. Il y avait en tout à peu près 80 fusils dont quelques-uns défectueux, outre quelques vieilles armes de différents modèles, toutes hors d'usage faute de projectiles appropriés. Comme munitions : 50 cartouches à peu près par fusil; pas de mitrailleuses; pas de pistolets ni de balles de pistolets; quelques caisses de grenades à main, et encore nous avaient-elles été envoyées par la CNT après que le combat eût été engagé. Un éminent officier des milices qui m'en a parlé par la suite pensait qu'à Barcelone le POUM possédait en tout et pour tout environ 150 fusils et *une* seule mitrailleuse. C'était donc, comme on le voit, tout juste suffisant pour armer les gardes que, à cette époque, tous les partis sans exception, PSUC, POUM, CNT-FAI, plaçaient dans leurs locaux les plus importants. Peut-être arguera-t-on que, même pendant les journées de Mai, le POUM a continué à cacher ses armes. Mais alors que devient la théorie des troubles de Mai, insurrection menée par le POUM pour le renversement du gouvernement?

En réalité, le pire coupable, et de beaucoup, au sujet des armes retenues loin du front, c'est le gouvernement lui-même. L'infanterie sur le front d'Aragon était bien plus mal armée qu'en Angleterre un collège d'« O.T.C. ». Par contre, les troupes de l'arrière, gardes civils, gardes d'assaut, carabiniers, qui n'étaient pas destinées à être envoyées sur le front, mais à « maintenir l'ordre » (en réalité : intimider les travailleurs) à l'arrière, étaient armés, eux, jusqu'aux dents. Les troupes sur le front d'Aragon avaient des fusils Mauser fatigués qui s'enrayaient ordinairement au bout de cinq coups, une mitrailleuse pour environ 50 hommes, et un pistolet ou un revolver pour environ 30 hommes. Et ces armes, si nécessaires dans les tranchées de la ligne de feu, n'étaient pas distribuées par le gouvernement, mais ne pouvaient être achetées qu'illégalement et avec la plus grande difficulté. Les gardes d'assaut, eux, étaient armés de fusils russes tout flambants neufs; en outre, chaque groupe de dix ou douze hommes avait sa mitrailleuse. Ces faits parlent d'eux-mêmes. Un gouvernement qui envoie des garçons de quinze ans sur le front avec des fusils vieux de quarante ans, et garde ses hommes les plus forts et ses armes les plus modernes à l'arrière, est manifestement plus effrayé par la révolution que par les fascistes. Là est l'explication de la faiblesse de la politique de guerre des derniers six mois, et du compromis par lequel presque certainement se terminera la guerre.

II

Quand le POUM, l'opposition de gauche (les prétendus trotskistes), héritier du communisme espagnol, fut supprimé les 16 et 17 Juin, le fait en lui même ne surprit personne. Depuis Mai déjà, et même depuis février, il était évident que le POUM serait « liquidé » si les communistes arrivaient à leurs fins. Pourtant la soudaineté de la suppression, et le mélange de perfidie et de brutalité avec lequel l'action fut menée, prit chacun, et les leaders eux-mêmes, au dépourvu.

Officiellement, le parti fut supprimé en faisant peser sur les chefs du POUM l'accusation, qui avait été répétée des mois durant dans la presse communiste sans avoir été prise au sérieux par personne en Espagne, d'être payés par les fascistes.

Le 16 Juin, Andrés Nin, le leader du parti, fut arrêté dans son bureau. La même nuit, sans déclaration préalable, la police fit irruption dans l'hôtel Falcon, sorte de pension de famille organisée par le POUM et fréquentée principalement par les miliciens en permission, et arrêta tous ceux qui étaient là, sans les accuser de rien en particulier. Le lendemain matin, le POUM fut déclaré illégal, et tous ses locaux, non seulement les bureaux, bibliothèques, etc... mais même les librairies et les sanatoria pour les blessés furent saisis par la police. En peu de jours, des quarante membres que comptait le Comité exécutif, tous ou presque tous furent arrêtés. Un ou deux d'entre eux, qui avaient réussi à se cacher furent amenés à se livrer parce que, moyen emprunté aux fascistes, on prit leur femme comme otage. Nin fut transféré à Valence, et de là, à Madrid, et fut accusé d'avoir vendu des informations militaires à l'ennemi. Inutile de dire que les « aveux » habituels, les lettres mystérieuses écrites à l'encre sympathique, et autres « preuves », étaient déjà prêtes à sortir en telle abondance que, raisonnablement, on ne pouvait les tenir que pour préparées à l'avance.

Dès le 19 Juin, la nouvelle parvint à Barcelone, par Valence, que Nin aurait été fusillé. Nous espérions que ce bruit était faux, mais

il est à peine nécessaire de souligner l'obligation pour le gouvernement de Valence de fusiller un certain nombre, une douzaine peut-être, des leaders du POUM s'il veut que les accusations soient prises au sérieux. Pendant ce temps, la base du parti, pas seulement les membres, mais aussi les soldats appartenant aux milices du POUM, et les sympathisants et les soutiens de toutes sortes, étaient jetés en prison aussitôt que la police pouvait mettre la main sur eux. Peut-être serait-il impossible de dresser une statistique exacte, mais il y a tout lieu de penser que, durant la première semaine, il y eut plus de quatre cents arrestations, rien qu'à Barcelone. On sait, à n'en pouvoir douter, que les prisons étaient si remplies qu'un grand nombre de prisonniers avaient dû être enfermés dans des boutiques et autres dépôts provisoires. De toutes mes recherches il ressort qu'aucune distinction pour ces arrestations n'a été faite entre ceux qui avaient pris part aux troubles de Mai et ceux qui n'y avaient pas pris part. Bien plus, la proscription du POUM eut une validité rétroactive. Du fait que le POUM venait d'être mis dans l'illégalité, tous ceux qui, à un moment quelconque, y avaient appartenu furent considérés comme ayant enfreint la loi. La police alla même jusqu'à arrêter les blessés dans les sanatoria. Parmi les détenus de l'une des prisons j'ai vu, par exemple, deux hommes de ma connaissance, amputés de la jambe; et aussi un enfant qui n'avait pas plus de douze ans.

Et il faut songer aussi à ce que signifie pratiquement l'emprisonnement en Espagne en ce moment. Sans parler du surpeuplement des geôles provisoires, des conditions insalubres, du manque de lumière et d'air et de la nourriture immonde, il y a l'absence totale de quoi que ce soit qui ressemblerait à de la légalité. Rien de plus légitime, par exemple, que l'*habeas corpus;* eh bien, selon la loi actuellement en vigueur en Espagne, ou, en tout cas, selon son application actuelle, vous pouvez être emprisonné pour un temps indéfini, non seulement sans jugement mais même sans mise en accusation. Et tant que vous n'êtes pas accusé les autorités peuvent, s'il leur plaît, vous garder « incommunicado » — c'est-à-dire que vous n'avez pas le droit de communiquer même avec un avocat ni personne d'autre étranger à la prison. Il est facile de se rendre compte de ce que valent, obtenus dans de telles conditions, les « aveux ». La situation est pire encore pour les plus pauvres des prisonniers du fait que le Secours Rouge du POUM, qui habituellement pourvoyait les emprisonnés d'un conseil, a été supprimé en même temps que les autres organisations du POUM.

Mais le trait le plus odieux peut-être de toute l'affaire, c'est d'avoir empêché délibérément que toute information sur ces événements parvienne aux troupes du front d'Aragon pendant cinq jours au moins sans contredit, et plus, je crois. J'étais justement sur le front du 15 au 20 Juin. J'ai eu à me rendre à une ambulance et ce faisant, j'ai traversé plusieurs villes en seconde ligne, Sietamo, Barbastro, Monzon, etc... En tous ces endroits les quartiers généraux des milices du POUM, leurs comités de Secours Rouge et autres organisations fonctionnaient normalement; aussi loin que Lerida (à 100 kilomètres de Barcelone) et jusqu'au 20 Juin absolument personne n'avait appris que le POUM avait été supprimé; on n'en disait pas un mot dans les journaux de Barcelone, tandis qu'au même moment dans ceux de Valence (qui n'allaient pas sur le front d'Aragon) flamboyait le récit de la « trahison » de Nin.

Avec un certain nombre de camarades j'ai connu l'expérience amère d'un retour à Barcelone, pour y trouver que le POUM avait été supprimé en mon absence. Par bonheur, j'ai été prévenu juste à temps pour avoir pu filer, mais d'autres n'ont pas eu cette chance. Tout milicien du POUM qui descendait du front à cette époque-là avait le choix entre se cacher immédiatement ou être immédiatement jeté en prison. Une réception vraiment agréable après trois ou quatre mois de front en première ligne! La raison de cela était évidente : l'offensive sur Huesca venait de commencer, et le gouvernement craignait probablement que si les miliciens du POUM venaient à apprendre ce qui se passait, ils ne refusassent de marcher. Personnellement, je ne crois pas d'ailleurs que la fidélité des miliciens eût été ébranlée. Mais, en tout cas, ils avaient droit à connaître la vérité. Il y a eu quelque chose d'inexprimablement odieux dans ce fait d'envoyer des hommes au combat (quand j'ai quitté Sietamo, la lutte était engagée et déjà les premiers blessés, acheminés vers les ambulances, étaient cahotés sur les abominables routes) en leur cachant qu'au même moment, derrière leur dos, leur parti était supprimé, leurs chefs dénoncés comme traîtres, et leurs amis et parents jetés en prison.

Le POUM était de beaucoup le plus faible numériquement des partis révolutionnaires, et sa suppression ne touche relativement que peu de personnes. Selon toute apparence, il n'y aura en tout qu'une vingtaine de fusillés ou condamnés à de longues peines de prison, quelques centaines d'existences ravagées, et quelques milliers de persécutés passagèrement. Néanmoins, sa suppression est, en tant que symptôme, de grande importance. D'abord elle rend clair pour l'étranger ce qui éclatait déjà aux yeux de quelques observateurs en Espagne : que le gouvernement actuel a plus de points de ressemblance que de différence avec le fascisme. (Ce qui ne signifie nullement qu'il ne vaille par la peine de lutter contre le fascisme plus ouvert de Franco et d'Hitler. J'avais, quant à moi, saisi dès le mois de Mai la tendance fasciste du gouvernement, mais je n'en étais pas moins volontaire pour retourner sur le front et j'y suis retourné.)

En second lieu, l'élimination du POUM est un signe avant-coureur de l'attaque imminente contre les anarchistes. Ce sont eux, les ennemis que les communistes craignent réellement, et bien plus qu'ils n'ont jamais craint le POUM, numériquement insignifiant. Les leaders anarchistes ont eu maintenant une démonstration des méthodes qu'on emploierait tout aussi bien à leur égard : le seul espoir qui reste en ce qui concerne la révolution, et probablement aussi la victoire dans la guerre, c'est que la leçon leur serve et qu'ils soient décidés et prêts à se défendre avant qu'il ne soit trop tard.

GEORGE ORWELL.

Dans la mêlée espagnole

Difficultés des « blancs »

L'opinion publique en Espagne gouvernementale est surtout préoccupée par la situation qui se crée sur les fronts. D'une part, l'avance fasciste qui, après avoir emporté Bilbao et Santander, menace aujourd'hui très sérieusement les Asturies. D'autre part, l'offensive gouvernementale en Aragon qui, pour la première fois depuis juillet 1936, a abouti à enlever une position assez importante : Belchite.

Malheureusement il faut bien convenir que les succès des gouvernementaux sont loin d'atteindre en importance et en étendue ceux des fascistes. Aussi, invinciblement, la question se pose : si demain les Asturies sont prises, toute résistance révolutionnaire dans la zone du Nord sera-t-elle écrasée? Le triomphe fasciste y sera-t-il aussi durable que celui de Hitler en Allemagne et de Mussolini en Italie? Ou bien les phénomènes de la guerre civile russe, où l'occupation de la Sibérie par Koltchak et de l'Ukraine par Dénikine finit par amener la désagrégation des troupes blanches, vont-ils se reproduire en Espagne?

Certes il faut accueillir avec la plus grande prudence les dépêches gouvernementales annonçant à tout bout de champ des soulèvements dans la zone franquiste. Mais il existe à ce sujet des informations de source fasciste montrant qu'effectivement en Espagne blanche la situation reste instable et que les révolutionnaires inquiètent le pouvoir franquiste. Il y a par exemple le fameux ban de Queipo de Llano publié dans l'*A.B.C.* de Séville, reproduit par *Solidaridad Obrera* du 28-8-37 qui permet de se rendre compte de l'étendue de la zone menacée et de l'appui de la population civile aux révolutionnaires; ces faits se passent pourtant dans des régions occupées par les blancs dès les premiers mois de la guerre civile. Voici des extraits de ce ban :

Article premier. *Sera délimitée et considérée comme zone de guerre, dans laquelle tous les services doivent être accomplis comme ceux de campagne, face à l'ennemi, la région composée par la province de Huelva et la partie correspondante de celles de Séville et de Badajoz jusqu'à la route de Séville à Badajoz; cette limite pourra être étendue et* le sera en fait à toute la zone nécessaire pour battre et réduire les éléments marxistes insoumis.

Article 3. (Cet article énumère les délits complémentaires relevant des Conseils de guerre extrêmement sommaires).

Seront considérés comme des actes de rébellion :

a) *Ceux tendant à fournir des aliments ou tout autre secours aux personnes fugitives dans la zone qui concerne ce ban;*

b) *Fournir des données sur la situation des forces ou simplement sur leurs mouvements aux fugitifs des villages;*

c) *Le fait de sortir des villages enclavés dans les montagnes, sans être muni du document qu'établira dans ce but le chef militaire de la zone;*

d) *La désobéissance à tout ordre donné par le chef, aussi bien aux civils qu'aux militaires;*

e) *La négligence ou la tiédeur dans l'exécution des ordres et services militaires donnés par le chef de zone;*

f) *Le fait d'héberger dans des propriétés urbaines ou rurales des fugitifs considérés comme rebelles;*

g) *Le fait de ne pas dénoncer l'existence de personnes rebelles, par ceux qui auraient des renseignements sur elles, sera considéré comme rébellion ou aide à celle-ci;*

h) *Le fait de voyager dans les montagnes ou d'y séjourner sans justifier clairement le motif et le but poursuivis.*

Il existe une autre témoignage fasciste, décrivant l'efficacité de l'action de la population civile à l'arrière du front blanc. Il s'agit du récit d'un légionnaire italien Alberto T., de Parme, combattant à Guadalajara, publié dans la revue des étudiants fascistes italiens *Libro e Moschetto*, reproduit par le *Nuovo Avanti* du 18-9-37 :

Dans les villages occupés quelques rares éléments de la population, que nous avions respectée, nous étaient hostiles; par radio ils signalaient aux rouges la disposition des forces nationalistes, indiquaient les objectifs aux aviateurs, dirigeaient le tir de l'artillerie. Ceci était fait par les quelques traîtres que nous avions épargnés parce qu'ils étaient désarmés. Pourtant nous étions méthodiquement visés du ciel et de la terre et nous nous trouvions menacés de l'insidieux « pruneau ». Toutefois nos forces corporelles et morales ne diminuaient pas... A chaque coucher de soleil nous lancions avec fierté le « saluto al Duce » ; chaque soir nous chantions avec passion les chansons d'Italie, répondant à l'ennemi, qui, au moyen de hauts-parleurs, nous invitait, en italien, à déserter, à passer chez lui, pour atteindre enfin la liberté, le bien-être et autres balivernes semblables...

Cette activité (des « rouges »), qui présupposait une connaissance parfaite de nos positions, nous remplissait de stupeur; mais nous fûmes vraiment ébahis quand les mêmes avions, volant très bas au-dessus de nous, lancèrent des milliers de tracts écrits en italien disant que nous avions été trahis et nous invitant à passer de l'autre côté. Qu'est-ce que cela signifiait? Que se produisait-il derrière notre dos? Pourquoi le téléphone du commandement de la divison ne répondait-il plus à nos appels? Pourquoi notre artillerie, habituellement si prompte et si précise, à présent n'écoutait plus nos demandes de feu et ne contrebattait pas le tir rapide et ajusté de l'artillerie ennemie? C'est beaucoup plus tard seulement que nous apprîmes que la ligne téléphonique avait été coupée par des espions et que l'artillerie avait été atteinte en plein par le bombardement venant du sol et du ciel. Chacun de nous, sans le dire, était tourmenté par le soupçon d'avoir l'ennemi derrière le dos, tandis qu'en avant se notait déjà un mouvement insolite.

Difficultés des « gouvernementaux »

Mais chez les « gouvernementaux » l'arrière est lui aussi extrêmement divisé. La lutte interne principale continue à être celle que le parti communiste mène contre la FAI-CNT. Les dirigeants staliniens ont compris qu'ils n'étaient pas encore assez puissants pour abattre les syndicalistes en les attaquant de front. Aussi ont-ils consenti quelques concessions destinées à préparer les esprits à la dernière note du Bureau politique de ce parti, relatée par l'*Humanité* du 16-9-37 :

...Le parti communiste est disposé à entrer en conversations amicales avec les dirigeants de la CNT afin de dissiper définitivement les malentendus et d'arriver à une collaboration chaque jour plus efficace.

Il a donc fallu lâcher du lest.

La presse française a annoncé la libération de J. Ascaso, ex-président du Conseil d'Aragon dissous.

D'autre part, le procès pour les faits de Tortosa, qui avait abouti à des condamnations à mort et dont il fut question dans la *R. P.* vient d'être révisé. D'après *Solidaridad Obrera* du 5-9-37 tous les inculpés présents furent acquittés et seuls les accusés qui n'ont pu être arrêtés ont été condamnés à 15 ans de prison.

Il y a lieu aussi de reproduire la réponse, faite par Vidiella, ministre du Travail, en Catalogne, membre du PSUC, à une délégation des parents des antifascistes emprisonnés. En voici les passages essentiels d'après *Solidaridad Obrera* du 9-9-37 :

...Les juges ne peuvent admettre les plaintes formulées à l'occasion des faits de caractère révolutionnaire, surgis en raison du mouvement provoqué par les généraux factieux, car agir ainsi serait faire le procès de la révolution elle-même.

...Pour toutes ces raisons non seulement les juges ne doivent pas accepter de plaintes de cet ordre, mais ne doivent pas en admettre non plus lorsqu'elles proviennent d'individus auxquels on a réquisitionné l'étage ou la maison, ou les terres, parce qu'ils étaient considérés comme fascistes, ou parce qu'ils les avaient abandonnés eux-mêmes. Les juges doivent admettre seulement les plaintes concrètes contre tous les individus qui, au lieu d'agir en révolutionnaires, ont été poussés par l'esprit de lucre, ou ont utilisé les faits révolutionnaires pour éliminer des ennemis personnels ou ont été inspirés par le désir vil de voler.

Cette thèse a été acceptée à l'unanimité par le Conseil de la Généralité, ce qui veut dire que les personnes détenues actuellement pour des causes diverses ayant trait aux faits révolutionnaires doivent être immédiatement mises en liberté.

Ce serait une erreur de croire que ces concessions caractériseraient l'intention de pratiquer une politique d'entente entre tous les secteurs antifascistes. Il s'agit de manœuvres contrebalancées par de nouvelles mesures de répression.

Ainsi il va de soi que les poumistes et les syndicalistes incarcérés pour les faits de Mai restent en prison; au lieu d'Ascaso libéré, il y a maintenant à la Carcel Modelo, Aurelio Fernandez, militant fameux de la CNT, ex-ministre de l'Hygiène, ex-directeur de la Sûreté, inculpé de participation à un attentat contre Andreu, président d'un des tribunaux importants de Barcelone. A remarquer que la FAI-CNT se sont immédiatement désolidarisées de cet attentat et qu'il n'existe pas de présomption quant à la culpabilité de Fernandez. Des dizaines de réfugiés politiques, allemands et italiens, syndicalistes éprouvés, sont conduits sous escorte à la frontière, en récompense des mois passés au front. La CNT se borne à envoyer des télégrammes à la CGTSR de France pour que celle-ci aide ces doublement proscrits.

Mais dans le domaine économique les attaques contre-révolutionnaires inspirées par le PSUC se développent aussi. Une violente campagne menée par les journaux communistes tend à la militarisation des cheminots; il s'agit d'enlever les derniers vestiges de droits de consultation ouvrière que tolérait la nationalisation des chemins de fer.

Solidaridad Obrera du 8-9-37 révèle que des dispositions administratives nouvelles interdisent aux Conseils d'usine de faire connaître aux ouvriers de l'entreprise les données permettant de juger de la marche de l'établissement.

C'est maintenant seulement que l'on comprend combien dans le domaine agraire les collectivités ouvrières ont été entamées.

Un journal clandestin *Libertad*, du 1-8-37 rédigé par des poumistes et des anarchistes minoritaires à Barcelone, décrit avec beaucoup de détails une série d'attaques, confiscations, arrestations opérées contre les collectivités en Catalogne. C'est également ce journal qui donne pour la première fois une version précise de l'enlèvement du socialiste russe Marc Rein-Abramovitch, fils du militant social-démocrate Abramovitch, membre de l'Exécutif de la IIe Internationale.

Le travail de la Tchéka à Barcelone

Dans la nuit du 9 au 10 avril la Tchéka, dont nous avons parlé, a adroitement séquestré le journaliste Marc Rein. Il était arrivé fin février à Barcelone, se logeant à l'Hôtel Continental, rambla Canaletas.

Qui était Marc Rein et que faisait-il à Barcelone?

« Marc Rein » était un pseudonyme, empruntant d'ailleurs aussi sa nationalité de Nord-Américain. Il était en réalité le rédacteur du Social Demokraten *de Stockholm, journal qui publiait des informations sensationnelles et vraies sur les problèmes politiques de l'URSS. Les grands dirigeants soviétiques sont extrêmement inquiétés par ce journal qui souvent démasque leurs secrets les plus délicats, ce qui fait supposer qu'il y a un membre important du parti communiste russe, qui renseigne en donnant tous les matériaux, détails et documents.*

Marc Rein vint en Catalogne pour voir de près la révolution. A son arrivée à Barcelone il réunit un petit groupe de socialistes antifascistes et antipsuquistes, qui se considérèrent comme étant ses collaborateurs. Il publia plusieurs travaux sur ce sujet, critiquant certains aspects de l'activité des anarcho-syndicalistes de la CNT; il expliquait que sa critique portait exclusivement sur l'œuvre de ceux-ci, car ils étaient les seuls à créer quelque chose.

La Guépéou, ayant appris le séjour à Barcelone de Marc Rein, conçut le projet de s'en emparer. Dans ce but elle fit venir quelques-uns de ses meilleurs éléments avec la double mission de séquestrer le journaliste social-démocrate et de perfectionner l'organisation de la Tchéka au service du parti communiste.

Dans la nuit du 9 au 10 avril, Marc Rein était en train d'écrire un de ses articles dans la chambre qu'il occupait à l'hôtel. Bientôt sonna le téléphone; une agréable voix féminine retentit dans l'écouteur demandant immédiatement une entrevue intéressante. Marc Rein interrompit son travail et sortit de l'hôtel.

Que se produisit-il?

Expédié en Russie par le Guépéou

Qu'est devenu Marc Rein? Certains croient qu'il a été assassiné par la bande à Herz (1). *Nous autres mieux informés nous ne le croyons pas. Afin de faire disparaître toute trace du «raid» réalisé non sans certaine adresse, Marc Rein fut obligé d'écrire une lettre de sa main adressée à un de ses amis appelé Nicolas, dont la femme est actuellement détenue, après avoir été odieusement maltraitée, et au patron de l'hôtel. Dans cette lettre le journaliste prenait congé d'eux les priant d'excuser sa fuite et les dépenses causées. La lettre semblait être écrite de Madrid; on pouvait noter sans peine que la date avait été écrite par une autre personne. Cette ruse ne décèle pas beaucoup d'intelligence chez les éléments travaillant aux ordres d'*Alfred Herz.

Nous avons dit que Rein n'a pas été assassiné à Barcelone. Mais on pourrait être renseigné avec plus d'autorité et de connaissance par un certain Schaya Kinderman, *juif polonais, militant communiste, qui y résida un certain temps et qui, fin mai, était «chef de la police extérieure de Valence»; cette fonction lui permettait de connaître tout mouvement ou intention des autres partis, spécialement quand ceux-ci voulaient entrer en relation avec leurs comités centraux de Valence ou de Madrid, créant ainsi des difficultés dans la liaison de tous les partis non communistes.*

Marc Rein n'a pas été assassiné. On peut affirmer qu'il se trouve actuellement en Russie, entre les mains de la Guépéou, ayant été transporté «comme paquet» à bord d'un bateau qui partit de Barcelone entre le 11 *et le* 30 *avril.*

La riposte de la FAI-CNT

La FAI-CNT répond à la tactique manœuvrière du parti communiste en opposant des protestations écrites ou verbales aux insultes trop infâmes; mais simultanément les dirigeants anarcho-syndicalistes ne manquent pas une occasion pour ébaucher un rapprochement avec le parti communiste et son patron le gouvernement russe.

Ainsi l'infâme discours de Comorera, traitant de «tribus» les premières héroïques milices confédérales, amena le Comité régional de la CNT à Barcelone à refuser l'invitation du parti communiste de fêter en commun la journée du 11 septembre, fête nationale de la Catalogne; les mêmes dirigeants acceptèrent quelques jours plus tard une proposition analogue de l'Union catalaniste.

La campagne de presse communiste insultant le Conseil d'Aragon dissous provoqua la rupture des premiers pourparlers entre la CNT et le PC; mais depuis sans que les excuses exigées aient été faites les tractations sont reprises.

Les dirigeants anarcho-syndicalistes attachent une énorme importance à leur rentrée dans les ministères; ils mènent activement campagne dans ce sens. Ils s'attachent à prouver que les gouvernements bourgeois étrangers ne seraient pas irrités de la collaboration de la CNT au gouvernement. Ils ont publié en bonne place la conclusion de leur militant Augustin Souchy (ex-secrétaire de l'AIT) retour d'une tournée en Europe. La voici, d'après *Solidaridad Obrera* du 28-8-37 :

Les pouvoirs libéraux et démocratiques de l'Europe voient dans l'anarcho-syndicalisme l'expression la plus authentique du caractère du peuple espagnol.

La participation de la CNT au gouvernement est considérée comme la forte garantie de l'indépendance de l'Espagne.

...Une république fédérale de caractère socialiste, nommée avec la participation de la CNT peut être acceptée à l'étranger.

De même par rapport à la Russie les manchettes les plus flamboyantes dans la presse anarcho-syndicaliste applaudissent à la politique extérieure stalinenne. Voici quelques échantillons : «La pierre de l'URSS dans la mare de la diplomatie européenne». *Solidaridad Obrera* du 8-9-37. «La voix de l'URSS fut la seule qui s'éleva à Nyon». *Solidaridad Obrera* du 12-9-37. «Le prolétariat mondial doit appuyer sur le terrain actif la position de l'URSS». *Solidaridad Obrera* du 9-9-37.

Cette même tactique de concession se développe à l'intérieur. Ainsi les dirigeants des Jeunesses Libertaires viennent d'entrer dans la même voie. Il y a quelques mois à peine cette organisation avait formellement refusé d'adhérer à un front commun de la jeunesse; la raison en était que les inspirateurs de ce front, les staliniens de la Jeunesse Socialiste Unifiée, posaient comme condition préalable la non-admission des Jeunesses du POUM, qualifiant celles-ci de fascistes. A cette époque les Jeunesses Libertaires protestèrent catégoriquement contre cette conception de l'alliance des jeunes.

Pourtant dès le 2-9-37 *Solidaridad Obrera* reproduisait d'après *Ahora* le résumé du texte d'un accord groupant les Jeunesses Libertaires, les Jeunesses Socialistes Unifiées, les Jeunesses syndicalistes, mais aussi des organisations bourgeoises aussi caractérisées que les Jeunesses de la Gauche républicaine, les Jeunesses de l'Union Républicaine, et l'Union Fédérale des Etudiants espagnols. Voici ce résumé :

L'accord établit la collaboration pour l'unité de toutes les forces antifascistes, politiques et syndicales; il marque l'action des jeunes dans l'Armée populaire, dans la production et dans les autres manifestations de la vie; il précise que la jeunesse intensifiera ses efforts pour améliorer la production dans les champs et les ateliers, et augmentera ses sacrifices donnant de nouveaux milliers de soldats à la cause du peuple.

Pour principe moral, l'alliance des jeunes imposera comme règle de combattre les termes injurieux et agressifs, les calomnies, tout encouragement à la discorde aussi bien au front qu'à l'arrière; elle se dressera contre tout ce qui affaiblit l'unité des forces antifascistes.

Evidemment il n'a pas été question de comprendre dans ces forces antifascistes les jeunes «poumistes». Ce changement d'orientation a été décidé par le Comité péninsulaire des Jeunesses Libertaires sans consulter un congrès ou les organisations de base. Résultats : on voit pérorer dans des meetings communs le jeune libertaire Fidelio Miro à côté du pire larbin stalinien, Santiago Carillo; tout cela quelques semaines à peine après l'assassinat «extra-légal» par la Tchéka des onze jeunes libertaires à Barcelone après les jours

(1) Herz, chef de la Tchéka barcelonaise auprès du PSUC d'après la *Libertad*. (L. N.).

de Mai; tout cela après l'enlèvement mystérieux et la « disparition » du jeune leader libertaire Martinez à Barcelone.

Le Comité national de la CNT entre d'ailleurs dans la même voie; il vient d'accepter l'invitation des « Amis de l'URSS » (organisation au service des staliniens en Espagne comme en France) pour fêter ensemble le 7 novembre la fête nationale russe; ce comité a désigné son militant Alfonso Miguel pour régler en accord les détails de la parade commune où les ouvriers syndicalistes espagnols devront se promener bras dessus bras dessous avec les assassins de Nin et de Berneri en l'honneur de la Saint-Staline!

Simultanément le journal *C.N.T.* de Madrid publie l'écho suivant reproduit d'après *Solidaridad Obrera du* 25-8-37; ce désaveu répond aux tracts clandestins du POUM appelant à la coalition de ce parti avec la CNT pour la formation d'un front ouvrier révolutionnaire s'opposant au gouvernement Negrin-Staline. Voici ce texte :

Que les camarades du POUM ne se laissent pas désorienter par les conseils de ceux qui ne vivent pas notre révolution, ni non plus par l'état d'esprit qui a dû se former forcément chez eux à la suite du traitement dont ils sont l'objet. La démagogie ne conduit nulle part. Le front antifasciste doit être actuellement défendu avec la plus grande décision par tous ceux qui veulent vraiment gagner la guerre et assurer à l'arrière les conditions nécessaires pour pouvoir marcher après dans la voie des progrès sociaux et politiques.

Le plus curieux est que la presse a annoncé ces jours-ci que ce même journal *C.N.T.* vient d'être interdit pour une période indéfinie par la censure... gouvernementale!

L. NICOLAS.

Aidons les réfugiés espagnols

Avec le camarade Bennetot, membre de la C.E. du Gaz de Banlieue de Paris, nous sommes allés chercher deux enfants au centre des réfugiés espagnols de Poitiers.

Ce centre a, depuis peu, environ 1500 réfugiés de la région de Bilbao. Nous avons constaté que tous ne sont pas bien logés; c'est ainsi qu'à l'école désaffectée de la Rue Jean-Macé, où sont logés 780 Espagnols, une bonne cinquantaine couchent dans l'ancienne chapelle de l'école.

Ils sont là sur des paillasses sans draps, à même les dalles de pierre. Pendant les beaux jours cela pouvait peut-être aller, mais maintenant ces braves gens ont froid. Nous avons constaté qu'il y a même des enfants en bas âge qui couchent ainsi!

Les couvertures sont en nombre insuffisant et le comble, c'est que l'autorité militaire les réclame!

Je vous laisse à penser quelle hygiène ces personnes peuvent avoir étant ainsi logées!

Les réfugiés ont pour la plupart des vêtements d'été, un grand nombre des sandales aux pieds; ce qui n'est guère indiqué pour la saison.

Je dois toutefois ajouter que personne ne se plaint de la nourriture.

Le manque de temps ne nous a pas permis de voir le camarade Souchaud, secrétaire de l'Union départementale de la Vienne, qui n'aurait pas manqué de nous donner des renseignements plus complets; mais nous avons pu causer avec Mme Vidal, militante socialiste, qui fait l'école dans leur langue aux enfants espagnols. Elle nous a confié que tout n'allait pas pour le mieux au Comité d'entr'aide des réfugiés espagnols de la Vienne, où règnent les réactionnaires. En outre, les trois communistes qui en sont membres sont toujours d'accord avec les représentants de la droite contre les délégués socialistes. Les mesures prises ne sont pas toujours indiquées; c'est ainsi qu'on vient d'acheter 500 paires de sandales, alors qu'il aurait fallu faire l'acquisition de galoches.

D'autre part, étant donné que fascistes et antifascistes ont été évacués ensemble, les fascistes se servent des anomalies qui se produisent pour discréditer le secours qui est apporté aux réfugiés. Ils s'efforcent de convaincre leurs compatriotes qu'il vaudrait mieux retourner en Espagne. Et le préfet de la Vienne facilite leur départ.

En outre, Franco exige des prisonniers militaires et civils que leurs femmes et leurs enfants retournent en Espagne. Les mères qui sont parties écrivent qu'elles sont bien, mais que les enfants peuvent attendre en France. C'est dire, avec précaution, que c'est la misère chez Franco.

Il y a, à Poitiers, 400 enfants, dont 22 orphelins de père et de mère. Mme Vidal nous a demandé de faire notre possible pour en placer dans des familles amies. Une maman, qui a quatre enfants âgés de 7 ans, 5 ans, 2 ans et 5 mois, nous a suppliés de lui placer ses deux aînés. D'autres ont manifesté le même désir.

Je ne sais pas si la situation à Poitiers constitue une exception, ou si elle est à peu près la règle générale. Il importe que les militants syndicalistes s'intéressent au sort des réfugiés espagnols de leur département.

Nous devons tâcher de suppléer au manque de vigilance du Comité d'accueil des Enfants espagnols. Différentes demandes d'hébergement d'enfants n'ont pas été satisfaites par le dit Comité.

Ce dernier ne doit pas s'occuper seulement de la répartition des enfants qui leur sont adressés, il doit aussi les chercher là où ils sont placés dans des conditions défectueuses et les confier aux camarades qui en ont fait la demande.

D'après les renseignements que nous avons, il y a en France environ 40.000 réfugiés espagnols, un grand nombre d'entre eux doivent certainement être légèrement habillés. Les amis et les abonnés de la *R. P.* devraient lui adresser des vêtements pour femmes et enfants, qui seront immédiatement envoyés à Poitiers, vu que nous connaissons pour l'instant ce centre.

Les camarades qui voudraient héberger un enfant, peuvent aussi s'adresser à la *R. P.*, qui ferait le nécessaire. Pour la région parisienne, le Syndicat du Gaz de Banlieue se chargera de l'arrivée de l'enfant à Paris.

C. DELSOL.

Un livre de Joaquin Maurin (1)

L'auteur de ce livre est actuellement en prison à Saragosse, attendant la sentence d'un conseil de guerre, menacé de la peine de mort. Chez les Blancs.

Son frère Manolo Maurin, est lui aussi en prison, mais à Barcelone, dans l'attente du jugement du Tribunal spécial, menacé lui aussi de la peine de mort. Chez les Rouges. Tous les deux parce que militants du POUM. Comment cela peut-il se faire? Comment le même parti peut-il soulever autant de haine dans les deux camps? Que veut ce parti?

Nul n'était mieux qualifié pour y répondre qu'un de ses fondateurs et son animateur le plus actif. Cette voix d'un emprisonné, retentissant à la veille probablement de son exécution, présente avec talent un immense tableau, inondant de clarté le sombre et complexe problème espagnol.

Avant d'exposer en résumé l'argumentation serrée de Maurin, il faut pourtant, obéissant en cela au souci dominant de la *R. P. : dire ce que l'on croit être la vérité,* citer les quelques objections que soulèvent les conclusions de Maurin.

Dans un projet de programme minimum il s'affirme partisan convaincu d'un nouvel Etat auquel il réserve d'ailleurs un rôle extrêmement important. Il lui fixe comme base l'Alliance ouvrière, qu'il définit comme suit : « Toutes les sections des partis et syndicats ouvriers d'une localité forment un faisceau, un bloc. On constitue un comité avec les représentants de chaque organisation adhérente, comité qui centralise la direction de tous les mouvements projetés » (p. 154). Comment le contrôle des masses elles-mêmes pourra-t-il s'exercer sur cette coalition de comités? Comment déterminer la proportion d'influence que la majorité du prolétariat veut accorder à tel ou tel autre groupement? Comment éviter la formation d'une bureaucratie nouvelle dans un Etat de ce type dirigé par des hommes appartenant précisément à la caste bureaucratique qui est actuellement à la tête des partis et syndicats?

D'autre part, Maurin voudrait confier à l'Etat et aux municipalités la propriété de toutes les grandes entreprises et services publics. Il ne réserve dans la production aucun rôle aux syndicats ouvriers. Ceci est particulièrement important en Espagne où spontanément les prolétaires de toutes tendances accordent énormément de confiance aux organisations syndicales.

En parlant des anarchistes, Maurin se laisse entraîner à des arguments haineux et non fondés. Il confond les éléments libéraux des anarchistes, qui sont d'ailleurs souvent leurs théoriciens, leurs écrivains, leurs journalistes, leurs orateurs avec leurs militants syndicaux, absolument lutte de classe, conduisant des grèves et pratiquant l'action directe. Pour les premiers l'appréciation de Maurin est juste : « Ils se croient l'axe du monde et pensent que celui-ci tourne autour d'eux. La société ne se divise pas en classes antagonistes, mais en anarchistes et non-anarchistes. Les premiers sont les bons, les seconds les mauvais. (L'influence des doctrines philosophiques bourgeoises et du christianisme lui-même se reflète dans la mentalité anarchiste.) La révolution salvatrice sera bien entendu réalisée par les bons, les anarchistes. Et ils devront la mener à bien non seulement sans le concours des autres, mais malgré et contre les autres. La révolution sera donc anarchiste » (p. 121). Mais cette appréciation ne saurait s'appliquer aux militants anarchistes de la base que la réalité pousse à la lutte de classes la plus acharnée.

Maurin n'accorde que très peu de place à l'opportunisme des dirigeants anarchistes, défaut infiniment plus grave au point de vue prolétarien. Mais il est injuste lorsque, pour prouver que l'anarchisme est réfractaire à toute évolution, il se débarrasse du syndicalisme en affirmant simplement que « anarchisme et syndicalisme étaient au fond antithétiques ». Il cite d'ailleurs lui-même un exemple de pareille évolution en évoquant les anarchistes des Asturies, leur adhésion à l'Alliance ouvrière et leur tradition foncièrement lutte de classe.

En ce qui concerne les communistes et les anarchistes, les notes de Victor Serge accompagnant ce livre remettent au point en se basant sur les derniers événements des conclusions établies en 1935 et dépassées depuis.

⁂

Mais la véritable valeur de l'œuvre de Maurin réside dans son analyse de la faillite de la démocratie bourgeoise. Connaissant admirablement l'histoire sociale de l'Espagne il rappelle avec force la situation paradoxale de la bourgeoisie espagnole mise devant la nécessité d'accomplir une révolution démocratique balayant le féodalisme, renâclant devant cette nécessité parce que sentant dans les reins la poussée du prolétariat annonçant son avènement dans sa révolution à lui : la révolution sociale.

C'est ainsi que naît l'avorton : la République de 1931. Dans tous les domaines il aura pour trait caractéristique la contradiction entre une généreuse apparence et une réalité despotique. Nulle constitution, pas même celle de Weimar, n'est aussi libérale que celle de la République espagnole.

Mais Maurin d'ajouter aussitôt : « La constitution a été effacée par les lois postérieures. Elle est abstraite. Ce qui est concret, et par conséquent dangereux, c'est sa négation : la Loi d'Ordre Public approuvée par le même Parlement qui élabora et vota la constitution, loi qui justifie la dictature permanente. Grâce à elle, les libertés démocratiques peuvent *constitutionnellement* cesser d'exister.

Dans ce double jeu, cette parodie juridique — Constitution (endroit) et Loi d'Ordre Public (envers) on voit clairement l'hypocrisie d'une bourgeoisie en pleine crise. Elle sent que la vague populaire demande la liberté et elle lui accorde une constitution. Mais, traîtreusement, elle lui reprend ce qu'elle lui a donné. »

Dire que c'est à la défense de pareille démocratie que socialistes de droite et communistes voudraient limiter actuellement la lutte antifasciste! Mais que penser des ministres anarchistes acceptant d'administrer en respectant les lois de cette démocratie, lois qui organisaient les emprisonnements administratifs et la censure jugulant la presse ouvrière?

Dans le domaine agraire, la démocratie a pratiqué la même escroquerie. Maurin démontre que le fond de la tragédie espagnole est la famine à laquelle est voué le paysan par suite de la concentration des terres cultivables entre les mains d'une minorité infime de propriétaires. Or, en Espagne centrale comme en Catalogne la démocratie bourgeoise n'a su qu'amorcer une réforme superficielle. La conclusion de Maurin est nette : « La situation à la campagne est en 1935 pire qu'il y a cinq ans. L'exploitation des paysans est plus intense. Les dettes des paysans ont augmenté. Le chiffre officiel des chômeurs agricoles est d'un demi-million. Le reflux de l'émigration et la crise industrielle refoulent vers les villages des vagues entières d'affamés. Ces vaincus reviennent partager avec leurs familles un pauvre morceau de pain. Le désespoir atteint parfois des proportions tragiques comme à Castillblanco et à Casas Viejas » (p. 28).

Pour la Catalogne le bilan est aussi écrasant. « Après quatre années de République, les paysans catalans se trouvaient dans la même situation qu'en 1930. Les propriétaires triomphaient. Les

(1) *Joaquin Maurin :* « Révolution et contre-révolution en Espagne », traduction française de « Hacia la Seguenda revolucion », publié en 1935 à Barcelone. (Editions Rieder.)

événements de la première république se répétaient » (p. 36).

Il importe de rappeler qu'en présence d'un pareil bilan les staliniens espagnols recommandent bien de ne pas toucher à la propriété privée. Seuls les domaines des fascistes et des propriétaires en fuite sont soumis au partage. Quant aux audacieux qui par l'action directe collectivisent les terres, ils sont présentés comme des « incontrôlables ».

Même mensonge de la démocratie au sujet de l'autonomie à accorder aux régions dans une république fédérale. Maurin rappelle avec raison qu'à l'époque des Cortès constituantes : « Tous étaient partisans de la République fédérale : les fédéralistes, les radicaux, les nationalistes basques, les députés galiciens, les autonomistes valenciens, la Gauche catalane, la Ligue catalane — à l'exception peut-être de l'extrême-droite, des socialistes et du groupe Azana. Et cependant, la république ne fut pas fédérale, mais « intégrale », euphémisme de « unitaire » (p. 42).

Cette contradiction entre le fédéralisme affiché au programme et le mépris de l'autonomie des régions frappe vraiment tous les secteurs politiques en Espagne. N'est-ce pas le gouvernement Largo Caballero, composé de républicains bourgeois, mais aussi de socialistes, de communistes et d'anarchistes, qui en pleine bagarre contre Franco n'hésite pas à suspendre le statut catalan après les événements de Mai, à désigner un délégué à l'Ordre public nommé par le gouvernement central, et qui envoie une colonne de gardes d'assauts occuper la capitale catalane? Qui, croyez-vous, sera à la tête de cette colonne? Un libertaire, l'ex-commandant de la colonne confédérale « Tierra y Libertad » (voir *Guerra di classe* du 6-9-37)... Voilà bien du fédéralisme en action.

Maurin examine dans le détail la réforme de l'armée accomplie par Azana. Il démasque le procédé consistant à laisser aux postes de commande les Sanjurjo, les Franco, les Mola qui devaient si bien récompenser la république en 1936. Mais Maurin va plus loin; il dénonce comme la faute principale des républicains bourgeois celle de ne pas avoir bouleversé l'armée monarchiste de fond en comble en confiant l'élection des gradés aux soldats eux-mêmes. Il donne ainsi indirectement une leçon à tous les révolutionnaires espagnols abandonnant aujourd'hui le principe d'élection des commandants et cela au nom de l'efficacité militaire.

Des chapitres à méditer également dans le livre de Maurin sont ceux consacrés aux journées d'Octobre. Il faut avoir présent à l'esprit actuellement le rôle infâme joué par la bourgeoisie catalane à la fois désireuse d'obtenir son autonomie par rapport à Madrid, mais redoutant avant tout l'allure prolétarienne qu'aurait pu prendre le mouvement. L'Esquerra et son idole, Companys, apparaissent sous leur vrai jour. Dire qu'après tout cela socialistes, communistes et même anarchistes (voire au début le POUM) ont redoré le blason de ces gens, les ont remis en selle en juillet 1936 et comptent encore sur leur collaboration dans la plus cruelle des guerres civiles!

Ils auraient dû entendre la voix prophétique de Maurin, qui jusqu'à la dernière minute de son existence libre, dans les journaux, dans les meetings et surtout dans son dernier livre avec tant de force signalait le péril.

Puissent au moins les ouvriers français retirer le maximum d'enseignements de l'œuvre de Maurin et les appliquer aux événements qui les attendent.

L. NICOLAS.

Le gérant : M. CHAMBELLAND.

S.N.I.E., 32, Rue de Ménilmontant, Paris (20e)



L'assassinat du trotskiste Ignace Reiss

Nous aurons sans doute à revenir sur ce crime, avec lequel, pour la première fois, le Guépéou se fait prendre littéralement la main dans le sac, — et quel sac! Bornons-nous aujourd'hui à résumer à la hâte les résultats des diverses enquêtes en cours.

On remarquera d'abord des coïncidences au moins piquantes. Le 1er octobre, le Parti communiste couvre les murs de Paris d'affiches : *La France aux Français!* et réclame que les menées des terroristes étrangers sur notre territoire soient réprimées. Le 2 octobre, la Sûreté arrête à Paris, deux des assassins d'Ignace Reiss qui sont — et le reconnaissent ne pouvant autrement — des agents du Guépéou : Sémirensky et Ducomet. Le scandale éclate. Les seuls journaux qui n'en soufflent mot le 3 octobre sont *l'Humanité* et *Ce Soir* (*Ce Soir,* dont on ne devrait jamais écrire le nom sans le faire suivre de cette simple question : *D'où vient l'argent, ce soir?*).

Les polices recherchent en ce moment un troisième complice du crime, Vadime Kondratiev, ancien officier blanc, ancien membre d'une organisation fasciste russe de Paris, agent du Guépéou depuis plusieurs années. Ses traces ont pu être suivies jusqu'à Dantzig.

On sait à peu près le prix de l'assassinat d'Ignace Reiss : 300.000 francs ou environ qui furent employés en organisation de coûteuses filatures en Hollande, Suisse, France. Il semble établi que la troupe de choc du Guépéou qui a « liquidé » Reiss a également opéré en Espagne; elle pourrait n'avoir pas été étrangère à la disparition du général Miller.

ENTRE NOUS

Les amis de la *R. P.* n'ont pas répondu comme nous l'attendions à l'appel que nous leur avions lancé au mois de juin.

Et cependant nos difficultés financières s'accroissent. Nous avions toujours eu du mal à boucler notre budget. Avec les augmentations successives chez l'imprimeur et la hausse des tarifs postaux, nos recettes deviennent maintenant insuffisantes.

Les rentrées de fonds ont été particulièrement faibles pendant les mois d'été. Mais les vacances sont maintenant terminées : nos amis pourront donc penser un peu à la *R. P.*

Nous donnerons dans le n° prochain les sommes reçues à la souscription et aux abonnements de soutien. Bien des camarades n'ont encore rien versé cette année (ni en 1936 d'ailleurs) de leur abonnement de soutien : qu'ils s'en acquittent le plus tôt qu'ils pourront.

Nous demandons également à ceux de nos camarades qui reçoivent plusieurs numéros, ou qui ont en dépôt des brochures Yvon, de nous régler régulièrement : certains d'entre eux ne nous ont pas versé un centime sur leurs ventes, depuis plusieurs mois... quand ce n'est pas plus!

Aidez-nous! La *R. P.* ne peut vivre qu'avec le soutien de ses amis!

Echec à l'alliance ouvrière!

Une scission dans l'U.G.T.

Les lecteurs de la *R. P.* se souviennent encore sans doute du pacte conclu fin juillet entre la CNT et l'UGT. Toute la presse de l'Espagne gouvernementale parlait de ce fait comme d'un « événement historique ». Or, deux mois se sont passés depuis et presque rien n'a été tenté pour l'application pratique de ce plan : parmi les divers comités locaux de liaison à créer entre les syndicats des deux centrales, la presse n'a signalé qu'un seul cas, celui des métallurgistes madrilènes des deux tendances (*Claridad* du 4-9-37). Toutefois l'unique communiqué à la presse donné au sujet d'une séance tenue par le Comité national de liaison parle d'autres localités, sans en citer les noms (*Solidaridad Obrera* du 9-9-37).

Le sabotage du rapprochement des deux centrales est surtout dû à l'hostilité sourde des agents communistes dans l'UGT; ceux-ci ne sont pas satisfaits des bases du pacte; ils le remettent entièrement en question contestant à la Commission exécutive de l'UGT le droit de conclure pareil accord et voulant le soumettre à l'examen préalable du Comité National de cette organisation. Il ne faudrait pas croire qu'ils agissent ainsi par souci de la démocratie ouvrière; ils s'appuient simplement sur une majorité favorable qu'ils ont créée au sein du Comité National par les manœuvres dans lesquelles ils sont passés maîtres dans tous les pays. Ils veulent à tout prix obtenir en Espagne la domestication complète du mouvement syndical. Ils se servent pour cela de toutes les méthodes possibles : avec la CNT ils usent de la ruse et de la flatterie; dans le Levant, ils n'ont pas hésité à créer une organisation de paysans dressée simultanément contre l'UGT et la CNT; enfin dans l'UGT elle-même, ils ont réussi à consacrer la scission. Voici les faits :

Les agents staliniens savent que dans la Commission exécutive la majorité est acquise aux éléments socialistes de gauche groupés autour de Largo Caballero. Ils entreprirent de faire sauter cette commission. Ils firent envoyer le 1-9-37 par leurs exécuteurs, retranchés dans les comités des Fédérations d'industrie, un ultimatum à la Commission exécutive; se basant sur l'art. 33 des statuts de l'UGT, ils sommaient celle-ci de convoquer dans la semaine une séance plénière du Comité national; ils basaient cet ultimatum sur le fait que les signataires constituaient la majorité de ce comité. L'ordre du jour qu'ils proposaient était extrêmement important. Il comportait : le rapport de la Commission exécutive, l'aide au gouvernement de Front populaire dans la guerre, les problèmes de la production et le contrôle ouvrier, la nationalisation des industries et l'adaptation des principales d'entre elles à la guerre, l'intensification de la production agricole, les coopératives et les collectivités, la rareté des vivres et la lutte contre la spéculation, la municipalisation des services urbains, l'unité d'action avec la CNT, les élections aux postes syndicaux vacants.

La Commission exécutive répondit à cet ultimatum par une lettre adressée aux Comités fédéraux signataires dont voici le passage essentiel reproduit d'après *Claridad* du 9-9-37. (Cette référence oblige à certaines réserves, mais la rédaction de la *R. P.* ne recevant pas la « Correspondencia de Valencia », seul organe officiel de l'UGT, il faut bien se servir des sources de documentation existantes) :

Cette Commission exécutive a reçu le document portant votre signature sollicitant la réunion du Comité national. Nous sommes étonnés que vous évoquiez votre droit suivant l'article 33, tandis que conformément à l'article 9 vous devriez être radiés pour non-paiement de cotisations. Vu que déjà lors du dernier Comité national il y eut plusieurs Fédérations qui assistèrent, délibérèrent et votèrent sans aucun droit, la Commission exécutive a décidé que ceci ne peut se répéter et s'est mise d'accord pour vous appliquer la première partie de l'article 9.

(La première partie de l'article 9 dit : « Seront radiés les organismes en retard de deux trimestres de cotisation. »).

Cette mesure frappait neuf Fédérations : mineurs, cuirs et peaux, eau, gaz et électricité, industrie pharmaceutique, bois, enseignement, vêtement et coiffure, banque et bourse, pétrole, formant un ensemble de 200.000 travailleurs.

Aussi dès le 6-9-37 la Commission exécutive s'adressait à tous les syndicats faisant partie des Fédérations exclues les invitant à s'adresser directement à elle pour reconstituer la liaison.

Les agents de Staline répondirent par une campagne violente. Ils usèrent surtout de l'argument sentimental assurant que l'exclusion frappait les héroïques mineurs asturiens; ils évoquèrent toute une argumentation technique contestant les dettes de cotisations ou offrant de les payer. Le 24 septembre les Comités fédéraux exclus invitèrent toutes les Fédérations d'industrie à une réunion commune où serait examinée la question des exclusions. 31 de ces Fédérations sur un nombre total de 42 répondirent à la convocation. Trois organisations très importantes restent fidèles à la Commission exécutive : les travailleurs de la terre, des métaux et des transports. Les exclus et leurs sympathisants ont fini par se proclamer seule organisation régulière et ont élu une nouvelle Commission exécutive. La scission est donc un fait.

Du point de vue de la démocratie ouvrière, il aurait été plus logique, au lieu d'invoquer des dettes, de convoquer un congrès extraordinaire qui aurait tranché ce conflit. Certes pareille convocation est très difficile en Espagne dans les conditions actuelles : comment assurer loyalement la représentation de régions très industrielles comme les Asturies en pleine guerre ou de la Biscaye occupée par les Blancs?

Certes, les hommes du type Caballero méritent d'être traités avec la plus grande circonspection. Changer trois fois d'attitude en l'espace de six ans, n'offre pas de garantie de stabilité pour l'avenir : massacrer les ouvriers socialistes et anarchistes en 1931 et 1932, faire la loi scélérate sur la défense de la république bourgeoise, passer ensuite au

stalinisme camouflé, contribuer à la bolchévisation dans le parti socialiste et l'UGT, pour finir par la défense de l'indépendance syndicale, voilà une voie bien sinueuse. Mais l'aile gauche de l'UGT comporte beaucoup de militants sincères de la base et leur position actuelle de barrage aux staliniens est conforme aux intérêts du prolétariat. Voici leur argumentation exposée dans la « Correspondencia de Valencia » à l'occasion de la lettre du Bureau politique du parti communiste offrant la « main tendue » aux anarcho-syndicalistes de la CNT. Le premier extrait a été reproduit par « Solidaridad Obrera » du 17-9-37 :

Le document qui vient d'être publié par le « Bureau » est une preuve irréfutable de plus de l'inconsistance théorique et pratique du groupe dirigeant entraînant depuis des années à la dérive ce qu'il prétendait être l'avant-garde consciente du prolétariat révolutionnaire et qui agit trop fréquemment à l'arrière comme la sixième colonne inconsciente.

Comme le jour où il décida d'entrer d'un coup en plein dans les alliances ouvrières après les avoir combattues à feu et à sang; comme quand subitement il décida de lutter de toute son âme pour la république démocratique et parlementaire, après avoir exigé de nous, le couteau à la gorge, la rupture totale des nœuds qui auraient joint le prolétariat à la bourgeoisie; ainsi qu'au moment où soudain il se jeta aux pieds du socialisme après avoir juré mille et une fois que l'union avec le socialisme révolutionnaire ne pourrait se faire sans arracher au préalable toute la racine réformiste; comme à tant d'autres moments culminants du développement de la révolution, le monolithe de la discipline de fer et de la ligne ferme inébranlable décrit un virage de 180 degrés et commence à soutenir l'évidence de ce que la veille encore il réputait plus obscur qu'une tache.

Le deuxième article contient un avertissement à la CNT, il est reproduit d'après « Solidaridad Obrera » du 19-9-37 :

Le parti communiste persiste dans sa position fausse de toujours; dans sa conduite, apparaît un manque certain de sérieux. Nous avions vu juste lorsque lisant le document du Bureau politique du parti communiste nous disions que personne ne s'y fierait; tout ce qu'il poursuivait c'était de se faire un jouet de la CNT en feignant de protester en faveur de l'unité et du rétablissement du Front populaire.

Le parti communiste a trompé, une fois de plus, ceux qui naïvement ont voulu voir dans les manifestations du Bureau un changement de tactique. Le parti communiste n'apporte pas l'unité antifasciste. Il l'ébranla un jour et la brisa; aujourd'hui, poursuivant une tactique de suicide, qu'il proclama lui-même incompatible avec les intérêts de la guerre et de la révolution, il rend la solution plus difficile; il prétend créer une situation d'hostilité en usant du style le plus vieux et le plus répugnant contre les deux grandes centrales syndicales. Voilà les lauriers du parti communiste.

La « Correspondencia de Valencia » vient d'être suspendue. L'emprise stalinienne est tellement forte non seulement en Espagne, mais même à l'étranger que la disparition de l'organe de Largo Caballero, est totalement passée sous silence. Le « Peuple », organe de la C.G.T. et le « Populaire », organe du parti socialiste, ne signalent même pas le fait à leurs lecteurs : il y a quelques semaines à peine pour eux Largo Caballero était pourtant le grand champion de la démocratie espagnole. Que serait un congrès de l'UGT dans pareille atmosphère si même un Caballero ou un Araquistain ne peut plus publier librement un journal ou parler aux réunions? Que doivent subir les simples militants du rang?

Ce despotisme s'explique par le fait que le mécontentement gronde dans les rangs syndicaux. L'appréciation de *Claridad*, journal très communiste, est extrêmement significative à cet égard. La voici reproduite d'après le numéro du 6-9-37 :

Chaque assemblée est une lutte sans quartier, dans laquelle on met parfois la même passion ou plus que dans les autres batailles livrées autrefois à l'ennemi de classe. Chaque élection aux postes d'une direction, évoque avec amertume et douleur, tout l'appareil d'agitation et de propagande, que nous, les travailleurs, étions obligés de mettre en marche lorsque les gouvernements bourgeois nous convoquaient aux urnes. Crieurs de candidatures, tracts d'origine inconnue qui signifient des menaces intolérables, attitudes hors de propos et manifestations inopportunes. Telles sont les conséquences extérieures de cette lutte de suicide que quelqu'un a intérêt à fomenter au sein des syndicats de notre glorieuse centrale. Mais, a-t-on pensé aussi aux répercussions internes de ces batailles? S'il en avait été ainsi, sans doute le sens commun aurait freiné beaucoup des attitudes que nous blâmons. C'est aux syndicats principalement que l'on porte préjudice avec une politique pareille, agressive mais négative. Ces préjudices se manifestent par un manque d'activité, l'absence absolue d'énergie pour des actions de grande envergure et d'actualité. Ce chemin n'aboutit nulle part, si ce n'est à discréditer les syndicats jusque dans leur essence, à la négation de la tâche spéciale des syndicats.

Avec sérénité, mais avec énergie nous nous permettons de mettre les syndicats en garde. La réflexion s'impose. Le moment actuel n'est pas précisément le plus approprié pour se livrer aux luttes intestines qui affaiblissent notre force, qui divisent le prolétariat plus encore. Nous avons été partisans, — et nous avons montré en cela de la constance dans ces pages, — de ce que les syndicats tiennent leurs assemblées. Mais nous défendions cette nécessité d'un point de vue positif; nous avions cru que les syndicats pouvaient, à travers leurs assemblées réaliser un travail constructif dont les manifestations immédiates seraient d'appuyer le gouvernement par des faits, triompher des manquements dans la production, intensifier le travail, mettre en marche tous les engrenages de l'industrie et des champs en s'orientant vers l'objectif qui doit être le même pour nous tous. Mais si les assemblées des syndicats doivent servir de prétexte pour manœuvrer en usant de procédés à la Ignace de Loyola, pour briser tout ce qui était uni et empêcher d'unir ce qui était encore séparé, alors il vaut mieux ne pas tenir ces assemblées.

Décidément pour en arriver à dire cela les staliniens doivent se heurter à une résistance sérieuse!

L'opinion des socialistes de gauche

L'organisation socialiste de Madrid vient de faire connaître son appréciation de la situation dans une lettre ouverte adressée à la Commission exécutive du parti socialiste espagnol. Cette organisation compte dans ses rangs des hommes politiques de l'importance de Largo Caballero, Araquistain, Pascual Thomas et Llopis. Elle est reproduite d'après des extraits publiés dans « Independent News », bulletin français de l'Independent Labour Party et l'édition anglaise du bulletin d'information de la FAI-CNT N° 49 :

Un peuple est invincible à condition qu'on ne lui fasse pas perdre la foi en ses aspirations de liberté, à condition que de son propre sein et de ses sacrifices collectifs il ne voit pas surgir un nouveau pouvoir tyrannique, un despotisme interne qui glacerait son enthousiasme dans le combat et à l'arrière et à la longue l'affaiblirait en face de la tyrannie extérieure.

... La conscience qu'il existe une organisation politique travaillant avant tout à l'accroissement de son pouvoir, avec la secrète aspiration de devenir l'organisation unique pendant et après la guerre ébranle dangereusement le moral des combattants et des travailleurs de la ville et des champs.

... C'est à la Section espagnole de l'Internationale communiste que nous nous référons. Nous rendons ce parti principalement responsable des malheurs subis depuis trois mois par la cause républicaine et de ceux, plus graves encore, qui sont à venir si l'on n'y trouve un prompt remède.

Jusqu'il y a trois mois existait en Espagne une véritable unité d'action antifasciste. Tous les partis et syndicats collaboraient directement au contrôle et aux responsabilités de la guerre. Aujourd'hui cette unité d'action s'effrite chaque jour davantage. Par la faute de qui? En premier lieu par la faute du parti communiste qui fut le premier à monter une conjuration pour éloigner du pouvoir les hommes et les organisations qui ne se soumettent pas aux consignes importées du communisme; plus tard il dénigrait lui-même les personnalités qu'il avait placées sur un piédestal, s'il voyait en elles un obstacle à sa besogne de partisan, soit à la guerre, soit dans les départements de l'Etat. Il se basait sur la ridicule théorie que les partis politiques, et en particulier le parti communiste, sont des corps privilégiés, presque d'origine divine, chargés de la mission de diriger la conduite publique; tandis que les syndicats doivent simplement travailler et aveuglément obéir aux nouveaux aristocrates sélectionnés; comme si ceux qui ont une profession manuelle ou intellectuelle avaient moins de capacité pour les affaires de l'Etat que ceux qui ont pour métier rien que la politique et parfois quelle politique!

Ce parti a déclaré une guerre à mort à ceux qui dans l'UGT et dans la CNT s'opposent à sa politique totalitaire, qui n'est pas précisément la dictature du prolétariat. Il a brisé les relations cordiales qui existaient entre ce parti et l'aile gauche du parti socialiste depuis la révolution d'Octobre et pendant les premiers mois de l'insurrection militaire de 1936. A présent ils ont même l'audace de dire que c'est de notre côté que la politique est changée.

Les socialistes de gauche sont ce qu'ils étaient avant. Ils ne sont pas responsables d'un seul acte hostile contre le parti communiste, mais les communistes ont de pareilles responsablités. Les socialistes de gauche veulent toujours l'unité politique des **deux partis, mais** *aux trois conditions formulées comme base de discussion et établies par une assemblée de leur groupement en avril 1936.*

Le parti unique doit être soumis à une direction et à une responsabilité exclusivement nationales; en tout cas un congrès national peut rejeter l'unité.

Nous désavouons la campagne de pression et de persécution menée par le parti communiste sur les fronts et à l'arrière; elle est contraire à l'équité; elle révolte les socialistes qui gardent la dignité de leur parti et leur propre dignité en tant qu'hommes et Espagnols. L'injustice et le favoritisme déchaîné n'ont jamais servi de moyens d'attraction en Espagne; les dirigeants mal avisés de la Section espagnole de l'Internationale communiste auraient dû tenir compte de cela...

Quelque chose de plus a été détruit. Un gouvernement, qui était le plus national par son but et le plus efficient simultanément dans le pays et à l'étranger que l'Espagne républicaine ait eu depuis le début de la guerre; il était aussi pour l'unité de tous les partis et syndicats, ainsi que pour la compréhension des partis ouvriers appuyant l'unité politique. Ainsi la confiance des soldats au front et des ouvriers à l'arrière fut détruite. Malgré que la guerre soit une chose bien tragique coûtant des fleuves de sang au peuple espagnol, le parti communiste n'a pas hésité à la mettre au service de sa politique d'absorption et de spéculation.

Si les récentes et malheureuses opérations de Brunete, repoussées antérieurement, à plusieurs reprises par les techniciens qui les considéraient comme vouées à l'échec, si ces opérations n'étaient le fruit que d'erreurs purement militaires, nous nous tairions, sauf pour demander la destitution et le châtiment des coupables de tant de sang populaire inutilement répandu; mais dans ces opérations, les objectifs militaires étaient subordonnés à de louches fins politiques : à la glorification des chefs communistes qui les dirigeaient, en cas de succès. Il s'agissait de montrer la supériorité d'un gouvernement qui pouvait revenir et sauver Madrid par contraste avec un gouvernement accusé d'avoir abandonné la ville; de démontrer également que si une victoire si aisée n'avait pas été obtenue plus tôt, cela était dû à la résistance déraisonnable de ceux qui confondaient l'inaction avec la prudence, et l'opposition aux passions partisanes du communisme avec la réflexion et le souci de ne pas verser criminellement des torrents de sang populaire. Les résultats lamentables ont démontré qui avait raison.

Résumant sa position à l'égard du parti communiste, l'organisation socialiste de Madrid conclut :

Politique de division et politique spectaculaire, au prix de milliers et de milliers de morts et de blessés sans aucun profit stratégique, telle a été et est la politique du parti communiste. Si nous étions aussi malveillants

qu'eux, nous penserions que cette politique doit servir à créer les conditions morales et matérielles qui favoriseraient une défaite ou un nouvel « abrazo de Vergara ».

Nous voulons bien croire qu'il s'agit d'erreurs de jugement et des manœuvres d'une intelligence mécanisée et courte qui se figure que la victoire est proche et qu'il suffit des communistes pour l'obtenir.

Erreur profonde si cela était. La victoire sera celle de toutes les forces antifascistes ou ne sera pas. Un parti qui suit cette politique est incapable pour la direction et les responsabilités de la guerre. De deux choses l'une : **ou le parti communiste modifiera sa politique de défaite, ou bien il faut l'écarter des affaires publiques, comme ennemi de l'Espagne républicaine.**

La lettre ajoute que pour être juste il faut dire que si le parti communiste est le principal responsable de la situation actuelle, il n'en est pas le seul. Sans désigner nommément le parti socialiste, les auteurs accusent des complicités inexplicables à l'intérieur de ce parti :

Il y a une infinité de formes de trahison. Mais celle de vouloir liquider un parti au profit d'un autre était inédite... De cela ne peut être capable qu'une minorité antirévolutionnaire, antidémocratique et sans scrupule, à qui importe seulement le pouvoir pour le pouvoir, à n'importe quel prix.

L. NICOLAS.

Avec la Brigade Internationale

Encore un témoignage direct sur l'attitude contre-révolutionnaire des communistes en Espagne. Celui-ci, tiré également de Controversy, *numéro de septembre, n'est que le récit, mais combien saisissant, d'un ouvrier anglais, sans parti. Engagé dans les rangs de la Brigade Internationale, dans l'espoir d'y servir la cause des travailleurs, il a dû quitter l'Espagne sans combattre après avoir failli grossir le nombre des victimes des staliniens.*

Ce que j'avais entendu à la T. S. F., lu dans les journaux, vu dans les cinémas, m'avait décidé à partir en Espagne combattre dans les rangs des travailleurs. Je rejoignis la Brigade Internationale. Auparavant il me fallut une recommandation d'un membre du parti communiste. Le parti communiste me dit que la Brigade Internationale était composée de volontaires pour lutter contre le fascisme et pour la révolution des travailleurs, mais que celle-ci ne pourrait avoir lieu qu'une fois la guerre terminée.

Je trouvai cela raisonnable, mais je m'attendais à trouver, du moins dans la Brigade ellemême, un esprit et une façon d'agir socialistes.

Je ne veux ni donner de dates ni décrire en détail comment nous, volontaires, pûmes gagner Barcelone. Malgré l'amertume de mes expériences, je ne veux rien livrer au gouvernement anglais. Mais, à cause de la suite de mon aventure, il me faut dire que, et à Paris et en Espagne, nous fûmes fortement mis en garde contre les anarchistes. En fait, on nous amena à cette conclusion : que les anarchistes étaient tout autant que les fascistes les ennemis des travailleurs d'Espagne.

Nous arrivâmes à Barcelone par mer. On nous avait dit que nous ne pourrions pas y arriver par terre parce que les anarchistes tenaient la frontière et nous fusilleraient.

Notre bateau fut coulé par un sous-marin — italien, paraît-il. Quand la torpille heurta le navire, je sautai par-dessus bord; je fus recueilli par un bateau de pêche après avoir passé vingtcinq minutes dans l'eau. Soixante-cinq hommes sombrèrent avec le bateau. Je fus bouleversé profondément par la manière dont les jeunes camarades qui étaient restés à bord chantèrent l'*Internationale* tandis que le bateau s'enfonçait. Parmi eux, il y avait mon ami, Robert MacDonald, qui s'était engagé avec moi.

Mon premier étonnement fut d'apprendre que les pêcheurs qui m'avaient sauvé étaient des anarchistes. On m'avait averti que les anarchistes étaient nos ennemis tout autant que les fascistes et qu'ils nous fusilleraient. Et voilà qu'ils venaient à mon secours et à celui des autres camarades qui étaient dans l'eau. Une fois à terre, ces pêcheurs anarchistes m'entourèrent d'une sympathie et d'une sollicitude que je n'oublierai jamais. Après avoir reçu des soins à l'hôpital, je fus emmené par un anarchiste dans sa maison et traité avec la plus grande gentillesse.

Ce soir-là nous prîmes le train pour Barcelone où nous arrivâmes tard dans la nuit. De nouveau on nous mit en garde contre les anarchistes. On nous dit qu'on ne pouvait nous emmener dans la ville par les rues principales parce que nous serions fusillés par eux. On nous fit passer par des rues écartées et des ruelles en nous recommandant de ne pas faire de bruit. On nous amena à la caserne Karl Marx où on nous laissa pour la nuit en nous enjoignant de ne pas en sortir. Nous demeurâmes là deux jours.

De Barcelone nous allâmes à Valence, où Robert Minor, le correspondant américain du *Daily Worker* nous fit une allocution en nous répétant les avertissements contre les anarchistes. Je commençai à trouver que ça devenait exagéré.

Ensuite nous allâmes à Albacete, puis on nous dirigea sur le quartier général de la Brigade Internationale à Madrigras. Les conditions de vie y étaient très mauvaises. Je ne m'attendais certes pas à du confort en Espagne et j'aurais enduré toutes les privations sans me plaindre si nous en avions tous eu notre part dans l'égalité que j'attendais d'une brigade communiste. Mais tandis que les billets de logement et la nourriture fournis pour les simples soldats étaient misérables, les officiers étaient logés dans le meilleur immeuble de la ville et recevaient une nourriture excellente, comprenant de la viande, du beurre et des œufs. Nous ne pouvions jamais obtenir la moindre cigarette anglaise ou américaine. Les officiers, eux, en avaient en abondance. On ne nous donnait qu'une nourriture insuffisante, jamais de viande, alors que les officiers ne manquaient absolument de rien. Je suis allé à leur logement et j'ai pu constater moi-même les différences de traitement.

Ce contraste entre les conditions de vie des simples soldats et des officiers fut l'une des premières

choses qui me troubla : ce n'était pas là vraiment l'armée des travailleurs, mais une armée qui maintenait les différences de classes. Au parti communiste, à Glasgow, on m'en avait pourtant fait une description totalement différente, on m'avait dit que nous serions tous camarades et égaux.

Quand mes camarades partirent sur le front, je ne fus pas compris dans leur détachement. On me dit que je devais retourner à Albacete, que c'était de là que je serais dirigé sur le front. Arrivé à Albacete, je fus mené devant le commandant Lamont. Je m'informai de la date de mon départ sur le front. Il me dit que je n'y partirai pas, que j'irai en prison. Je demandai pourquoi. Il me répondit qu'il n'en connaissait pas la raison mais qu'il avait des ordres formels pour m'arrêter.

Je fus donc mis en prison où je me trouvai avec soixante-dix autres camarades de la Brigade Internationale. Parmi eux il y avait des camarades qui avaient passé des mois au front. Désillusionnés, ils avaient demandé à rentrer chez eux. Au lieu de les laisser partir, on les avait emprisonnés. A l'un d'eux on avait fait une mauvaise blessure au bras. Plusieurs autres étaient aussi blessés.

Je demandai à voir le commissaire politique afin de découvrir pourquoi j'étais en prison, pourquoi on ne me relâchait pas. Il vint me voir huit jours plus tard, me dit qu'il ferait son possible pour me faire sortir, mais qu'il ne pouvait pas grand'chose, et que j'étais un homme trop dangereux pour être envoyé sur le front. Il était Gallois et communiste.

Un après-midi le garde me mena devant la commission du conseil de guerre, composée du commandant Lamont et d'un autre officier qui parlait français, mais qui était Russe. C'est un autre Russe qui avait connu cet officier longtemps avant d'être emprisonné, qui me l'a dit par la suite.

Je demandai à être assisté par le commissaire politique, mais ce ne me fut pas accordé. Quand je demandai la raison de mon emprisonnement, on me répondit que j'étais un provocateur et soupçonné d'appartenir aux fascistes de Mosley en Angleterre. On me demanda à quel parti j'appartenais. Je leur dis que je n'appartenais à aucun parti, mais que j'étais antifasciste et un travailleur conscient de son devoir de classe. Ils me dirent alors que j'étais un criminel et que je n'étais venu en Espagne que parce que je craignais d'être arrêté. Alors j'eus la hardiesse de demander pourquoi des membres du parti communiste se trouvaient en prison et pourquoi on fusillait les travailleurs de Barcelone. Ils me répondirent que ce que je venais de leur dire était une provocation et leur prouvait nettement que j'étais un fasciste. Et ils donnèrent l'ordre de m'enfermer de nouveau.

En prison, nous fîmes une grève de la faim parce qu'on ne nous donnait pas assez à manger. Permettez-moi de redire que nous ne nous serions pas plaints de ces privations si elles avaient été le fait d'un manque général de vivres. Les meneurs de la grève furent éloignés; je ne sais pas ce qu'il est advenu d'eux. Ceux qui restaient furent répartis entre plusieurs cellules. Elles étaient infestées de vermine. On ne faisait rien pour essayer de les tenir propres. Nous demandâmes de l'eau, un désinfectant et des brosses pour nettoyer les cellules, mais en vain. La chaleur et le manque d'air étaient épouvantables. Nous étions environ trente-cinq hommes dans une seule chambre avec seulement deux petites fenêtres. On amena une nuit un camarade malade — il éprouvait de violentes douleurs d'estomac, était à l'agonie. Son état nous parut si grave que nous nous mîmes à donner des coups dans les portes pour attirer les gardiens et leur demander d'emmener ce camarade à l'hôpital. Trois jours se passèrent avant qu'on s'occupât de lui; alors seulement, le docteur ordonna de le conduire à l'hôpital.

Par suite de la mauvaise nourriture, de la chaleur et de la vermine, il y avait tout le temps des hommes malades. On ne leur donnait aucun soin correspondant à leur état; on leur distribuait seulement des pilules.

Nous restâmes là dix-huit jours. Certains y étaient depuis des mois. Dix jours après notre arrivée, on emmena quelques-uns de mes camarades dans une voiture d'ambulance en leur disant qu'on allait les renvoyer chez eux. Il y avait parmi eux deux Canadiens, Fred Walker et James Bradley, et quelques camarades français. Les communistes leur dirent cordialement adieu, leur serrèrent la main, crièrent « Salut, camarades » en levant le poing. Les gars étaient heureux de savoir qu'ils rentraient chez eux, et naturellement à nous aussi ça nous donnait de l'espoir.

Huit jours plus tard il nous arriva la même chose. On nous tira de la prison pendant la nuit, on nous enleva notre équipement militaire, on nous donna des vêtements civils, et on nous déchira nos cartes d'identité de membres de la Brigade Internationale. On nous dit que la Brigade, c'était fini pour nous; que nous allions à Barcelone et de là à Marseille.

Avant notre départ, le commandant Lamont nous dit : « Allons, les gars, vous allez retourner chez vous », et il nous fit une espèce de salut sarcastique qui me surprit. Il nous dit de ne pas faire les « fortes têtes » avec nos gardes si nous ne voulions pas avoir à aller à pied de Barcelone à Perpignan (de l'autre côté de la frontière).

On nous emmena dans une voiture d'ambulance, très tard dans la nuit pour que nous n'éveillions pas l'attention. Nous étions quinze; un officier français armé prit place avec nous dans la voiture. Nous allâmes à Valence, et de là à Barcelone. On nous amena au quartier général de la Brigade Internationale dans la caserne Karl Marx. On nous dit d'attendre là jusqu'à ce que nos passeports soient en règle — on nous les avait enlevés lorsque on nous avait emprisonnés à Albacete. Finalement on nous fit réintégrer la voiture d'ambulance en nous disant qu'on allait nous conduire à Perpignan.

On ne nous conduisit pas à Perpignan, mais bien à la Calle Corsiga qui est le commissariat central de Police de Barcelone. Nous demandâmes ce qui arrivait; on nous répondit encore que tout allait bien et que nous allions être renvoyés chez nous. On nous ordonna d'entrer dans le commissariat. Nous remarquâmes avec méfiance qu'on plaçait des gardes à la porte. On prit nos noms, nos âges et les noms de nos parents.

On nous fit alors remonter dans la voiture d'ambulance et on nous conduisit à l'hôtel Falcon sous escorte armée. A ce moment-là nous ne pûmes plus croire à ce prétendu retour dans notre pays, car l'hôtel Falcon, qui avait été l'un des locaux du P. O. U. M., était converti en prison.

Il était rempli de prisonniers, et nous retrouvâmes là quelques-uns des camarades qui avaient quitté Albacete huit jours avant nous, et que nous avions cru de retour dans leur pays. Parmi eux se trouvaient les deux Canadiens et les camarades français. Nous entendîmes dire qu'il y avait de

nombreux membres de la Brigade Internationale enfermés dans les différentes prisons de Barcelone. Quand nous demandâmes au capitaine pour quelle raison nous étions là, il répondit qu'il n'en savait rien; — pourquoi il ne nous libérait pas, il répondit qu'il avait l'ordre de nous garder là. Le quatrième jour on nous fit descendre en nous disant que la police allait nous conduire ailleurs. On nous ramena de nouveau à la Calle Corsiga, où l'on nous posa un grand nombre de questions; on nous photographia et on nous prit nos empreintes. A ce moment-là encore nous avons espéré que c'était peut-être des formalités pour les passeports et qu'on allait nous libérer.

A l'hôtel Falcon on nous traita comme des criminels. Les gardiens prétendaient que tous ceux qui étaient là étaient des fascistes; — il y avait, à n'en pas douter, quelques fascistes. Nous ne cessions de demander au capitaine quand nous serions relâchés, il nous répondait toujours qu'il n'en savait rien. Avec moi il y avait un certain nombre de camarades français qui appartenaient au parti communiste et qui se refusaient à croire que leur parti pouvait être en rien responsable de notre emprisonnement. J'écrivis une lettre au parti communiste de Barcelone demandant notre relâchement. En voyant que nulle réponse n'arrivait, les plus loyaux communistes commencèrent à douter.

Parmi les prisonniers de l'hôtel Falcon il y avait un camarade venu en Espagne, qui était fils du ras Imru, le prince abyssin. Il avait été porté aux nues par le parti communiste qui l'avait aussitôt nommé commandant dans la Brigade Internationale. Les journaux communistes avaient publié de lui des photographies et des interviews; et voilà ce qu'ils en avaient fait : un prisonnier!

La ration de nourriture à l'hôtel Falcon était tout juste suffisante pour nous empêcher de mourir tout à fait de faim. Nous n'avions que deux repas par jour, le premier à 3 h. de l'après-midi et le deuxième à 10 h. 30 du soir. Tous les deux consistaient en une seule assiettée de soupe — de l'eau où trempaient quelques morceaux de pommes de terre — et en un morceau de pain sec. Les camarades étaient toujours affamés. Un certain nombre de prisonniers avaient des amis à Barcelone qui leur apportaient des vivres; mais les membres de la Brigade Internationale étaient sans amis. Personne à Barcelone ne savait qu'ils étaient en prison. Le parti communiste leur refusait toute aide; leur situation était désespérée.

Je réalisai alors que notre libération demanderait des mois. Certains prisonniers étaient retenus depuis des semaines. Il n'y avait plus de raison d'espérer qu'on nous libère avant la fin de la guerre. Aussi, moi, je résolus de m'évader; j'attendais le moment.

L'hôtel Falcon était soigneusement gardé, mais au cours d'une violente averse, je remarquai que les gardiens s'étaient mis à l'abri; alors de la véranda du premier étage je me laissai glisser dans la rue; tout le monde courait à cause de la pluie torrentielle, je courus aussi sans être remarqué et m'enfuis.

J'obtins un refuge chez des ouvriers espagnols qui sympathisaient avec les anarchistes. Une fois de plus ces anarchistes qui devaient me fusiller me sauvèrent.

Je savais que je ne pouvais quitter le pays sans laisser-passer. Je me décidai donc à aller à la caserne Karl Marx demander mes papiers. Là quand on sut qué j'étais sans papiers, on appela la police, aussi « je me défilai ».

Dans ces conditions il ne me restait plus qu'à aller trouver le consul britannique pour obtenir des papiers d'identité qui me permettent de quitter l'Espagne. Le consul me dit qu'il ne se passait pas de semaine que des hommes de la Brigade Internationale ne vinssent lui demander son aide pour quitter le pays. Je m'embarquai sur un bateau français à destination de Marseille, et rentrai chez moi.

A Paris, je me rendis au parti communiste pour demander quelque aide. Ils refusèrent de m'aider, mais quand je leur fis remarquer qu'en partant en Espagne je leur avais laissé mes effets civils, et que je venais les réclamer, ils me donnèrent quelques vêtements.

En arrivant à Londres, étant sans le sou, j'allai au I. L. P. qui me donna de l'argent pour retourner chez moi, en Ecosse. Les gens, en Ecosse, « n'en reviennent pas » quand ils apprennent mon histoire.

Ç'a été une expérience amèrement décevante. J'allais en Espagne en tant qu'ouvrier pour combattre les fascistes. Je répondais à l'appel des communistes. Au lieu de me permettre de combattre les fascistes, les communistes m'ont mis en prison. Je dois dire que le traitement que j'ai reçu de ces derniers, je l'aurais peut-être attendu des fascistes, mais jamais des communistes. La seule chose qu'ils pouvaient me reprocher c'était d'avoir protesté contre les différences de traitement entre soldats et officiers dans une armée qui prétendait être l'armée des travailleurs.

Je ne veux pas écrire quoi que ce soit qui puisse rendre la tâche de vaincre Franco plus difficile, mais il est nécessaire et juste que le sort de nombreux camarades de la Brigade Internationale soit connu. Je ne peux oublier mes bons camarades — des ouvriers admirablement conscients de leur devoir de classe — emprisonnés à Barcelone encore actuellement, dans des conditions qui ne peuvent que briser leur corps sinon leur moral. J'écris ce récit dans l'espoir qu'il suscite à leur égard un mouvement de solidarité, et afin que les nombreux et excellents camarades que j'ai dans le parti communiste comprennent enfin ce que leur parti est en train de faire en Espagne.

ROBERT MARTIN.

Pour les réfugiés espagnols, action directe !

A Ezy, près d'Evreux, des ouvriers occupent la gare, lors du départ du train des proscrits. Ils se couchent sur les rails, essayant de rendre impossible l'exécution du décret scélérat. Les gardes mobiles finissent par emmener les pauvres victimes espagnoles en autocars! Espérons que les conducteurs n'étaient pas de bons syndiqués de la C.G.T..

A Trélazé, c'est le maire de la commune qui, sous l'impulsion des syndicats locaux, interdit le refoulement des réfugiés tandis que les organisations ouvrières se chargent du ravitaillement et de l'hébergement.

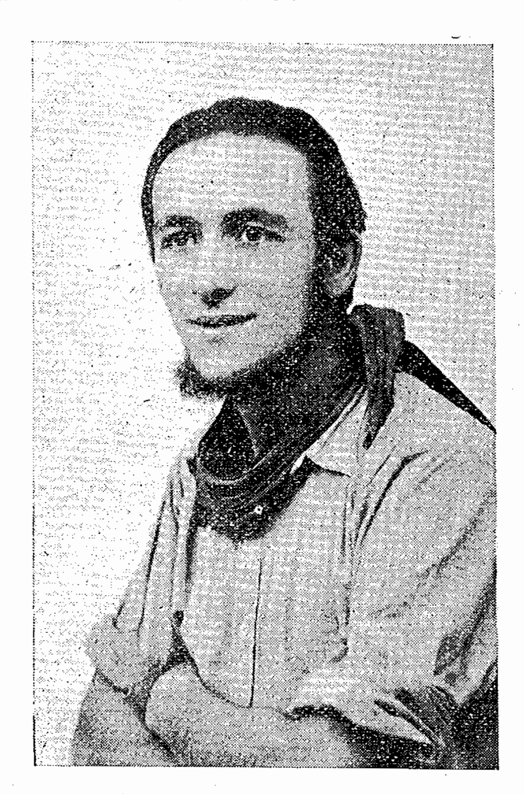
Si ces actes de résistance se multipliaient, Dormoy reculerait. Ainsi les femmes et les enfants asturiens en faveur desquels le « Populaire » (journal du parti du même Dormoy) lance des appels pathétiques pourraient vraiment trouver asile.

Les attaques d'Aragon

Lettre d'un Combattant

La lettre ci-dessous a été écrite le 9 septembre dernier à un camarade de la R. P., *en réponse à sa demande de nouvelles sur le sort des camarades de l'escouade à laquelle il avait appartenu jusqu'après les événements de Mai.*

La compagnie dont il s'agit est une compagnie typiquement céentiste et anarchiste; elle fait partie de la division commandée par l'anarchiste Ortiz. C'est l'ancienne centurie Francia, *ainsi nommée parce qu'elle était, à l'origine, formée de camarades espagnols habitant la France, qui avaient rejoint l'Espagne après le* 19 *Juillet. Elle est actuellement composée entièrement d'Espagnols, à trois ou quatre exceptions près. L'auteur de la lettre est un Castillan, travailleur de l'hôtellerie en France, dans les Basses-Pyrénées, depuis plusieurs années. Quelques temps après la prise d'Irun il rejoignit les colonnes confédérales d'Aragon; son père, qui habitait aussi la France, a rejoint également l'Espagne, où il sert, sur le front de Madrid, dans les unités communistes.*



PHILIPPE COLOMBET
milicien du front d'Aragon, membre de plusieurs organisations révolutionnaires françaises et plus particulièrement de la Ligue Internationale des Combattants de la Paix, tué à la prise de Codo (fin août 37).

Puebla de Alborton, 9-9-37.

Bien cher ami et compagnon,

Je réponds à votre lettre à la place de notre cher et regretté ami (1). Excusez-moi de l'écrire aussi crû, mais il est inutile, pour dire une chose, de chercher des détours. Je vous dirai que tous le regrettent et ne veulent pas croire à sa mort, mais je suis hélas! bien placé pour la savoir, j'ai fait assez de démarches pour le savoir; maintenant c'est même officiel.

Je vais essayer de vous donner quelques explications sur ce qui s'est passé depuis la dernière fois qu'il vous a écrit.

Le 1er août, nous recevons un ordre nous enjoignant de nous transporter à un village qui s'appelle Huesa (2). Le lendemain matin, à 3 heures, nous entrons au combat; nous délogeons l'ennemi de ses retranchements et nous le suivons, en courant, sur un parcours de 8 à 10 kilomètres sur un terrain très accidenté dont nous ignorions tout. L'attaque, et tout ce parcours, sont faits sans une perte, sans un blessé, bien que les forces qui attaquent se composent tout juste d'une compagnie, la nôtre, c'est tout.

A force de courir, nous arrivons à un village qui s'appelle Rudilla. Là, les choses changent. Germinal (3), en tête, nous descendons une montagne et arrivons au village, mais hélas! ces salauds-là s'étaient retranchés dans une maison qui était un véritable fortin. Le premier qui tombe est Germinal. Fernando (4) et un autre se jettent à son secours et restent debout à le soigner; les trois y sont restés. Après, ce fut Morejon (5), puis Boris (6), blessé de trois balles, mais qui, heureusement, ne furent pas grand'chose, sauf une au bras droit pour laquelle les docteurs voulaient lui couper le bras, mais ils n'en ont rien fait.

Pendant ce temps, des forces venues d'un autre côté avaient pris sept villages et opéré une avance de plus de 40 kilomètres de profondeur. Avec la nôtre, cela faisait une superficie de terrain de près de 150 kilomètres carrés.

Finalement ce village de Rudilla était pris à l'assaut à 3 heures du matin par cinq hommes : le commissaire du bataillon, Philippe (7), le petit Sevilla, Mallorca (8) et moi. Uniquement à la bombe à main. Si ça n'avait pas été les morts et blessés que nous avions eus, c'eût été un véritable triomphe.

---

(1) Philippe Colombet, camarade français; sur le front d'Aragon depuis janvier.

(2) Ce village est, sauf erreur, dans la région Nord de Teruel.

(3) Germinal Britto, sergent de la section. Anarchiste et homme admirable. Son père avait dû quitter l'Espagne après les événements survenus lors de la mort de Ferrer, et s'était établi en France. Comme tant d'autres, Germinal s'était fondé un foyer, et avait acquis une petite « position » en France. Il possédait sa maison et un bout de terrain dans les environs de Montpellier. Il n'hésita pas à quitter tout cela. Dans la semaine qui suivit le 19 Juillet il partait pour l'Espagne et montait aussitôt sur le front, qu'il ne devait plus quitter.

(4) Capitaine de la compagnie. Anarchiste.

(5) Caporal de l'escouade. Jeune catalan intelligent et bon. Anarchiste.

(6) Camarade bulgare, étudiant en médecine dans une Faculté de France; rejoignit l'Espagne dès Juillet. Anarchiste.

(7) Philippe Colombet.

(8) Sevilla et Mallorca, deux jeunes camarades de l'escouade, désignés ici par le surnom sous lequel ils étaient seuls connus; le premier originaire de Séville, et le second de Majorque. Anarchistes tous les deux.

Nous avons été relevés douze jours après, moitié crevés, dormant à même la montagne, pas d'eau, un soleil de feu, un véritable enfer. On va se reposer à côté de Hijar dans un charmant patelin.

Au bout de huit jours, branle-bas. A Vinaceite! Et le lendemain matin nous étions devant Codo (9). Pendant deux jours nous avons supporté le feu ennemi sans une perte, puis, après avoir appris que Quinto était pris et que Belchite se défendait mollement, nous recevons l'ordre d'attaquer Codo et de le prendre. Jusqu'au pied de l'église, rien, absolument rien. Philippe veut faire comme à Rudilla, c'est-à-dire annoncer la prise en sonnant les cloches. Après quelques conseils de prudence, je m'éloigne pour nettoyer quelques points; j'entends les cloches, cela voulait dire que tout allait bien n'est-ce pas? Or, figurez-vous qu'il en restait là-haut, et qu'ils l'ont laissé faire, mais quand il descendait les escaliers, ils lui ont tiré dessus : la balle est entrée dans la poitrine du côté droit et lui est sortie plus bas que les reins. Quand je suis revenu on l'avait déjà emporté; je l'ai vu plus tard, au poste de secours, mais il ne m'a pas reconnu. Après, j'ai su qu'il était mort pendant la route vers l'hôpital. Après Germinal, Philippe! Ah j'étais fou! Le moment n'était pas choisi pour se lamenter surtout que leur aviation venait. Je n'en pouvais plus, non seulement moi, mais tous, — surtout quant ils ont su sa mort.

Quelques minutes plus tard nous avons continué l'avance, et nous avons coupé la route de Belchite à Saragosse. Après, nous avons occupé la Virgen del Poyo où nous sommes restés en seconde ligne trois jours, puis nous sommes venus occuper Puebla del Alborton en attendant qu'on vienne nous relever, car, depuis le 23 jusqu'à aujourd'hui, nous ne nous sommes pas reposés.

L'impression générale est bonne. La division Durruti, après avoir encerclé Fuentes de Ebro a continué l'avance, coupé la retraite de Villamayor del Gallego; ces deux villages sont tombés, et ils sont maintenant à quelques kilomètres de Saragosse; une division internationale, après avoir pris Mediana, a également continué l'avance; une autre division a, avec notre aide, encerclé la Sierra qui est devant nous et qui est la clef de la capitale aragonaise. Du côté de Teruel nous avons également pris énormement de positions.

Au point de vue confédéral nous avons eu un véritable triomphe, puisque presque tous les combattants étaient de la CNT.

Bébert (10) a plaqué les mitrailleuses.

Je dois monter aux positions et me vois dans l'obligation de vous laisser.

(9) Codo, principale position des rebelles entre Quinto et Belchite.

(10) Camarade français, tourneur chez Hotchkiss à Saint-Denis. Au front d'Aragon depuis l'automne dernier. Anarchiste.

La conduite des troupes staliniennes et «populaires»

Par ailleurs, nous avons reçu de l'agence franco-britannique Independent News *les nouvelles suivantes sur la conduite, au cours de cette même offensive d'Aragon, des colonnes staliniennes, d'une part, et de l'armée dite « populaire », d'autre part. On y verra la confirmation de ce qui a déjà été indiqué avec insistance dans la* R. P. : *l'impossibilité de faire fond, pour la lutte contre Franco, ni sur les troupes fascisto-staliniennes, qui ne demandent qu'à trahir, ni sur l'armée de conscription, qui, manquant d'idée, manque de cran.*

Ajoutons que la 25e division dont il est question dans ces informations est celle à laquelle apartient la compagnie qui fait l'objet de la lettre qu'on vient de lire.

Nous tenons à confronter ici l'état d'esprit des troupes confédérales et celui des autres formations : les calomnies répandues sur le soi-disant « front paresseux » d'Aragon, la légende représentant les troupes régulières comme de loin supérieures aux milices conscientes, devaient être réfutées.

La trahison stalinienne à Zuera

Le journal *Amigo del Pueblo,* organe des « Amis de Durruti », publié clandestinement à Barcelone, écrit le 21 septembre :

« Aux opérations qui eurent lieu, il y a peu de jours, dans le secteur de Zuera, participèrent six brigades : deux brigades de la division Karl Marx (communistes staliniens), une brigade de la division Durruti (C.N.T.), la brigade Rouge-et-Noir (C.N.T.) et les deux brigades de la division Lister (armée populaire, sans couleur politique).

L'opération consistait à prendre Zuera, afin d'isoler la région de Perdiguera et de Lecinena, et couper ainsi les forces qui occupaient ces deux villages.

L'échec de l'attaque sur Zuera doit être attribué à la défection de la division Karl Marx. *Cinquante* officiers de cette division et *six cents* soldats passèrent chez les fascistes. Par suite de ces désertions un bataillon se trouva coupé.

Malgré l'ardeur des forces confédérales, l'opération dans ces conditions, ne put être menée à bonne fin. L'ennemi disposa du temps nécessaire pour recevoir des renforts et il fut impossible de poursuivre l'attaque sur Zuera.

A la suite de conseils de guerre sommaires, qui durent être réunis immédiatement, on a fusillé trente officiers de la division Karl Marx. On a destitué, en outre, le commissaire politique de la division, Trueba, membre du P.S.U.C.; on a nommé à sa place Del Barrio. »

Le flanchage « populaire » à Belchite

Sur l'attitude de l'« armée populaire », on nous signale que la conquête de Quinto et de Belchite se doit à l'énergie et à la vaillance de la 25e division (C.N.T.).

Mais, lors de la conquête de Belchite, il se produisit un fait qui, si la 25e division n'avait pas réagi immédiatement, aurait pu avoir de funestes conséquences. Les forces de la division Lister flanchèrent, laissant s'ouvrir une brèche dans le cercle. Grâce à l'intervention immédiate d'un escadron de cavalerie de la 25e division, le cercle put

être rétabli. Une partie des forces de la division Lister s'enfuirent jusqu'à Alcaniz et Caspe (1).

L'armée « populaire » contre le peuple

Si l'armée « populaire » fout le camp devant les fascistes, en revanche, contre des villageois désarmés, elle sait se couvrir de gloire. Voici une autre nouvelle, des Independent News, *qui concerne cette même division Lister dont il vient d'être question :*

Dans les premiers jours de septembre, la division Lister arriva aux environs de Caspe. Au bout de quelques heures, elle pénétra à Caspe et à Alcaniz.

(1) Alcaniz et Caspe sont, l'une et l'autre, à 60 kilomètres du front. (N.D.L.R.)

Des groupes de choc de cette division firent irruption, fortement armés, et bloquèrent les locaux du Conseil d'Aragon et des organismes syndicaux. Ceux qui furent arrêtés à quelques kilomètres de Caspe furent traités si inhumainement, par la brigade de choc Lister, qu'ils crurent aller à l'exécution pendant leur transport à cette ville.

A la suite de ces arrestations, le chef de la division Lister s'adressa au peuple d'Aragon, annonçant que les collectivités devaient disparaître du sol aragonais et que le commerce libre serait rétabli.

Des assauts eurent lieu également contre les syndicats, les Athénées culturels, les locaux des Jeunesses Libertaires. Le journal *Nuevo Aragon* fut suspendu.

Les écrits et les faits

CRONSTADT 1921. — Commentant à son tour la lettre de Léon Trotsky, sur ce sujet, que je discutais dans la *R. P.* du 10 septembre, la *Lutte ouvrière* pose la question d'une manière tellement unilatérale qu'elle réussit à l'escamoter tout entière. Ce serait traiter cavalièrement l'histoire et réduire le travail d'analyse et de réflexion qui nous incombe à tous à une apologétique fort éloignée de toute pensée marxiste, s'il fallait voir dans son commentaire plus qu'une note hâtive rédigée pour ainsi dire sur le marbre... La *L. O.* écrit, en effet :

« La seule question à laquelle il soit utile de répondre est celle-ci : la révolution triomphante, mais minée par les contradictions sociales et économiques de la guerre civile... eut-elle raison de briser des mouvements dont le déploiement signifiait l'ouverture des partis à la démocratie capitaliste... ? »

Ce n'est évidemment pas la seule question, puisqu'il y a toute l'histoire du bolchévisme et des Soviets à connaître; et c'est à peu près exactement le contraire de ce que les révolutionaires se sont toujours demandés, avec l'inquiétude la plus légitime, à propos de Cronstadt. La dictature du prolétariat, exercée par le parti communiste eut-elle raison de réprimer par la force les protestations, les revendications, les propositions, les manifestations des travailleurs en proie à la famine? Nous pourrions rappeler qu'avant Cronstadt, il y avait eu Astrakhan. Eut-elle raison de réprimer des mouvements qui, sous son égide, ne ressortissaient que de la démocratie ouvrière? Je suis enclin à penser que, de fort bonne heure, on abusa de la poigne, c'est-à-dire des méthodes administratives et militaires à l'égard des masses et des dissidents de la révolution. L'expérience a montré que c'était frayer la voie au despotisme bureaucratique. Il y a là une leçon à tirer pour revenir honnêtement à l'idée de la dictature du prolétariat (contre les possédants dépossédés), large et véritable démocratie de travailleurs.

La *Lutte ouvrière* « saisit d'ailleurs l'occasion de détruire la légende qui veut que Cronstadt 1921 ait été un immense massacre. La vérité est autre... » Autre, la vérité, camarades? Eh bien, dites la : donnez des précisions, indiquez vos sources... Un massacre n'a pas besoin d'être immense pour être abominable et, par définition, antisocialiste. Par centaines sinon par milliers, les marins de Cronstadt furent fusillés sur place. Trois mois après, on en sortait encore des prisons de Petrograd, la nuit, par petits paquets pour les exécuter dans des caves ou au polygone. Trois mois après, quand la Nep qu'ils avaient réclamée était proclamée, quand leur mort — secrète — ne pouvait même plus servir à l'intimidation! Et ce n'étaient point des Blancs...

Tout dans cette sombre page paraît préfigurer un avenir dont nous scrutons aujourd'hui, qu'il est devenu le présent, les ténèbres. La *L. O.* rappelle que le Xe Congrès du parti, inspiré par Lénine, envoya un grand nombre de ses délégués donner l'assaut à Cronstadt. Mais elle ne dit pas tout à ce sujet. Le Xe Congrès venait de condamner solennellement l'opposition ouvrière qui dénonçait dès alors les empiètements de la bureaucratie et réclamait plus de démocratie pour les travailleurs. Pour la première fois, une opposition et qui avait grandement raison sur plusieurs points (Lénine et Trotsky allaient s'en apercevoir deux ans plus tard) était marquée d'une épithète ne correspondant nullement à sa doctrine (la résolution du congrès taxa ces bolchéviks d'anarcho-syndicalisme), menacée d'exclusion et brimée par l'envoi de ses délégués au front de Cronstadt. Dybenko, notamment, y alla, qui passait pour anarchisant.

Relisez la plateforme de l'opposition ouvrière de 1920-21 et songez que, dix-huit mois plus tard, Lénine, presque à bout de forces, proposera à Trotsky un pacte de combat contre la bureaucratie du parti, de plus en plus insolente; songez que deux ans plus tard, l'opposition de gauche (Trotsky, Préobrajensky, Sérébriakov, Piatakov, Racovski) livrera son premier combat et sera battue : il est déjà trop tard.

Deux des auteurs de la plateforme de l'opposition ouvrière, vieux militants d'un quart de siècle de révolution, emprisonnés depuis des années, sont peut-être encore vivants dans quelque maison centrale : Chliapnikov et Médviedev. Alexandra Kollontay se survit dans la carrière diplomatique...

CONTRE L'ESPRIT DE SECTE. — Ces sujets sont encore brûlants... Est-ce une raison de n'y point toucher? Au contraire. Vingt ans après la première révolution socialiste victorieuse nous nous sentons tous vaincus, D'une magnifique victoire des travailleurs, nous avons vu naître, sur les bases de la propriété socialisée des moyens de

« Le peuple soviétique offre à ses savants, à ses écrivains, à ses médecins, à ses artistes, à ses agronomes, à ses ingénieurs, à ses instituteurs, les plus larges possibilités de création inspirée et le bénéfice de tous les droits politiques que la démocratie soviétique reconnaît à tout citoyen... »

L'article évoque Giordano Bruno et Galilée; et déplore l'exil d'Einstein... De vieux académiciens renchérissent là-dessus.

On épure les ambassades soviétiques. Cinq ambassadeurs seraient arrêtés : Davtian, rappelé de Varsovie; Asmus, rappelé d'Helsingfors; Brodovski, rappelé de Riga, et Podolski, rappelé de Kaunas; enfin Iourénev qui fut à Rome et Tokio. Oustinov, ambassadeur à Tallinn s'est suicidé. Des dépêches de correspondants étrangers à Moscou parlent des « aveux passés par Krestinski, Iourénev, Antonov-Ovséenko... » La seule chose certaine, c'est que les hauts fonctionnaires du régime continuent à disparaître. Je prévoyais, il y a des mois, ces hécatombes aussi indispensables à la contre-révolution bureaucratique que l'était sous le Directoire la proscription des ex-Jacobins, mais plus sanglantes et plus hypocritement consommées parce qu'elles se passent en Russie. J'en désignais à l'avance quelques victimes en renom; parmi elles Litvinov. Il est douteux qu'il puisse durer après l'épuration du commissariat des Affaires étrangères.

L'agence Havas a fait connaître, dans un télégramme d'inspiration visiblement officieuse, que le gouvernement de l'URSS, « redoutant le sabotage dans ses industries et ses transports », a décidé de ne plus renouveler les permis de séjour des étrangers habitant encore sur son territoire. Aucun autre pays civilisé n'aura donné un pareil exemple de xénophobie. La grande République des Soviets, qui fut notre espoir à tous et le reste malgré tout, en un certain sens, imitant la Commune de Paris, avait proclamé en droit et établi en fait l'égalité complète entre les travailleurs étrangers et ses propres citoyens...

⁂

Tant que l'assassinat de Boukharine n'aura pas été confirmé, nous resterons tenus d'en douter, par principe et par respect humain; et tenus d'agir en conséquence. D'autres hommes, aussi menacés que lui, vivent probablement encore, que l'on peut supprimer demain : Rykov, Christian Racovski, Smilga, Préobrajensky, Biéloborodov. Pour eux tous une vaste, une constante agitation s'impose. Il faut qu'on sache, là-bas, qu'ils appartiennent bien au mouvement ouvrier international, — oui, quelles que soient leurs propres responsabilités dans la déchéance de la révolution russe, — et que nous sommes fermement décidés à ne point les laisser fusiller dans l'obscurité. Tôt ou tard, les fusilleurs devront rendre des comptes; devant la classe ouvrière du monde, c'est dès aujourd'hui. Sachons le leur faire sentir tous les jours.

Le vaste mouvement de réprobation morale qui eût pu s'opposer efficacement à la terreur stalinienne ne s'étant pas produit dès les premiers massacres, ceux de décembre 1934 (affaire Kirov) et d'août 1936 (exécution des Seize), on voit aujourd'hui les conséquences de la carence du mouvement ouvrier, à ces moments, et de l'écœurante complaisance des intellectuels manœuvrés par les officines de la propagande officielle. Après tout ce sang versé, l'histoire ne peut pas suivre les chemins les plus noirs. Tout se paiera. L'inique, le révoltant, c'est que pour l'heure les travailleurs d'Espagne paient d'une grave défaite l'inintelligence et la lâcheté de l'*intelliguentsia* d'Occident. — Maintenant qu'on est devant l'évidence, maintenant que pas une voix digne ne saurait défendre le régime stalinien *tel qu'il est*, une campagne tenace pour le salut des derniers survivants du bolchevisme devrait pouvoir revêtir assez d'ampleur pour être efficace.

Victor SERGE.

Les assassins du Guépéou en Espagne

La "disparition" de Landau et la grève de la faim de sa femme

La plupart des lecteurs de la *R. P.* connaissent sans doute le nom Kurt Landau, camarade autrichien communiste-oppositionnel, qui, après la défaite de Vienne, vint se réfugier en France, et y publia, sous le pseudonyme de Bertram Wolf, une brochure sur la guerre civile en Autriche, dont Giauffret rendit compte à l'époque.

Au début de la guerre d'Espagne, Landau alla à Barcelone se mettre à la disposition du POUM. Aujourd'hui, comme Nin, comme tant d'autres, Landau... a disparu. Des sbires du Guépéou, camouflés officiellement en policiers espagnols, sont venus, sous prétexte de l'arrêter, l'enlever de la petite maison des environs de Barceloue, où il habitait. Depuis lors, aucune nouvelle. La police officielle nie l'avoir arrêté, et le Guépéou, bien entendu, se tient coi.

Sa femme, qui avait été emprisonnée dès juin dernier, en même temps que Nin, Gorkin, etc... et qui, depuis lors, n'a été ni interrogée, ni inculpée de quoi que ce soit, a décidé de faire la grève de la faim.

Voici la lettre qu'elle a adressée au ministre de l'Intérieur de Catalogne, au chef supérieur de la police et au gouvernement de Valence :

1) *Mon mari fut détenu par deux hommes qui se disaient agents de police. J'exige de la police de faire les recherches nécessaires pour savoir où il se trouve actuellement.*

2) *Je demande à la police de me faire savoir si, le 17 juin, j'ai été détenue en tant qu'otage pour mon mari. Si c'est le cas, je demande ma mise en liberté immédiate vu le fait qu'une détention ultérieure ne serait plus justifiée.*

3) *Pour le cas où je ne suis pas détenue en tant qu'otage, je demande qu'après 4 mois de déten-*

tion (dont 10 jours dans le « grupo de información », 9 semaines dans la « Delegacion de l'Estado » et plus de 50 jours dans la prison de femmes) il y ait une accusation formelle et mon interrogatoire immédiat.

Dans le cas où je ne recevrai pas de réponse dans le délai de 8 jours, je me verrai obligée de déclarer la grève de faim. Je compte sur l'appui moral de mes camarades détenues comme moi depuis 4 mois sans accusation ni interrogatoire. J'ai réussi à les convaincre de s'abstenir, pour le moment, d'une grève de solidarité.

JULIA LANDAU
Carcel de mujeres
Las Corts — Barcelona.

Cette lettre étant restée sans réponse, la camarade Julia Landau a commencé la grève de la faim le 10 novembre.

Les dernières attaques d'Aragon

Nous publions ci-dessous une seconde lettre du camarade dont nous avions publié une première lettre dans notre numéro du 25 octobre. Elle se rapporte à la dernière phase de l'offensive d'Aragon, dans le secteur sud de l'Ebre et il s'agit toujours de combats menés par la 25e division, l'ancienne division Joubert, division céentiste.

Arino, 11 octobre.

Très cher ami et camarade,

Je reçois à l'instant votre lettre à laquelle je m'empresse de répondre avant de partir, car les temps ont changé. Alors que nous restions autrefois dans une même tranchée des mois et des mois, c'est maintenant « la générale » à chaque instant, et des marches, et des marches, et des transferts d'un point à un autre. Enfin! nous vivons la guerre sous toutes ses faces.

Je vais vous expliquer la dernière offensive, après celle de Belchite. Vous connaissez de nom la Puebla de Alborton; derrière ce village, l'ennemi avait des positions très fortes qui nous empêchaient de rester dans le village. Un matin, nous partons pour les conquérir; nous avions un vent de face, quelque chose de terrible, mais, malgré tout, il fallait coûte que coûte les déloger. Si vous saviez ce que les hommes ont souffert du temps...

Alcaniz, 26 octobre.

Je n'ai pas pu finir ma lettre, le départ a été trop rapide et le temps m'a manqué. C'est très joli d'être secrétaire, lorsqu'on est au repos, mais en campagne ce n'est pas pareil. Vous parlez d'un boulot, mais, avant tout, je vais vous finir ce que j'ai commencé plus haut.

Les hommes ont terriblement souffert de ce chien de temps, mais cela s'est tout de même bien passé. Nous avons pris les cotes indiquées et heureusement sans beaucoup de pertes. Avez-vous appris la mort du petit Sévilla? Vous parlez d'un gosse (1). Il était resté seul à lancer des grenades à 25 mètres des tranchées ennemies; la dernière balle a été pour lui. Un gars, un brave petit gars. Philippe a été regretté. Germinal aussi, mais lui, c'était le chéri de tout le monde. Hélas! Enfin, on commence à s'y faire; à force de répéter : « c'est la guerre », on finit par y croire et ne plus s'étonner.

Voici notre dernière attaque, toute récente, puisqu'elle ne date que de deux ou trois jours, l'attaque sur le Sillero, la plus importante position ennemie, située au nord-est de la Puebla de Alborton, à 5 kilomètres à l'ouest de Mediana. Cette position a été prise presque sans s'en rendre compte. Nous avons eu un mort, le grand Titot, celui qui dormait au Puyacan, dans la tente à côté de vous, vous souvenez-vous? Il lui est arrivé la même chose qu'au petit Sévilla. Dans la compagnie, nous avions des hommes, de véritables héros inconnus. Quel dommage qu'ils disparaissent!

Nous avons aussi attaqué une seconde position, de moindre importance, sans toutefois pousser l'attaque à fond; nous nous sommes contentés de prendre quelques tranchées. Nous voyons Saragosse aussi bien le jour que la nuit. Dire qu'il est si près et qu'on ne peut...

Enfin, de cette offensive, je ne puis vous raconter davantage, si ce n'est que nous avons terriblement souffert de la soif, la position étant terriblement éloignée de toute communication. Dans l'ensemble tout s'est très bien passé.

(1) Il était à peine âgé de 20 ans. Aussi bon que courageux. Voyant arriver à sa compagnie un milicien d'un certain âge, il voulait absolument prendre la garde, la nuit, à sa place, en plus de la sienne propre.

SOLIDARITE INTERNATIONALE ANTIFASCISTE (S. I. A.)

(Section française)

—o—

SIEGE CENTRAL : 26, rue de Crussol - PARIS (11e)
Téléphone : ROQUETTE 73-96

—o—

Solidarité Internationale Antifasciste, créée en Espagne, en Juin 1937, par des éléments de la C.N.T., de l'U.G.T. et avec l'appui de personnalités politiques et littéraires espagnoles, a son prolongement en France, depuis octobre.

Comme son nom l'indique, Solidarité Internationale Antifasciste est faite pour secourir plus particulièrement les victimes des Etats totalitaires, pour dénoncer les crimes du fascisme mondial et y mettre fin par la disparition de cette forme abominable de l'Autorité.

Comme les événements le commandent, Solidarité Internationale Antifasciste se doit d'aider d'abord et avant tout, les antifascistes espagnols pour qu'ils résistent victorieusement aux hordes de Franco, la défaite du fascisme en Espagne devant inévitablement, d'ailleurs, entraîner la déroute du fascisme international.

Solidarité Internationale Antifasciste — qui prêche l'union des forces de liberté, ici, là et ailleurs, c'est-à-dire partout où les fascistes exercent leur dictature ou tentent de le faire — souhaite que le front de la liberté ne se dissocie point en Espagne, que les deux centrales syndicales, la C.N.T., l'U.G.T., réalisant l'unité syndicale, prennent dans la lutte contre Franco et dans la gestion sociale et économique de leur pays la part qui leur revient, la plus grande.

AIDE IMMEDIATE A L'ESPAGNE

Les signataires de ce manifeste, membres du Comité de patronage de la Solidarité Internationale Antifasciste (section française), vous invitent, camarades français, à aider vos frères d'Espagne de toutes vos forces et avec toutes vos ressources.

Les ouvriers, le peuple d'Espagne appellent au secours! Vous ne voudrez pas que ce soit en vain.

René Belin, André Chamson, Lucien Cruzel, Maurice Délépine, Georges Dumoulin, Auguste Fauçonnet, Sébastien Faure, Gaston Guiraud, Roger Hagnauer, Léon Jouhaux, Auguste Largentier, Robert Louzon, Victor Margueritte, Jean Nocher, Magdeleine Paz, Docteur Pierrot, Georges Pioch, Marceau Pivert, Gaston Prache, Paul Reclus, Pr. Paul Rivet, Maurice Rostand, Han Ryner, Vivier Merle, Georges Yvetot.

La terreur communiste en Espagne

Comment l'Internationale communiste a détruit l'unité ouvrière, saboté la guerre contre Franco et combattu la révolution sociale.

La R. P. *a déjà rendu compte de deux délégations franco-britanniques envoyées en Espagne depuis le commencement de la terreur stalinienne* (R. P. *des* 25 *juillet et* 10 *septembre* 1937). *Une troisième délégation, franco-britannique également, est allée à Barcelone fin novembre. Elle était composée de Félicien Challaye et du député écossais Mac Govern, membre de l'Independent Labour Party, célèbre pour ses interventions vigoureuses — et souvent hors protocole — à la Chambre des Communes. Ce dernier a fait paraître le compte rendu de sa mission dans une brochure, dont nous donnons ci-dessous la traduction.*

Préliminaires

Du « Pouvoir des travailleurs » à la « Défense de la démocratie »

Le peuple espagnol a connu quelques-unes des plus sombres et des plus brutales expériences de l'histoire, mais on peut se demander s'il y en eut jamais une plus noire et plus cruelle que celle par laquelle il passe actuellement. Pendant ces derniers dix-sept mois il a vécu dans l'enfer, Franco jouant le rôle du diable avec, derrière lui, les grands propriétaires fonciers, les capitalistes, les banquiers, les officiers de l'armée et de la marine, les prêtres; tous décidés à résister coûte que coûte à des changements économiques et culturels, décidés à défendre à tout prix leurs privilèges et leurs profits. Dans leur sanglante répression ces tyrans espagnols ont été aidés par les états étrangers fascistes, Allemagne, Italie et Portugal, et par une foule de capitalistes réactionnaires de tous les pays.

Le courage et l'organisation de nos camarades espagnols, dans leur lutte contre Franco et ses forces bestiales, est, depuis la Révolution russe de 1917, la seule lueur qui ait brillé au cours de la longue série des désastreuses retraites opérées par la classe ouvrière.

On déclare que, depuis le commencement de la guerre civile le 19 juillet 1936, un million et demi de travailleurs espagnols et d'enfants ont été tués.

L'*Independent Labour Party* (1) est à cent pour cent derrière les travailleurs d'Espagne dans leur guerre pour la liberté humaine. Nous avons applaudi à toute réponse faite par qui que ce soit, ou par quelque organisation que ce soit, à l'appel pour la commune bataille.

Depuis le début de la guerre il y eut plusieurs changements dans le gouvernement espagnol et dans sa politique; certains furent dus à une pression extérieure, d'autres à une pression intérieure.

La Russie a effectué certaines fournitures militaires au gouvernement espagnol. Il est ouvertement reconnu qu'en échange, il fut permis à la Russie de mettre certains de ses représentants à des postes essentiels, particulièrement dans l'armée et dans la police. Il est reconnu aussi que les nombreux changements ministériels, qui se sont produits depuis lors, sont dus pour une large part aux intrigues et aux menaces des représentants communistes au gouvernement, agissant sur les ordres de l'Internationale communiste.

L'hostilité de larges masses de travailleurs espagnols à la présence d'éléments bourgeois et modérés à des postes importants du gouvernement, et à l'affaiblissement des conquêtes révolutionnaires de juillet 1936 qui en est résulté, n'est pas niable. Le changement d'objectif: *la défense de la démocratie* au lieu du *pouvoir des travailleurs*, a causé chez les ouvriers un ressentiment profond; or, ce changement a eu lieu sous l'influence des républicains bourgeois, de l'aile droite socialiste et, plus particulièrement, des communistes.

On pense généralement que ce changement avait pour but d'apaiser les capitalismes français et britannique. On estime que la Russie est anxieuse d'améliorer ses relations avec le gouvernement britannique afin de pouvoir conclure avec lui une alliance militaire. La Russie croit que le meilleur moyen d'arriver à cela est de gagner la confiance du gouvernement anglais en répudiant toute révolution sociale en Espagne.

Il était difficile aux ouvriers révolutionnaires espagnols, à ceux de la C.N.T., de la F.A.I. et du P.O.U.M., de mener ouvertement la lutte contre cette dangereuse politique. Ils voyaient bien qu'on était en train de leur ravir les fruits de leurs récentes conquêtes, mais ils ne voulaient pas diviser les forces antifascistes et affaiblir ainsi le front militaire, ce qui aurait facilité la victoire de Franco. Malgré toute leur prudence à cet égard, une résistance spontanée se produisit en Mai lorsque les travailleurs de la base à Barcelone sortirent dans la rue, se refusant à rendre leurs armes et à

---

(1) Nous rappelons que l'*Independent Labour Party* (I.L.P.), fondé vers la fin du siècle dernier par Keir Hardie, fut l'initiateur de la constitution de l'actuel Labour Party, dans lequel il demeura jusqu'à ces dernières années; depuis il s'en est séparé pour devenir un parti ouvrier indépendant d'extrême gauche. Ses principaux effectifs sont en Ecosse où la classe ouvrière de Glasgow a toujours été sensiblement plus « radicale » que celle de l'Angleterre proprement dite. (*Note du traducteur*).

abandonner certaines positions-clefs. Le P.O.U.M. n'avait pas organisé cette résistance, mais, quand elle se produisit, il prit place à côté des ouvriers.

Ce fut le début d'une action communiste pour désarmer tous ceux qui étaient opposés à la politique de l'Internationale communiste en Espagne. Le P.O.U.M. fut dissous et ses journaux interdits.

Lorsque la guerre contre Franco commença le parti communiste espagnol était faible, mais la fourniture d'armes par la Russie lui donna une influence et une participation dans le gouvernement hors de toute proportion avec sa force propre. Le parti communiste espagnol n'avait que de très pauvres militants mais ceux-ci prouvèrent bientôt que ce qui leur manquait en fait d'intelligence était compensé, et au delà, par le jésuitisme et une brutalité atroce.

Après la résistance des journées de Mai, la demande fut faite de nommer un communiste espagnol, le senor Burillo, comme chef de la police de Barcelone. Aussitôt que celui-ci fut installé, la Tchéka du Comintern s'installa, elle aussi, à Barcelone, et ce furent alors en masse : arrestations, enlèvements, tortures, disparitions et assassinats des opposants à la politique communiste. Andrés Nin, ancien ministre de la Justice dans le gouvernement catalan et secrétaire général du P.O.U.M., fut particulièrement visé par ces exécuteurs des hautes œuvres du Comintern, la Tchéka et Cie. Les communistes l'accusèrent d'être un espion fasciste, il fut arrêté, emmené à Madrid et odieusement tué.

Nin avait été auparavant une importante figure du parti communiste espagnol, et il était alors très influent à Moscou, mais il prit la défense de Trotsky, répudia le changement de politique de l'Internationale communiste et s'unit au P.O.U.M. Pour cela il était particulièrement odieux à la Tchéka.

S'opposer à la ligne contre-révolutionnaire du « Front populaire » et critiquer Moscou, c'est, en Espagne, mettre sa vie en sérieux danger. Si vous êtes membre du P.O.U.M., ou que simplement vous le défendiez contre les calomnies communistes, cela suffit pour que vous soyez arrêté et emprisonné. Plus de trois mille combattants antifascistes sont actuellement derrière les murs des prisons espagnoles par ordre du Comintern. Parmi eux sont tous les leaders les plus connus du P.O.U.M., des centaines de membres du P.O.U.M. ainsi que des centaines de membres de la C.N.T. et de la gauche de l'U.G.T.

La main de la Tchéka s'est même étendue au delà de l'Espagne : la femme de Joaquin Maurin, le leader du P.O.U.M. qui est prisonnier chez Franco, vit à Paris. Sa maison fut l'objet d'un raid de la part des communistes français. A huit, ils envahirent son appartement, coupèrent son téléphone, fermèrent à clef les portes et se mirent à fouiller les papiers et les livres. Même en France la Tchéka aux ordres de Moscou opère.

Pourquoi nous sommes allés en Espagne

L'I.L.P. et le Bureau international des partis socialistes révolutionnaires (2) ont envoyé trois délégations successives en Espagne afin de réclamer pour les révolutionnaires emprisonnés, soit un procès public, soit leur mise en liberté. Fenner Brockway alla avec la première délégation, en juillet; on lui promit un procès public et prochain pour les leaders du P.O.U.M. James Maxton alla en Espagne en août, avec la seconde délégation; il obtint la libération d'un certain nombre de prisonniers et, à nouveau, la promesse d'un proche procès pour les leaders. Mais, fin novembre, nous n'avions encore aucune nouvelle du procès et nous étions grandement troublés, non seulement par les emprisonnements qui continuaient, mais par des disparitions nouvelles et par des menaces formelles de mort à l'égard de Me Pabon, le fameux avocat espagnol qui s'était chargé de la défense des leaders du P.O.U.M. : les preuves de la férocité de la Tchéka s'amassaient.

Il fut, en conséquence, décidé d'envoyer une nouvelle délégation à Barcelone et l'on demanda au professeur Félicien Challaye, de l'Université de Paris, et à moi-même d'assumer cette tâche. Notre mission consistait à rendre visite aux membres du gouvernement pour les presser de faire le procès des membres du P.O.U.M. ou de relâcher ceux-ci; nous avions également pour mission de réclamer une amnistie pour tous les prisonniers antifascistes, d'enquêter sur les conditions de vie des prisonniers, et enfin de vérifier l'exactitude des férocités de la Tchéka du Comintern et des meurtres qui lui étaient reprochés.

En plus du but humanitaire de notre mission, nous étions guidés par la pensée qu'une amnistie et la fin des opérations de la Tchéka renforceraient le front de la classe ouvrière contre Franco et ses alliés italiens et allemands.

C'est ainsi que nous partîmes pour Barcelone, déterminés à faire tout ce qui était en notre pouvoir pour amener la libération des prisonniers antifascistes, pousser à l'unité de la classe ouvrière et aider à la lutte contre le capitalisme fasciste en Espagne et dans le monde.

La destruction du Front ouvrier par les communistes

Les communistes dénoncent toujours le P.O.U.M., la C.N.T. et Largo Caballero, le chef de la gauche de l'U.G.T., comme ayant causé la division du front antifasciste et avoir affaibli la lutte militaire contre Franco. C'est exactement le contraire qui est vrai. Ce sont le Comintern et les communistes espagnols aux ordres de Moscou qui ont brisé le front unique des travailleurs et saboté la lutte militaire. C'est facile à prouver.

Au début, l'unité était magnifique. En dépit de profondes différences théoriques, Syndicalistes, Socialistes, Anarchistes, Communistes et Socialistes Révolutionnaires du P.O.U.M. étaient tous ensemble. Ils combattirent les fascistes côte à côte, ils formèrent leurs milices ouvrières dont un Conseil militaire unique coordonnait les activités. Par ce Conseil militaire ils avaient réalisé l'unité de commande-

(2) Organisme de liaison international entre l'I.L.P. britannique, le P.O.U.M. espagnol, le parti socialiste révolutionnaire hollandais, etc... (*Note du traducteur*).

ment et combattaient en un front commun contre Franco.

Toutes les fractions de la classe ouvrière étaient représentées au gouvernement. Ce fut le Comintern qui détruisit cette unité. Il envoya des instructions pour que le P.O.U.M. fût exclu du gouvernement. Pour l'amour des armes russes, les autres fractions de la classe ouvrière consentirent à cette exigence. Alors, à leur tour, la C.N.T. et l'U.G.T. furent exclues du gouvernement et les rangs de l'U.G.T. furent scissionnés de haut en bas par des manœuvres communistes. Le résultat est que maintenant les mouvements ouvriers de masse sont hors du gouvernement et qu'il y a parmi eux une intense amertume contre les communistes.

La seule manière de rétablir l'unité antifasciste en Espagne est de prendre le contre-pied de la politique communiste, de libérer les prisonniers des autres sections de la classe ouvrière, et d'encourager ainsi toutes ces sections à prendre leur part entière et toutes leurs responsabilités dans la lutte.

Les communistes sont aussi les principaux responsables de l'affaiblissement de la lutte militaire. Ils refusèrent que des armes soient envoyées au front d'Aragon parce que les forces antifascistes qui y combattaient étaient composées de membres de la C.N.T. et du P.O.U.M. Si elle avait été pourvue d'armes convenables, cette armée antifasciste serait depuis des mois à Saragosse, et Madrid aurait été soulagé, et les fascistes n'auraient pas réussi à s'emparer du pays basque et des Asturies.

Il est maintenant reconnu que cela a été la grande erreur stratégique de la guerre. Les communistes sacrifièrent la guerre à leur hostilité politique contre la C.N.T. et le P.O.U.M.

C'est de bien d'autres manières encore que les communistes affaiblirent la lutte militaire: la rupture du Front ouvrier créa nécessairement une diminution de la solidarité et de l'enthousiasme dans l'armée; d'autre part, les officiers bourgeois que les communistes imposaient en nombre toujours plus grand se révélèrent beaucoup moins bons que les officiers ouvriers des milices ouvrières : Malaga, Santander et Bilbao en fournirent la preuve.

Nous reconnaissons pleinement l'importance qu'eurent les armes russes et la Brigade internationale, mais leur prix en a été payé trop cher par les effets désastreux qu'eut la rupture de l'unité et le sectarisme militaire dont les communistes sont responsables.

C'est pourquoi, en allant en Espagne. notre objectif dépassait la seule libération des travailleurs antifascistes emprisonnés. Il était de contribuer à l'union de toutes les forces ouvrières contre Franco et au rétablissement de conditions qui puissent permettre un effort militaire uni pour défaire le fascisme.

Nos visites

Chez le ministre de la Justice

Notre première visite, à notre arrivée à Barcelone, fut pour le ministre de la Justice, M. Irujo (3). Nous parlâmes avec lui à cœur ouvert sur la question d'une amnistie pour les antifascistes prisonniers. Le ministre, basque catholique, très ennemi du fascisme, nous écouta avec une grande sympathie. *Il nous indiqua que peu de temps auparavant, le gouvernement avait envisagé une amnistie et que tous les ministres — à l'exception des deux communistes — avaient été d'avis de libérer tous les prisonniers réellement antifascistes.* Par contre les communistes s'étaient violemment opposés à ce que soit libéré aucun prisonnier, et étant donné que le parti communiste appartenait au Front populaire, il n'était pas facile d'agir sans leur consentement.

M. Irujo ajouta que, cependant, « en dépit de l'opposition communiste », le gouvernement s'apprêtait à relâcher les prisonniers en douce, un par un, lorsque, le 21 novembre, une grande manifestation des membres de la C.N.T. et des militants socialistes avait eu lieu devant la prison de Valence menaçant d'enfoncer les portes si les prisonniers n'étaient pas libérés (4). Alors, ajouta le ministre, selon la formule habituelle à tout gouvernement : « Nous voulions bien agir, mais nous ne voulions pas le faire sous la menace de la violence ».

Je posai également la question de l'échange possible de Joaquin Maurin contre un prisonnier fasciste, Maurin étant non seulement leader du P.O.U.M., mais aussi membre du Parlement espagnol. Il est prisonnier de Franco depuis août 1936 et détenu actuellement dans une prison militaire de Saragosse. J'étais en possession d'une liste de fascistes importants actuellement dans les prisons gouvernementales, et je suggérai que l'un d'eux, M. Lucia, qui est lui aussi membre des Cortès, pourrait être échangé contre Maurin.

M. Irujo répliqua que le gouvernement avait discuté tout récemment de l'échange de Maurin et que seuls les communistes s'y étaient opposés. Néanmoins il m'autorisa à m'adresser au ministère des Affaires étrangères britannique de la part du gouvernement espagnol et de lui demander de faire les démarches nécessaires à cette fin. Il me dit qu'il accepterait en échange de Maurin le fasciste que désigneraient les insurgés. Il me dit également que je pouvais être assuré que la parole qu'il me donnait serait tenue.

Depuis mon retour en Angleterre, la nouvelle est venue que le gouvernement espagnol avait fourni à la Croix rouge internationale une liste de prisonniers fascistes qui pourraient être échangés contre Maurin, ce qui confirme la promesse que nous avait faite M. Irujo.

Nous demandâmes aussi s'il était vrai qu'une sœur de Diaz, le secrétaire du parti communiste espagnol, avait été échangée contre un fasciste. On nous répondit que les membres communistes du gouvernement avaient insisté pour que soient échangées non seulement la sœur de Diaz, mais aussi sa mère. En fait, ces

---

(3) Depuis mon retour on a appris que M. Irujo avait été démissionné de ses fonctions de ministre de la Justice, sur la demande des communistes. Des incidents qu'on verra exposés plus loin peuvent en avoir été l'une des raisons.

(4) Cette manifestation avait eu lieu à l'occasion de l'anniversaire de la mort de Durruti. (*Note du traducteur*).

deux femmes furent échangées contre deux grands chefs fascistes qui se trouvaient dans les prisons gouvernementales.

M. Irujo nous assura qu'il était à fond « pour la liberté » et qu'il insisterait le plus possible pour que soit accordée une amnistie générale. Lui, et son frère qui l'assistait dans cette entrevue en tant que secrétaire particulier, protestèrent vigoureusement contre le mensonge communiste, qu'Andrés Nin, ou tout autre chef du P.O.U.M., avait été en relations avec Franco.

Nous soulevâmes ensuite la question de notre visite aux prisons de Barcelone. Il nous fut donné une lettre officielle du directeur des prisons nous autorisant à entrer dans quelque prison que ce soit et nous permettant de voir à l'Hôpital général de Barcelone Julia Landau qui y avait été transférée après 11 jours de grève de la faim dans la prison des femmes et dont le mari, antifasciste allemand aux brillants états de service dans la lutte contre Hitler, a été tué par les communistes.

A la Prison modèle

Le dimanche 28 novembre, nous allâmes à la Prison modèle de Barcelone, et présentâmes nos autorisations au directeur de la prison des hommes (5). Il fut très courtois et nous conduisit chez le médecin de la prison. On nous apprit qu'il y avait dans cette prison 1500 prisonniers, dont 500 antifascistes, 500 fascistes et 500 délinquants de droit commun.

C'était dimanche, et l'heure des visites, aussi nous nous trouvâmes en présence de 5 à 600 visiteurs demandant à entrer afin de voir leurs amis. Comme il convient, c'était l'aile gauche de la prison qui était attribuée aux prisonniers de gauche! Nous entrâmes dans une grande salle par une immense porte de fer de 6 mètres de large sur 3 m. 50 de haut. Les prisonniers avaient appris que nous allions venir et nous firent une chaude réception.

La difficulté était que c'était à qui nous parlerait le premier des brutalités qu'il avait endurées de la part de la Tchéka, avant d'être entré dans cette prison-ci. Un prisonnier italien nous fit une remarquable description des tortures qui lui avaient été infligées dans une cellule souterraine. Il fut attaché au mur, les mains au-dessus de la tête, avec deux gardes à ses côtés, baïonnette au canon, pendant qu'un jeune officier de la Tchéka tenait des papiers de la main gauche et de la main droite un revolver dirigé sur sa poitrine. L'officier de la Tchéka le soumit à un interrogatoire du 3e degré (6), prétendant qu'il avait de faux papiers, le sommant de dire où certains de ses camarades pourraient être trouvés, le menaçant de le tuer et de jeter son corps dans un égout qui passait dans la cellule. *Cet Italien fut soumis à cette torture, durant 5 à 6 heures chaque fois, avant d'être finalement transféré à la Prison modèle.*

Challaye et moi-même interrogeâmes également un Français, qui appartenait auparavant à l'armée française, et qui avait abandonné sa situation pour venir en Espagne combattre le fascisme. Il avait été nommé officier dans l'armée espagnole gouvernementale et avait combattu sur le front de Madrid pendant plus de 5 mois. La seule raison pour laquelle il se trouvait dans la Prison modèle était qu'il avait franchement exprimé son opinion sur le Comintern et les méthodes de la Tchéka. Il me donna l'impression d'un homme splendide. Il ressentait comme un outrage effroyable d'avoir été gardé en prison pendant plus de 4 mois; il insistait sur ceci : « Qu'on me fasse un procès si j'ai commis quelque faute ; sinon, qu'on me rende ma liberté ! »

Il y avait également un bon nombre de ces prisonniers qui avaient été blessés au cours des combats contre Franco, et cependant on les gardait en prison sous le prétexte qu'ils étaient des alliés de Franco ! Notre délégation fut spécialement bien accueillie par les prisonniers du P.O.U.M., et nous passâmes une heure dans la cellule de Gironella. Plusieurs prisonniers étaient d'ailleurs incarcérés dans cette même cellule.

C'était une véritable Internationale de prisonniers que cette prison. Il y en avait de France, de Grèce, d'Allemagne, d'Italie, d'Autriche, de Belgique, de Hollande, de Suisse et d'Amérique autant que d'Espagne. Tous ces prisonniers nous pressèrent de faire connaître les brutalités de la Tchéka, avec ses tortures, son « 3e degré » et ses meurtres des militants socialistes combattant en Espagne.

Lorsque nous décidâmes de quitter l'aile antifasciste de la prison, il y eut un rush spontané de tout le monde vers la porte. Les prisonniers chantèrent deux hymnes de la C.N.T., puis l'*Internationale*, et terminèrent avec des vivats à l'adresse de la C.N.T., de la F.A.I. et du P.O.U.M. Le délégué de l'I.L.P. fut spécialement l'objet de la reconnaissance internationale; enfin il y eut des cris de: « A bas la Tchéka du Comintern! », et, à son adresse, de violents sifflets.

C'était une vue très émouvante que celle de ces 500 prisonniers antifascistes, la plupart jeunes, qui remplissaient les galeries, les escaliers et la grande salle, le poing fermé, l'œil brillant, la tête rejetée en arrière en une attitude de défi. Notre dernière vision fut celle de centaines d'hommes applaudissant, de l'autre côté de l'immense porte de fer.

Cette porte de fer était pour nous comme le symbole de la Tchéka du Comintern. C'est par des moyens pareils qu'elle entend supprimer le mouvement révolutionnaire en Espagne afin de substituer au mot d'ordre de « Pouvoir ouvrier » celui de « Démocratie bourgeoise ». L'Internationale communiste et son organisation d'assassins sont en train de faire naître contre eux une haine formidable. Un jour, la tempête éclatera et détruira leur effroyable gangstérisme. Ce sera un désastre pour tous ceux qui y auront participé.

On nous demanda de nous en aller tranquillement vers le bureau car le docteur et le directeur n'avaient jamais vu jusque-là les prisonniers aussi émus et ils craignaient une révolte. Sur notre route, nous rencontrâmes Aurelio Fernandez, ancien chef de la police de Barcelone (C.N.T.), qui nous apprit qu'il était en prison depuis trois mois et demi. Une année

(5) Depuis mon retour, sous la pression communiste, le directeur de la Prison modèle a été remplacé.

(6) On sait que sous le nom de « 3e degré » la police américaine emploie la torture. (*Note du traducteur*).

plus tôt, John Mac Nair et moi-même avions été remarquablement bien reçus par lui à Barcelone, maintenant il était en prison de par la volonté de Burillo, son successeur communiste. Le prétexte de son arrestation était la disparition et la mort d'un officier de police durant sa présence à la tête de la police.

A la prison des femmes

Notre visite suivante fut pour l'Hôpital général où Julia Landau était prisonnière et malade en raison de sa grève de la faim. Elle était en prison depuis plus de 5 mois; c'est pendant ce temps que son mari fut enlevé par la Tchéka, torturé et tué. Malgré cela, nous la trouvâmes pleine de combattivité. Elle était fière de sa lutte contre le Comintern et la Tchéka. C'est une petite femme de 1 m. 50 de haut, pesant quelque 45 kgs, mais pleine de courage et d'énergie. Julia avait à côté d'elle à l'hôpital deux gardes armés et personne ne pouvait la voir sans autorisation.

Julia avait fui avec son mari la terreur hitlérienne et s'était réfugiée à Paris. Tous deux avaient un passé d'héroïsme dans la lutte antifasciste. Lorsque éclata la guerre civile espagnole, ils vinrent en Espagne pour aider, dans toute la mesure où ce leur était possible, à la défaite de Franco. Quand Julia fut arrêtée par la Tchéka, elle put faire prévenir son mari et lui donner les moyens de s'échapper, mais, dans les jours qui suivirent, de nombreuses victimes furent soumises à la torture du 3e degré, nuit et jour, et aux menaces de mort pour les obliger à révéler où Kurt Landau se cachait. Un communiste allemand dont j'ai le nom est un des officiers de la Tchéka du Comintern. Sa menace était, ainsi que je l'appris plus tard par un prisonnier auquel cette menace fut faite : « Il faut que nous ayons Kurt Landau, et que nous le tuions, car il est en opposition avec le Comintern et le Front populaire, et c'est un trotskyste du P.O.U.M. » Kurt fut finalement découvert, enlevé et tué par ordre de la bande des assassins de Moscou.

Nous avions soulevé le cas de Julia devant le ministre de la Justice. Celui-ci nous dit qu'il avait été lui rendre visite dans sa prison, l'avait dissuadée de faire la grève de la faim et lui avait dit franchement que son mari était mort. Le ministre devait la relâcher le jour qui suivit notre visite, mais elle se trouva alors dans cette situation difficile : les communistes lui avaient volé tous ses papiers, y compris son passeport, ses certificats de naissance et de mariage, ainsi qu'ils font toujours. Sur notre demande, il lui fut donné de nouveaux papiers officiels ainsi qu'à une autre camarade allemande, Else Homberger, qui, malgré le fait qu'elle avait un beau passé de 5 ans et demi de lutte ouvrière en Espagne, avait été gardée en prison plus de 5 mois, dont un mois dans la prison secrète de la Tchéka que je décrirai plus loin. Le mari de Else Homberger était au front ; quand il vint pour voir sa femme, on l'expulsa en France (7).

A la prison des femmes, que nous visitâmes ensuite, nous vîmes tout un groupe varié de prisonnières antifascistes. Elles étaient mêlées avec les criminelles de droit commun. Il y avait entre autres une famille de 3 personnes : la mère, la fille et la belle-fille. Le mari de cette dernière était au front et elle l'avait averti de rester au front car sa vie aurait été en danger s'il revenait. C'était une jeune femme allemande, Erika Jilpen, qui était enceinte de 6 mois. Elle était en prison depuis plus de 4 mois, tout simplement parce que, comme d'autres, elle était membre du P.O.U.M.

J'eus une longue conversation avec la doctoresse Carlotta Margulin, une Allemande qui parlait très bien l'anglais. Elle était en Espagne depuis 4 ans, et en prison depuis plus de 5 mois. C'est elle qu'on avait chargée du premier train sanitaire sur le front d'Aragon et ensuite de l'Hôpital Maurin ; elle avait adhéré au P.O.U.M., et c'est pourquoi elle fut arrêtée. Pendant les premières semaines, elle avait été gardée dans la prison secrète de la Tchéka et avait été soumise au « 3e degré » durant 5 h. et demie. C'est à elle que l'officier de la Tchéka du Comintern avait dit que Kurt Landau devait être tué. La doctoresse Margulin fut menacée à plusieurs reprises avant d'être transférée à la prison des femmes. Je suis heureux de dire que, depuis mon retour à Londres, j'ai appris qu'elle avait été relâchée.

Chez deux autres ministres

Nous rendîmes visite au ministre de l'Intérieur Zugazagoitia, socialiste de droite. Nous causâmes deux heures avec lui. Il déplorait la disparition et la mort d'Andrés Nin et de Kurt Landau, et il nous assura qu'une énergique enquête était en cours. Il reconnut ouvertement que l'accusation que les leaders du P.O.U.M. étaient en relations avec Franco était une calomnie.

Je lui demandai : « Comment se fait-il qu'Aurelio Fernandez, de la C.N.T., chef de la police sous le gouvernement précédent, est en prison pour la disparition d'un officier, alors que Burillo, chef communiste de la police lorsque disparurent Andrés Nin, Kurt Landau, Erwin Wolff, Marc Rhein, Georges Tioli et autres, est en liberté? » — Le ministre ne put m'expliquer pourquoi. En réponse à une question sur la domination de la Tchéka, il nous dit : « Que voulez-vous, nous avons reçu de l'aide de la Russie, et nous avons dû, en retour, lui permettre certaines choses qui ne nous plaisent pas. » Il nous promit de hâter l'amnistie pour tous les prisonniers vraiment antifascistes.

Nous fîmes également une visite à M. Miratviles, ministre de la Propagande. Nous y vîmes de nouveaux films d'une attaque sur Madrid et des offensives sur Belchite et en Aragon, et nous eûmes également une longue conversation avec lui. Il déplorait la mort de son ami, Andrés Nin, et nous apprit que quand ce dernier fut arrêté, il téléphona à plusieurs ministres pour s'élever contre l'hypothèse que Nin pourrait avoir quelque relation ou sympathie que ce soit avec Franco. Il pensait que cela avait été une faute de soutenir la résistance de Mai, mais qu'il n'y avait là qu'un conflit intérieur entre antifascistes, et qu'il n'était pas douteux que Nin et d'autres avaient été assassinés.

(7) Depuis que je suis revenu, et après que M. Irujo eut dû abandonner le ministère de la Justice, Julia Landau et Else Homberger ont été à nouveau arrêtées.

A la prison secrète de la Tchéka

Notre dernière visite fut pour la prison secrète de la Tchéka à la place Junta : Adraine Bonanova. Nous avions été avisés de l'existence de cette prison par plusieurs bons camarades. Des prisonniers qui y avaient été nous avaient dit comment ils avaient dû dormir à même le plancher, les hommes et les femmes mêlés dans la même pièce, sous la surveillance de gardiens, sans lumière. Je ne pouvais chasser de ma mémoire le tableau que nous avait fait le camarade italien de ses tortures dans la cellule à l'égout. Quand nous nous approchions de cette prison, mon esprit ne pouvait se détacher de cette question : « Combien d'êtres humains ont-ils été torturés et assassinés par la moderne Inquisition? ».

Lorsque nous eûmes monté les marches qui mènent à la prison, nous trouvâmes le chemin barré par deux gardiens, armés de fusils et baïonnette au canon. Nous présentâmes notre autorisation du directeur des prisons et du ministre de la Justice pour visiter les prisons et un mot fut envoyé à l'intérieur. Alors un officier apparut, qui regarda nos autorisations avec un mépris évident. Il nous informa qu'il ne recevait pas d'ordres du directeur des prisons ou du ministre de la Justice, car ce n'étaient pas là ses patrons. Nous lui demandâmes alors qui était son patron, et il nous donna une adresse, celle du quartier général de la Tchéka. Son refus de nous permettre de visiter la prison et les prisonniers était total et définitif.

Je dois ajouter que cet officier de la prison secrète, aussi bien que ses deux gardes armés, étaient d'un type beaucoup plus bas que celui des officiers que nous avions vus jusque-là. Ils avaient tout du gangster. Ce fut l'impression qu'ils nous firent immédiatement, non seulement à moi, mais aussi à Challaye.

Nous allâmes donc au quartier général de la Tchéka, Puerta del Angel 24. Nous entrâmes dans une cour et par un couloir dans une pièce intérieure qui avait toute l'apparence d'un lieu de détention. Nous remarquâmes qu'il y avait sur la table un grand nombre de livres de propagande russes et de journaux communistes, et aucune autre sorte de livres ou de journaux.

Après un court délai, une jeune femme entra, qui nous demanda ce que nous voulions. Elle ne nous cacha pas qu'elle savait qui nous étions, et qu'on l'avait prévenue, de la prison, que nous étions en train de venir. Elle prit les pièces qui nous autorisaient à visiter les prisons. Ensuite apparurent deux jeunes hommes dont ni l'un ni l'autre n'étaient espagnols. Notre interprète qui connaît un grand nombre de langues et de pays fut convaincu par leur accent que l'un était Russe et l'autre Allemand.

Le Russe nous informa que nous ne pouvions ni voir l'intérieur de la prison ni causer avec les prisonniers. Je répondis que nous avions des autorisations du directeur des prisons et du ministre de la Justice et nous demandâmes si notre interlocuteur était plus puissant que le gouvernement, en ajoutant que si on nous refusait l'entrée, nous serions obligés, comme de juste, d'en tirer des conclusions.

Les deux officiers furent évidemment touchés par cette réponse directe et ils se retirèrent pour se consulter ou prendre des ordres. Lorsqu'ils réapparurent, nous fûmes une fois de plus informés que nous ne pourrions voir ni la prison ni les prisonniers : il ne nous restait donc qu'à nous retirer, mais avant de le faire, nous demandâmes si nous pouvions téléphoner au ministre de la Justice. La réponse fut : « Non, nous lui téléphonerons nous-mêmes ». Après dix minutes, on nous informa que M. Irujo n'était pas à son bureau, mais que son secrétaire nous priait de ne pas insister pour visiter la prison.

C'était un défi direct au gouvernement. Nous avions jusque-là l'intention de quitter Barcelone le jour même, mais, étant donné les circonstances, nous décidâmes de rester et de voir qui sortirait vainqueur : le gouvernement ou la Tchéka.

Le matin suivant, nous téléphonions au ministre de la Justice et nous informions son secrétaire que nous n'avions pu voir les prisonniers. Il nous répondit : « Il ne faut pas que vous quittiez Barcelone avec l'impression que le gouvernement n'a pas cette prison sous son contrôle. Si vous voulez vous en remettre à nous, nous vous garantissons que vous pourrez y entrer ».

Pendant quelques heures, nous pensâmes que le ministre était tout de même maître de la prison, mais lorsque, selon la demande qui nous en avait été faite, nous téléphonâmes à son bureau à midi et demi, le secrétaire nous répondit qu'il n'avait pas réussi. Il était clair que le ministre de la Justice n'avait pas été capable d'obtenir de la Tchéka la permission. On nous promettait cependant qu'un nouvel effort serait tenté et, comme il avait été entendu, nous téléphonâmes à nouveau le lendemain. Cette fois le secrétaire nous répondit que des changements étaient en train d'être faits dans la prison, ce qui rendait difficile les visites. Je demandai alors à voir les prisonniers à la porte de la prison, notamment Georges Kopp, Eva Sittig et autres. Mais sans succès.

Le masque était tombé. Nous avions soulevé le voile et montré où résidait le véritable pouvoir. Les ministres voulaient, mais ne pouvaient pas. La Tchéka ne voulait pas, et c'était elle qui pouvait. Nous réalisâmes que si nous insistions davantage, nous-mêmes serions en danger.

Conclusions

Il y a deux brigades internationales

La Russie a acheté l'Espagne. En échange de l'aide russe en armes, il a été donné au Comintern un pouvoir tyrannique dont il use pour emprisonner, torturer et tuer les socialistes qui n'acceptent pas la ligne communiste. Il y a deux brigades internationales en Espagne : l'une est celle qui combat sur les champs de bataille et qui a été constituée par le mouvement socialiste mondial ; l'autre est une Tchéka internationale formée de gangsters aux gages du Comintern tirés particulièrement d'Allemagne et d'Italie. Lénine disait autrefois : « Les chefs ont généralement des passeports dans leur poche, mais comme il n'y a pas assez de passeports, les militants du rang doivent

rester à l'intérieur, face à face avec l'ennemi. »

Les fonctionnaires communistes allemands et italiens qui ont échappé à Hitler et à Mussolini ont maintenant adopté eux-mêmes les méthodes de férocité du fascisme.

La Tchéka commence d'abord par détruire l'autorité morale de tout chef ouvrier honorable en le diffamant, puis elle procède par arrestations, enlèvements, tortures et assassinats. Les victimes de ce trust du meurtre gisent actuellement à Barcelone, à Valence et à Madrid. Où sont Andrés Nin, Erwin Wolff, Marc Rhein, Georges Tioli et tant d'autres ? Où sont tous les bons camarades qui ont disparu des villes d'Espagne ?

Une lettre significative

Pourquoi Benito Pabon, le fameux avocat espagnol, a-t-il dû quitter l'Espagne, traverser la France, et s'embarquer pour les Philippines? Laissons parler Pabon :

Il est très dur pour quelqu'un comme moi, qui a pris une part active et constante dans les événements d'Espagne depuis le 19 juillet, de briser définitivement tous les liens qui me lient à cette activité sans un énorme effort. J'avais entrepris ma tâche avec un tel dévouement que, quelque étrange que cela puisse paraître, je pensais ne pas m'être fait d'ennuis. J'ai répété jusqu'à satiété, dans toutes mes conversations avec les différentes organisations antifascistes, dans toutes les réunions et dans tous mes discours que j'étais fermement convaincu qu'une loyauté mutuelle, une unité d'action et de but pouvaient seules nous donner la victoire...

Néanmoins, et telle est la triste vérité, le désir de certains partis, et particulièrement du parti communiste, de s'emparer de tout, a conduit à une situation pleine de désaccords, de luttes internes sordides et de haines; on a été conduit à cela alors qu'il n'aurait dû y avoir qu'harmonie et compréhension mutuelles.

Le fait est que, en raison pour une large part de l'aide réelle et effective donnée par la Russie à la guerre, le parti communiste gouverne aujourd'hui comme il lui plaît les destinées de l'Espagne républicaine. S'il ne va pas plus loin dans la destruction des autres groupes politiques, c'est seulement parce que, pour le moment, cela ne lui semble pas désirable ni avantageux pour lui-même. Il doit en effet conserver encore certaines apparences pour l'Espagne et pour l'étranger.

Cette dictature du parti communiste signifie l'introduction en Espagne des méthodes politiques caractéristiques de la Russie. La disparition et l'assassinat de Nin furent un symptôme alarmant et tragique. Avec la complicité de certaines sections du département national de la police et en abusant de la bonne foi du ministre de l'Intérieur, l'organisation communiste avait enlevé Nin, et l'avait tué. Cela ne lui suffit pas. Elle inventa une histoire idiote, tout juste bonne pour des enfants et des imbéciles, selon laquelle l'ancien secrétaire de l'Internationale des syndicats rouges était un allié des fascistes et que c'étaient ceux-ci qui l'avaient enlevé des mains de la police.

Une fois lancée sur ce chemin, les enlèvements succédèrent aux enlèvements. Pour en finir avec tous ceux qui ne se soumettent pas à leur volonté, les communistes usent non seulement de la violence mais, ce qui est encore plus abject, de toutes les machinations que Machiavel rêvait d'employer contre ses ennemis. La vie, la liberté, l'honneur, le prestige des hommes même occupant les plus hautes positions, tout cela n'est pas pour eux une barrière. Ils répandent de droite et de gauche des calomnies contre les hommes du plus pur passé révolutionnaire, les appelant traîtres et espions, et fabriquant de faux documents, inventant de toutes pièces des mensonges pour justifier leurs dires...

J'ai pris ma décision, mais avant de quitter définitivement l'Espagne, je sens que c'est mon devoir de fournir cette explication. Mon désir de défendre vos camarades, les militants du P.O.U.M., soumis aux poursuites les plus injustes et les plus absurdes, n'était pas la moindre des raisons qui me firent hésiter. Si j'avais été convaincu que le fait pour moi de rester en Espagne eût donné quelques garanties à vos camarades, je n'aurais pas hésité à rester, même contre mon propre intérêt. Malheureusement, je dois vous confesser que, connaissant la situation comme je la connais, tous les efforts que je me serais permis de faire auraient été inutiles et dangereux.

Récemment, dans l'Espagne antifasciste, on a adopté une théorie plus abracadabrante que toutes celles que nous aurions imaginé possibles, pendant la période la plus despotique de la monarchie. C'est la théorie qu'un avocat qui défend une cause peut, pour cette seule raison, être accusé de complicité dans les actes dont sont accusés ses clients! Telle est en effet l'explication donnée pour l'arrestation et l'emprisonnement d'un certain nombre d'avocats bien connus. La presse communiste formula clairement cette opinion que, du fait que j'étais l'avocat du P.O.U.M., j'étais autant un traître, un espion et un ami de Franco qu'on reprochait de l'être à mes clients. Pouvez-vous me dire quelles garanties je pouvais avoir dans une telle atmosphère — où les calomnies sont inventées et les faux établis d'un jour à l'autre — que mon rôle d'avocat défenseur n'aurait pas été changé en celui d'accusé, sans aucune possibilité pour moi de me défendre contre toutes les calomnies qu'il leur aurait plu de déverser sur ma tête?...

D'ici, et de partout d'autre qu'en Espagne, je suis prêt à vous aider en vous renseignant sur les véritables faits de la cause. J'ai abandonné tout, je m'en vais complètement désillusionné. Je soulage mon cœur auprès de vous, tout plein de la tristesse où je suis d'avoir quitté un pays dans lequel j'ai aussi loyalement travaillé afin d'essayer de remédier, autant qu'il était en mon pouvoir, aux injustices dont souffre notre peuple.

(Les lignes ci-dessus sont extraites d'une lettre de Me Pabon à la Commission exécutive du P.O.U.M.).

Terreur du Comintern ou Liberté socialiste?

Moscou voudrait faire taire les langues, enchaîner les membres, et réduire à l'état de mannequin chaque militant, dans le monde entier. Moscou achète et corrompt les chefs en chaque pays et dépense des sommes considérables pour sa propagande. Mais cela ne peut durer indéfiniment. Un prix terrible sera payé pour cette trahison et, contre elle, s'amasse chaque jour, en chaque pays, davantage d'hostilité. Les amis de la Russie sont horrifiés par la masse de meurtres qui se commettent. Nous commençons à comprendre les raisons pour lesquelles Trotsky et ses partisans ont été bannis et pour lesquelles on les menace de mort.

C'est ma conviction profonde, dérivée de l'étude et de l'expérience de la politique communiste, qu'aider les communistes à obtenir une place quelconque dans le mouvement ouvrier est une criminelle folie. Pour ma part, je ne peux excuser ni défendre leurs agissements : l'honneur humain exige qu'on dénonce leur conduite bestiale.

Si le socialisme signifie ce que Moscou cherche à imposer, je ne suis pas socialiste. Le socialisme pour lequel je milite doit donner la liberté et non la tyrannie aux travailleurs. Toutes les tyrannies, je les dénoncerai. Les travailleurs de Grande-Bretagne doivent choisir entre la terreur du Comintern et la Liberté socialiste. Je sais d'avance quel sera leur choix dès qu'ils sauront.

JOHN MAC GOVERN.

Joaquin MAURIN

REVOLUTION
ET
CONTRE-REVOLUTION
EN ESPAGNE

Avec une Introduction et des Notes de Victor Serge

Le livre de Joaquin Maurin, leader et tribun du mouvement révolutionnaire en Catalogne, député des ouvriers de Barcelone aux Cortès espagnoles, a paru en France à l'occasion du premier anniversaire de la tentative du coup d'Etat fasciste et de la riposte révolutionnaire qui ont ouvert la plus terrible des guerres civiles connues dans l'histoire. Nul doute que ce livre ne rencontre ici le succès qu'il mérite et qu'il a déjà obtenu en Espagne et en Angleterre.

On peut dire que c'est là un ouvrage prophétique, où l'on trouve donnée par avance l'explication des événements mémorables qui ensanglantent l'Espagne de nos jours et que l'on chercherait en vain ailleurs dans la littérature politique et sociale. Sur les points essentiels traités par Joaquin Maurin, les faits ont apporté une confirmation et une justification saisissantes des vues de l'auteur.

Mais outre l'historique de l'évolution qui a conduit au séisme révolutionnaire d'aujourd'hui, outre l'analyse des forces en jeu et des idéologies en conflit, Joaquin Maurin fonde ses prévisions d'avenir sur une étude solide de la crise du capitalisme espagnol, documentée sans être aride, nourrie de chiffres sans cesser de rester vivante. Le public français apprendra beaucoup à la lecture d'un tel livre destiné à la plus large audience, sérieux et passionné, clair et démonstratif.

Joaquin Maurin avait disparu dans le deuxième mois de la guerre civile espagnole et on le croyait mort sous les balles nationalistes et fascistes. Mais depuis peu, on le sait prisonnier de Franco et son image est toujours présente à Barcelone, capitale de l'Espagne révolutionnaire; son souvenir plus vivace que jamais inspire une avant-garde héroïque dans son pays et suscite au dehors sympathie et solidarité internationales; son livre demeure comme une contribution capitale à la connaissance et à la compréhension de la tragédie grandiose dont la Péninsule Ibérique est le théâtre et qui prélude peut-être à de plus grandes catastrophes.

(*Communiqué*)

LES ÉDITIONS RIEDER

Un fort volume in-16 de 368 pages . . . . **15 fr.**

En vente à la REVOLUTION PROLETARIENNE

54, rue du Château-d'Eau, 54 — Paris (10e)

Chèque postal : Paris 734.99

Le proces du P.O.U.M.

A la suite d'une information parue dans la presse selon laquelle le procès intenté en Espagne contre le P.O.U.M. serait commencé, sur l'initiative de la Solidarité Internationale Antifasciste, une délégation comprenant des représentants des différents groupements politiques et syndicaux s'est présentée mercredi 31 août, à l'ambassade d'Espagne pour recueillir tous apaisements quant aux garanties demandées pour la défense des accusés.

Au cours de la discussion avec le représentant du gouvernement espagnol, la délégation protesta contre le procès en cours et déposa une note où étaient précisés ses désidérata.

La délégation était composée de :

Faucier, secrétaire de la S.I.A.; Charbit, secrétaire-adjoint de la Chambre syndicale de la Typographie parisienne; Fronty, Giroux, secrétaires du Syndicat des Agents des P.T.T.; Biso, secrétaire du Comité intersyndical du Livre parisien; Foucaud, représentant le Parti frontiste et le journal « La Flèche »; Marceau Pivert, secrétaire du Parti socialiste ouvrier et paysan; Martin, secrétaire du Syndicat des cuisiniers de Paris; Boville, secrétaire du Syndicat des Boulangers de la région parisienne; Le Pen, du Syndicat des électriciens de la région de Paris.

Se sont solidarisés avec la délégation les membres excusés ci-après : Vigne, secrétaire de la Fédération des Mineurs; Lorriot, secrétaire de la Fédération des Ports et Docks; Cottet, secrétaire de la Fédération des Employés; Chambelland, secrétaire du Syndicat des Correcteurs de Paris; Depreux, avocat socialiste S.F.I.O.; Largentier, secrétaire de la Chambre syndicale de la Typographie parisienne.

En l'absence de l'ambassadeur son représentant qualifié a pris l'engagement d'en référer immédiatement, par télégramme, à son gouvernement et d'informer la délégation à toutes fins utiles.

VENDREDI, 16 SEPTEMBRE (20 h. 30)

Grande salle de la Mutualité

(24, rue Saint-Victor)

Projection par

Solidarité Internationale Antifasciste (S.I.A.)

DEUX GRANDS FILMS SUR L'ESPAGNE

inédits et les deux meilleurs qui aient été réalisés

VENEZ LES VOIR

Vous assisterez aux plus douloureux et tragiques événements sociaux de cette époque

Allocution en français et en espagnol par : **Huart** et **Torre**

Entrée : 5 fr., chômeurs et enfants, 3 fr.
Ouverture des portes à 20 heures.

La doctrine de la C.N.T.

Une base : le lieu de travail; un instrument : le syndicat; un idéal : la liberté et la justice pour tous; une méthode : l'action directe et organisée des travailleurs pour la défense de leurs intérêts moraux, matériels et politiques.

SANTILLAN.

(*Timon,* juillet 1938).

Vers un procès du P.O.U.M. à Barcelone ?

Rappel des faits. Le P.O.U.M. hors la loi

Nous avons reçu l'acte d'accusation rédigé pour le Tribunal spécial contre les dirigeants du P.O.U.M. (Parti Ouvrier d'Unification Marxiste) d'Espagne. Ce curieux document officiel est daté de Barcelone le 11 juin 1938. Si la loi était enfin appliquée, les accusés devraient comparaître vingt jours plus tard. Mais depuis un an, c'est la troisième fois qu'on leur communique un document de ce genre. Il y a peu de temps, le ministre de la Justice, Gonzalez Pena, déclarait qu'il n'était possible ni de faire un procès au P.O.U.M., ni de mettre ses dirigeants en liberté, car « toute cette affaire était dominée par la raison d'Etat », — qui n'est autre en l'occurrence que celle de l'alliance soviétique. Le P.O.U.M., fondé par Maurin, Nin, Gorkin, Andrade, c'est-à-dire par les plus vieux militants communistes d'Espagne, tous exclus de la IIIe Internationale, pour leur opposition à Staline, a été mis hors la loi en juin 1937, à la suite d'un coup de force policier accompli par le parti stalinien. Le P.O.U.M. avait dénoncé en Espagne l'infamie des procès de Moscou et les méthodes staliniennes de colonisation du mouvement ouvrier. Son leader, Andrés Nin, avait appartenu pendant dix ans, à Moscou même, aux milieux dirigeants de l'I.C. En outre, l'action du P.O.U.M., tendant à fortifier les organisations ouvrières révolutionnaires et à préparer la convocation d'une Assemblée constituante des travailleurs, était en opposition complète avec la politique de conservation sociale commandée au Parti communiste d'Espagne par le bureau politique de Staline et imposée à la République tout entière par un chantage permanent qui peut s'exprimer ainsi : « L'U.R.S.S. ne vous livrera des avions et des tanks que si le gouvernement espagnol lui obéit à l'intérieur et à l'extérieur. » Dès 1936, un décret-loi interdisait à la presse espagnole de publier des attaques contre l'U. R. S. S. En mai 1937, après que les ouvriers barcelonais, syndicalistes, anarchistes organisés en grande majorité dans la C.N.T., eussent pris les armes pour répondre à une provocation du policier stalinien Rodriguez Salas (la tentative d'occupation du Central téléphonique gardé par des miliciens de la C. N. T. et de l'U. G. T.), les ministres communistes sommèrent le président du Conseil, Largo Caballero, de prendre prétexte de ces événements pour mettre le P.O.U.M. hors de la légalité. Largo Caballero, plutôt que de se faire ainsi l'étrangleur de la démocratie, préféra démissionner et fut remplacé par Juan Negrin, inconnu jusqu'à ce moment. Le P.O.U.M. fut — tout à fait illégalement — dissous, ses journaux et ses biens confisqués, ses militants arrêtés par centaines.

La disparition d'Andrés Nin

Parmi eux, Andrés Nin, pour avoir longtemps habité la Russie, connu Lénine, Trotski, Zinoviev et Staline, devait être le plus exécré par les Russes. Emmené de Barcelone pour une destination inconnue, malgré les démarches de M. Companys et de la C.N.T., on le retrouve à Madrid dans une prison privée du parti stalinien, puis à Alcala de Henares (aérodrome soviétique) où il disparaît, mystérieusement enlevé. Des ministres avaient dans l'entre-temps répondu de sa vie aux délégations étrangères. Le juge d'instruction, chargé d'enquêter sur ce crime, dut se cacher lui-même. L'avocat du P.O.U.M., Me Pabon, dut se réfugier à l'étranger. Le socialiste madrilène Vasquez, fonctionnaire du contre-espionnage, qui avait fourni sur l'enlèvement de Nin quelques précieux renseignements, fut destitué. Le policier stalinien Burillo, qui avait dirigé ces opérations, reçut de l'avancement. Aux enquêteurs venus de France et d'Angleterre, intellectuels et militants ouvriers, tels que Maxton, Fenner Brockway, Mac Govern, Félicien Challaye, Weil-Curiel, Foucaud, Louzon, Lévy, Charles Wolf, les ministres de la République n'ont su fournir sur ce crime abominable que les explications les plus embarrassées. Plusieurs d'entre eux, dans des entretiens privés, ont hautement déploré les méfaits des staliniens, en ajoutant, comme MM. Irujo et Indalecio Prieto : « Mais nous avons besoin des armes russes ! » (Ces deux hommes politiques, l'un catholique, l'autre socialiste, pas assez souples au gré du P. C., ont été écartés du pouvoir.)

Les choses doivent être dites telles qu'elles sont, avec une impitoyable rigueur. La persécution du P.O.U.M. a peut-être tué la République espagnole; elle l'a mise en tout cas, à quelques égards, au niveau des pays fascistes. Dans aucun pays civilisé, même en temps de guerre, de si sanglantes ignominies n'ont été commises contre un parti ouvrier. Alors que les membres du P.O.U.M. se faisaient tuer au front, on fusillait leurs camarades à l'arrière. Des combattants de première ligne ont été rappelés à l'arrière pour y être assassinés. Les prisons de la République ont été remplies d'antifascistes révolutionnaires, membres de la C.N.T. et du P.O.U.M., tandis que le gouvernement de la répression s'avérait au grand jour comme celui de la défaite et que les responsables de la chute de Malaga, de l'Euzkadi, des Asturies, de l'Aragon (laissé des mois sans armes et sans munitions), de Lerida, de Castellon, les créateurs des camps de concentration pour ouvriers révolutionnaires, les fauteurs de la famine, les démoralisateurs de l'arrière continuaient impunément leur besogne, acheminant ainsi la République vers des désastres de plus en plus probables parce qu'ils sont de plus en plus naturels. Comment la réaction bourgeoise et stalinienne qui gouverne à Barcelone pourrait-elle battre le fascisme sur les champs de bataille quand, tout en demandant aux travailleurs de prodiguer leur sang et d'accepter toutes les privations, toutes les contraintes, elle leur inflige une dictature policière et leur annonce le rétablissement du régime que

la guerre civile a démontré inacceptable pour le pays entier ?

L'acte d'accusation du 11 juin

Le procès du P.O.U.M., s'il a lieu, sera, de la part des véritables gouvernants occultes de l'Espagne républicaine, une tentative d'assassinat, à prétention légale, commise contre des militants irréprochables, devenus particulièrement dangereux, en raison de leur clairvoyance, de leur honnêteté et de leur passé, à l'heure où la pénurie de vivres et les défaites risquent d'ouvrir une crise du pouvoir. Pour n'avoir pas à rendre des comptes, les organisateurs de la défaite entendent supprimer des hommes dont la seule existence, dans les prisons, pose la question des responsabilités.

L'acte d'accusation du 11 juin comporte trois sortes d'arguments. Il s'étend tout d'abord sur l'idéologie du P.O.U.M. « *La ligne générale de la propagande de ce parti était la suppression de la République et de ses gouvernants démocratiques par la violence et l'instauration d'une dictature du prolétariat...* » Il reproche au P.O.U.M. de s'être attaqué à « *un pays ami, dont l'appui moral* (!) *et matériel a permis* (sic) *au peuple espagnol de défendre son indépendance* », et d'avoir « *calomnié la justice soviétique* », sans doute en n'approuvant pas celle des fusilleurs de Moscou. Il affirme que les dirigeants du P.O.U.M. ont été « *en contact avec les organisations fascistes de l'Espagne rebelle et également avec les organisations internationales connues sous le dénominatif général de « trotskistes » et dont l'activité au sein d'une puissance amie démontre qu'elles se trouvent au service du fascisme européen et asiatique...* » (sic). C'est faire sans vergogne de la procédure de Barcelone une suite directe des procès de Moscou ! (1).

De même que les actes d'accusation du procureur Vychinski, ce document sue la mauvaise foi, le faux, le mensonge criant jusqu'à l'insoutenable (il est vrai que l'on peut tout soutenir à l'aide des feux de peloton). Le P.O.U.M., dont les bataillons ont été si souvent héroïques au front, est accusé d'avoir lâché pied devant l'ennemi. L'enlèvement de Nin par le Guépéou, avec l'évidente complicité, — ne serait-ce que par impuissance — du gouvernement Negrin, devient la « mystérieuse évasion » du principal accusé... Le P.O.U.M. est considéré comme responsable des combats de rues de Barcelone en mai 37, alors qu'il fut, en réalité, débordé par les militants syndicalistes anarchistes de la C.N.T., beaucoup plus nombreux que les siens, ce que toute l'Espagne sait. Enfin, après avoir plusieurs fois abandonné le *Faux N*, l'accusation le reprend, pour fonder sur lui la thèse de l'espionnage et obtenir plus sûrement la peine capitale !

Un contre-procès s'impose

Si le procès du P.O.U.M. a lieu, si, en d'autres termes, les assassins masqués de Nin, de Marc Rhein, de Tioli, d'Erwin Wolf, de Kurt Landau, de Moulin — et de tant d'autres — tentent de répéter à Barcelone les sanglantes représentations judiciaires de Moscou, un contre-procès s'imposera à l'étranger. Nous disposons d'une documentation énorme et tellement accablante que nous hésitons le plus souvent à la publier pour ne pas atteindre, à travers ceux qui la déshonorent et la perdent, la cause de l'Espagne antifasciste.

Veut-on quelques faits récents ? Dans la nuit du 23 avril, 22 ouvriers, membres du P.O.U.M., partaient de la Prison Modèle de Barcelone pour un « camp de travail ». Nous connaissons leurs noms. A la station de San Vicente de Castellet, Valentin Vila Anet, membre des Jeunesses Communistes Ibériques, âgé de 17 ans, était tué d'une balle dans la figure, pour avoir regardé par la fenêtre du wagon. A l'arrivée au camp, les malades furent invités à se faire connaître. Parmi ceux qui se présentèrent se trouvait Juan Ruiz Tomas, du P.O.U.M., grand tuberculeux, condamné à 30 ans de prison en 1934, pour son attitude courageuse pendant le mouvement des Asturies. Tous ces malades ont disparu et leurs camarades survivants qui nous écrivent les tiennent pour fusillés par ordre du chef de camp, un tortionnaire nommé Astorga. Pedro Vergnier, du P.O.U.M., a également disparu au camp. Le 8 mai, douze prisonniers, parmi lesquels Francisco Pina Orza, de Sans (Jeunesse Communiste Ibérique), arrêté pour avoir écrit sur un mur : « A bas les accapareurs ! Liberté pour les antifascistes ! » furent fusillés... Avant de faire exécuter Francisco Pina Orza, le chef de camp lui dit qu'il regrettait de devoir faire un exemple, car sa liberté était signée depuis trois jours... Fait-on mieux au camp de Dachau ?

J'ai mentionné plus haut le *Faux N*, sur lequel repose une partie de l'accusation. C'est un plan de Madrid, portant au verso, à l'encre sympathique, un texte chiffré, mentionnant un certain N (Nin ? Nunez ? Numa ? Nina ? Negrin ?), trouvé chez un agent fasciste à Madrid, l'architecte Javier Fernandez Golfin... Or, ce Golfin a été condamné à mort en juin et le conseil des ministres a confirmé le 25 juin la sentence. Golfin doit donc avoir été exécuté. Un élément capital de l'accusation contre le P.O.U.M. reposait sur lui. Pourquoi l'a-t-on fait disparaître dès lors ? Mais nous connaissons l'opinion de plusieurs hommes de gouvernement sur tout ceci. L'affreuse cuisine des procès moscovites ne saurait se passer du sang de louches personnages. C'est le *Faux N* qui a fourni la substance du livre de Max Rieger (quel agent du Guépéou se cache sous ce pseudonyme?) *Espionnage en Espagne*, préfacé par José Bergamin, décidément tombé au plus bas, et d'une brochure de Georges Soria, publiée à Londres...

D'une plainte — bien inutile — du Comité Exécutif du P.O.U.M. au ministre de la Justice, en date de juin 1938, j'extrais ces détails

---

(1) Est-il besoin de rappeler que les militants du P.O.U.M., arrêtés, ont été interrogés, en présence d'agents russes du Guépéou sur leurs dispositions à l'égard de Staline ? Que l'on a torturé, pendant neuf mois, dans les prisons, un volontaire socialiste français, Nicolas Sundélévitch, en lui reprochant de préparer en Espagne des attentats contre Staline ? Pour ce qui est de la valeur des arguments, on en jugera par ce trait : Les organes staliniens d'Espagne, informant sur le congrès de Royan, ont écrit : « *Les pivertistes fondent le P.O.U.M. français pour mieux servir le fascisme...* » La feuille que nous citons, *Treball*, de Barcelone, a commenté en ces termes l'intervention de L'Hévéder à Royan : « Les agents trotskistes préconisent d'infâmes solutions... »

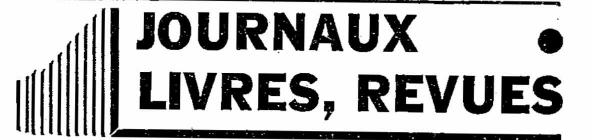
sur l'assassinat du Juan Hervas, ex-commissaire de l'école de transmissions de la Généralité, de Jaime Tropat, d'un caporal (dont on ignore le nom), tous trois membres du P. O. U. M. combattant au front d'Aragon, et de Moga, militant de la C.N.T., leur compagnon d'armes. Au cours d'une réunion de staliniens du front, dont le compte rendu a été communiqué au ministère de la Guerre, la suppression physique des « trotskistes » et « cénétistes » fut décidée. Rappelés à l'arrière des premières lignes, sur la route de Carrascal, non loin d'Huesca, les quatre combattants furent abattus à coups de fusils mitrailleurs. On les porta ensuite « déserteurs à l'ennemi ». Une enquête effectuée par le commissaire général, Cresenciano Bilbao, fit la lumière sur ces assassinats, mais la débâcle du front d'Aragon empêcha l'arrestation des coupables, — qu'un général Burillo n'aurait pas manqué de couvrir d'ailleurs... Mais comment s'étonner de la débâcle d'un front dont les combattants les meilleurs sont ainsi poignardés dans le dos, — ou mitraillés dans le dos ?

Responsabilités des socialistes et de la C.N.T.

Le ministre de la Justice du cabinet Negrin est un socialiste et qui fit preuve, en 1934, dans les Asturies, d'un certain héroïsme : Gonzalez Pena. La C.N.T. participe encore au gouvernement de la Généralité de Catalogne... Les crimes qui conduisent la démocratie espagnole — ce qu'il en reste — à sa perte, après avoir provoqué l'échec de la révolution espagnole, engagent fortement la responsabilité des socialistes et de la C.N.T. Les organisations ouvrières qui auront cru se sauver elles-mêmes en sacrifiant tantôt des organisations plus faibles, tantôt leurs propres militants, si elles ne se ressaisissent pas avant qu'il soit trop tard, si elles ne font pas preuve de courage en présence d'un mal aussi profond, risquent fort d'être un jour réduites à s'agenouiller devant les bourreaux de la classe ouvrière ou d'en recevoir le coup de grâce, quand elles auront perdu le meilleur de leur sang et toute dignité.

UN SOCIALISTE.

P.S. — J'ai lu avec beaucoup d'intérêt, dans la *R. P.* du 10 juillet, la réponse de Fernand Fortin à Styr-Nhair. Pas un mot sur tout ceci, pas un mot ! Voilà qui est à la fois très fort et très grave.



L'ASSASSINAT D'IGNACE REISS. Dossier, par **Victor Serge, A. Rosmer** et **Maurice Wullens.** (Editions Pierre Tisné, 7 fr.).

Membre du parti communiste de l'U.R.S.S., haut fonctionnaire du service secret à l'étranger du commissariat du peuple à l'Intérieur, Ignace Reiss fut assassiné près de Lausanne le 4 septembre 1937 par des émissaires de la police politique stalinienne.

Ce crime sanctionnait la rupture de ce fonctionnaire avec son gouvernement, rupture qui prit la forme d'une adresse au Comité central du parti communiste russe. Ecrit le 17 juillet, ce document ne parvint pas à destination, nous savons aujourd'hui pourquoi. Un tel assassinat est une répercussion à l'étranger des procès de Moscou, bien faits pour révolter des révolutionnaires comme Reiss, pourtant habitués à servir. Il prouve que la technique policière du Guépéou est tout à fait au point.

Le Guépéou dispose en effet de tueurs internationaux bien en main, armés contre les transfuges et les hérétiques compromettants. Ils ont pu d'ailleurs mettre au point leurs méthodes à la faveur des événements d'Espagne. C'est maintenant le tour de ceux qui ont pu s'échapper de Russie. Après la répression « légale » contre les opposants russes ou les témoins compromettants des procès, on poursuit à l'étranger ceux qui ne veulent pas plier.

Victor Serge nous raconte l'histoire de cet assassinat. Je puis rappeler que le 1er août 1937, à la réunion des amis de l'*Ecole Emancipée,* il nous apprit le geste récent de Reiss qui venait de libérer sa conscience, et le grand danger qu'il courait de ce fait. Nous étions alors sous le coup de renseignements plus qu'inquiétants de Nin. Et cela nous éclaira d'avance la nouvelle annoncée en septembre par les journaux qui ne nous prirent pas au dépourvu. Nous apprenons par Victor Serge pourquoi et comment Reiss rompit avec Moscou, à la lumière de son carnet personnel. Mais c'est Wullens qui s'est chargé de nous rapporter comment la police suisse découvrit l'identité des criminels. La nôtre ménage trop les copains russes : il n'y a qu'à voir comment elle a laissé sortir de prison la Grosovskaya, l'un des chaînons du crime Reiss. Tandis que Rosmer tire les conclusions politiques de cette fameuse affaire.

Le témoignage accablant de nos trois camarades a fourni la matière d'un petit livre, publié à la librairie Tisné. Une livraison des *Humbles,* la vaillante et propre revue de Wullens, en reprend le texte. Voilà un ouvrage des plus utiles, un acte pour ainsi dire en notre temps de bassesses.

A. RICHARD.

SOLIDARITE INTERNATIONALE ANTIFASCISTE

Au Président Negrin,

Après avoir pris connaissance de l'acte d'accusation dressé contre des camarades du P.O.U.M., accusés de forfaiture et de trahison, la section française de la S.I.A. persiste à réclamer que l'accusation soit abandonnée, que les inculpés soient immédiatement remis en liberté et que leur organisation ne demeure point hors la loi, car ledit acte ne contient rien qui puisse être sérieusement retenu à la charge des militants du P.O.U.M.

Ce procès, voulu par la Tchéka, ne peut avoir lieu. Ses échos atteindraient douloureusement les antifascistes du monde entier qui, n'étant pas d'obédience bolcheviste, ne peuvent admettre, même en tenant compte des terribles nécessités de votre lutte, qu'une révolution soit injuste et qu'un secteur antifasciste se débarrasse d'adversaires d'idée, antifascistes également, par la calomnie, la prison et la mort.

Si, au mépris de tout bon sens et de toute justice, le procès avait lieu, nous demandons qu'un avocat de la section française de la S.I.A. puisse en suivre les péripéties et intervenir pour la défense d'accusés qui nous sont chers, parce que frappés à tort dans leur honneur de militant et menacés dans leur vie.

La section française de la S.I.A.

Pour la révision du procès du P.O.U.M. ou l'amnistie immédiate

Voici le très important document qui nous est communiqué. Il est signé, comme on le verra, des personnages les plus représentatifs des différentes fractions du front antifasciste d'Espagne, à l'exclusion, bien entendu, des staliniens :

Le procès contre le Comité exécutif du P.O.U.M. a eu, en Espagne et à l'étranger, une résonance extraordinaire; le gouvernement de la république en connaît sans aucun doute tous les détails, c'est pourquoi nous ne croyons pas nécessaire d'en retracer ici l'histoire. Il nous suffira de rappeler que, accusés d'avoir commis les délits les plus monstrueux d'espionnage et haute trahison, Juan Andrade Rodriguez, Julian Comez Gorkin, Pedro Bonet Cuito, Enrique Adroher Pascual, et Georges Arquer Salto, furent traduits devant le tribunal d'exception chargé d'instruire ces sortes de délits. Les quatre premiers accusés ont été condamnés à 15 ans de travaux forcés, le dernier à 11 ans de la même peine.

Dans la sentence, la qualité d'antifascistes éprouvés des condamnés est reconnue, de même que leur constante participation dans la dure bataille que mène le peuple espagnol contre le fascisme. Il est également reconnu que ce n'est pas eux qui organisèrent ou provoquèrent les événements de mai 1937. L'accusation consiste seulement dans le fait qu'ils voulurent profiter de ces événements pour implanter, en Catalogne, un régime en accord avec les idées socialistes qui figurent au programme de leur parti. Cette responsabilité subsidiaire, si elle existe, rend cette sentence d'autant plus injuste qu'il n'y a pas eu d'autres procès ni d'autres accusés pour lesdits événements. Les soussignés ne peuvent approuver, en toute conscience, cette sentence, même si elle est sans appel, parce qu'elle contient, entre autres, une grave erreur de droit : le fait que le tribunal central d'espionnage s'attribue toute compétence pour dicter une sentence pour un cas de rébellion — c'est ainsi que le délit est qualifié dans la sentence — contrairement aux dispositions légales en vigueur qui réservent le jugement de ces sortes de délit aux tribunaux populaires de justice (D. D. du 7 mai 1937 et 24 mars 1938).

Mais, de plus, outre la raison citée plus haut qui est d'ordre juridique, nous en avons d'autres qui sont d'ordre politique. Les condamnés, tous vieux militants du mouvement ouvrier, prirent une part active dans les luttes de 1930 et avril 1931 qui conduisirent à l'établissement de la république, dans celles d'octobre 1934, février 1936 et juillet de la même année qui empêchèrent la réaction fasciste de s'installer au pouvoir. Aux yeux des masses populaires ces hommes apparaissent comme ayant été condamnés pour leurs idées révolutionnaires de toujours, comme des victimes d'une persécution politique. A l'étranger —et le gouvernement de la république le sait mieux que nous-mêmes — l'émotion a été énorme autour de cette affaire. Il est déjà question de faire un contre-procès à Paris avec le concours d'avocats français, anglais et américains connus. La cause de l'Espagne antifasciste peut-elle bénéficier de cela — surtout en ces moments? Non, évidemment.

Un sentiment de solidarité antifasciste envers les condamnés, et la conviction qu'ainsi nous servons l'intérêt général de la cause pour laquelle le prolétariat espagnol lutte si vaillamment, nous conduisent à demander au gouvernement qu'il permette la révision, par les voies légales, de ce procès et la réparation des erreurs que, à notre point de vue, contient la sentence dictée. Et, par dessus tout, nous désirons que ces vieux militants antifascistes qui, en Espagne et à l'étranger, jouissent d'une certaine sympathie, ne voient pas leurs énergies se consumer stérilement dans les prisons, alors que l'effort de tous est nécessaire pour vaincre l'ennemi et sauvegarder les droits de l'héroïque peuple espagnol.

En conséquence, nous sollicitons du Conseil des ministres la révision du procès, que s'ouvre une nouvelle instruction du procès des condamnés ou, à défaut, en attendant le moment de cette révision, une amnistie immédiate.

Luis Araquistain (du *Parti socialiste*), ancien ambassadeur d'Espagne à Paris; Largo Caballero (du *Parti soicliste*), ancien président du Conseil; Rodolfo Llopis, ancien directeur général de l'Enseignement; Jaime Miravitlles (de la *Gauche républicaine catalane*), commissaire à la propagande de la Généralité de Catalogne; Federica Montseny (de la *C.N.T.-F.A.I.*), ancienne ministre de l'Hygiène publique; Nicolau d'Olwer (président de l'*Action républicaine catalane*), gouverneur de la Banque d'Espagne, ancien ministre; Juan Peiro (de la *C.N.T.*), ancien ministre de l'Industrie; José Tarradellas (de la *Gauche républicaine catalane*), président du gouvernement de la Généralité.

Centre Syndical d'action contre la guerre

AUX SYNDICALISTES PARISIENS

Le développement de notre activité dans la région parisienne nécessite une installation régulière. Dans ce but, les camarades que nous avons réunis ont adopté les mesures suivantes :

1. Location d'un magasin dans une rue passante afin de bénéficier de l'exposition publicitaire que nous projetons;
2. Ce « Foyer Pacifiste » sera le lieu de rencontre des syndicalistes de Paris et de province. On s'y réunira. On y entreposera le matériel. La littérature syndicaliste et pacifiste y sera vendue. On y fera des cours de documentation;
3. Chaque syndicaliste parisien est invité à verser dix francs au compte chèque postal : Maupioux 1959-32, Paris, avec cette mention : Pour le « Foyer Pacifiste »;
4. Si la somme nécessaire à l'installation n'est pas obtenue avant le 15 mars, l'argent reste à la disposition des souscripteurs, ou sera affecté à l'abonnement à la « Feuille Bimensuelle ».

Les 1.200 syndicalistes parisiens qui nous ont fait confiance par écrit, les 3.000 syndiqués qui ont signé collectivement leurs lettres, voudront bien s'intéresser activement à cette nouvelle réalisation contre la guerre et y intéresser leur entourage. Nous rendrons compte des premiers résultats dans le numéro du 1er février.

Les syndicalistes parisiens ont une occasion de démontrer publiquement leur capacité constructive.

Le Secrétariat.

Le gérant : M. Chambelland

Imp. S.N.I.E., 32, rue de Ménilmontant, Paris (20e)

S. I. A.

SOLIDARITE INTERNATIONALE ANTIFASCISTE

L'aide aux camarades espagnols

Service des colis de solidarité pour les camps et les réfugiés

COLIS « A » à 25 FRANCS

Un rasoir avec lames
Un blaireau avec savon.
Une glace de poche
Une savonnette
Une brosse à dents avec pâte
Un nécessaire pour coudre
Papiers, enveloppes, crayons, timbres-poste.
Un paquet de tabac avec feuilles
Un peigne et un gant de toilette
Un mouchoir

COLIS « B » à 35 FRANCS

Une paire de chaussettes
Une paire d'espadrilles
Une chemise
Un caleçon
Une serviette

COLIS « C » à 40 FRANCS

Une livre de café
Un kilo de sucre
Une livre de chocolat
Une boîte de lait
Une boîte de sardines
Une boîte de pâté
Une boîte de fromage
Une boîte de bœuf à la gelée
400 grammes de savon

COLIS « D » à 100 FRANCS

Le colis « A »
Le colis « B »
Le colis « C »
LES TROIS PAQUETS REUNIS.

NOTA : Pour les femmes et les enfants, le contenu du colis A et du colis B sera conditionné, naturellement, en tenant compte du remplacement à effectuer pour certains articles.

Dès la remise d'une des sommes indiquées ci-dessus le colis correspondant est expédié à un camarade espagnol **nommément désigné**, soit désigné **par le donateur** s'il le désire, soit choisi par S.I.A. dans le cas contraire.

Les fonds doivent être adressés à

FAUCIER, 26, rue de Crussol, Paris XIe. — Chèque postal : 596-03 Paris.

ou versés aux bureaux de S.I.A. même adresse ou encore au bureau de la « R.P. » ou à son chèque postal.